



## Parlons-en

Mesurer le dialogue interculturel  
pour la paix et l'inclusion

Publié en 2022 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France et l'Institute for Economics and Peace, 205 Pacific Highway, St Leonards, Sydney, 2065 NSW, Australie.

© UNESCO 2022  
*Deuxième édition 2023*

ISBN: 978-92-3-200278-5 (print/pdf)  
EAN: 9789232002785 (print/pdf)  
ISBN 978-0-6455610-2-9 (Institute for Economics and Peace)



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO ([www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr](http://www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr)).

Titre original : We Need to Talk: Measuring intercultural dialogue for peace and inclusion  
Publié en 2022 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et Institute for Economics and Peace - Institut pour l'Économie et la Paix.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Les images Shutterstock, UN Photos et les images figurant aux pages 74, 81 et 84 de la publication ne sont pas couvertes par la licence CC-BY-SA et ne peuvent être utilisées ou reproduites sans l'autorisation préalable des détenteurs des droits d'auteur.

Traduit par : Atlantique Traduction

Photo de couverture : Shutterstock

Création graphique et mise en page : Institute for Economics and Peace

Conception de la couverture : Institute for Economics and Peace

Crédits photos : P.9 – UN Photo/B.Lane ; P.16 – UNESCO/J. Monteiro ; P.30 – UN Photo/Eskinder Debebe ; P.58 – UN Photo/Eskinder Debebe ; P.74 – Gameli Tordzro/Naa Densua Rordzro ; P. 81 – ArtLords of Afghanistan ; P.84 (les deux images) - Wellington Arpilleras Collective

Impression : UNESCO

Imprimé à Paris

<https://doi.org/10.54678/UVRX9475>

## Parlons-en !

Alors que le monde devient de plus en plus interconnecté, l'amélioration des capacités à engager et à mener un dialogue efficace est nécessaire afin de relever les défis mondiaux. **Actuellement, 1,5 milliard de personnes vivent dans des pays où le dialogue interculturel est faible** et où les enjeux mondiaux tels que la pauvreté absolue, le terrorisme et les déplacements forcés de population sont plus répandus. Pour forger une coopération efficace et maintenir la paix, le renforcement du dialogue interculturel doit être une priorité.

Pour la première fois, *Parlons-en* présente **des preuves empiriques du lien entre le dialogue interculturel et la paix, la prévention de conflits, la non-fragilité, ainsi que les droits de l'Homme**. En s'appuyant sur les données innovantes du nouveau *Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel*, ce rapport **met en évidence les principales politiques et opportunités d'intervention pour le dialogue interculturel en tant qu'instrument d'inclusion et de paix**.

À l'aide de **données couvrant plus de 160 pays dans toutes les régions**, le rapport présente un cadre des structures, des processus et des valeurs nécessaires pour soutenir le dialogue interculturel, en examinant les dynamiques et les liens entre eux pour révéler des opportunités politiques substantielles aux avantages étendus.

Les décideurs politiques, les agents de développement, les acteurs de la paix et de la sécurité, les universitaires et bien d'autres sont invités à **tirer parti de l'analyse de ce rapport et des conclusions du Cadre pour renforcer le dialogue interculturel à travers le monde**.

Ensemble, parlons-en !



« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix. »

# Parlons-en

Mesurer le dialogue interculturel  
pour la paix et l'inclusion

# Avant-propos

Le monde est à la croisée des chemins. Alors que les défis mondiaux tels que le changement climatique, le COVID-19, les conflits et la précarité économique exigent des solutions coopératives, nous constatons également que des niveaux records de xénophobie, de racisme et de discours politiques clivants déchirent les sociétés. Les transformations numériques ayant pourtant le pouvoir de nous rapprocher nous éloignent encore plus les uns des autres. La confiance dans les institutions, dans les "autres", diminue alors que les communautés sont confrontées à une inégalité croissante.

Si nous voulons atteindre les Objectifs de développement durable et relever ces défis, nous devons nous rassembler à nouveau. Nous devons renforcer la confiance et la compréhension. Nous devons travailler ensemble. Nous devons parler.

C'est pourquoi l'UNESCO, dont le mandat est de promouvoir la paix et la compréhension culturelle, a élaboré le Cadre pour favoriser le dialogue interculturel. Le dialogue interculturel est notre voie vers la collaboration. C'est un moyen de se comprendre mutuellement, de coopérer et d'instaurer la confiance. C'est un moyen de célébrer et de tirer parti de la diversité. C'est un outil pour la paix et l'inclusion. C'est un moyen d'avancer vers un avenir meilleur. Aujourd'hui, 1,5 milliard de personnes vivent dans des pays où le dialogue interculturel est faible et où les enjeux mondiaux tels que la pauvreté absolue, le terrorisme et les déplacements forcés de population sont plus répandus. Pour soutenir un changement durable et faire du dialogue interculturel un outil de paix, de cohésion sociale et de droits de l'homme, nous devons d'abord comprendre ce qui est nécessaire pour un dialogue interculturel efficace et comment nous pouvons le favoriser. Nous avons besoin d'élargir nos connaissances et de développer des données sur ce qui est primordial pour la réussite du dialogue interculturel.

L'UNESCO a lancé une initiative avec l'Institut pour l'Économie et la Paix afin de combler ce manque de connaissances et de renforcer le dialogue interculturel. Dans le cadre de cette initiative, nous avons élaboré le cadre novateur de l'UNESCO intitulé *Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel*, associé à ce rapport, afin de mettre en évidence les possibilités de politiques et d'interventions clés en faveur du dialogue interculturel. Pour la première fois, le lien entre le dialogue interculturel et la paix durable, la prévention des conflits et les normes strictes en matière de droits de l'homme est étayé par des faits. Le Cadre a démontré que des efforts ciblés peuvent faire une différence significative, les pays avec un fort dialogue interculturel faisant également preuve d'une plus grande protection des droits de l'homme, d'une meilleure prévention des conflits, de la non-fragilité et de la paix. Grâce au Cadre, nous avons pu comprendre l'environnement favorable au dialogue interculturel et disposer de données ciblées aux niveaux national, régional et mondial, qui peuvent être utilisées par les responsables politiques pour informer leurs politiques et, en définitive, afin d'obtenir un plus grand impact sur la paix et le développement par le biais du dialogue interculturel.

Cette initiative n'est qu'un début. À l'avenir, l'UNESCO travaillera avec les États pour développer des politiques et des stratégies visant à favoriser le dialogue interculturel à l'aide de ces résultats et à assurer un leadership mondial en matière de dialogue interculturel.

Le *Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel* et le rapport *Parlons-en* peuvent offrir aux pays et aux organisations les orientations dont ils ont besoin pour transformer le dialogue. Faisons les premiers pas vers un avenir plus pacifique et inclusif, en utilisant ce rapport pour exploiter le pouvoir transformateur du dialogue.



**Gabriela Ramos**  
Sous-Directrice générale pour les  
sciences sociales et humaines, UNESCO



**Steve Killelea,**  
Fondateur et président,  
Institute for Economics and Peace

# Remerciements

Ce rapport a été écrit par David Hammond (IEP), Nadia Sorensen (IEP) et Olivia Adams (IEP), sous la direction éditoriale et technique d'Euan Mackway-Jones (UNESCO), Marcel Smits (IEP) et Sylvana Lewin (UNESCO). Ann-Belinda Preis (anciennement de l'UNESCO) a apporté une contribution significative aux premières étapes du développement du projet. La direction stratégique a été assurée par Gabriela Ramos, Sous-Directrice générale pour les Sciences Sociales et Humaines (UNESCO) et Anna Maria Majlöf (UNESCO).

Nous exprimons également notre sincère gratitude aux auteurs des cinq documents de réflexion qui ajoutent une réflexion dynamique et une richesse au rapport : Professeur Alison Phipps (Université de Glasgow), Dr Bob W. White (Université de Montréal), Dr. Iffat Idris (Université de Birmingham), Professeur Tim Murithi (Institut pour la Justice et la Réconciliation), et Dr. Veronica Boix Mansilla (Harvard Graduate School of Education).

Le rapport a été construit avec la contribution technique et la validation d'un large éventail d'institutions partenaires qui ont généreusement partagé leurs idées et leurs commentaires, notamment à travers l'élaboration de l'Architecture conceptuelle et technique précédemment publiée qui a guidé le développement du cadre : Alton Grizzle (UNESCO), Andy Pratt (City University), Anthony Krause (UNESCO), Arnaud Drouet (UNESCO), Assel Ultegenova (UNESCO), Atif Rizvi (CELL Foundation), Bandiougou Diawara (UNESCO), Brigitte Lapierre (Global Affairs Canada), Clare Stark (UNESCO), Dov Lynch (UNESCO), Edison Carvalho (UNESCO), Eline Sigfusson (Nordic Cultural Fund), Fethi Mansouri (Deakin University), Henk-Jan Brinkman (UN PBO), Henrik Mungenast (PNUD), Jannie Lilja (SIPRI), Jing Xu (UNESCO), José Pessoa (Institut de statistique de l'UNESCO), Linda Tinio (UNESCO), Lydia Ruprecht (UNESCO), Maria Christina Bergmann (UNESCO), Marie Sautin (Conseil de l'Europe), Mimouna Abderrahmane (UNESCO), Morgan Martinez (UNESCO), Paola Leocini Bartoli (UNESCO), Paula Drumond (Pontificia Universidade Católica do Rio de Janeiro), Prue Holmes (Durham University), Sara Batmanglich (Banque mondiale), Susanne Schuttgen (UNESCO), Vesna Dasovic-Markovic (PNUD).

Nos remerciements s'adressent également aux personnes qui ont généreusement accepté d'examiner la version préliminaire et d'améliorer le rapport grâce à leurs commentaires pertinents : Alton Grizzle (UNESCO), Daniel Hyslop (Interpeace), Jose Pessoa (UNESCO), Karel Fracapane (UNESCO), Ke Leng (UNESCO), Lucy Turner (PNUD), Olivier Lavinal (Banque mondiale) et Samuel Rizk (PNUD).

Enfin, nous tenons à remercier nos collègues de l'UNESCO, Mimouna Abderrahmane et Adele Green, ainsi que notre collègue de l'IEP, Mohib Iqbal, pour leur soutien à différents stades du processus de publication.



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Financé par le Gouvernement du Canada

# Table des matières

<b>Résumé</b>	<b>6</b>
<b>Section 1 : Présenter et mesurer le dialogue interculturel</b>	<b>10</b>
1.1 Introduction	11
1.2 Élaboration du Cadre	12
1.3 Mesurer le dialogue interculturel - Le Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel	13
<b>Section 2 : Dynamiques, avantages et tendances du dialogue interculturel</b>	<b>17</b>
2.1 Dynamiques du Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel	18
2.2 Améliorer la paix, la sécurité et le développement grâce au dialogue interculturel	23
2.3 Tendances Régionales	27
<b>Section 3 – Études de cas : le dialogue interculturel à l'œuvre</b>	<b>31</b>
3.1 Introduction	32
3.2 Finlande - Suomi	33
3.3 Ghana	38
3.4 Jamaïque - Xaymaca	43
3.5 Nouvelle-Zélande - Aotearoa	48
3.6 Oman	53
<b>Section 4 — Articles de réflexion</b>	<b>59</b>
4.1 Introduction	60
4.2 La voie de l'éducation : Cultiver les bases d'une paix durable	60
4.3 La voie des médias et des TIC	69
4.4 Le parcours de la culture et des arts	80
4.5 La voie de l'urbanisme et des paysages urbains	93
4.6 La voie de la négociation politique	100
<b>Références</b>	<b>108</b>
<b>Annexe 1 : Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel - Méthodologie</b>	<b>114</b>
Domaines et indicateurs	114
Disponibilité et imputation des données	117
Calculs de domaines - Regroupement	117
Pondération des indicateurs	118
Choix des études de cas	118

# Résumé

Actuellement, 1,5 milliard de personnes vivent dans des pays où le dialogue interculturel est faible, ou dans des États, dont la capacité à mettre en œuvre et à réaliser un dialogue efficace est réduite, alors même que des défis mondiaux tels que la pauvreté, le terrorisme et les déplacements forcés y sont répandus. Le dialogue interculturel est défini par l'UNESCO, comme étant : « un processus mis en œuvre pour induire une communication transformatrice. Ce processus ne peut exister qu'avec des possibilités d'interactions et un groupe diversifié de participants attachés à des valeurs telles que le respect mutuel, l'empathie et la volonté de s'ouvrir aux différents points de vue. » (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Institut pour l'Économie et la Paix (IEP), 2020). Selon cette définition, le dialogue interculturel a une signification à la fois aux niveaux macro et micro et s'applique dans une multitude de domaines. Une équipe de football réunissant d'anciens combattants, un réseau de médias promouvant les voix autochtones, un système scolaire favorisant la tolérance religieuse sont autant d'exemples de dialogue interculturel en pratique.

Alors que le monde est de plus en plus interconnecté, les défis à relever pour répondre à une diversité croissante ont amplement démontré l'importance du dialogue interculturel pour des résultats significatifs en matière de développement et de sécurité, notamment en s'attaquant aux causes profondes des conflits et en soutenant des sociétés pacifiques (Orton, 2009 ; Nations Unies ; Banque mondiale, 2018). Pour la première fois, le rapport mondial *Parlons-en* établit un lien quantitatif entre le dialogue interculturel et ces résultats afin de fournir aux gouvernements et aux décideurs, des informations exploitables pour mettre en œuvre des processus de dialogue efficaces et s'attaquer aux problèmes mondiaux urgents.

*Parlons-en* s'appuie sur des travaux antérieurs décrits dans le [Cadre conceptuel et technique](#), publié par l'UNESCO et l'IEP, en 2020. Ce rapport a reconnu que l'efficacité du dialogue interculturel en tant qu'instrument favorisant la paix et l'inclusion est entravée par un manque de connaissances et de données factuelles limitant les informations sur la pratique et les défis en matière de soutien politique et financier à long terme. Le travail a également révélé que le dialogue interculturel ne se construit pas dans le vide ; au contraire, il nécessite d'être soutenu par des structures, des compétences et des processus spécifiques. Par conséquent, ce travail a fourni une base essentielle au développement du *Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel*, un outil analytique qui mesure l'environnement favorable à un dialogue interculturel efficace dans 160 pays. Ces derniers

ont été sélectionnés en fonction de sources de données secondaires choisies au préalable. En utilisant les données du Cadre, ce rapport analyse les tendances clés et fournit une réflexion plus approfondie, en particulier sur les résultats que peut produire le dialogue interculturel sur une plus grande échelle en matière de développement et de sécurité.

*Parlons-en* aborde également les objectifs clés de la Décennie internationale du rapprochement des cultures des Nations Unies, l'Objectif de développement durable (ODD) 16 sur *la paix, la justice et les institutions efficaces* et la priorité accordée par le Secrétaire général des Nations Unies à la prévention des conflits en tant qu'objectif transversal des initiatives de développement, d'aide humanitaire et de paix. Ainsi, le rapport mondial souligne le rôle que peut jouer le dialogue interculturel dans l'avancement des priorités stratégiques. Il entend servir d'étape essentielle dans le renforcement de données concrètes sur le dialogue pour la paix et le développement et en faciliter l'utilisation par les parties prenantes.

## PRÉSENTER ET MESURER LE DIALOGUE INTERCULTUREL

La section 1 du rapport souligne la complexité d'établir une définition du dialogue interculturel et la nécessité de le mesurer notamment en utilisant le Cadre, en mettant en évidence les concepts et les processus clés. Le rapport mondial s'appuie sur des recherches, elles-mêmes fondées sur des consultations d'experts, une analyse substantielle de la documentation et un exercice de cadrage des données. Soulignant l'objectif ambitieux du projet, ce processus a mis en évidence certains des principaux défis à relever afin de construire un cadre technique, tel que le Cadre, visant à mesurer le dialogue interculturel. Compte tenu de ces défis, l'une des principales priorités a été, comme nous venons de l'évoquer, d'élaborer une définition opérationnelle du dialogue interculturel.

Ces exercices ont également évalué les conditions nécessaires qui favorisent le dialogue interculturel en observant, au niveau macro, sa présence dans les institutions et les politiques constituant la base des structures sociétales, et en cherchant, au niveau micro, les compétences et les valeurs développées qui assurent un dialogue interculturel efficace. Le rapport présente donc les neuf domaines et les 21 indicateurs retenus pour le Cadre et explique comment ceux-ci révèlent les éléments de la société qui favorisent un dialogue interculturel efficace. Les neuf domaines identifiés comprennent quatre domaines de soutien, *leadership et organisation, inclusion et représentation, liens et cohérence, et compétences et valeurs, et cinq domaines structurels, égalité horizontale,*

*stabilité et non-violence, cohésion sociale, gouvernance et citoyenneté, ainsi que liberté d'expression.*

## DYNAMIQUES, AVANTAGES ET TENDANCES DU DIALOGUE INTERCULTUREL

La section 2 identifie les relations entre les domaines du Cadre, en identifiant de fortes corrélations positives dans la plupart des domaines. Les résultats soulignent la nature systémique du Cadre, ce qui signifie que des niveaux plus élevés dans un domaine sont généralement associés à des niveaux plus élevés dans un autre domaine. Cela signifie également que des scores élevés dans ces domaines combinés conduisent à des résultats encore plus importants, tels que la gestion positive de la diversité, la prévention active des conflits et la création des conditions d'une paix durable.

L'analyse de la relation entre le dialogue interculturel et le développement économique montre de façon significative que si une économie forte est utile, elle n'est pas nécessaire au renforcement du dialogue interculturel. Par exemple, les pays à faible revenu obtiennent un score moyen supérieur de 17,6 % dans le domaine du *leadership et de l'organisation* que les pays à revenu plus élevé, ce qui démontre qu'un leadership et des institutions solides défendant le dialogue interculturel peuvent contrebalancer les défis auxquels sont confrontés les pays aux économies plus faibles<sup>1</sup>. Cela indique qu'un dialogue interculturel efficace est un objectif réalisable pour tous les pays.

La section 2 explore également les avantages additionnels d'un dialogue interculturel élevé, avec une forte corrélation statistique établie entre un score élevé du Cadre et la prévention des conflits et la non-fragilité (-0,941), la paix (-0,842) et la protection des droits humains (-0,775). Ces relations étroites entre le Cadre et d'autres résultats en matière de paix et de sécurité signifient que les gouvernements, les décideurs et les membres de la société civile disposent d'un large éventail de domaines dans lesquels des améliorations peuvent être apportées. En particulier, trois domaines du Cadre (*compétences et valeurs, inclusion et représentation, et cohésion sociale*) présentent de fortes corrélations avec la fragilité des États, ce qui signifie que les améliorations dans ces domaines du dialogue interculturel peuvent constituer une première étape clé du processus de stabilisation.

Le rapport mondial est innovant dans son analyse du dialogue interculturel aux niveaux mondial, régional et national. En calculant les moyennes régionales, les domaines du Cadre dans lesquels les régions mondiales sont performantes et les domaines qui pourraient être améliorés apparaissent clairement. L'analyse au niveau régional met également en évidence les différences et les similarités entre les régions. Les résultats révèlent que toutes les régions sont, en moyenne, plus performantes dans les domaines structurels que dans les domaines de soutien. Néanmoins, les différences entre les scores

moyens régionaux sont plus importantes pour les domaines structurels que pour les domaines de soutien. Si le Cadre peut être considéré comme systémique, avec de fortes corrélations entre les différents domaines, il existe une grande variété dans les différentes combinaisons de forces et de défis auxquels les États sont confrontés, en particulier dans les domaines de soutien. L'analyse régionale est importante pour l'élaboration des politiques. Elle montre que les recommandations visant à améliorer le dialogue interculturel varieront grandement d'une région à l'autre, puisque chaque région possède des forces différentes et fait face à des défis distincts en matière de dialogue interculturel.

## LE DIALOGUE INTERCULTUREL EN ŒUVRE

La section 3 examine de près cinq études de cas, incluant un État très performant dans chacune des régions. Les cinq pays sélectionnés sont la Nouvelle-Zélande pour l'Asie et le Pacifique, la Finlande pour l'Europe et l'Amérique du Nord, le Ghana pour l'Afrique, la Jamaïque pour l'Amérique latine et les Caraïbes et Oman pour les États arabes. Toutes ces études de cas fournissent un contexte historique et une analyse détaillée des points forts de chaque État dans les domaines du dialogue interculturel ainsi que des domaines à améliorer. Elle présente des exemples positifs d'institutions, d'initiatives politiques et de bonnes méthodes qui soutiennent un dialogue interculturel efficace dans la pratique. Les cinq pays sont plus performants dans les domaines structurels que dans les domaines de soutien. Ces derniers obtiennent également des scores supérieurs à la moyenne mondiale dans deux domaines structurels (*gouvernance et citoyenneté et cohésion sociale*) illustrant, à travers divers exemples, l'importance de solides institutions, cadres juridiques et initiatives pour faciliter un dialogue interculturel efficace et inclusif.

## LE DIALOGUE INTERCULTUREL EN PRATIQUE

La section 4 présente cinq articles de réflexion examinant les implications des résultats du Cadre pour les politiques et les pratiques visant à soutenir le dialogue interculturel par le biais de l'éducation, des médias et des TIC, de la culture et des arts, de la gouvernance locale et l'urbanisme ainsi que de la négociation politique. Rédigé par des experts de ces différents domaines, chaque article examine la signification des données pour les politiques et les pratiques de soutien au dialogue interculturel. Les articles proposent également une série d'exemples et de recommandations, permettant de mieux comprendre les nouvelles données du *Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel*. Ils mettent en lumière la diversité des actions possibles pour favoriser le dialogue interculturel et l'impact potentiel de ces actions.

<sup>1</sup> Fait référence au score moyen du domaine *leadership et organisation* de 30 pays à faible revenu inclus dans le Cadre, comparé à la moyenne de 43 pays à revenu plus élevé.

## PERSPECTIVES

Grâce à l'analyse des données du Cadre, aux études de cas et aux articles de réflexion, l'objectif principal du rapport mondial est d'aider les gouvernements, les parties prenantes de la société civile et les autres praticiens à reconnaître la valeur du dialogue interculturel, à le comprendre sur le plan conceptuel et à apprendre comment le soutenir dans la pratique. Le rapport vise principalement à rendre opérationnelle l'utilisation d'informations fondées sur des données factuelles afin d'identifier les domaines permettant de rendre l'environnement plus favorable au dialogue interculturel et afin de collaborer avec les gouvernements, les décideurs et les praticiens sur des initiatives visant à réaliser un dialogue interculturel efficace dans la pratique. Ce rapport n'est cependant qu'une étape d'un processus. Les données que le Cadre a fournies et continuera de fournir, serviront de base à une offre opérationnelle renforcée de l'UNESCO et de ses partenaires afin de mieux soutenir les efforts en matière de renforcement de capacités, d'assistance technique et de coordination, permettant d'améliorer les processus d'un dialogue efficace sur le terrain. À l'avenir, les données seront utilisées pour organiser des dialogues sur des politiques pilotes, en établissant des feuilles de route, pour mobiliser plus efficacement le dialogue interculturel autour de questions spécifiques, tout en testant de nouvelles approches afin de renforcer les capacités à interpréter, utiliser et répondre à ces données. À terme, nous espérons qu'un dispositif de soutien au dialogue pourra être mis en place dans l'objectif de renforcer les capacités, le financement et la coordination du dialogue interculturel.

nal de la mujer  
International Women's Year tribu



## Section 1

# Présenter et mesurer le dialogue interculturel



## 1.1 Introduction

Face aux défis mondiaux persistants - tels que l'inégalité, les discours politiques clivants, la discrimination et l'intolérance, les déplacements internes et l'extrémisme violent, des approches innovantes sont nécessaires pour exploiter la puissance de notre diversité. Alors que le monde devient de plus en plus interconnecté, l'importance du renforcement des valeurs, des institutions et des compétences favorisant le dialogue est devenue plus évidente afin d'instaurer la confiance et le respect nécessaires à une résolution pacifique des conflits intercommunautaires et à la prévention des persécutions. Le succès des systèmes gouvernementaux, des écoles et des économies dépend fortement de la capacité à exploiter et à tirer avantage de la diversité grandissante des vécus et des points de vue présents dans les sociétés, en améliorant la communication (Deloitte et Special Broadcasting Service (SBS), 2019). Par conséquent, l'importance du dialogue interculturel est de plus en plus reconnue en tant qu'instrument essentiel à la réalisation d'objectifs clés en matière de développement et de paix, notamment en s'attaquant aux causes profondes des conflits et en soutenant les sociétés pacifiques (Orton, 2009 ; Nations Unies ; Banque mondiale, 2018).

Les États membres de l'UNESCO ont reconnu la nécessité de disposer de meilleures données en matière de dialogue interculturel afin de s'attaquer efficacement aux problèmes mondiaux urgents. L'adoption de la décision 202 EX/12, lors de la 202<sup>e</sup> session du Conseil exécutif de l'UNESCO, à l'automne 2017, reflète cette promesse de fournir des informations plus factuelles et plus adaptées à la demande afin de soutenir les États membres. Cette initiative est soutenue par la directive de la Décennie internationale du rapprochement des cultures (2013-2022), organisée par l'UNESCO. L'un des principaux défis pour les décideurs politiques réside dans un manque de données pertinentes ou actualisées mesurant directement le dialogue interculturel. Sans données spécifiques permettant d'identifier ou d'évaluer les progrès réalisés en matière de dialogue interculturel, il est difficile d'élaborer des politiques visant à remédier aux lacunes du dialogue interculturel.

En réponse à ces défis, le *Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel* a été élaboré pour mesurer les conditions propices au dialogue interculturel. Ce cadre permet de s'assurer

### ENCADRÉ 1.1

#### Définition opérationnelle du dialogue interculturel

« Un processus mis en œuvre pour produire une communication transformatrice. Ce processus nécessite un espace avec des possibilités d'interactions ainsi qu'un groupe diversifié de participants attachés à des valeurs telles que le respect mutuel, l'empathie et la volonté de s'ouvrir aux points de vue différents. » (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Institut pour l'Économie et la Paix (IEP), 2020)

que le dialogue interculturel est mobilisé efficacement et permet également d'évaluer son impact sur la réalisation d'objectifs clés en matière de développement et de paix. Le Cadre est fondé sur une définition opérationnelle du dialogue interculturel qui a été établie par le biais de consultations d'experts et d'une analyse approfondie de la documentation.

### ENCADRÉ 1.2

#### Qu'est-ce que le Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel ?

Le *Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel* est un outil analytique, destiné aux États membres, qui mesure l'environnement favorable à un dialogue interculturel efficace dans 160 pays. Il contient 9 domaines composés de 21 indicateurs représentant les facteurs sociétaux clés, aux niveaux macro et micro, qui permettent de créer l'espace et les opportunités nécessaires à la réussite du dialogue interculturel.

Le Cadre comprend des données et des informations contribuant à prioriser les interventions qui soutiennent des processus de dialogue interculturel efficace. Cet outil peut aider les États membres à mieux gérer les objectifs clés en matière de développement, tels que la prévention des conflits et la réduction de la fragilité des États, la paix et la protection des droits humains - trois objectifs clés que les États membres ont identifiés comme particulièrement importants (UNESCO, 2018).

### ENCADRÉ 1.3

#### Relier les objectifs internationaux

Ce projet fait suite à la Décennie internationale du rapprochement des cultures, à l'ODD 16 et à la priorité donnée par le Secrétaire général de l'ONU à la prévention des conflits comme objectif transversal des activités de développement, d'aide humanitaire et de paix de l'ONU. Il souligne la façon dont le dialogue interculturel peut être une solution à l'avancement des priorités stratégiques.

En utilisant les données du Cadre, les États membres peuvent identifier les obstacles au dialogue interculturel et donner la priorité aux investissements susceptibles d'en améliorer l'efficacité. Le rapport peut aider les acteurs nationaux et/ou locaux à mieux gérer la diversité en clarifiant les données relatives au dialogue interculturel. Le Cadre peut être utilisé par les États membres, les décideurs politiques et les praticiens pour donner la priorité aux interventions visant à atteindre la cohésion sociale, la prévention des conflits et le maintien de la paix, contribuant à terme à l'Objectif de développement durable (ODD) 16. L'ODD 16 - Paix, justice et institutions efficaces - vise à « promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives afin d'assurer le développement durable, l'accès de tous à la justice et

<sup>2</sup> Ce modèle de confrontation est parfois qualifié de modèle de théologie de la libération par des chercheurs universitaires comme Abu-Niber et al. (2007).

mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous » (Division de statistique des Nations Unies, 2021).

### 1.1.1 Structure du rapport

La section 1 présente le cadre de base et les concepts clés utilisés, dont celui du dialogue interculturel, ainsi que les domaines structurels et les domaines de soutien qui composent ce Cadre. Cette section du rapport décrit les consultations d'experts, l'analyse de la documentation et l'exercice de cadrage des données en tant qu'outil d'évaluation des conditions favorisant la réussite du dialogue interculturel. La section analyse également les raisons pour lesquelles le dialogue interculturel est important dans la réalisation d'objectifs plus larges et comment il contribue à la recherche de la paix.

La Section 2 examine la manière dont les domaines du Cadre s'articulent entre eux dans le soutien d'un dialogue interculturel efficace. La section analyse les domaines qui sont particulièrement importants dans la garantie de résultats clés, tels que la prévention des conflits et la réduction de la fragilité des États, la paix ainsi que la protection des droits humains. Les tendances régionales sont également étudiées dans cette section.

La section 3 examine minutieusement cinq études de cas chacune se concentrant sur un État de chaque région du monde. Ces études de cas ont été choisies en fonction de leurs performances exceptionnelles dans leur région respective. Chaque étude de cas fournit une analyse des forces et des faiblesses de chaque État dans les différents domaines du dialogue interculturel et présente des exemples de réussite d'institutions, d'initiatives politiques et de pratiques soutenant un dialogue interculturel efficace dans la pratique.

La section 4 contient cinq articles de réflexion rédigés par des experts en médias et TIC, culture et arts, en éducation, gouvernance locale et urbanisme ainsi qu'en négociation politique. Ces articles examinent les implications des conclusions du Cadre pour les politiques et les pratiques visant à soutenir le dialogue interculturel dans ces différents domaines.

Enfin, une explication complète de la méthodologie du Cadre est présentée en annexe.

## 1.2 Élaboration du Cadre

Afin de mieux comprendre la valeur du dialogue interculturel, l'UNESCO-ISU a mené une enquête auprès des États membres sur le sens et l'objectif du dialogue interculturel en 2017 (UNESCO-UIS, 2018). Les 17 questions qualitatives et quantitatives ont été divisées en trois sections principales : Définition, État des lieux et Orientations opérationnelles. Les conclusions de l'enquête ont souligné que les États membres accordent une grande valeur au dialogue interculturel mais faute de données nourrissant une base factuelle solide, ils ne partagent pas une compréhension commune en matière de soutien. Cela a encore contribué à démontrer la nécessité de cette initiative.

Sur la base de cette orientation initiale, un vaste processus de recherche et de consultation a été lancé pour concevoir le cadre conceptuel et technique de l'initiative. Il comprenait la préparation d'une étude de cadrage, une réunion d'experts et des consultations d'experts.

### 1.2.1 Étude de cadrage

Dans la première étape du processus, l'UNESCO a engagé l'Institut pour l'Économie et la Paix (IEP), un institut majeur en matière de recherche mondiale sur les données relatives à la paix et aux conflits, pour entreprendre une étude de cadrage qui examine la faisabilité conceptuelle et technique en termes de production de nouvelles données sur le dialogue interculturel. L'étude de cadrage a incorporé deux éléments clés : une analyse de la documentation et un exercice de cadrage des données.

### 1.2.2 Analyse de la documentation

L'IEP a réalisé une analyse de la documentation pour évaluer les approches permettant de mesurer le dialogue interculturel. Le document du Conseil de l'Europe intitulé *Livre blanc sur le dialogue interculturel : Vivre ensemble dans l'égalité* (2008) a constitué un premier point de référence. Le Conseil de l'Europe définit le dialogue interculturel comme un « échange d'opinions ouvert, respectueux et basé sur la compréhension mutuelle, entre des individus et des groupes qui ont des origines et un patrimoine ethnique, culturel, religieux et linguistique différents » (Conseil de l'Europe, 2008 : 10-11). Il suggère que le dialogue interculturel opère à tous les niveaux (c'est-à-dire au sein de la société, entre les sociétés, mais également au niveau mondial) et stipule que la compréhension et le respect mutuels doivent être les fondements d'un dialogue interculturel efficace (Conseil de l'Europe, 2008).

Sur la base de cette définition, l'analyse de la documentation a cherché à répondre aux questions suivantes :

- Comment le dialogue interculturel est-il défini dans les différents domaines de recherche ?
- Qu'est-ce que la littérature existante désigne comme efficace ?
- Quels cadres existent dans la littérature pour mesurer le dialogue interculturel ?

Les principales conclusions ont révélé que :

- 1) Le plus souvent, le dialogue interculturel est défini par son but ou son objectif. Un exemple consiste à mesurer l'efficacité du dialogue interculturel en tant que capacité à influencer un changement de perception ou à parvenir à un accord entre des acteurs culturellement distincts (Froude et Zanchelli, 2017 ; Orton, 2009). La recherche dans ce domaine utilise fréquemment une méthodologie qualitative enquêtant sur les perceptions en amont et en aval de l'engagement au dialogue interculturel. La littérature met également en évidence une double caractéristique du dialogue interculturel, à la fois principe et outil de changement. Cette distinction a été essentielle dans l'élaboration du cadre de ce rapport, en mettant à la fois l'accent sur le dialogue interculturel comme environnement nécessaire et comme

pratique instrumentale.

- 2) Le dialogue interculturel est efficace lorsque l'environnement qui l'entoure favorise l'inclusion, l'interaction et l'engagement de toute une société. Cela dépend des capacités et de la volonté des individus à communiquer efficacement et ouvertement. Un environnement favorable peut se définir comme l'absence de violence et de discrimination (Zachariassen et al. 2016, Phipps, 2014, Nimer et Smith 2016) et la présence de libertés civiles, telles que la liberté de la presse et la liberté d'expression religieuse et culturelle (Zachariassen et al 2016, Orton 2009). En outre, l'ouverture, l'interrelation et la compréhension des autres cultures sont essentielles à la réalisation du dialogue interculturel (Orton 2009). Les établissements éducatifs sont également pertinents; ils offrent aux élèves une structure permettant de s'engager activement avec les autres mais également de soutenir le développement des compétences et des valeurs nécessaires aux pratiques inclusives (Dervin 2015, Kagitcibasi et al 2017).
- 3) L'analyse de la documentation a révélé deux méthodes pour approcher le dialogue interculturel : le modèle de coexistence (également appelé modèle *d'harmonie*) et le modèle de confrontation.
  - a. Le modèle de coexistence se concentre sur le contact interpersonnel, cherchant à promouvoir la compréhension et la tolérance ainsi qu'à réduire les préjugés. Il met l'accent sur les similitudes et les expériences partagées (Abu-Nimer et al., 2007 ; Mor et al., 2016).
  - b. Le modèle de confrontation<sup>2</sup> met l'accent sur le conflit et les relations de pouvoir asymétriques entre les groupes et les individus dans la société (Hammack et Pilecki, 2015 ; Mor et al., 2016). Finalement, ce modèle défend l'idée que les marqueurs identitaires construits par l'histoire sont essentiels pour comprendre les dynamiques de pouvoir et les inégalités.

Le Cadre se positionne entre ces deux modèles, en mettant l'accent sur le modèle de confrontation. Par exemple, celui-ci rend compte des opportunités pour les divers groupes de partager leurs expériences avec d'autres, en mesurant la *liberté d'expression*. Il étudie également l'*égalité horizontale* et l'*inclusion* et la *représentation* pour comprendre les relations de pouvoir asymétriques.

### 1.2.3 Exercice de cadrage des données

L'IEP a mené un exercice de cadrage des données basé sur les arguments théoriques et les preuves empiriques de la documentation. L'exercice a mis en évidence les difficultés à mesurer le dialogue interculturel par le biais de données quantitatives. Il a également soutenu l'idée que le cadre technique gagnerait à se concentrer sur les niveaux macro et micro **pour mieux observer le dialogue interculturel**.

Bien qu'il existe suffisamment de données pour mesurer l'environnement structurel plus large du dialogue interculturel, il existe un chevauchement conceptuel avec les mesures du développement et de la stabilité. Par conséquent, une approche-

cadre a été choisie pour observer les divers aspects de l'environnement permettant un dialogue interculturel efficace. Contrairement à l'élaboration d'un indice, qui associe divers domaines d'un concept en un score combiné, l'approche-cadre permet aux États membres de l'UNESCO, aux décideurs politiques et aux praticiens de mieux comprendre l'architecture d'un dialogue interculturel efficace adapté à leur État. En effet, le Cadre ne fournit pas de « score global », mais identifie un score pour chacun des secteurs—appelés *domaines*—présents dans le Cadre. Une analyse de la relation entre les domaines du Cadre est présentée à la section 2.1.

### 1.2.4 Concevoir l'architecture pour mesurer le dialogue interculturel

Cette étude exploratoire a servi de base aux discussions lors d'une réunion d'experts, en décembre 2018, qui a rassemblé des représentants d'organisations travaillant sur des questions connexes, notamment la Banque mondiale, le PNUD, l'OCDE, le Conseil de l'Europe, le Fonds culturel nordique, le Global Affairs Canada et divers établissements universitaires dont la Deakin University (Australie), la Université pontificale catholique de São Paulo (Brésil), la Durham University (Royaume-Uni) et la City University (Royaume-Uni) ainsi que des membres du personnel de l'UNESCO travaillant dans différents secteurs de programme. Au cours de la discussion, ces experts ont proposé des idées et des réflexions pour affiner l'architecture conceptuelle et technique suggérée au préalable dans l'étude exploratoire. Les idées ont été consolidées et précisées par les contributions ultérieures faites par des experts (du Secrétariat de l'UNESCO et d'ailleurs), recueillies lors de discussions approfondies et dans des questionnaires à réponses ouvertes. Sur la base de ce processus complet conçu par des experts, un cadre conceptuel et technique consolidé a été rédigé, expliquant les concepts, les mesures et les indicateurs prévus pour servir à la collecte et à l'analyse des données. Celui-ci a été publié, après un examen complet effectué par les pairs, en avril 2020.

### 1.2.5 Engagement des États membres

Les États membres ont fourni une orientation utile au processus d'élaboration de l'initiative qui leur a été présentée lors d'une réunion d'information, tenue en avril 2018. Cette réunion leur a permis d'échanger avec des experts du Secrétariat et de l'IEP afin de comprendre à la fois les résultats de l'enquête auprès des États membres et l'orientation prévue pour cette nouvelle initiative. Un certain nombre de consultations informelles a eu lieu tout au long du processus de conception et de mise en œuvre avec les États membres qui ont exprimé un intérêt pour l'initiative lors de la réunion d'information.

## 1.3 Mesurer le dialogue interculturel - Le Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel

Le concept de dialogue interculturel présente de multiples facettes et diverses définitions sont utilisées en fonction du contexte, du domaine et de l'objectif. La difficulté à appréhender le dialogue interculturel découle de la complexité à comprendre

<sup>2</sup> Ce modèle de confrontation est parfois qualifié de modèle de théologie de la libération par des chercheurs universitaires comme Abu-Nimer et al. (2007).

les différences culturelles. La culture a été reconnue, lors de la conférence mondiale de l'UNESCO à Mondiacult, en 1982, comme étant « *l'ensemble des traits distinctifs spirituels, matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social, et qui englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les façons de vivre ensemble, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances* » (UNESCO, 2001). Plus simplement, la culture peut être comprise comme les multiples identités que les gens assument dans différents contextes. La littérature existante sur le dialogue interculturel se concentre souvent sur la diversité ethnique, religieuse et linguistique. Toutefois, une approche aussi étroite minimise la gravité des effets des divisions sociales et culturelles sur le dialogue interculturel. L'âge, le niveau de vie, le genre et l'état civil sont des exemples de ces facteurs de division, qui font tous partie de l'identité et de la culture d'un individu.

Le dialogue interculturel est considéré comme un processus entrepris pour réaliser une communication transformatrice à travers les cultures et les identités. Il s'agit d'un processus axé sur les valeurs car il nécessite l'engagement des participants envers des valeurs telles que le respect mutuel, l'empathie et la volonté de changer de point de vue (Woodin et al., 2011, p. 122). La connaissance des héritages est essentielle pour comprendre et surmonter les inégalités de pouvoir actuelles et établir un dialogue (Kent et Taylor, 2002).

Ces critères s'alignent sur les conclusions de l'analyse de la documentation qui a révélé que le dialogue interculturel est présent au niveau macro, par le biais des institutions et des politiques qui constituent la base des structures sociétales et au niveau micro, où les compétences et les valeurs sont développées pour assurer un dialogue interculturel efficace. Par conséquent, le dialogue interculturel doit être « *un objectif de politiques*

*publiques globales. Il devrait être défini comme un objectif transversal à la croisée des politiques éducatives, sociales, d'immigration, du travail et culturelles* » (Ratzmann, 2019, p. 53) ainsi que par l'interaction quotidienne entre des individus aux identités et cultures différentes.

Le Cadre fournit aux États membres de l'UNESCO un soutien renforcé, axé sur les données, qui améliorera la capacité à concevoir et à mettre en œuvre des processus de dialogue efficaces aux niveaux international, national et local. En mesurant aux niveaux macro et micro les conditions propices, les États membres peuvent mieux comprendre (a) ce qui est nécessaire pour soutenir adéquatement le dialogue interculturel (b) commencer à identifier les blocages potentiels aux processus efficaces de dialogue interculturel, et (c) établir des priorités dans les investissements.

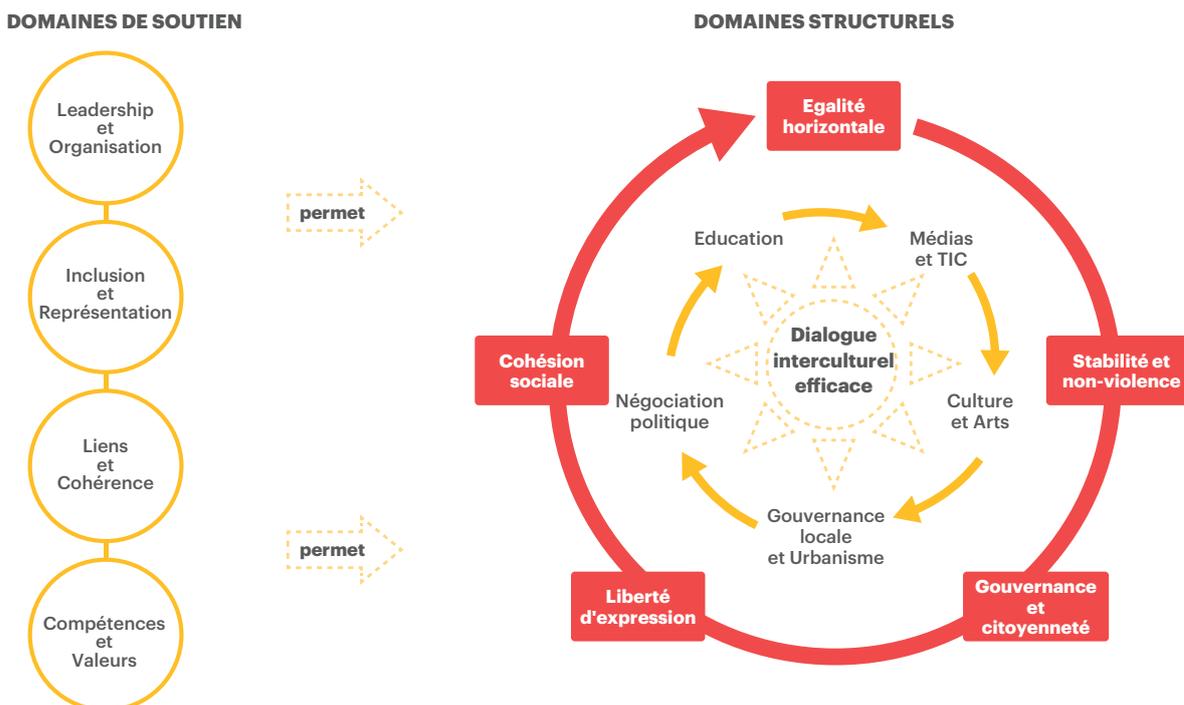
### 1.3.1 Approche à deux niveaux

L'architecture du Cadre se compose de deux niveaux qui sont cruciaux pour établir un dialogue interculturel efficace :

- a) Domaines structurels (niveau macro) : Reflètent les éléments systémiques de la société aux niveaux social et institutionnel, définis par les politiques et les cadres juridiques.
- b) Domaines de soutien (niveau micro) : Les principes, les valeurs et les compétences qui, sur la base de l'interaction et de l'engagement des individus **ainsi que du dialogue interculturel « sur le terrain »**, ont un impact sur les actions, les politiques et les activités du dialogue interculturel.

FIGURE 1.1

## Architecture du Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel



Source : UNESCO ; IEP

Les domaines structurels et les domaines de soutien possèdent tous deux des qualités systémiques. Ils s'influencent mutuellement et fonctionnent ensemble (à l'intérieur et entre les couches) permettant un dialogue interculturel efficace. Il existe un processus continu d'interaction et de renforcement entre les domaines, qui a pour effet d'agir sur la capacité de la société à réaliser un dialogue interculturel efficace. De plus, ces mêmes domaines sont étroitement liés à la capacité des États à réconcilier et à prévenir les conflits, comme détaillé dans la section 2.

L'élaboration du Cadre exige de réfléchir aux systèmes et routines qui façonnent et définissent nos sociétés, tant au niveau macro que micro : Nos jeunes reçoivent-ils à l'école les aptitudes et les compétences nécessaires pour s'engager avec des personnes d'origines diverses et d'identités différentes ? Nos médias et nos plateformes numériques offrent-ils des espaces inclusifs et diversifiés pour la pensée critique et les discussions sur des questions touchant aussi bien les minorités que la majorité ? Nos villes sont-elles conçues pour que les communautés puissent se réunir afin de se soutenir mutuellement ?

Le Cadre répond à ces questions. Il jette les bases pour un dialogue interculturel intégré dans les interactions quotidiennes des individus, des groupes et des institutions ainsi que dans les décisions politiques. Les gouvernements, les défenseurs du dialogue interculturel et le public peuvent favoriser le développement du dialogue interculturel en renforçant les domaines structurels et/ou en élaborant les domaines de soutien. Ces deux couches sont au cœur de l'analyse de ce rapport.

### 1.3.2 Les domaines du Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel

Sur la base des contributions apportées par les États membres de l'UNESCO, des consultations d'experts en dialogue interculturel, de l'analyse de la documentation et de l'exercice de cadrage des données, les indicateurs présentés dans le tableau 2.1 ont été sélectionnés pour observer les domaines du Cadre. En raison de la limitation des données, il a été difficile de couvrir tous les domaines de manière équivalente mais sur les 21

indicateurs sélectionnés, 20 disposaient de données sur plus de 150 pays, offrant ainsi une forte représentation des pays.

*Stabilité et non-violence, gouvernance et citoyenneté, liberté d'expression, égalité horizontale et cohésion sociale* sont les cinq domaines choisis pour observer les domaines structurels présents dans le Cadre.

Quatre domaines supplémentaires ont été sélectionnés pour observer les domaines de soutien. Il s'agit de : *inclusion et représentation, leadership et organisation, liens et cohérence, et compétences et valeurs*.

L'architecture du Cadre (figure 1.1) détaille cinq exemples de voies vers un dialogue interculturel efficace. L'éducation, les médias et les TIC, la culture et les arts, la gouvernance locale, l'urbanisme et la négociation politique sont des secteurs pouvant servir de voies vers un dialogue interculturel réussi. Les États devraient orienter leurs interventions vers les défis à relever dans ces secteurs, que ce soit par le biais de politiques ou d'autres initiatives stratégiques.

Si l'architecture décrit les domaines et les principales voies du Cadre, d'autres thèmes importants sont observables à l'intérieur de chaque domaine et entre eux. Par exemple, la promotion de l'égalité des genres et de l'égalité raciale est une étape pertinente pour garantir un dialogue interculturel efficace et inclusif offrant des possibilités de dialogue entre toutes les couches de la société. Les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs contribuent également à renforcer les domaines structurels et les domaines de soutien du Cadre. Par conséquent, le Cadre souligne la nécessité d'une approche intersectionnelle pour renforcer le dialogue interculturel afin d'obtenir des résultats clés en matière de développement et de sécurité en vue d'une plus grande inclusion.

Des arguments approfondis sur la sélection des domaines et des indicateurs sont disponibles dans *Mesurer le dialogue interculturel : cadre conceptuel et technique* (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Institut pour l'Économie et la Paix (IEP), 2020).

#### ENCADRÉ 1.4

### Pourquoi un Cadre pour Favoriser le Dialogue Interculturel ?

Tout au long de l'élaboration du Cadre, il a été largement reconnu que le soutien à un dialogue interculturel efficace exigeait une attention dans de multiples domaines et entre les deux niveaux. Il ne s'agit pas de la somme d'un ensemble de domaines mais plutôt de la manière dont ces domaines interagissent entre eux. D'autres approches de mesure, telles que des indices composites, classent les pays sur la base de scores globaux. Cette approche donnerait l'impression que le dialogue interculturel est un processus linéaire alors que la

voie vers le développement d'un dialogue interculturel efficace est non linéaire.

Cela signifie qu'il n'y a pas de « score global » calculé pour le Cadre. Au contraire, le Cadre est conçu comme un outil permettant aux chercheurs, aux praticiens et aux décideurs politiques d'évaluer les points forts des éléments nécessaires à la réalisation d'un dialogue interculturel efficace, offrant ainsi une clarté sur les priorités d'intervention.



## Section 2

# Dynamiques, avantages et tendances du dialogue interculturel



## Points importants à retenir :

- Les domaines du *Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel* présentent de fortes corrélations statistiques entre eux, à l'exception du *leadership et organisation*. Cela montre que des niveaux élevés dans un domaine sont généralement associés à des niveaux plus élevés dans un autre domaine et que des scores élevés dans les domaines combinés conduisent à des résultats encore plus importants.
- La relation étroite entre les domaines signifie que les décideurs politiques, les défenseurs et membres de la société civile disposent d'une grande variété de domaines dans lesquels des améliorations peuvent être apportées et que l'amélioration d'un domaine, pourrait conduire à une amélioration substantielle d'autres domaines du Cadre, augmentant et élargissant ainsi les avantages sociétaux.
- Un score élevé dans le Cadre est fortement lié à la prévention des conflits, à la réduction de la fragilité des États, à la paix et à la protection des droits humains. La forte corrélation négative entre les mesures de prévention des conflits, la non-fragilité des États et le score combiné du Cadre souligne notamment que la performance dans tous les domaines fournit un meilleur résultat que la réussite d'un seul domaine.
- Trois domaines du Cadre, *compétences et valeurs, inclusion et représentation et cohésion sociale*, présentent de fortes corrélations avec la prévention des conflits et la réduction de la fragilité, ce qui signifie que les améliorations dans ces domaines du dialogue interculturel peuvent constituer une première étape clé du processus de stabilisation.
- En moyenne, toutes les régions sont plus performantes dans les domaines structurels que dans les domaines de soutien. Toutefois, l'écart entre les scores régionaux moyens est plus important pour les domaines structurels que pour les domaines de soutien.
- La *cohésion sociale* est le domaine le plus performant dans toutes les régions, tandis que l'écart régional le plus important concerne le domaine des *compétences et valeurs*.

### 2.1 Dynamiques du Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel

Comme mentionné dans la section 1 de ce rapport, les domaines structurels et les domaines de soutien du Cadre favorisent ensemble un dialogue interculturel efficace. Le tableau 2.1 donne un aperçu des domaines et des indicateurs inclus dans le cadre.

Pour mieux comprendre le fonctionnement et les interactions des différentes parties du Cadre, une analyse statistique sous la forme d'une matrice de corrélation a été élaborée. La corrélation indique le degré de lien entre deux parties du Cadre. Une corrélation élevée indique qu'en moyenne, les pays obtenant un score significatif dans un domaine ont également tendance à obtenir un score élevé dans l'autre domaine. Ces corrélations sont appelées corrélations positives car les résultats tendent globalement à aller dans la même direction. Les corrélations positives sont marquées d'une couleur verte dans le tableau 2.2. Les corrélations négatives, quant à elles, sont des corrélations dans lesquelles les pays ont tendance à obtenir des résultats élevés dans un domaine mais faibles dans l'autre. Elles sont

marquées en bleu dans le tableau. Plus la couleur est foncée, plus la corrélation est forte. Par conséquent, une couleur blanche ou pâle indique que le lien entre les deux domaines est inexistant ou faible.

Les domaines du Cadre présentent de fortes corrélations positives entre eux, ce qui suggère que le Cadre possède des modèles systémiques : des niveaux plus élevés dans un domaine sont généralement associés à des niveaux plus élevés dans un autre domaine. Ainsi, les domaines combinés conduisent à des résultats encore plus importants. Les niveaux inférieurs et supérieurs des domaines nous renseignent également sur la capacité au dialogue d'un État. Puisque les domaines fonctionnent en système, l'accent mis par un pays sur l'amélioration des domaines les plus faibles, par le biais de programmes spécifiques ou de changements de politique, peut avoir un effet positif sur les autres domaines, augmentant et élargissant ainsi des avantages sociétaux. Si la plupart des domaines présentent des relations positives fortes dans tous les pays, les domaines *leadership et organisation* et *liberté d'expression* présentent toutefois des nuances plus régionales dans leurs relations avec les autres domaines.

TABLEAU 2.1

## Tableau des domaines et des indicateurs du Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel

Domaines	Indicateurs	Définition
<b>DOMAINES STRUCTURELS</b>		
<b>Liberté d'expression</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Liberté de la presse</li> <li>Restrictions à la pratique religieuse</li> </ul>	La liberté de la presse est considérée comme un facteur favorable à la consolidation de la paix car elle offre une voie vers un dialogue ouvert et une diffusion des connaissances (Orton, 2009 ; Zachariassen et al., 2016). Les médias peuvent sensibiliser aux histoires des groupes minoritaires (autant les journalistes que le public) et peuvent diffuser dans les langues minoritaires (Prina et al., 2013, p. 7). En outre, les lois et les conditions politiques structurelles sont essentielles à la protection et au renforcement de la tolérance dans la société ainsi qu'au respect de la liberté d'expression, des droits humains et du pluralisme car elles permettent aux groupes minoritaires d'avoir les mêmes possibilités d'exprimer leur identité.
<b>Gouvernance et citoyenneté</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Division des élites</li> <li>Lutte contre la corruption</li> <li>Efficacité du gouvernement</li> <li>Stabilité politique et absence de violence</li> <li>Qualité des réglementations</li> <li>État de droit</li> <li>Liberté d'expression et responsabilité</li> </ul>	Les efforts pour remédier aux déséquilibres de pouvoir entre les groupes visent également au développement d'alliances, à la gouvernance décentralisée, au renforcement du leadership politique, à l'État de droit, aux dispositions relatives au vote et quotas et à l'éducation (ONU/BM, 2018 ; Stewart, 2010 ; Zachariassen et al., 2016). Une gouvernance et des institutions efficaces permettent à la population d'accorder sa confiance et de participer à la société. Elles permettent également à chacun de s'exprimer et créent des voies de dialogue entre citoyens et entre gouvernements et citoyens.
<b>Égalité horizontale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>GINI</li> <li>Griefs communautaires</li> <li>Responsabilité horizontale</li> </ul>	Aborder, confronter et remettre en question les inégalités socio-économiques entre des groupes d'identités différentes constitue la base d'un dialogue interculturel réussi. Lorsqu'ils ne se trouvent pas sur un pied d'égalité, les groupes participants peuvent difficilement communiquer en toute franchise, ce qui entrave les possibilités de représentation à tous les niveaux. Les approches directes visent à créer un changement par le biais d'une distribution des biens et de quotas en matière de représentation, etc., tandis que les approches indirectes peuvent être des politiques d'anti-discrimination, des efforts pour décentraliser les structures de gouvernance, etc. (Stewart, 2010).
<b>Cohésion sociale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cohésion entre les groupes</li> </ul>	La <i>cohésion sociale</i> , ou le sentiment d'appartenance apporte force et résilience à la société et constitue le fondement de l'échange transformateur, c'est-à-dire du dialogue interculturel. La cohésion sociale désigne également le processus d'instauration de la confiance entre les communautés qui, en retour, soutiennent l'action collective et la coopération entre divers groupes et individus, dans une poursuite d'objectifs communs (Foa, 2011 ; Mansouri et Elias, 2021).
<b>Stabilité et non-violence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conflit interne</li> <li>Niveau d'instabilité politique</li> <li>Sentiment de sécurité</li> <li>Niveau de probabilité de manifestations violentes</li> </ul>	La violence compromet les structures et l'espace de la société civile et des populations, fermant les voies au dialogue interculturel. En outre, les coalitions et les associations, telles que les organisations de quartier ou communautaires, contribuent à une cohésion qui permet « d'amortir le risque de violence », en particulier lorsque ces associations établissent des relations entre des groupes d'identités divergentes et créent de nouvelles voies vers le dialogue inclusif, permettant ainsi de considérer les différences avec respect (BM/ONU, 2018, 89 ; Orton, 2009).
<b>DOMAINES DE SOUTIEN</b>		
<b>Inclusion et représentation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inclusion des minorités</li> </ul>	La participation d'un large éventail de groupes et d'individus aux processus de décisions, ainsi que la participation des institutions publiques et du secteur privé est essentielle pour établir de nouvelles voies d'inclusion sociale et économique dans la société. Elle est également essentielle pour garantir l'efficacité du dialogue interculturel afin d'atteindre les objectifs de consolidation de la paix (Yousuf, 2017). Le terme d'inclusivité est fréquemment utilisé par les professionnels de la consolidation de la paix et de l'espace de médiation pour désigner une large participation aux dialogues. Par exemple, l'inclusion et la participation active des femmes au dialogue interculturel s'avèrent particulièrement importantes pour la prévention des conflits (Paffenholz et al., 2017 ; Zachariassen et al., 2016).
<b>Leadership et organisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Confiance à l'égard des autorités nationales</li> </ul>	<i>Le domaine leadership et organisation</i> concerne la gestion du dialogue interculturel et inclut des facteurs concernant la cohérence du financement et du soutien, le développement des compétences requises pour les éducateurs et les animateurs et l'utilisation de la logique de la théorie du changement. Il s'étend également à la crédibilité et à la légitimité des organisateurs, qui influent sur la capacité à instaurer la confiance entre le gouvernement et les citoyens, à communiquer efficacement, à conclure des accords politiques et à obtenir les résultats politiques souhaités.
<b>Liens et cohérence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Acceptation du groupe</li> </ul>	Les partenariats entre différents cercles et domaines de la société et les partenariats internationaux contribuent à diffuser et à élargir le partage des connaissances et des enseignements tirés des processus de dialogue interculturel (Froude et Zanchelli, 2017). On parle également de « stratégies de transfert et de liaison » (Zachariassen et al., 2016). Le dialogue interculturel est considéré comme étant plus efficace pour établir un engagement bénéfique et construire une paix à plus long terme lorsqu'il implique des participants avec des connexions et des réseaux plus larges que leurs propres identités, favorisant ainsi une volonté de considérer des points de vue différents (Orton, 2016).
<b>Compétences et valeurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Éducation</li> </ul>	Les <i>compétences et valeurs</i> concernent la capacité à reconnaître les différences culturelles et à changer de regard sur les autres, ainsi que la capacité à activer les structures et les forces démocratiques pour faire face aux inégalités horizontales entre les divers groupes au sein des sociétés. Elles peuvent s'apprendre par différentes voies, comme l'éducation, les médias ainsi que la culture et les arts. Cela peut aider à promouvoir les valeurs démocratiques ainsi que la citoyenneté qui est fondée sur l'égalité des droits. Cette promotion est d'autant plus efficace si elle se fait sur plusieurs niveaux et dans des réseaux plus larges de la société.

TABLEAU 2.2

## Corrélations entre les domaines du Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel

Domaines	Liberté d'expression	Gouvernance et citoyenneté	Égalité horizontale	Cohésion sociale	Stabilité et non-violence	Inclusion et rep.	Leadership et org.	Liens et cohér.	Compétences et valeurs
Liberté d'expression	1	0.51	0.36	0.35	0.283	0.374	-0.261	0.279	0.167
Gouvernance et citoyenneté		1	0.876	0.624	0.835	0.75	0.033	0.532	0.777
Égalité horizontale			1	0.44	0.713	0.702	0.033	0.484	0.792
Cohésion sociale				1	0.652	0.602	0.035	0.265	0.461
Stabilité et non-violence					1	0.67	0.166	0.435	0.686
Inclusion et représentation						1	0.028	0.477	0.641
Leadership et organisation							1	0.217	-0.096
Liens et cohérence								1	0.453
Compétences et valeurs									1

Cela indique une relation étroite entre les parties (au sein de chaque niveau ainsi qu'à travers les couches micro et macro) qui soutient, contribue à la littérature sur le dialogue interculturel et offre une base de preuves empiriques, soulignant le lien étroit entre les domaines et le dialogue interculturel.

Le *leadership et organisation*, évalué par le pourcentage des populations qui approuvent leur gouvernement et mesuré par l'Institut de Sondage mondial Gallup, est une exception à ce résultat. Cette mesure présente une faible corrélation avec les autres domaines et enregistre une corrélation négative avec le domaine de la *liberté d'expression*. Cette relation montre qu'en moyenne, plus le score du domaine de la *liberté d'expression* augmente, plus le score du domaine du *leadership et organisation* diminue. Cette relation est toutefois intuitive et cohérente avec des études antérieures : plus la *liberté d'expression* augmente dans une société, plus les individus ont la possibilité d'exprimer leur désapprobation à l'égard des gouvernements, sans crainte de représailles (Møller et Skaaning, 2013). Ces relations sont examinées plus en détail dans les sections suivantes.

### 2.1.1 Liens entre les domaines du Cadre

Parmi les cinq domaines structurels, la *gouvernance et citoyenneté* et la *stabilité et non-violence* présentent une corrélation particulièrement forte entre elles (0,835), de même qu'avec la plupart des autres domaines (aussi bien structurels que de soutien). Une forte corrélation entre ces deux domaines est cohérente avec les résultats empiriques précédents qui ont montré que les gouvernements qui fonctionnent bien sont associés à des niveaux de violence plus faibles (Institut pour l'Économie et la Paix (IEP), 2019). Le dialogue interculturel pour la prévention des conflits fonctionne en s'attaquant aux causes profondes et aux moteurs structurels des conflits violents par le biais de procédures politiques inclusives, etc. (Paffenholz et al., 2017 ; Zachariassen et al., 2016). En outre, la matrice de corrélation montre également comment la force dans ces deux

domaines a une forte relation avec des niveaux plus élevés d'*égalité horizontale* et de *cohésion sociale*<sup>3</sup>. Ceci est important car la cohésion à long terme à travers et entre des groupes culturellement distincts se produit par la confrontation à « l'autre » dans un environnement qui permet des interactions inclusives et respectueuses.

Ces relations sont susceptibles d'être semblables au niveau de la ville ou de la communauté, où le gouvernement local se préoccupe de la création d'espaces publics plus inclusifs pour relever les défis de l'urbanisation croissante et des flux migratoires. En d'autres termes, l'une des voies vers un dialogue interculturel efficace réside dans l'implication des acteurs de la gouvernance locale qui créent des opportunités pour améliorer la compréhension interculturelle par le biais d'interventions, telles que l'urbanisation et les processus politiques. Ces interventions ont un fort potentiel d'influence positive sur les domaines structurels, facilitant ainsi les progrès vers une plus grande cohésion sociale entre les groupes ainsi qu'une réduction de la violence urbaine et communautaire. Voir un exemple dans l'encadré 2.1.

Les *compétences et valeurs* et l'*inclusion et représentation* sont les domaines de soutien qui présentent une corrélation particulièrement élevée avec les autres domaines du Cadre. Un score positif de *compétences et valeurs* est fortement associé à une bonne *gouvernance et citoyenneté* ainsi qu'à des niveaux plus élevés d'*égalité horizontale*, avec une corrélation respective de 0,777 et 0,792. Les corrélations entre les *liens et cohérence* et les autres domaines du Cadre sont légèrement plus faibles, bien qu'elles soient toujours de 0,532 avec le domaine *gouvernance et citoyenneté*.

Cela confirme les conclusions de l'analyse de la documentation qui montrent que les compétences et valeurs sont importantes pour un dialogue interculturel efficace. Au niveau individuel et collectif, la capacité à reconnaître les différences culturelles et à changer son regard sur les autres peut encourager les structures

<sup>3</sup> NB : L'indicateur de cohésion entre les groupes, qui constitue le domaine de la cohésion sociale, contient des données de l'EIU sur le niveau de probabilité de manifestations violentes. Ces données sont déjà incluses dans le domaine de stabilité et non-violence, comme étant l'un de ses indicateurs. Une petite partie de la corrélation entre ces deux domaines est donc le résultat de ce chevauchement de données.

## ENCADRÉ 2.1

## Utilisation des voies du dialogue interculturel pour lutter contre la violence et l'exclusion au niveau de la ville

Les maires des villes colombiennes de Cali, Bogotá et Medellín ont été inspirés par des méthodes fondées sur les données et la recherche traitant la violence comme un problème de santé publique. Medellín, deuxième ville de Colombie, avait l'un des taux de criminalité accompagnée de violences le plus élevé au monde au début des années 1990. Au cours des quinze dernières années, plusieurs maires successifs ont utilisé les données disponibles sur les taux de criminalité et d'exclusion sociale pour expérimenter un programme dit d'« acupuncture urbaine », qui utilise l'aménagement urbain pour résoudre les problèmes sociaux. Aujourd'hui, Medellín est réputée pour être une ville bénéficiant d'une cohésion sociale favorable aux affaires et centrée sur les gens, avec une qualité de vie élevée. Pour lutter contre les inégalités sociales, la violence et la criminalité, la municipalité a élaboré une série de projets réunissant plusieurs quartiers. Il s'agissait de projets urbains à petite échelle mais à fort impact, conçus pour réduire les activités illégales, renforcer la légitimité du gouvernement et reconstruire les institutions sociales et économiques. Les responsables locaux de Medellín ont rapidement compris qu'un développement urbain durable ne pouvait être atteint qu'en veillant à ce que toutes les parties prenantes de la ville participent activement aux discussions sur la violence et l'urbanisme social (Maclean K. (2015)). Par conséquent, les projets ont été couronnés de succès parce que la ville a facilité un dialogue constant à plusieurs niveaux entre de nombreuses parties qui a réuni des dirigeants communautaires de gauche, des organisations sociales et des militants avec les élites de la ville (Maclean K. (2015) p.78).

Ces coalitions ont été rendues possibles par des processus politiques inclusifs à long terme et par un équilibre des pouvoirs destinés à atténuer le potentiel du populisme. Des stratégies innovantes ont encouragé la création de coopératives, d'alliances entre communautés et entreprises et de plateformes afin que les points de vue de chaque habitant de cette ville, extrêmement diversifiée, puissent être compris, même ceux des groupes radicaux et minoritaires. Ces stratégies soulignent le rôle clé du dialogue interculturel dans les processus politiques et dans les aspects plus techniques de l'urbanisation. En plus de la planification participative et de la budgétisation visant à définir les priorités en matière de développement et en plus de l'utilisation de campagnes éducatives et de messages dans les grands médias, Medellín s'est également servi des infrastructures de transport public comme d'un instrument polyvalent de lutte contre la criminalité, les inégalités, le chômage et le désengagement public et social. Un métro-câble a joué un rôle important en encourageant l'inclusion et l'intégration sociale, reliant les quartiers défavorisés (au sens propre comme au sens figuré) à l'artère vitale de la ville et à toutes ses opportunités, qu'elles soient économiques, éducatives ou culturelles. Cette étude de cas montre comment une ville a appliqué plusieurs approches du dialogue interculturel, à savoir les processus politiques, l'éducation, les médias et l'urbanisation, pour influencer sur les niveaux de criminalité, d'exclusion sociale et d'inégalité et a finalement atteint des niveaux plus élevés de confiance et de stabilité, de croissance économique et de prospérité pour ses citoyens.

et les forces démocratiques à affronter les inégalités horizontales entre les groupes d'une société, ce qui est essentiel pour un dialogue interculturel efficace. Ces compétences et valeurs peuvent être enseignées par différentes voies, telles que l'éducation, les médias ainsi que la culture et les arts et elles peuvent contribuer à promouvoir les valeurs démocratiques et citoyennes fondées sur l'égalité des droits, en particulier si cela se fait à plusieurs niveaux et dans des réseaux plus larges de la société. Le cas de la coopération transfrontalière en matière d'eaux souterraines dans le système aquifère du Karst dinarique en fournit un excellent exemple (voir encadré 2.2.).

### 2.1.2 Étude du lien entre développement économique et dialogue interculturel.

En étudiant la moyenne des scores dans les domaines selon le niveau de revenu des États<sup>4</sup>, il est possible de comprendre le rôle du développement économique dans un environnement favorable à un dialogue interculturel efficace. Une relation linéaire dans tous les domaines indique qu'une base économique solide soutient des domaines forts. D'autre part, une relation non linéaire indique que le développement économique n'est pas une condition nécessaire à un environnement propice au dialogue interculturel efficace. Par conséquent, les groupes à revenu faible et moyen sont toujours capables de réaliser un dialogue interculturel efficace. La tendance pour la plupart des domaines du dialogue interculturel consiste à des niveaux de revenu plus élevés associés à des scores plus élevés mais cette relation linéaire n'est pas présente pour le domaine *leadership et*

*organisation*, comme le montre la figure 2.1. En fait, les États de tous groupes de revenus confondus obtiennent des scores relativement faibles dans le domaine *leadership et organisation*.

La proportion de la population qui approuve le leadership politique de l'État (mesurée dans le Cadre par le *leadership et organisation*) est en moyenne plus élevée pour les États à faible revenu. Elle diminue pour les États à revenu moyen inférieur et moyen supérieur et augmente légèrement pour les États à revenu élevé. De même, il est intéressant de constater que les États à faible revenu obtiennent en moyenne de meilleurs scores dans le domaine de la *liberté d'expression* que les États à revenu intermédiaire. Cela souligne que le chemin vers un dialogue interculturel efficace n'est pas linéaire, ce qui est cohérent avec d'autres théories sur le développement économique et les conflits (Rioux et Redekop, 2013).

En conclusion, les résultats de la corrélation confirment que les domaines du Cadre fonctionnent ensemble de manière systématique, en soutenant un dialogue interculturel efficace. À l'exception des domaines *leadership et organisation* et *liberté d'expression*, tous les domaines sont corrélés, ce qui indique que la réussite dans un domaine est souvent associée à la réussite dans un autre. Pour renforcer le système du Cadre, les États peuvent donc se concentrer sur les opportunités et les défis à relever dans diverses voies et choisir la priorité des investissements en conséquence. La relation étroite entre les domaines signifie que les décideurs politiques, les défenseurs et membres de la société civile disposent d'une grande variété de

<sup>4</sup> Catégories de niveau de revenu telles que spécifiées par la Banque mondiale

ENCADRÉ 2.2

### La coopération transfrontalière d'eaux souterraines comme voie de renforcement du dialogue interculturel : le cas du système aquifère du Karst dinarique.

Les eaux souterraines constituent la plus grande réserve d'eau douce mondiale. Elles fournissent près de la moitié de l'eau potable dans le monde, soit environ 40 % de l'eau pour l'agriculture irriguée et 1/3 de l'eau nécessaire à l'industrie. Elles préservent les écosystèmes et maintiennent le débit de base des rivières (Centre international d'évaluation des ressources en eaux souterraines (IGRAC), 2018). Les eaux souterraines sont contenues dans des roches appelées aquifères. Certains de ces aquifères traversent des frontières internationales et sont partagés par différents pays. La gestion durable de ces systèmes d'eaux souterraines partagées dépend du degré de coopération établi entre ces pays. La coopération dans l'utilisation de ces ressources en eau partagées peut générer des opportunités de promotion du dialogue entre pays et permettre la paix, la stabilité régionale et le développement durable. Favoriser la coopération en matière d'eau transfrontalière est l'un des points de l'Agenda 2030 qui a développé un indicateur 6.5.2 des Objectifs de développement durable (ODD) dédié au suivi de cette coopération.

Le projet de l'UNESCO pour l'étude et la gestion du système aquifère transfrontalier du Karst dinarique (DIKTAS), financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), est un exemple réussi de coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau. Il a été lancé en 2010, à la demande des institutions nationales d'Albanie, de Bosnie-et-Herzégovine, de Croatie et du Monténégro.

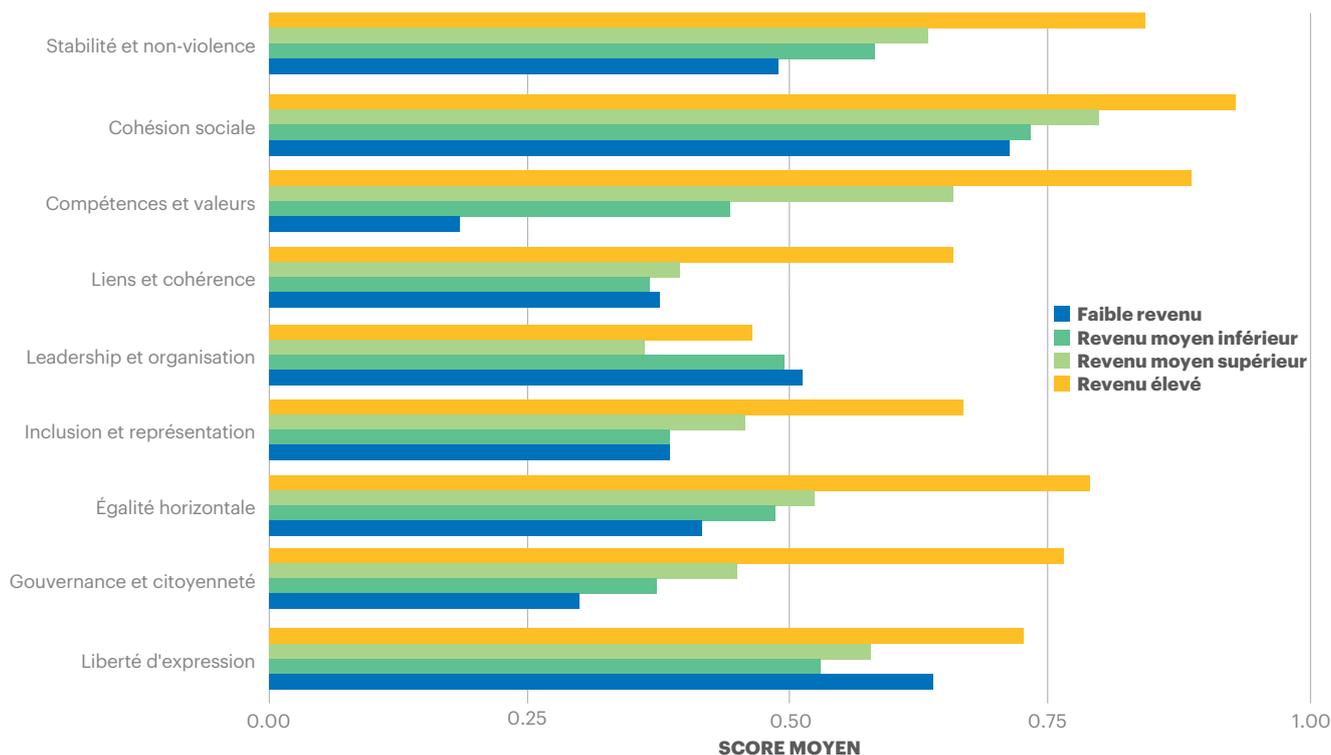
L'aquifère karstique dinarique est l'un des plus grands systèmes aquifères karstiques du monde, s'étendant de l'Italie à la Grèce et traversant près de dix pays. Les aquifères karstiques sont un type particulier d'environnement géologique capable de stocker de grandes quantités d'eau souterraine. L'approvisionnement en eau potable de la région dépend fortement de ces aquifères karstiques avec, par exemple, allant jusqu'à 70 % en Albanie et 90

% au Monténégro et en Bosnie-Herzégovine. Le projet DIKTAS a attiré divers groupes locaux dans un dialogue constructif sur la gestion durable des aquifères karstiques partagés. Ces groupes ont procédé à l'analyse des opinions, des rapports de force et des points de vue de toutes les parties prenantes, concernant la gestion des ressources en eau à tous les niveaux, que ce soit local, national ou régional. Grâce aux efforts de consultation, toutes les parties intéressées se sont accordées pour établir un nouveau mécanisme multilatéral de coopération : l'Organisme régional de consultation et d'échange d'informations.

Grâce aux activités menées dans le cadre du projet DIKTAS, il est devenu possible d'évaluer et de partager les connaissances scientifiques par le biais d'une « Analyse diagnostique transfrontalière » (ADT) qui a généré un dialogue structuré basé sur des données techniques. Il en a résulté un engagement politique entre les parties prenantes pour adopter un « Programme d'action stratégique » (PAS). Le PAS constitue actuellement un cadre pour l'engagement des pays sur des actions politiques, juridiques, institutionnelles ainsi que d'investissement spécifiques, ces actions étant fondées sur des preuves probantes et convenues d'un commun accord entre plusieurs pays.

Le projet DIKTAS est une occasion pour les individus et les groupes de nombreux pays d'apprendre les uns des autres. Ses activités, ses réunions régulières et ses formations ont contribué à instaurer un climat de confiance ; des dialogues ont été rendus possibles entre les pays mais aussi entre des acteurs de chaque pays qui ne se rencontraient pas habituellement. En outre, toutes les parties prenantes définies précédemment sont actuellement engagées dans la deuxième phase du projet DIKTAS (2022-2026) qui intensifiera la coopération transfrontalière, la compréhension mutuelle et la paix.

FIGURE 2.1  
Scores moyens des domaines par niveau de revenu



Source : UNESCO ; IEP ; World Bank  
Remarques : Parmi les États inclus dans ce rapport, la Banque mondiale identifie 30 pays à faible revenu, 45 pays à revenu moyen inférieur et 42 pays à revenu moyen supérieur, et 43 pays à revenu élevé.

domaines dans lesquels des améliorations peuvent être apportées et que l'amélioration d'un domaine, pourrait conduire à une amélioration substantielle d'autres domaines du Cadre, augmentant et élargissant ainsi des avantages sociétaux.

Pourtant, l'analyse de la moyenne des scores dans les domaines pour chaque groupe de revenu montre que la performance dans le Cadre n'est pas simplement le reflet du niveau de revenu. Le *leadership et organisation* mais également la *liberté d'expression* ne suit pas la trajectoire linéaire entre le développement économique et la réussite dans le domaine du Cadre, comme on pourrait le supposer. Cela donne de l'espoir aux États à revenu faible et moyen car leur capacité à entamer et à mener un dialogue efficace ainsi qu'à renforcer leurs domaines n'est pas nécessairement entravée par un niveau de développement économique plus faible.

## 2.2 Améliorer la paix, la sécurité et le développement grâce au dialogue interculturel

Si le Cadre mesure le caractère favorable de l'environnement pour le développement d'un dialogue interculturel efficace, il existe des preuves empiriques que la réussite dans les domaines du Cadre soutient également une série de résultats liés à la paix, à la sécurité et au développement. Sur la base de l'enquête de 2017, les États membres de l'UNESCO ont souligné que trois objectifs clés étaient particulièrement importants : la prévention des conflits, réduction de la fragilité des États, la protection des droits humains et le maintien de la paix (UNESCO, 2018).

### ENCADRÉ 2.3

#### Que sont les quantiles et en quoi sont-ils utiles ?

- Les quantiles sont une division d'un ensemble de données en groupes égaux selon la distribution des résultats. Le nombre de quantiles détermine le nombre de groupements.
- Les quartiles, tels qu'ils sont utilisés pour l'analyse du Cadre, divisent l'ensemble des données en quatre parties de taille égale. Les quatre groupes sont les suivants :
  - Quartile 1 : Les 25 % les plus bas (les moins performants).
  - Quartile 2 : Les 25 % suivants, allant jusqu'à la médiane.
  - Quartile 3 : Les 25 % juste au-dessus de la médiane.
  - Quartile 4 : Les 25 % les plus élevés (les plus performants).
- Les quantiles sont utiles pour comparer des groupes qui obtiennent des scores similaires sur une échelle, comme les domaines du Cadre, avec d'autres groupes afin de comprendre la dynamique de leurs performances sur une troisième dimension, telle que la fragilité.

Pour comprendre la relation entre le Cadre et chacun de ces résultats, des corrélations ont été établies avec trois mesures importantes : l'Indice des États fragiles qui s'intéresse à la fragilité et au risque de conflit, l'Échelle de terreur politique qui s'intéresse à la terreur politique et aux violations des droits

TABLEAU 2.3

#### Domaines du Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel et mesures de la prévention des conflits et réduction de la fragilité, protection des droits humains et paix

Domaines	Prévention des conflits et réduction de la fragilité (score de l'Indice des États fragiles <sup>a</sup> )	Protection des droits humains (score sur l'Échelle de la terreur politique <sup>b</sup> )	Paix (score GPI - Paix interne <sup>c</sup> )
Liberté d'expression	-0.416	-0.572	-0.338
Gouvernance et citoyenneté	-	-0.793	-0.847
Égalité horizontale	-	-0.672	-0.722
Inclusion et représentation	-0.782	-0.645	-0.666
Leadership et organisation	0.015	0.051	-0.126
Liens et cohérence	-0.534	-0.362	-0.371
Compétences et valeurs	-0.872	-0.595	-0.657
Cohésion sociale	-0.666	-0.591	-0.708
Stabilité et non-violence	-0.836	-0.742	-0.919
<b>Score du Cadre combiné</b>	<b>-0.941</b>	<b>-0.775</b>	<b>-0.842</b>

a) Un score plus élevé dans l'Indice des États fragiles indique des niveaux plus élevés de fragilité.

NB : L'Indice des États fragiles n'a pas été corrélé avec les domaines gouvernance et citoyenneté et égalité horizontale, car ces domaines comportent des indicateurs déjà inclus dans l'Indice des États fragiles.

b) Un score plus élevé sur l'Échelle de terreur politique indique des niveaux plus élevés de terreur politique.

c) Un score plus élevé de GPI - Paix interne indique des niveaux de paix plus faibles.

Source : UNESCO ; Fund for Peace (2020) ; Gibney et al. (2020) ; Institut pour l'économie et la paix (IEP) (2020)

humains et l'Indice mondial de la paix qui s'intéresse à la paix interne. Ces mesures ont été utilisées comme indicateurs supplétifs (proxies) de ces résultats. Le tableau 2.3 donne un aperçu des résultats de corrélation pour chaque domaine du Cadre ainsi qu'un score combiné moyen. Comme le montre le score combiné, un Cadre solide est étroitement lié à la prévention des conflits et réduction de la fragilité (-0,941), à la protection des droits humains (-0,775) et à la paix (-0,842). En outre, la forte corrélation négative entre le score de l'Indice des États fragiles et le score combiné du Cadre souligne que la force de tous les domaines donne de meilleurs résultats que la force d'un seul domaine.

Pour mieux comprendre la dynamique des domaines du Cadre par rapport aux trois résultats, une analyse des quantiles du Cadre a été réalisée. En divisant tous les scores des domaines en quatre groupes de tailles égales (des moins performants aux plus performants) appelés quartiles et en calculant le score moyen de chaque groupe sur les résultats des indicateurs supplétifs, il devient évident que les domaines sont liés aux résultats.

### 2.2.1 Prévention des conflits et réduction de la fragilité des États

L'Indice des États fragiles a été utilisé comme indicateur supplétif de la prévention des conflits et de la réduction de la fragilité dans l'analyse des résultats. L'Indice des États fragiles est élaboré par le Fonds pour la paix (Fund for Peace) et rend compte de la capacité des États à prévenir les conflits. Il mesure les risques et la vulnérabilité dans 178 États à travers le monde et les données les plus récentes de 2019 ont été utilisées.

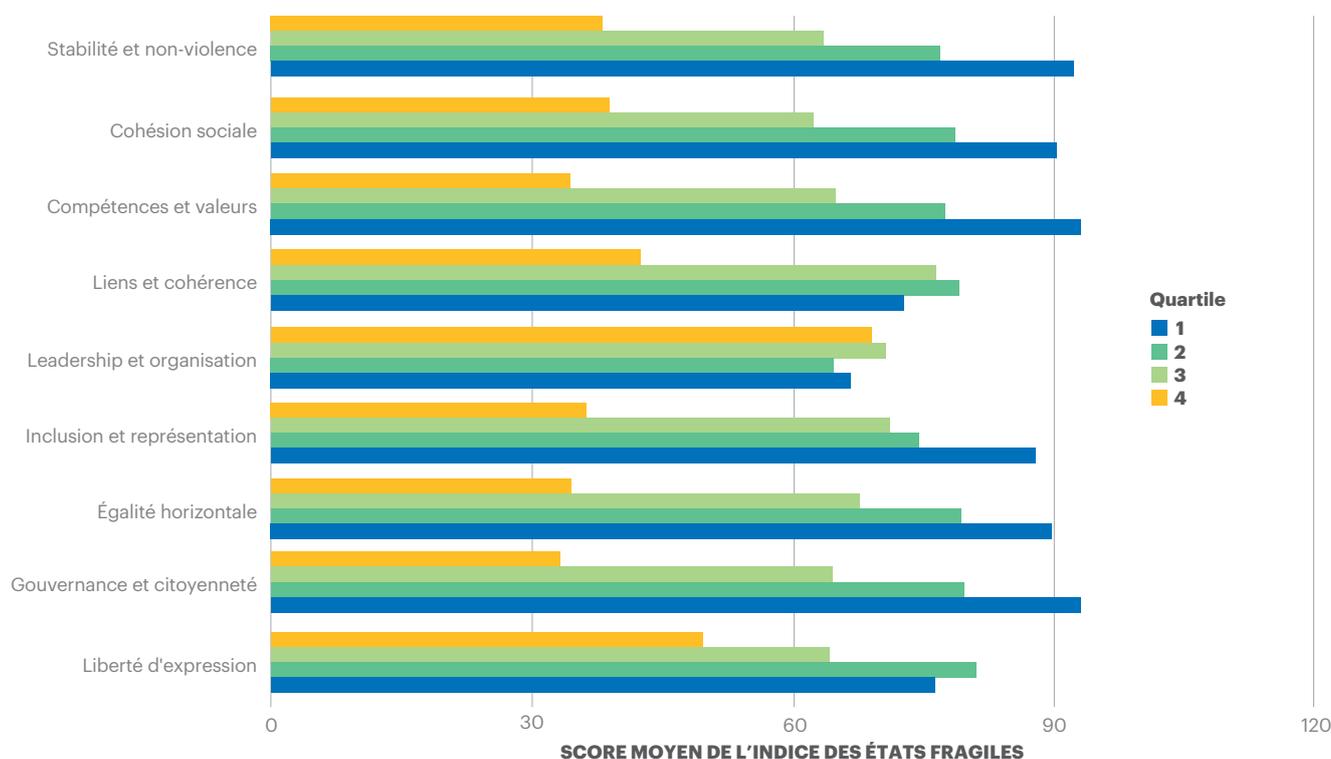
Sans surprise, la matrice de corrélation du tableau 2.3 montre que la prévention des conflits et la réduction de la fragilité sont fortement corrélées avec le domaine *stabilité et non-violence* (-0,836). Cependant, la fragilité de l'État présente également une corrélation particulièrement forte avec trois autres domaines du Cadre : *compétences et valeurs* (-0,872), *inclusion et représentation* (-0,782) et *cohésion sociale* (-0,666). Étant donné qu'un score élevé dans l'Indice des États fragiles dénote des niveaux élevés de fragilité de l'État et un plus grand risque de conflits, les corrélations négatives dans la matrice indiquent qu'un Cadre solide est associé à des niveaux plus faibles de fragilité de l'État. Dans les contextes fragiles et affectés par des conflits, le dialogue inclusif communautaire ou entre groupes est souvent considéré comme une première étape des processus de stabilisation initiés et facilités par des interventions multidimensionnelles visant à réduire les tensions, à éliminer les conflits armés et à développer la cohésion sociale.

Il serait trompeur de corréliser le domaine de *l'égalité horizontale* avec le score de l'Indice des États fragiles car le domaine contient des indicateurs directement issus de l'indice. Néanmoins, il convient de noter que la littérature met fortement l'accent sur l'inégalité comme moteur des soulèvements et des conflits. Si le lien entre l'inégalité verticale et les conflits violents est contesté dans la littérature, un lien fort a été confirmé entre les inégalités entre groupes et les soulèvements violents (Balkwell, 1990 ; Østby, 2013).

Le *leadership et organisation* se distingue comme étant le seul domaine qui n'est pas fortement corrélé avec la fragilité de l'État. Comme mentionné précédemment, le *leadership et organisation* est représenté par l'indicateur de confiance à l'égard des

FIGURE 2.2

### Score moyen de l'Indice des États fragiles par quartiles du dialogue interculturel



Source : UNESCO ; IEP ; Fund for Peace (2020)

Remarques : Le quartile 1 est le groupe de pays ayant obtenu les scores les plus faibles du Cadre. À l'inverse, les pays du quartile 4 ont obtenu les scores les plus élevés du Cadre. Un score élevé sur l'Indice des États fragiles traduit une fragilité importante.

autorités nationales. Par conséquent, il n'y a pas de lien clairement défini entre la proportion de citoyens qui approuvent le leadership de l'État et le niveau de fragilité de l'État. Comme le montre le graphique 2.2, il n'y a pratiquement aucune différence entre le score moyen de l'Indice des États fragiles pour les quatre quartiles du domaine *Leadership et organisation*. De même, le domaine *liens et cohérence* ne suit pas la même trajectoire que la plupart des domaines par rapport à la fragilité des États. Néanmoins, il y a une forte tendance pour les pays ayant les scores de domaine les plus forts à connaître moins de fragilité de l'État, ce qui indique qu'un environnement favorable solide soutenant le dialogue interculturel rassemble également les gens et prévient les divisions et les conflits.

## 2.2.2 Protection des droits humains

En combinant les rapports annuels par pays d'Amnesty International, du département d'État américain et de Human Rights Watch, l'Échelle de terreur politique rend compte de la protection des droits humains en mesurant « les niveaux de violence et de terreur politiques qu'un pays connaît au cours d'une année donnée, sur la base d'une "échelle de terreur" à 5 niveaux » (Gibney et al., 2020). Les données les plus récentes, de 2019, ont été utilisées pour les corrélations.

Comme le montre le tableau 2.3, tous les domaines structurels et les domaines de soutien du dialogue interculturel sont fortement corrélés avec l'Échelle de terreur politique, à l'exception du domaine *leadership et organisation*. Un score plus faible sur l'Échelle de terreur politique indique des niveaux élevés de protection des droits humains. Cela signifie que des

résultats de corrélation négatifs sont attendus car ils impliquent que des domaines du Cadre plus forts sont associés à la protection des droits humains.

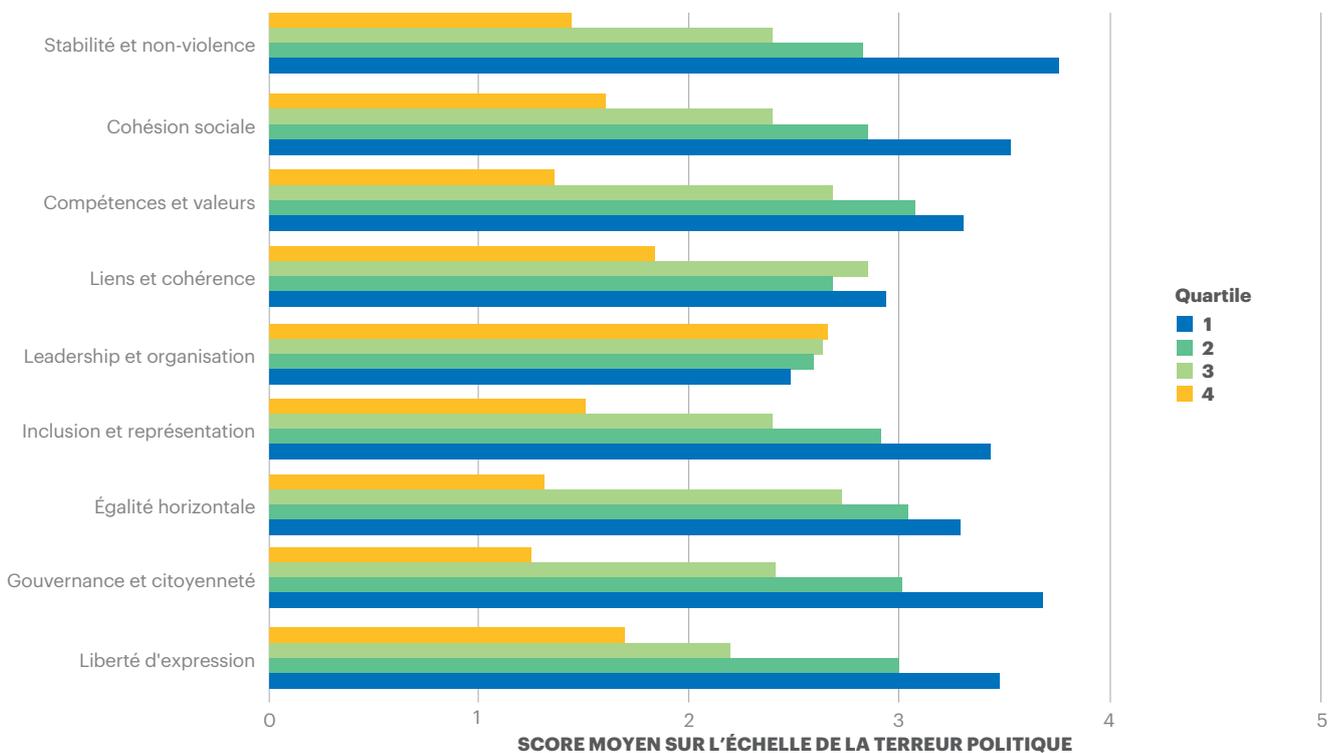
La *Gouvernance et citoyenneté* et la *stabilité et non-violence* présentent une corrélation particulièrement forte avec la terreur politique, avec respectivement -0,793 et -0,742. Ces corrélations élevées ne sont pas surprenantes car la terreur politique comprend les exécutions extrajudiciaires, les disparitions ainsi que d'autres formes de répressions. Les protestations peuvent provoquer l'instabilité et en cas d'escalade, se transformer en affrontements violents.

De même, l'*égalité horizontale* et l'*inclusion et représentation* sont étroitement liées au niveau de protection des droits humains. L'égalité entre les groupes est représentée par le domaine de l'*égalité horizontale* dans le Cadre, tandis que le domaine de l'*inclusion et de la représentation* comprend les mesures de discrimination à l'égard des groupes minoritaires d'une société. Par conséquent, la forte corrélation entre le score de l'Échelle de terreur politique et ces domaines confirme les conclusions de Balkwell (1990) et d'Østby (2013) qui affirment qu'il existe un lien entre les inégalités horizontales et la violence.

L'étude des performances des groupes de quartiles sur l'Échelle de terreur politique montre que le quartile 4 (le groupe ayant obtenu le score le plus élevé dans chacun des domaines du Cadre) enregistre, en moyenne, des niveaux de terreur politique plus faibles. Par conséquent, un environnement qui permet un dialogue interculturel efficace augmente également la capacité et éventuellement la volonté des pays, de protéger les droits

FIGURE 2.3

### Score moyen sur l'Échelle de la terreur politique par quartiles du dialogue interculturel



Source : UNESCO ; IEP ; Fund for Peace (2020)

Remarques : Le quartile 1 est le groupe de pays ayant obtenu les scores les plus faibles du Cadre. À l'inverse, les pays du quartile 4 ont obtenu les scores les plus élevés du Cadre.

humains. Pourtant, cette tendance n'est pas présente dans les quartiles des domaines *leadership et organisation* et *liens et cohérence*. En fait, le troisième quartile du domaine *liens et cohérence* obtient des scores légèrement moins bons sur l'Échelle de la terreur politique que le deuxième quartile. Cela implique que certains États performants en matière d'acceptation du groupe (l'indicateur du domaine *liens et cohérence*) rencontrent encore des difficultés à protéger les droits humains. Toutefois, il convient de noter que la différence entre le score moyen de l'Échelle de terreur politique pour les quartiles 2 et 3 est relativement faible.

### 2.2.3 Paix

Enfin, le score de paix interne de l'Indice mondial de la paix (GPI), réalisé par l'Institut pour l'économie et la paix (IEP), est utilisé pour évaluer les parties spécifiques du Cadre qui favorisent la paix. Si l'Échelle de terreur politique fait partie du score de paix interne du GPI, ce dernier comprend également de nombreux autres indicateurs de paix négatifs, tels que les taux d'homicides, le niveau de probabilité de manifestations violentes, l'impact du terrorisme et les importations d'armes (Institut pour l'Économie et la Paix (IEP), 2020).

L'analyse de corrélation met en évidence le fait que des niveaux plus élevés de paix interne sont généralement associés à des niveaux plus forts dans les domaines du Cadre. La forte association avec la paix interne est présente pour les deux niveaux du Cadre, c'est-à-dire aussi bien pour les domaines de soutien que pour les domaines structurels. Le calcul d'un score combiné du Cadre confirme davantage l'idée selon laquelle un

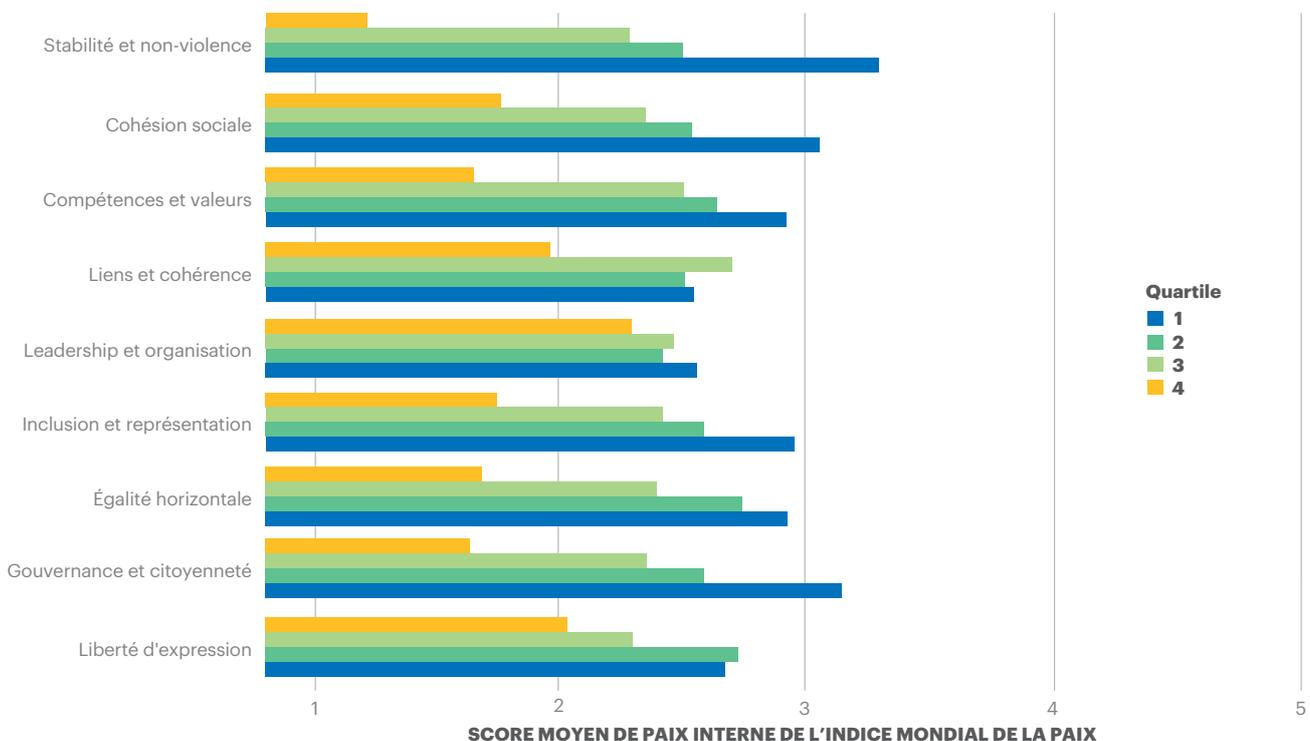
environnement permettant un dialogue interculturel efficace favorise également la paix (corrélation de -0,842).

Comme le montre le tableau 2.3, une *bonne gouvernance et citoyenneté* est particulièrement importante pour le maintien de la paix, avec une corrélation de -0,847. Cependant, il faut noter que le domaine *gouvernance et citoyenneté* contient un indicateur de *stabilité politique et d'absence de violence*. Comme ce domaine rend compte des éléments de paix négative qui sont également présents par le score de paix interne du GPI, une partie de cette corrélation élevée du domaine peut être attribuée au chevauchement des données (corrélation de -0,936). Néanmoins, la corrélation entre les autres indicateurs du domaine *gouvernance et citoyenneté* et le score de paix interne est toujours significativement élevée, soit -0,813. Cela confirme la forte relation entre la bonne gouvernance et la paix. De même, des niveaux plus élevés d'*égalité horizontale* et de *cohésion sociale* sont associés à une plus grande capacité à maintenir la paix, avec une corrélation respective de -0,722 et de -0,708.

La *liberté d'expression* est le domaine présentant la corrélation directe la plus faible avec la paix. Avec une corrélation de -0,338, certains signes indiquent que des niveaux plus élevés de *liberté d'expression* sont associés à des niveaux plus élevés de paix, bien que la relation soit plus complexe. En examinant les données plus en détail, on constate que de nombreux États ont des niveaux élevés de *liberté d'expression*, malgré des problèmes pressants de conflits violents et d'instabilité. À l'inverse, les données montrent que certains pays sont très pacifiques mais avec certaines restrictions de la *liberté d'expression*.

FIGURE 2.4

### Score moyen de paix interne de l'Indice mondial de la paix par quartiles du dialogue interculturel



Source : UNESCO ; IEP (2020)

Remarques : Le quartile 1 est le groupe de pays ayant obtenu les scores les plus faibles du Cadre. À l'inverse, les pays du quartile 4 ont obtenu les scores les plus élevés du Cadre. Sur l'Indice mondial de la paix, un score de paix interne proche de 1 indique un niveau de paix élevé, tandis qu'un score proche de 5 indique un niveau de paix faible.

La *liberté d'expression* comprend la liberté d'exprimer son mécontentement à l'égard des dirigeants, des organisations et d'autres groupes et individus de la société. Cela signifie que des niveaux plus élevés de *liberté d'expression* exposent potentiellement de plus grandes différences d'opinions au sein de la société. Bien que ces opinions contradictoires puissent être exprimées par des manifestations et d'autres moyens de communication pacifiques, elles peuvent devenir violentes lorsque les parties opposées se rencontrent et s'affrontent.

Les approches fonctionnalistes classiques de la théorie des conflits désignent les conflits comme un point de transition positif (Rioux et Redekop, 2013, p. 14). Selon Coser (1964), les conflits non violents peuvent servir des fonctions sociales : le conflit a pour objet la formation de groupes et donc les conflits ont le potentiel de rapprocher les gens et de faire avancer les sociétés. Par conséquent, ces États qui présentent des niveaux élevés de *liberté d'expression* mais des niveaux plus faibles de paix n'ont potentiellement pas encore franchi le point de transition pour devenir pacifique. Inversement, les cas opposés impliquent que l'expression de points de vue conflictuels n'est pas nécessairement un précurseur d'actions violentes.

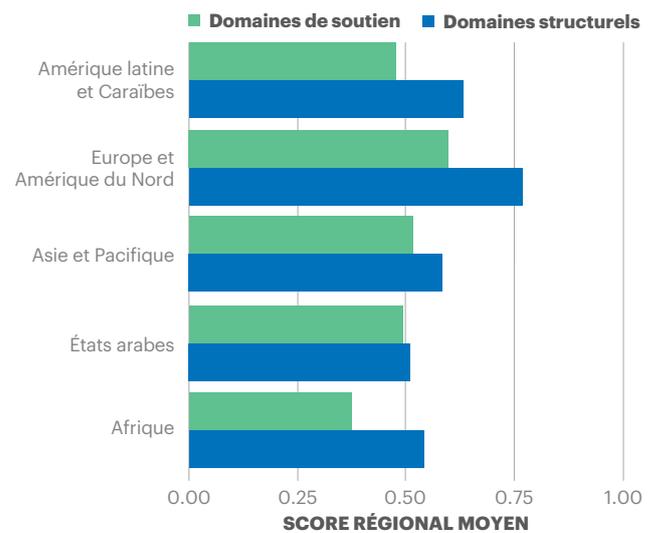
L'analyse par quartile met en évidence le fait que les États performants dans le Cadre (quartile 4 et 3) connaissent également des niveaux de paix plus élevés, indiqués par des scores moyens de paix interne du GPI plus faible. Pourtant, le contraire n'est pas toujours le cas, le quartile 1 dans le domaine de la *liberté d'expression* (le groupe le moins performant) obtenant un meilleur score moyen du GPI que le quartile 2. De plus, le quartile 3 (le deuxième groupe d'États le plus performant dans le domaine *liens et cohérence*) a le score de paix interne du GPI le plus élevé, c'est-à-dire que ces États enregistrent le niveau de paix le plus bas, en moyenne, par rapport aux trois autres groupes de quartiles. Il faut cependant noter que la différence dans la moyenne de la paix entre les quartiles 1, 2 et 3 est faible et que le quartile 4 est toujours plus performant que les autres quartiles. Cela signifie que la force dans les domaines du Cadre est toujours associée à des niveaux plus élevés de paix.

## 2.3 Tendances Régionales

En calculant les moyennes régionales, les domaines du Cadre dans lesquels les régions du monde sont performantes ainsi que les domaines qui pourraient être améliorés apparaissent clairement. Elles rendent également compte des tendances globales existantes dans toutes les régions<sup>5</sup>.

La figure 2.5 montre les scores moyens régionaux dans les domaines structurels et les domaines de soutien du Cadre. Il apparaît que toutes les régions sont plus performantes dans les domaines structurels que dans les domaines de soutien. Néanmoins, les différences entre les scores moyens régionaux sont plus importantes pour les domaines structurels que pour les domaines de soutien. Si le Cadre peut être considéré comme systémique, il existe une grande variété dans les différentes combinaisons de forces et de défis auxquels les États sont confrontés, en particulier dans les domaines de soutien.

FIGURE 2.5  
Scores moyens des domaines structurels et de soutien par région



Source : UNESCO ; IEP

### 2.3.1 Les tendances dans les cinq régions du monde

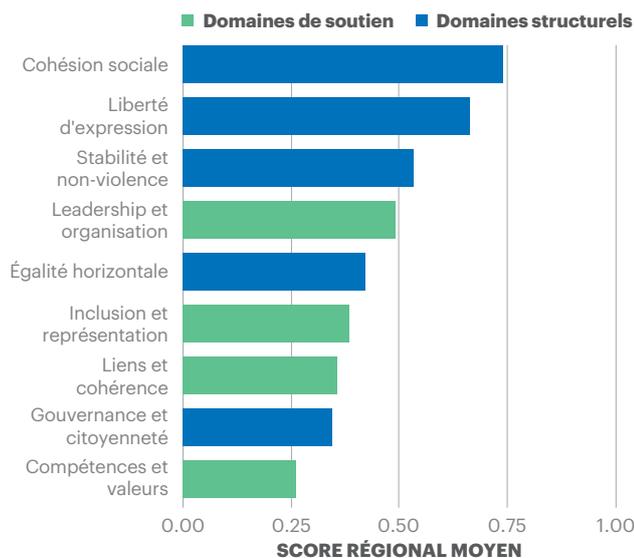
Dans la région africaine, deux des domaines structurels du Cadre, la *cohésion sociale* et la *liberté d'expression*, sont plus performants que les sept autres domaines. Parmi les domaines de soutien, l'Afrique enregistre son meilleur score dans le *leadership et organisation*. Ceux nécessitant une attention particulière dans la région africaine sont la *gouvernance et citoyenneté* dans les domaines structurels et les *compétences et valeurs* dans les domaines de soutien. En moyenne, la région gagnerait à s'investir davantage dans ces domaines, ce qui aurait pour effet de faire progresser le dialogue interculturel entre d'autres objectifs. Le Ghana est un bon exemple de pays avec une forte *cohésion sociale* et *liberté d'expression*, bien qu'il soit confronté à des défis dans le domaine des *compétences et valeurs*. Afin d'avoir une idée plus précise de la façon dont le Ghana est parvenu à une forte *cohésion sociale* malgré la diversité linguistique et ethnique du pays et de la manière dont le gouvernement s'efforce de remédier aux inégalités de développement socio-économique dans le but d'améliorer le dialogue interculturel, consultez la section 3.3 du présent rapport.

Considérant la moyenne régionale des scores dans les domaines, *l'inclusion et représentation*, la *gouvernance et la citoyenneté* et la *liberté d'expression* sont des domaines qui nécessitent une attention particulière dans les États arabes : « *Dans toute la région, les citoyens - indépendamment de leur appartenance ethnique, de leur foi, de leur richesse, de leur éducation ou de leur statut - continuent d'exiger des éléments basiques de gouvernance que les États sont souvent incapables ou peu désireux de fournir* » (Fakir et Yerkes, 2018). Pourtant, les États arabes sont performants en matière de *cohésion sociale* et de *compétences et valeurs*, ce qui explique en partie le développement économique de nombreux pays de la région au cours des dernières décennies. Oman en est un bon exemple et l'inclusion des femmes dans l'éducation ainsi que sur le marché du travail a favorisé sa progression vers le dialogue interculturel.

<sup>5</sup> Un aperçu des États inclus dans chacune des régions du monde est disponible dans la section méthodologie de ce rapport.

FIGURE 2.6

## Scores moyens par domaines : Afrique

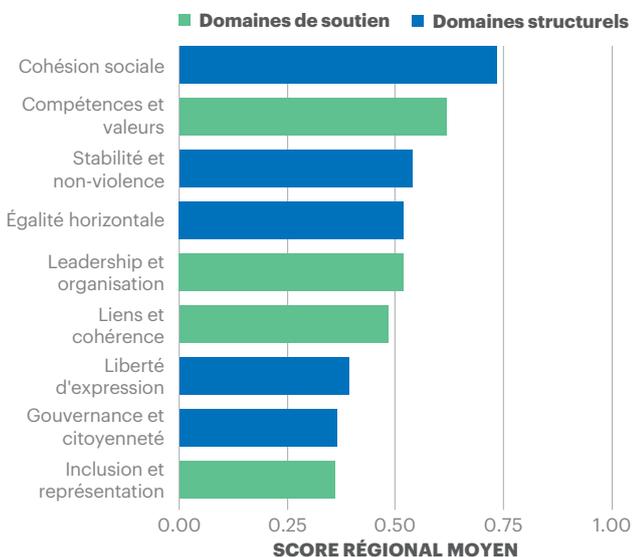


Source : UNESCO ; IEP

Cependant, à l'image de la moyenne régionale, Oman est confronté à un défi en matière de soutien de la *liberté d'expression* et des *liens et cohérence*. Pour en savoir plus sur les forces et les défis d'Oman en matière de soutien à un dialogue interculturel efficace, consultez la section 3.6.

FIGURE 2.7

## Scores moyens par domaines : États arabes



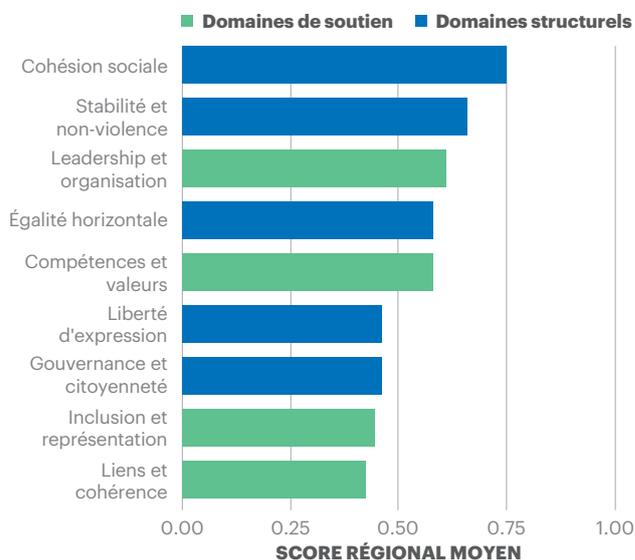
Source : UNESCO ; IEP

La région Asie-Pacifique obtient ses meilleurs scores dans les domaines *cohésion sociale* et *stabilité et non-violence*. Malgré des différences économiques, culturelles et sociales importantes avec l'Europe et l'Amérique du Nord, la région Asie-Pacifique est confrontée, selon le Cadre, à des défis similaires, les domaines *inclusion et représentation* et *liens et cohérence* obtenant les scores les plus bas. La section 3.5 examine de plus près la manière dont le dialogue interculturel est soutenu en Nouvelle-Zélande, pays multiculturel. Les institutions politiques, les cadres

juridiques et les fonds alloués aux médias qui célèbrent et soutiennent la langue et la culture autochtones māories ont favorisé *l'inclusion et représentation* et la *cohésion sociale* dans le pays. Pourtant, l'attentat de Christchurch en 2019 a mis en évidence les défis en matière de racisme et de discrimination auxquels la Nouvelle-Zélande continue de faire face.

FIGURE 2.8

## Scores moyens par domaines : Asie et Pacifique



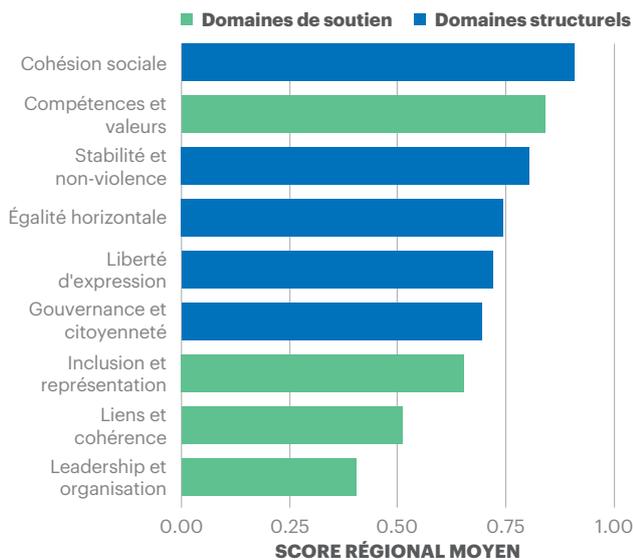
Source : UNESCO ; IEP

En revanche, l'Europe et l'Amérique du Nord se portent particulièrement bien dans le développement des *compétences et valeurs* des citoyens, favorisant un dialogue interculturel efficace sur le terrain. En fait, en moyenne, il s'agit du domaine de soutien le plus performant de la région bien que dans l'ensemble, la région ait tendance à être plus performante dans les domaines structurels par rapport à la moyenne de ses scores dans les domaines de soutien. La *cohésion sociale* et les *compétences et valeurs* sont les deux domaines les plus performants en Europe et en Amérique du Nord, alors que la région bénéficierait d'initiatives visant à améliorer ses scores en matière de *liens et cohérence* et de *leadership et organisation*. En tant que cas exemplaire, la Finlande montre que même l'un des pays les plus performants du Cadre doit relever des défis, en particulier dans le domaine du *leadership et organisation*, pour s'assurer que la méfiance du public n'entrave pas l'efficacité des institutions ou des moyens facilitant le dialogue interculturel dans la pratique. Pour en savoir plus sur le cas de la Finlande, voir la section 3.2.

L'Amérique latine et les Caraïbes sont également performants en matière de *cohésion sociale* mais contrairement aux États arabes, le domaine de la *liberté d'expression* figure parmi les meilleurs scores de la région. En revanche, la région est confrontée à des défis particuliers dans le domaine du *leadership et organisation*, ainsi que dans ceux de la *gouvernance et citoyenneté* et de *l'inclusion et représentation*. La moyenne de la *confiance à l'égard des autorités nationales* de la région (l'indicateur du domaine *leadership et organisation*) est particulièrement faible, ce qui confirme « *une nette augmentation du sentiment d'inamovibilité... et une préférence croissante pour les solutions politiques populistes parmi une proportion croissante de la population* » (The Economist, 2021). Cette tendance régionale de

FIGURE 2.9

### Scores moyens par domaines : Europe et Amérique du Nord

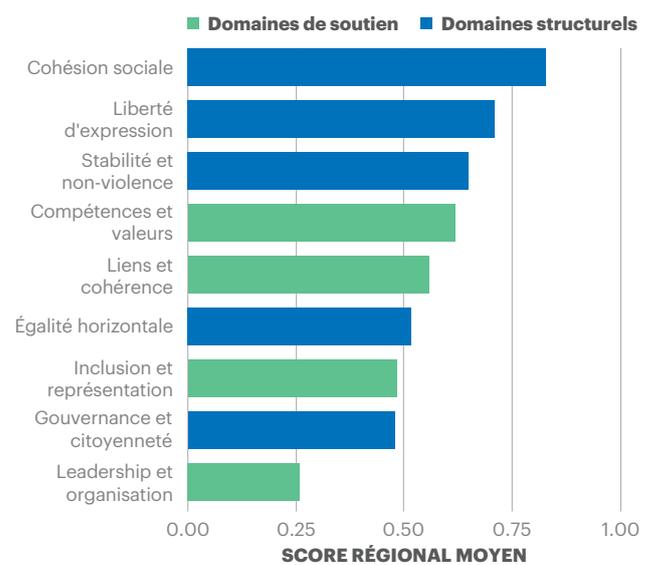


Source : UNESCO ; IEP

faibles niveaux de *confiance à l'égard des autorités nationales* est également présente en Jamaïque, qui a été choisie comme étude de cas de la région pour ses performances relativement élevées dans le Cadre. L'héritage historique du multiculturalisme en Jamaïque continue de jouer un rôle clé dans le dialogue interculturel du pays, avec des célébrations de son héritage africain varié et coloré. Ainsi, à l'image de la moyenne régionale, la Jamaïque est particulièrement performante en matière de *liberté d'expression*. Néanmoins, des problèmes subsistent en matière d'*égalité horizontale* et d'*inclusion et représentation*. La section 3.3 montre comment la Jamaïque contourne ces problèmes.

FIGURE 2.10

### Scores moyens par domaines : Amérique latine et Caraïbes



Source : UNESCO ; IEP



## Section 3

# Études de cas: le dialogue interculturel à l'œuvre



## 3.1 Introduction

La section suivante présente cinq études de cas portant sur un État très performant de chacune des régions du monde. Les cinq pays sélectionnés sont la Finlande pour l'Europe et l'Amérique du Nord, le Ghana pour l'Afrique, la Jamaïque pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Nouvelle-Zélande pour l'Asie et le Pacifique et Oman pour les États arabes. Chaque étude de cas fournit une analyse détaillée des forces et des faiblesses de chaque État dans les domaines du dialogue interculturel et donne des exemples d'institutions, d'initiatives politiques et de pratiques réussies qui soutiennent un dialogue interculturel efficace dans la pratique.

La sélection des études de cas met en évidence une grande variété de forces et de défis auxquels les États sont confrontés. Les cinq États sont plus performants dans les domaines structurels que dans les domaines de soutien. Les cinq pays obtiennent notamment des scores supérieurs à la moyenne mondiale dans deux domaines structurels, la *gouvernance et citoyenneté* et la *cohésion sociale*, illustrant, à travers des exemples différents, l'importance d'institutions, de cadres juridiques et d'initiatives solides dans le soutien à un dialogue interculturel efficace et inclusif. En revanche, la plus grande variation entre les cinq pays est observée dans les domaines *liens et cohérence* et *compétences et valeurs*, ce qui indique des domaines à améliorer dans certains États.

Afin de sélectionner les cinq pays pour les études de cas, une analyse en composantes principales (ACP) des neuf domaines a été réalisée. Les pays ayant la plus grande valeur de leur région pour la première composante principale ont été sélectionnés. Les itérations futures du Cadre chercheront à inclure des études de cas de pays différents, dans le souci d'un processus dynamique et évolutif.

La compilation des études de cas a pour but de fournir des exemples sur la manière dont différents États, dans différentes régions du monde, peuvent développer une capacité élevée au dialogue interculturel par des biais divers, malgré des histoires, des paysages culturels et des identités différents.

La première étude de cas porte sur la Finlande, où les changements dans le paysage culturel, dus à l'immigration récente, ont nécessité des progrès dans l'intégration des groupes ethniques et religieux minoritaires. Les forces de la Finlande en matière de *cohésion sociale* et de *compétences et valeurs* reflètent ses institutions solides qui soutiennent la diversité culturelle, particulièrement à travers son système d'éducation universelle. Ce système a créé des possibilités de dialogue interculturel pour les élèves ayant des origines linguistiques, religieuses et ethniques différentes. La section 3.2 évalue également certains des défis auxquels la Finlande est confrontée, telle que les attitudes négatives à l'égard de la diversification et évalue également la manière dont ces problèmes peuvent saper l'efficacité des institutions actuelles dans leur soutien au dialogue interculturel.

Le Ghana est un bon exemple d'un pays ayant une forte *cohésion sociale* et *liberté d'expression* mais qui est confronté à des défis en matière de *compétences et valeurs*. Le Ghana a atteint une forte *cohésion sociale* malgré la diversité linguistique et ethnique du pays. La section 3.3 examine le vaste cadre du pays visant à la

protection et à la promotion de la culture et de la diversité culturelle nationale. Elle évalue aussi diverses initiatives luttant contre l'inégalité du développement socio-économique afin d'améliorer la capacité au dialogue interculturel.

Le cas de la Jamaïque illustre la manière dont les héritages historiques du multiculturalisme continuent de jouer un rôle clé dans le dialogue interculturel du pays, avec des célébrations de son héritage africain varié et coloré. Comme de nombreux autres États d'Amérique latine et des Caraïbes, la Jamaïque est particulièrement performante dans la *liberté d'expression*. Cependant, le pays est confronté à des défis en matière d'*égalité horizontale* ainsi que d'*inclusion et représentation*. Les efforts actuellement réalisés pour renforcer ces aspects du dialogue interculturel sont décrits dans la section 3.4.

L'étude de cas de la Nouvelle-Zélande explore l'histoire des héritages européens et māoris qui continuent d'influencer le paysage culturel du pays aujourd'hui. La forte capacité au dialogue interculturel du pays est facilitée par des institutions et des pratiques inclusives envers les communautés minoritaires et les autochtones māoris. La section 3.5 aborde l'importance de la lutte contre la xénophobie et le racisme dans le pays, à la suite de l'attentat de Christchurch en 2019 et décrit les initiatives visant à résoudre ces problèmes qui défient les fondements d'un dialogue interculturel efficace, pourtant présent dans le pays.

Enfin, l'étude de cas d'Oman traite de l'impact de la modernisation récente du pays et plus particulièrement de l'autonomisation des femmes dans l'éducation et sur le marché du travail, développant ainsi des *compétences et valeurs* dans le pays. Cependant, comme de nombreux autres États arabes, Oman est confronté au défi de la *liberté d'expression* ainsi qu'à celui des *liens et cohérence*. La section 3.6 propose également une discussion sur la manière dont Oman pourrait s'appuyer sur ses forces actuelles pour se développer davantage et relever les défis futurs.

## 3.2 Finlande - Suomi

### Points importants à retenir

- La Finlande a connu des changements culturels dus à l'immigration récente, ce qui a nécessité l'adaptation de la politique sociale en vue de l'intégration et de la protection des minorités ethniques et des groupes religieux.
- Les institutions publiques fortes de la Finlande, notamment son système d'éducation universel, ont facilité l'efficacité du dialogue interculturel en élargissant les possibilités de participation des immigrants et des minorités à la société.
- Le développement de la *cohésion sociale* et des *compétences et valeurs*, principalement par le biais de l'éducation, a cherché à inculquer un sentiment d'appartenance à tous les élèves, en particulier aux élèves ayant des origines linguistiques, religieuses et ethniques différentes.
- Les bonnes performances de la Finlande dans le domaine de la *gouvernance et citoyenneté* s'expliquent par les niveaux élevés de confiance envers les institutions. Cette confiance sert de base à la résilience de la société et favorise un dialogue interculturel efficace entre divers groupes et communautés.
- Bien que la Finlande obtienne des scores élevés dans les domaines structurels et les domaines de soutien du Cadre, la diversification culturelle a exercé une pression sur les cadres juridiques existants, ce qui montre que de nouveaux mécanismes de protection et de nouvelles voies de dialogue interculturel sont nécessaires pour combler les écarts émergents.

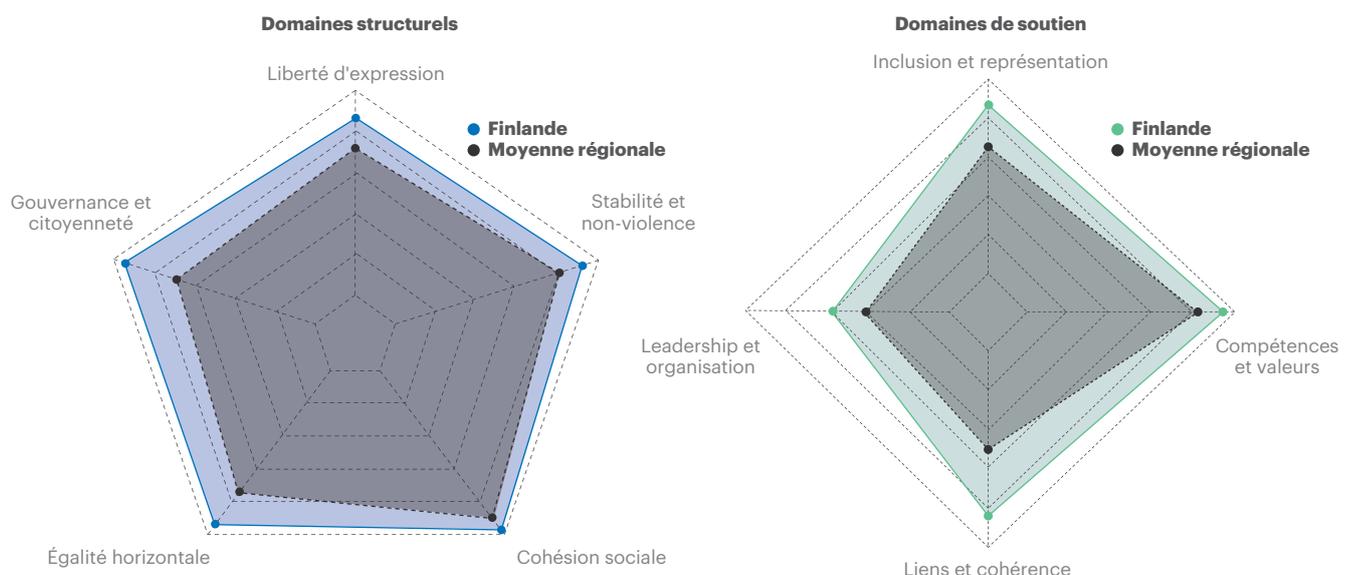
### Antécédents

Située au nord-est de l'Europe, la Finlande partage sa frontière avec la Russie, la Suède et la Norvège. La Finlande est depuis longtemps considérée comme l'un des pays les plus pacifiques et les plus stables du monde (Institut pour l'Économie et la Paix (IEP), 2021 ; Fonds pour la Paix, 2021). L'égalité et l'équité sont des valeurs importantes dans la société finlandaise et la confiance élevée dans les institutions démocratiques est clairement perçue comme une force permettant de renforcer la résilience nécessaire aux transformations sociétales ainsi que comme une base importante du dialogue interculturel (OCDE, 2021 ; Cabinet du Premier ministre, 2020). Dans la région d'Europe et d'Amérique du Nord, la Finlande est très performante, avec un score supérieur à la moyenne dans les neuf domaines, comme le montre la figure 3.1.

La Finlande compte 5,5 millions d'habitants (2021) (Statistics Finland, 2021) et ses deux langues officielles sont le finnois et le suédois. Plus de 86 % de la population a pour première langue le finnois, tandis qu'une plus petite proportion de 5,2 % parle le suédois (voir encadré 3.2). Bien que la Finlande soit réputée pour être une société relativement homogène, son histoire récente illustre la manière dont le pays s'est adapté à une diversité culturelle croissante et a considéré le multiculturalisme comme « *une force et une ressource* » (Ministère de l'éducation et de la culture, 2017). Les politiques multiculturelles de la Finlande et en particulier son système éducatif, visent à favoriser l'identité culturelle des personnes venant en Finlande avec des origines ethniques et religieuses différentes, tout en soutenant les minorités traditionnelles ayant des origines linguistiques différentes (Ubani et al., 2019).

FIGURE 3.1

### Scores de la Finlande par domaines du Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel, par rapport à la moyenne régionale



Source : UNESCO ; IEP

## ENCADRÉ 3.1

**Appartenances ethniques, langues et diversité religieuse de la Finlande****Appartenances ethniques\***

- Finlandais, Suédois, Russes, Estoniens, Roms, Samis.

**Langues\***

- Finnois (officielle) 86.9%, suédois (officielle) 5.2%, russe 1.5%, autres 6.4% (estimation 2020).

**Diversité religieuse\***

- Luthériens 67,8 %, grecs orthodoxes 1,1 %, autres 1,7 %, non spécifiés 29,4 % (estimation 2020).

**Urbanisation**

- Population urbaine : 85,6 % de la population totale (2021).
- Taux d'urbanisation : 0,42 % taux de variation annuel (estimation 2020-25).

Source : CIA World Factbook (2020)

**3.2.1 Histoire de l'évolution du paysage culturel de la Finlande**

La Finlande a fait partie de l'empire suédois jusqu'en 1809, ce qui a entraîné des liens culturels, politiques et économiques importants qui persistent aujourd'hui (Raento et Husso, 2001). Après la guerre de Finlande en 1809, la Finlande a été cédée à l'Empire russe et est devenue le Grand-Duché de Finlande (Encyclopedia Britannica, 2021). Pendant cette période, le luthéranisme était la seule institution à l'échelle nationale. Il est donc « *devenu un important facteur de stabilisation encouragé comme élément de confiance par le pouvoir en place* » (Sinnemäki, et al., 2019). Sous la domination russe, la langue suédoise occupait également une position dominante dans la société, étant l'une des principales langues de l'administration et de l'éducation (Encyclopedia Britannica, 2021).

En 1917, la Finlande a déclaré son indépendance face à la Russie et tous les groupes de la population sont devenus des citoyens finlandais (ministère des Affaires sociales et de la Santé, 2004). La Constitution de 1919 et la Loi sur les langues de 1922 (Language Act) ont accordé l'égalité constitutionnelle au finnois et au suédois, considérés comme les « *langues nationales* » (Raento et Husso, 2001 ; Saukkonen, 2012). Les principes clés de la législation ont établi que les autorités publiques devaient « *répondre aux besoins sociétaux culturels des deux groupes linguistiques sur une base égale* », garantissant ainsi les droits culturels et linguistiques de la minorité suédophone (Ministère de la Santé et des Affaires sociales, 2004 ; Saukkonen, 2012). L'industrialisation et l'urbanisation après la Seconde Guerre mondiale ont conduit un nombre croissant de finnophones à s'installer dans des zones essentiellement suédophones, remettant en cause la structure linguistique existante (Raento et Husso, 2001). Ces changements ont provoqué des tensions locales, les habitants des zones côtières rurales, à prédominance suédophone, voyant leur langue et leurs moyens de subsistance traditionnels menacés, ont immigré dans la seconde moitié du XXe siècle (Raento et Husso, 2001).

En même temps, la Finlande a cherché à améliorer la situation

des minorités auparavant marginalisées, comme les Samis et les Roms. Le peuple sami est reconnu internationalement comme le « *premier peuple* » (Laverty, 2006), habitant le territoire sami, qui s'étend sur les parties nord de la Norvège, de la Suède et de la Finlande, ainsi que sur la péninsule russe de Kola (Árnadóttir, 2017). Dès le XVIIe siècle, les Samis ont été découragés de parler leur langue maternelle, au profit du finnois (Minority Rights Group, 2021). En 1973, le parlement sami a été établi en Finlande, marquant le premier organe élu du peuple sami dans la région nordique (Minority Rights Group, 2021). Plus tard, en 1995, la Constitution finlandaise a été modifiée pour reconnaître le statut des Samis en tant que peuple autochtone et leurs droits, ainsi que ceux des Roms et d'autres groupes, « *à maintenir et à développer leur propre langue et leur propre culture* » (Encyclopedia Britannica, 2021). La Loi sur la langue same de 2003 (Sámi Language Act) a réaffirmé ce principe, en énonçant les droits linguistiques du peuple sami et le statut des langues sames en tant que langues minoritaires régionales (Minority Rights Group, 2021).

En outre, le peuple rom a également bénéficié d'améliorations en matière de droits des minorités. Les Roms sont une minorité linguistique et culturelle qui est arrivée en Finlande en provenance d'Europe centrale au cours des XVIe et XVIIe siècles (Ministère des affaires sociales et de la santé, 2004 ; Raento et Husso, 2001). La politique initiale d'assimilation a été abandonnée dans les années 1970 et elle s'est plutôt orientée vers l'intégration des Roms dans la société finlandaise, tout en respectant leur désir de maintenir une identité distincte (Minority Rights Group, 2015). En 1989, le Conseil consultatif national sur les affaires roms a été fondé en collaboration avec le ministère des Affaires sociales et de la Santé et quatre conseils consultatifs régionaux ont été créés pour travailler avec les autorités locales afin d'améliorer la participation des Roms à la prise de décision (Arrhenius et Friman-Korpela, 2009). Malgré l'égalité de leur statut juridique, les Roms finlandais continuent de rencontrer des problèmes en matière d'emploi, d'éducation et d'accès aux services publics et sont victimes de discrimination dans leur vie quotidienne (Granqvist, 2021 ; Ministère des affaires sociales et de la santé, 2004).

Après la Seconde Guerre mondiale et jusqu'au début des années 1970, la société finlandaise se caractérisait par des taux d'émigration élevés, principalement en direction de l'Amérique du Nord et de la Suède voisine, ainsi que par des lois d'immigration strictes qui attiraient peu d'immigrants (Koivukangas, 2003 ; Laverty, 2006). Les premiers réfugiés arrivés en Finlande à la demande du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sont arrivés du Chili et du Vietnam dans les années 1970 et 1980 (Kanerva et Mitchell, 2017). En 1988, un système de quotas pour les réfugiés a été adopté et les premiers réfugiés somaliens sont arrivés en Finlande en 1992 (Kanerva et Mitchell, 2017). L'immigration s'est développée dans les années 1990, la politique finlandaise devenant plus réceptive, avec des réfugiés d'Europe du Sud-Est, d'Europe de l'Est, d'Irak et de Turquie ainsi que des immigrants d'Asie. L'expansion de l'immigration a coïncidé avec plusieurs changements dans l'environnement politique et économique international, notamment l'effondrement de l'Union soviétique, l'adhésion de la Finlande à l'Union européenne (1995) et la mondialisation croissante (Kanerva et Mitchell, 2017 ; Koivukangas, 2003). En réponse à l'augmentation de l'immigration et de la diversité culturelle, le Bureau du médiateur pour les minorités (Office of

the Ombudsman for Minorities) a été fondé en 2002 « *pour promouvoir de bonnes relations ethniques et surveiller la situation et les droits des étrangers ainsi que des minorités ethniques* » (Ministère des affaires sociales et de la santé, 2004).

La géographie culturelle de la Finlande s'est considérablement modifiée au cours des dernières décennies et l'augmentation des échanges culturels et démographiques a conduit à une reconnaissance de l'hétérogénéité culturelle du pays (Ubani et al., 2019). Il y a eu une augmentation marquée des nouvelles politiques envers les anciennes et nouvelles minorités aux niveaux national, régional et local. En particulier, les efforts se sont concentrés sur les droits culturels et linguistiques des groupes minoritaires précédemment négligés, sur la politique concernant l'immigration et les réfugiés ainsi que sur le logement, l'éducation, l'emploi et les aménagements culturels qui s'appliquent à toutes les minorités (Ubani et al., 2019). Comme Ubani et al. (2019) le définissent :

« ... il a été nécessaire de s'accommoder de la diversité sociale, culturelle et religieuse croissante en Finlande et de développer des politiques sociales répondant aux problèmes découlant de cette diversité. »

### 3.2.2 La forte capacité de la Finlande à promouvoir le dialogue interculturel

La Finlande enregistre des scores élevés dans les neuf domaines du Cadre. Les domaines les plus performants du pays sont notamment la *cohésion sociale*, les *compétences et valeurs* et la *gouvernance et citoyenneté*.

Les scores élevés de la Finlande dans le domaine de la cohésion sociale reflètent la solidité de ses institutions en faveur de la diversité culturelle. Dans la Stratégie de politique culturelle pour 2020 (publiée en 2009), le ministère de l'Éducation a souligné que le rôle central de la stratégie nationale est :

« ... de promouvoir la préservation et le développement du patrimoine culturel et des environnements culturels ; améliorer l'égalité d'accès à la culture, son accessibilité et son utilisation diversifiée... et renforcer les fondements culturels de la société. » (Ministère de l'Éducation, 2009)

Compte tenu de l'histoire récente du pays en matière de migration et d'avancement des droits des minorités, la Politique culturelle 2025 reconnaît la valeur du multiculturalisme en Finlande et reconnaît les avantages d'établir une confiance entre des groupes de plus en plus diversifiés. Les initiatives visant à renforcer les droits des immigrants, des réfugiés et des groupes minoritaires ont permis de progresser vers l'intégration économique et sociale dans la société finlandaise (Kanerva et Mitchell, 2017). Par exemple, la Loi sur la promotion de l'intégration des immigrants (Act on the Promotion of Immigrant Integration) de 2011 vise à soutenir l'immigration en fournissant des informations de base sur la société finlandaise, le marché du travail et les services qui favorisent l'intégration (Ministère de l'Économie et de l'Emploi de Finlande, 2011).

L'une des principales voies pour faciliter la *cohésion sociale* passe par l'éducation et le développement des *compétences et valeurs*, qui visent à insuffler un sentiment d'appartenance et à contribuer à une plus grande confiance dans les institutions et

entre les communautés (Martela et al., 2020). Dans les années 1970, le gouvernement finlandais a mis en place un système scolaire complet, offrant une éducation gratuite à tous les citoyens (Ubani et al., 2019). L'un des grands principes de l'éducation finlandaise affirme que « *les mêmes possibilités d'éducation doivent être offertes à tous les citoyens, indépendamment de leur origine ethnique, de leur âge, de leur condition financière ou de leur lieu de résidence* » (Ministère de l'Éducation et de la Culture et Agence nationale de l'éducation de Finlande, 2018). En tant que tel, le modèle d'éducation religieuse témoigne de cette croyance en permettant aux élèves d'étudier leur religion ou leur ethnie dans l'enseignement secondaire de base et dans l'enseignement supérieur. Selon Zilliacus et Holm (2013), le « *système vise à promouvoir l'égalité et l'intégration en ce qui concerne la religion et la vision du monde de chacun* » en reconnaissant l'origine de l'élève comme base de l'enseignement. Ce modèle est également illustré dans le programme éducatif local d'Helsinki, qui vise à intégrer les traditions et les rituels religieux des élèves dans l'école, lorsque cela est possible et à prendre en compte ces aspects dans l'éducation musicale et sportive, ainsi qu'à les intégrer dans les festivités scolaires (Zilliacus et Holm, 2013).

Les développements en matière de *cohésion sociale* et de *compétences et valeurs* ont été le résultat d'efforts visant à renforcer la diversité linguistique, les investissements dans le développement des compétences linguistiques étant considérés comme un atout pour l'individu et la société dans son ensemble (Ministère de l'Éducation et de la Culture, 2017). La Finlande ayant assisté à la croissance du multiculturalisme, les politiques ont visé à favoriser l'identité culturelle des immigrants ayant des origines ethniques et linguistiques différentes (Ubani et al., 2019). Elles ont élargi les possibilités de diversité linguistique, les élèves de différentes origines linguistiques pouvant apprendre leur langue maternelle dans le cadre du programme scolaire, en plus du finnois et du suédois (Ubani et al., 2019). D'autres initiatives qui ont mis l'accent sur le développement de la *cohésion sociale*, des *compétences et valeurs*, ainsi que de nombreux autres domaines du Cadre, comprennent :

- La mise en place de programmes visant à former des immigrants à l'enseignement par le ministère de l'Éducation et de la Culture (Nishimura-Sahi et al., 2017), élargit ainsi le potentiel de partage des connaissances et améliore les *liens et cohérence* et *d'inclusion et représentation*.
- La Loi sur la langue same de 2003 déclarant le droit d'utiliser le same comme langue officielle sur le territoire sami et le droit de recevoir un enseignement primaire et secondaire de premier cycle dans sa langue maternelle (Kanerva et Mitchell, 2017 ; Sámi Language Act, 2003), reconnaît ainsi les droits linguistiques du peuple sami et contribue également à la *cohésion entre les groupes* et à la réduction des *griefs communautaires*.
- La mise en œuvre d'une « *approche de l'enseignement sensible aux genres* » pour promouvoir l'égalité et une « *compréhension de la diversité des genres* » (Zilliacus et Holm, 2013), favorisant ainsi l'*égalité horizontale*.
- L'expansion de l'éducation religieuse pour inclure différentes confessions religieuses ou le choix d'étudier l'ethnie, vise ainsi à encourager les élèves à « *construire leur propre*

identité et vision du monde » et à faciliter l'inclusion et représentation des diverses communautés religieuses (Zilliacus et Holm, 2013).

- La création d'une unité d'éducation rom en 1994 pour développer l'éducation des Roms et promouvoir la langue romani, illustrant ainsi les initiatives d'inclusion dans l'éducation et de préservation du patrimoine culturel, et facilitant également les progrès vers l'inclusion et représentation dans le programme national (Granqvist, 2021).

La *gouvernance et citoyenneté* est un autre domaine du Cadre dans lequel la Finlande est particulièrement performante. Les bonnes performances de ce pays en matière de *Gouvernance et citoyenneté* s'appuient sur des niveaux élevés de confiance dans les institutions qui servent de base à la résilience de la société. Des niveaux élevés de confiance de la population dans les institutions peuvent également influencer la confiance entre divers groupes et communautés et établir des voies vers un dialogue plus large, ce qui est essentiel pour faciliter un dialogue interculturel efficace. La confiance dans le gouvernement et les institutions publiques garantit également une voix pour chacun, un gouvernement tenu responsable de ses actes et des institutions transparentes.

Deux des indicateurs de la Finlande ayant les meilleurs scores (voir tableau 3.2) proviennent du domaine de la « *gouvernance et citoyenneté* » : *lutte contre la corruption et État de droit*. Le score élevé de la Finlande dans l'indicateur de la *lutte contre la corruption* illustre le fait que les cas de corruption sont rares en Finlande, et que les politiques et processus en place garantissent la transparence et offrent des moyens de dénoncer la corruption. Une enquête menée par Transparency International (2021) a révélé que la majorité des Finlandais pensent pouvoir signaler des cas de corruption sans crainte de représailles et pensent que le gouvernement fait un « *bon travail* » dans la lutte contre la corruption (Transparency International, 2021).

De même, le score élevé de l'indicateur de l'*État de droit* reflète une grande confiance dans les institutions publiques et une

TABLEAU 3.1

### Indicateurs les plus et les moins performants de la Finlande dans le Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel

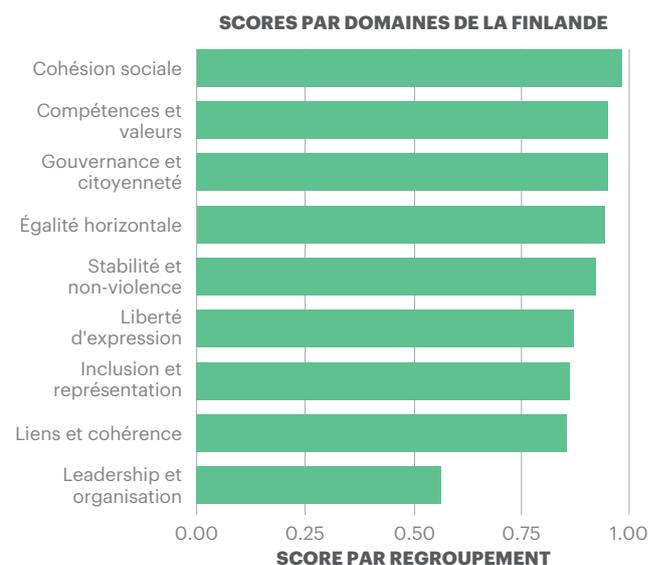
Indicateur	Domaine	Score*	Moyenne mondiale
GCI 4.0 : Liberté de la presse	Liberté d'expression	1	0.63
Lutte contre la corruption : Estimation	Gouvernance et citoyenneté	1	0.41
État de droit : Estimation	Gouvernance et citoyenneté	1	0.5
Grief communautaire	Égalité horizontale	1	0.48
Conflits internes générant des combats (par regroupement)	Stabilité et non-violence	1	0.85
Niveau d'instabilité politique (par regroupement)	Stabilité et non-violence	1	0.62
Manifestations violentes (par regroupement)	Stabilité et non-violence	0.75	0.52
Indice des restrictions gouvernementales	Liberté d'expression	0.74	0.61
Confiance à l'égard des autorités nationales - Approuve	Leadership et organisation	0.56	0.46

\* 1 est le score le plus élevé possible et 0 le score le plus bas possible.

Source : UNESCO ; IEP

FIGURE 3.2

### Scores de la Finlande par domaines du Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel



Source : UNESCO ; IEP

faible probabilité de criminalité et de violence. La confiance de la population dans le gouvernement est liée à la transparence et à l'ouverture des institutions publiques, à la capacité du gouvernement à innover et aux initiatives prises par le gouvernement en matière d'égalité et de non-discrimination (OCDE, 2021). À titre d'exemple, on peut citer la possibilité de soumettre une initiative citoyenne à l'examen du Parlement, si elle recueille suffisamment de soutien. En 2014, le Parlement finlandais a approuvé un projet de loi légalisant le mariage homosexuel, après que l'initiative a reçu 170 000 signatures en ligne ('*Good Governance - Finnish Society Is Based on Trust*', 2020).

### 3.2.3 Possibilités d'amélioration et défis à relever

La forte capacité de la Finlande à réussir le dialogue interculturel est attestée par ses bonnes performances dans les neuf domaines du Cadre. La Finlande obtient des résultats supérieurs à la moyenne mondiale dans tous les indicateurs ; cependant, ses trois indicateurs les plus faibles indiquent des domaines à améliorer. Le pays est confronté à des défis pour garantir les institutions destinées à protéger les minorités et à renforcer les droits qui favorisent un dialogue interculturel réussi dans la pratique.

L'indicateur le moins bien noté, la *confiance à l'égard des autorités nationales*, fait partie du domaine *leadership et organisation*. L'indicateur rend compte du niveau de confiance à l'égard du dirigeant du pays et de sa capacité à communiquer efficacement. Tout au long de la pandémie de COVID-19, le leadership de l'actuelle Première ministre finlandaise, Sanna Marin, a été loué et elle a rencontré une grande popularité dans sa manière de gérer le pays face la crise (Yle Poll, 2020). Toutefois, les sondages du gouvernement montrent que les habitants des zones rurales, les ménages à faible revenu et les personnes ayant un faible niveau d'éducation lui portent un niveau de confiance plus bas. Ce qui signifie que la Finlande est confrontée à un défi pour s'assurer que les « *poches de méfiance* » ne compromettent pas l'efficacité du dialogue au niveau national et par conséquent n'entravent pas les progrès du dialogue interculturel (OCDE, 2021). La confiance dans le gouvernement a servi de base au renforcement de la résilience pour faire face collectivement aux transformations sociétales de la Finlande, notamment en matière de vieillissement de la population, de changement climatique et de diversité culturelle croissante (OCDE, 2021).

Le score de *l'indice des restrictions gouvernementales* est supérieur à la moyenne mondiale et la liberté de religion est inscrite dans la constitution finlandaise qui stipule le droit de professer, de pratiquer une religion et d'être membre, ou de refuser d'être membre, d'une communauté religieuse (Constitution de la Finlande, 2000). Cependant, il est clair que des progrès restent à faire pour que les groupes religieux minoritaires puissent exprimer leurs identités et que les préférences ne soient pas données à une religion en particulier. La grande majorité de la population adhère à l'église luthérienne de Finlande (voir encadré 3.1) qui a historiquement occupé une position juridique et économique différente de celle des autres églises et communautés religieuses en Finlande (Kotiranta, 2010 ; Laverty, 2006). Cela peut s'observer dans l'éducation, le modèle d'éducation religieuse étant issu d'une « *forte tradition d'enseignement luthérien* » et la plupart des élèves suivant l'enseignement luthérien (Zilliacus et Holm, 2013). Le paysage religieux de la Finlande ayant évolué, les écoles doivent dispenser un enseignement religieux dans des religions autres que la foi luthérienne lorsqu'il y a au minimum trois élèves de la même foi recensés dans la municipalité, que la communauté religieuse en question est répertoriée et que la famille des élèves appartient également à cette communauté religieuse (Département d'État des États-Unis, 2021). Cependant, malgré ces dispositions visant à étendre l'éducation religieuse, des instructions plus récentes pourrait poser des défis dans la gestion des élèves et des individus issus de confessions religieuses minoritaires qui rencontrent des préjugés ou des discriminations (Zilliacus et Holm, 2013).

Comme le pays a connu de nombreux changements sociaux au cours des dernières décennies, des signes de comportements négatifs à l'égard de la diversification sont apparus et la discrimination reste un phénomène courant, ce qui représente des défis pour un dialogue interculturel efficace (Raento et Husso, 2001). Ces dernières années, la Finlande a enregistré une augmentation des crimes haineux et des propos racistes et intolérants dans le discours public à l'encontre des immigrants, des réfugiés et des membres des minorités religieuses, notamment les musulmans et les juifs (Département d'État des États-Unis, 2021). Certains groupes extrémistes, dont la branche finlandaise du mouvement de résistance nordique (PVL), un mouvement néonazi pannordique, se sont livrés à « *l'utilisation systémique de discours haineux* » et ont manifesté pour protester contre « *le changement démographique en cours* » (Conseil de l'Europe, 2019). Le groupe a organisé des manifestations et s'est livré à des actes de violence, notamment à une agression mortelle lors d'une manifestation à Helsinki en 2016 (Conseil de l'Europe, 2019). La menace que représentent de tels groupes se livrant à des activités violentes se reflète dans le score de la Finlande par l'indicateur *manifestations violentes*, qui rend compte de la probabilité de conflits civils ou sociaux violents. Bien que la Cour suprême finlandaise ait ordonné la fermeture du PVL, en septembre 2020 (Vanttinen, 2020), la prévalence de la discrimination en Finlande reste préoccupante en termes de violences et manifestations futures. Il est nécessaire de combler les écarts entre les protections offertes par les institutions et le dialogue interculturel sur le terrain pour ouvrir des voies de dialogue et développer la cohésion afin d'agir comme un « *tampon contre le risque de violence* » et de renforcer le domaine de la stabilité et non-violence (Orton, 2009 ; Nations Unies ; Banque mondiale, 2018).

### Conclusion

La société finlandaise a connu des changements culturels rapides au cours des dernières décennies, à la suite d'une augmentation de l'immigration qui a nécessité l'adaptation de la politique sociale visant à l'intégration et à la protection des minorités. Les institutions publiques solides de la Finlande, à savoir son système d'éducation universel, ont facilité l'efficacité du dialogue interculturel en élargissant les possibilités de participation à la société des immigrants et des minorités traditionnelles. Le développement de la *cohésion sociale* et des *compétences et valeurs*, principalement par le biais de l'éducation, a cherché à inculquer un sentiment d'appartenance à tous les élèves, en particulier aux élèves ayant des origines linguistiques, religieuses et ethniques différentes. Les bonnes performances de la Finlande en matière de *gouvernance et citoyenneté* sont attestées par des niveaux élevés de confiance envers les institutions, ce qui sert de base à la résilience sociale. Les points forts de la Finlande dans ces domaines ne sont que quelques exemples de la réussite du pays dans l'élargissement d'un dialogue ouvert aux divers groupes, instaurant ainsi la confiance et favorisant les opportunités de dialogue interculturel.

Toutefois, les comportements négatifs à l'égard de la diversification peuvent compromettre l'efficacité des cadres juridiques dans la pratique. Et, à l'avenir, la société finlandaise sera probablement plus diversifiée, ce qui signifie que de nouveaux mécanismes de protection et de nouvelles voies de dialogue interculturel seront nécessaires pour combler les écarts émergents. Il convient également d'accorder une plus grande attention au renforcement de la confiance institutionnelle et

interpersonnelle afin d'aider la Finlande à relever collectivement les défis futurs. Les bonnes performances de la Finlande dans les domaines structurels et dans les domaines de soutien du Cadre soulignent la capacité du pays à s'adapter aux changements sociaux et culturels et à progresser vers un dialogue interculturel efficace au bénéfice de la société dans son ensemble.

### 3.3 Ghana

#### Points importants à retenir

- Le Ghana est performant dans la plupart des domaines structurels du Cadre, ce qui témoigne des institutions et des initiatives solides mises en place pour favoriser la *stabilité et non-violence*, la *cohésion sociale* et la *liberté d'expression*.
- Au Ghana, la mise en place d'une infrastructure pour la paix soutient de nombreux éléments du Cadre en facilitant le dialogue entre les différents groupes religieux et ethniques, en incluant et en autonomisant les minorités dans les cadres décisionnels et en promouvant une culture de paix et de tolérance.
- Au cours de l'histoire du Ghana, l'implantation et la colonisation européennes ainsi que les délimitations des territoires régionaux ont créé des inégalités qui persistent aujourd'hui et contribuent à l'exclusion politique et sociale, entravant ainsi l'efficacité du dialogue interculturel dans la pratique.
- Les différences régionales se reflètent dans l'inégalité d'accès à l'éducation et aux ressources et témoignent des possibilités limitées de construire une cohésion, par le biais de relations entre des groupes ayant des identités différentes.

- Le succès des institutions existantes à promouvoir le dialogue interculturel dépend des valeurs, des compétences et des capacités des communautés et des individus à établir des voies pour le dialogue interculturel grâce à un renforcement des *liens et cohérence*, des *compétences et valeurs*, de *l'égalité horizontale* et grâce à l'instauration de la confiance entre les différents groupes.

#### Antécédents

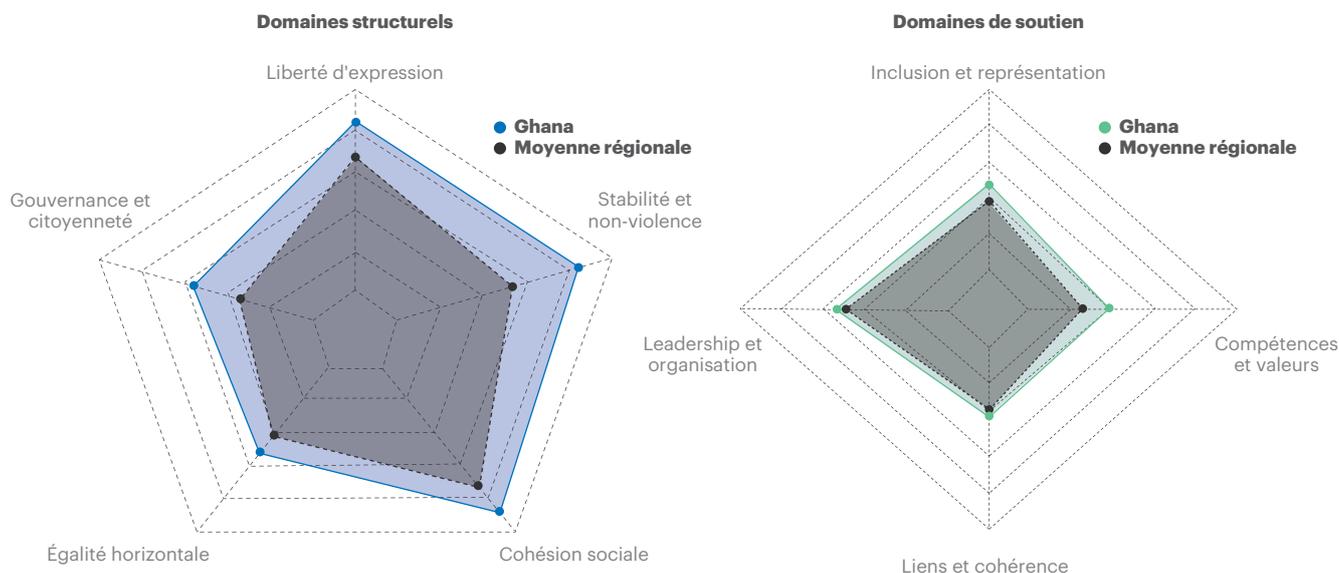
Anciennement connue sous le nom de la Côte de l'Or (Gold Coast), la République du Ghana est réputée pour son héritage multiculturel. Le Ghana a été la première nation subsaharienne sous puissance coloniale à obtenir l'indépendance, en se libérant du Royaume-Uni en 1957 (Central Intelligence Agency, 2020). L'histoire coloniale du Ghana a eu une profonde influence sur le pays, notamment sur la diversité linguistique et la politique éducative, l'anglais ayant hérité du statut de langue officielle (Encyclopedia Britannica, 2021b). Bien qu'il existe de nombreuses différences entre les groupes ethniques, linguistiques et religieux au Ghana, l'engagement du pays en faveur de « *l'unité par la diversité* » a été un élément clé de son succès dans la mise en œuvre du dialogue interculturel, comme le souligne sa politique culturelle :

« *Depuis l'indépendance, la société civile émergente du Ghana a reconnu la nécessité de promouvoir l'unité au sein de cette diversité culturelle et le Ghana a depuis lors bénéficié d'une relative unité, stabilité et paix.* » (Commission nationale de la culture, 2004)

Le Ghana regroupe une variété de groupes ethniques, linguistiques et religieux, comme le montre l'encadré 3.3. Bien que l'anglais soit la langue officielle, le Ghana a une longue histoire de diversité linguistique et, selon le Bureau des langues du Ghana (BGL), environ 81 langues différentes sont parlées.

FIGURE 3.3

#### Scores du Ghana par domaines du Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel, par rapport à la moyenne régionale



Source : UNESCO ; IEP

(Appiah et Ardila, 2020 ; Bergen, 2019). Le BGL encourage activement le développement des langues ghanéennes locales et publie des ressources dans 11 langues ghanéennes, dont l'asante, l'ewé et le ga (BGL - Bureau des langues du Ghana, 2021).

La population du Ghana était estimée à 31,1 millions d'habitants en 2020 (World Population Prospects 2019, Online Edition, 2019). Le Ghana compte plus de huit groupes ethniques principaux, chacun ayant sa propre langue (Encyclopedia Britannica, 2021b). Le plus grand de ces groupes ethniques est celui des Akans, qui représentent environ 50 % de la population. La majorité de la population ghanéenne suit une dénomination du christianisme, soit 71,2 %, tandis que 17,6 % suivent l'islam. Un plus petit pourcentage de la population adhère aux religions autochtones, soit 5,2%.

### 3.3.1 Histoire de l'héritage colonial du Ghana

L'histoire de l'implantation et de la colonisation européenne au Ghana a modifié le développement socio-économique du pays et a eu des implications importantes en matière d'éducation, et par conséquent en matière de dialogue interculturel. Avant l'implantation européenne, et l'introduction de l'éducation formelle au Ghana, l'éducation traditionnelle était dispensée dans les langues d'origine ghanéennes<sup>6</sup> (Ansah, 2014). Les premiers explorateurs européens à arriver sur le territoire, aujourd'hui connu sous le nom de Ghana, ont été les Portugais en 1471, bientôt suivis par d'autres puissances européennes qui y ont établi des postes de commerce de l'or et de traite des esclaves. (Encyclopedia Britannica, 2021b ; "Ghana Profile - Timeline," 2018).

Les premiers cas d'éducation formelle au Ghana auraient commencé à la fin du XVe siècle avec la création des « castle schools » (écoles-fortresses) (Agbedor, 1994). Ces écoles ont été créées par des colons européens afin d'éduquer les enfants et familles de marchands africains et de chefs importants (Ansah, 2014). Tout au long de cette période, il n'y avait pas de langue officielle pour l'enseignement dans les castle schools et le moyen d'enseignement évoluait d'une langue européenne à l'autre, notamment le portugais, le néerlandais, le danois et l'anglais, selon le groupe qui contrôlait à l'époque (Ansah, 2014).

En 1874, les Britanniques ont déclaré la Côte de l'Or (le territoire comprenant l'actuel Ghana) colonie de la couronne (BBC News, 2018). La colonisation a eu un impact profond sur le tissu social du Ghana, avec l'introduction d'un modèle d'organisation européen remplaçant la gouvernance autochtone (Edu-Buandoh, 2016). Les Britanniques ont délimité le pays en trois territoires - la Colonie (régions côtières), l'Ashanti (Asante) et les Territoires du Nord. Alors que les administrateurs coloniaux ont beaucoup investi dans les territoires côtiers et ashantis, les territoires du Nord ont été négligés en raison du manque de ressources exploitables et exportables (Osei-Assibey, 2014). Comme l'affirme Osei-Assibey (2014), ces délimitations « reflétaient la nécessité de maintenir les principaux groupes ethniques ou tribaux en tant qu'entités homogènes et unifiées pour l'administration et la gouvernance efficace du pays ».

Tout au long de l'ère coloniale, le sous-investissement dans les régions du Nord s'est traduit par de grandes inégalités dans l'accès à l'éducation. Les régions du Nord comptaient moins

d'écoles que les régions du Sud et le taux de scolarisation total ainsi que le niveau d'instruction étaient plus faibles (Aboagye, 2021). Il y avait également d'importantes inégalités entre garçons et filles dans l'accès à l'éducation ; les filles étant initialement écartées de l'école car les administrateurs coloniaux choisissaient de former et de fournir la main-d'œuvre masculine nécessaire au soutien des institutions nouvellement établies (Abass, 2017 ; Aboagye, 2021). Au moment où les filles ont été autorisées à s'inscrire dans l'enseignement, le fossé éducatif entre les genres était prononcé ; différentes matières étaient proposées en fonction du genre et celles que les filles étudiaient étaient généralement liées aux tâches domestiques (Abass, 2017). La place des femmes sur le marché du travail en a subi les répercussions, la majorité des postes professionnels et administratifs de haut niveau étant occupés par des hommes (Abass, 2017). Ainsi, les changements culturels opérés au cours de la période coloniale ont déstabilisé la dynamique traditionnelle des genres et ont entraîné la marginalisation et la subordination des femmes dans l'éducation et dans la main-d'œuvre (Abass, 2017).

Après que le Ghana ait obtenu son indépendance auprès des Britanniques en 1957, l'éducation est devenue une priorité élevée dans le programme du gouvernement, bien que soumise à des changements intermittents dans la recherche d'un modèle approprié « qui correspondrait aux besoins du pays et aux attentes de ses citoyens » (MacBeath, 2010). La période postindépendance a vu l'inclusion progressive des langues

#### ENCADRÉ 3.2

### Appartenances ethniques, langues et diversité religieuse du Ghana

#### Appartenances ethniques

- Groupes ethniques : Akan 47,5 %, Mole-Dagbani 16,6 %, Ewe 13,9 %, Ga-Dangme 7,4 %, Gurma 5,7 %, Guan 3,7 %, Grusi 2,5 %, Mandé 1,1 %, autres 1,4 % (estimation 2010).

#### Langues

- Anglais (officiel), asante 16 %, ewé 14 %, fante 11,6 %, boron (brong) 4,9 %, dagomba 4,4 %, dangme 4,2 %, dagarte (dagaba) 3,9 %, kokomba 3,5 %, akyem 3,2 %, ga 3,1 %, autres 31,2 % (estimation 2010).

#### Diversité religieuse

- Chrétiens 71,2 % (pentecôtistes/charismatiques 28,3 %, protestants 18,4 %, catholiques 3,1 %, autres 11,4 %), musulmans 17,6 %, traditionnels/spiritualistes 5,2 %, autres 0,8 %, aucune 5,2 % (estimation 2010).

#### Urbanisation

- Population urbaine : 58% de la population totale (2021)
- Taux d'urbanisation : 3,06% taux de variation annuel (estimation 2020-25)

Source : Central Intelligence Agency (2021) ; (Ghana Statistical Service - GSS, Ghana Health Service - GHS, et ICF International, 2015)

<sup>6</sup> Dans ce contexte, une langue ghanéenne fait référence à une langue de la localité qui comprend l'une des langues suivantes : akan (fante et twi), nzema, ga, ga-dangbe, ewé, gonja, kasem, dagbani et dagaare (Owu-Ewie, 2006).

ghanéennes dans l'éducation (Owu-Ewie, 2006). Le gouvernement a déclaré en 2002 qu'une langue ghanéenne pouvait être étudiée comme matière obligatoire jusqu'aux classes supérieures de l'enseignement secondaire, l'anglais étant la langue principale d'enseignement (Owu-Ewie, 2006). Alors que beaucoup ont critiqué cette nouvelle démarche, d'autres ont considéré cette approche bilinguiste comme une transition, l'éducation dans les langues ghanéennes étant « *utilisée comme un pont vers la lecture et l'écriture en anglais* » tout en promouvant l'utilisation des langues locales comme une composante précieuse de la culture ghanéenne (Berson et al., 2020)

Aujourd'hui, l'anglais est la langue officielle du Ghana, tandis que onze autres langues ont le statut de langues soutenues par le gouvernement : quatre langues akan (asante twi, akuapem twi, fante et nzema), deux langues ethniques mole-dagbani (dagaare et dagbanli) ainsi que le ga, ewe, dangme, guan et kasem (BGL - Bureau des langues du Ghana, 2021). L'anglais est une constante des médias ghanéens, à la télévision, à la radio, dans les journaux et les magazines et dans la majorité des documents juridiques publiés dans le pays (Guerini, 2008). Pour cette raison et du fait de son importance dans le système éducatif, l'anglais est considéré comme un élément central de la mobilité sociale au Ghana (Dako et Quarcoo, 2017). Par conséquent, à l'ère postcoloniale, le rôle de la langue dans l'éducation a eu des implications importantes pour la *cohésion sociale* et le dialogue interculturel au Ghana :

« *Les Ghanéens qui ont reçu une éducation formelle et qui peuvent donc lire et écrire en anglais se considèrent pour la plupart comme appartenant à un groupe social positif avec une identité sociale positive et ont droit à une représentation sociale positive.* » (Edu-Buandoh, 2016)

### 3.3.2 La forte capacité du Ghana à réussir le dialogue interculturel

Le Ghana est plus performant que la moyenne régionale dans les neuf domaines du Cadre. Le pays est particulièrement performant dans les domaines de *cohésion sociale*, de *stabilité et non-violence* et de *liberté d'expression*.

Au Ghana, l'évolution positive de la *cohésion sociale* est mesurée par l'un des indicateurs les plus performants du pays, la *cohésion entre les groupes* (voir tableau 3.2). Le Ghana a développé un vaste cadre qui vise à la protection et à la promotion de la culture nationale de même qu'à la diversité culturelle, contribuant ainsi à un dialogue interculturel réussi. En 1990, la Commission nationale de la culture a été créée sous l'égide du ministère du Tourisme, des Arts et de la Culture dans le but de « *respecter, préserver, exploiter et utiliser le patrimoine et les ressources culturelles pour développer une communauté nationale unie, dynamique et prospère, dotée d'une identité et d'une personnalité africaine distinctives* » (Commission nationale de la culture, 2004). La création de la Commission nationale de la culture a facilité la mise en place d'un certain nombre d'autres initiatives visant à promouvoir la culture et le développement. Il s'agit notamment de la Politique culturelle du Ghana (2004), du Programme de croissance et de développement partagés du Ghana (2010-2013) et du Plan national de développement du tourisme (2013-2027).

FIGURE 3.4

### Scores du Ghana par domaines du Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel



Source : UNESCO ; IEP

La politique culturelle de 2004 a notamment constitué une étape essentielle dans la reconnaissance de la nécessité d'une diversité linguistique au Ghana. La politique culturelle souligne la responsabilité de l'État dans l'encouragement du développement des langues ghanéennes en promouvant ces langues comme moyen d'enseignement dans le système éducatif (Commission nationale de la culture, 2004). La politique met également l'accent sur la collaboration entre les organismes concernés, y compris le ministère de l'Éducation, l'Association ghanéenne des écrivains et le Bureau des langues ghanéennes, afin de promouvoir la publication de livres en langues ghanéennes et ainsi favoriser ces langues dans les établissements d'enseignement et lors de fonctions officielles et publiques. La politique culturelle n'est donc qu'un exemple des mesures prises par le gouvernement pour favoriser l'interaction culturelle et la compréhension interethnique à travers le prisme de la diversité linguistique.

En outre, les efforts continus pour soutenir la consolidation de la paix ont été une partie essentielle de la grande capacité du Ghana au dialogue interculturel et ont contribué à développer un environnement favorable à la *stabilité et non-violence*. Tout au long de son histoire, le Ghana a connu de nombreux conflits communautaires, dont certains ont abouti à des confrontations violentes, notamment le conflit Konkomba-Nanumba en 1994 (Tsikata et Seini, 2004). Cependant, le Ghana a connu une période de stabilité relative et la mise en place d'une infrastructure globale pour la paix a été un facteur clé de ce succès. Cette infrastructure comprend le Conseil national pour la Paix, des conseils de paix régionaux et de district et une unité d'Appui à la consolidation de la paix au sein du ministère de l'Intérieur (Giessmann et al., 2017). Plus particulièrement, le Conseil national pour la Paix cherche à promouvoir la cohésion nationale par la consolidation de la paix et à fournir des mécanismes « *par lesquels les Ghanéens peuvent chercher à résoudre les conflits de manière pacifique et non violente* » (Kotia et Aubyn, 2013). Cette infrastructure de paix au Ghana crée un environnement favorable qui soutient de nombreux éléments du Cadre, à savoir :

<sup>7</sup> Selon les données de l'Indice mondial de l'innovation 2020 (GII)

- L'intégration de divers chefs religieux et tribaux dans le Conseil national pour la Paix qui garantit la *liberté d'expression* et l'*inclusion* et représentation et facilite le dialogue entre les différents groupes religieux et minoritaires (Département d'État des États-Unis, 2019).
- La réduction des tensions et l'atténuation des conflits potentiels, notamment autour des élections, qui renforce la *stabilité politique et l'absence de violence* (Hopp-Nishanka, 2012 ; Nations Unies ; Banque mondiale, 2018b).
- L'inclusion et l'autonomisation des groupes ethniques minoritaires et marginalisés au sein des structures décisionnelles locales, qui contribue à une plus grande *cohésion entre les groupes*, à l'*inclusion des minorités* et à l'*acceptation du groupe* (Nations Unies ; Banque mondiale, 2018b).
- La promotion auprès des Ghanéens d'une culture de la paix, de la tolérance, du dialogue, de la réconciliation et de l'État de droit, qui contribue à la *cohésion sociale* (Awinador-Kanyirige, 2014).
- Le renforcement de la collaboration entre les organisations de la société civile et le gouvernement dans la consolidation de la paix, qui soutient l'*efficacité du gouvernement* et la *responsabilité horizontale* (Awinador-Kanyirige, 2014).

La *liberté d'expression* est un autre domaine du Cadre dans lequel le Ghana est particulièrement performant. Ce domaine est mesuré par deux indicateurs : la *liberté de la presse* et les *restrictions à la pratique religieuse*. La *liberté de la presse* est notamment inscrite au chapitre 12 de la Constitution de 1992 et garantit « *la liberté de la presse et des autres médias* » (Constitution de la République du Ghana (Amendement), Loi de 1996). Le Ghana jouit d'un degré élevé de liberté des médias (BBC News, 2020) et la présence d'un média privé, en particulier la radio, est devenue un moyen essentiel de participation démocratique pour une grande partie de la population (Asante, 2020). Selon Reporters sans frontières, les journalistes sont libres de demander des comptes aux dirigeants, sans crainte de représailles, ce qui contribue au score élevé du Ghana dans l'indicateur *responsabilité horizontale* (Asante, 2020).

La Constitution protège également le droit de l'individu à

manifestar son appartenance religieuse, interdit la discrimination fondée sur la religion et ne désigne pas de religion d'État (Constitution de la République du Ghana (Amendement), Loi de 1996; Département d'État des États-Unis, 2019). Le christianisme est la principale religion pratiquée au Ghana, avec environ 80,2 % de la population adhérant à des dénominations chrétiennes (comme le montre l'encadré 3.2), bien que l'islam et les religions traditionnelles africaines soient également pratiqués. Le Ghana a enregistré l'un des niveaux mondiaux les plus bas en matière de restrictions gouvernementales à la pratique religieuse, avec un score de 1,6 sur 10 en 2018, dans l'Indice des Restrictions Gouvernementales du Centre de Recherche Pew (GRI) (Majumdar et Virginia, 2020). Bien que des tensions interreligieuses aient eu lieu historiquement, la diversité religieuse est généralement bien accueillie et les adhérents de différentes religions, y compris les chefs religieux, participent régulièrement à des cérémonies et à des festivités religieuses pour encourager l'engagement interconfessionnel (Département d'État des États-Unis, 2019). Par exemple, lors des réunions publiques, les chefs religieux offrent des prières selon leur culte ; les adeptes de l'islam effectuent des du'a, tandis que les adeptes des religions traditionnelles versent des libations et les chrétiens prient à leur manière (Konadu, 2018). La diversité religieuse est également illustrée aux plus hauts niveaux de la politique, le président du Ghana, Nana Akufo-Addo, étant chrétien et le vice-président, Alhaji Dr Mahamudu Bawumia, étant musulman, ce qui souligne publiquement l'importance de la coexistence religieuse et de l'acceptation des différentes croyances religieuses (Cabinet du Président de la République du Ghana, 2019).

### 3.3.3 Possibilités d'amélioration et défis à relever

Le Ghana est performant dans la plupart des domaines structurels, ce qui illustre la solidité des institutions en place et garantit la *stabilité et non-violence* et la *cohésion sociale*. Toutefois, les indicateurs du Ghana ayant les scores le plus bas proviennent des domaines de l'*égalité horizontale*, de la *compétences et valeurs* et des *liens et cohérence*, comme le montre le tableau 3.2. Malgré les institutions et les cadres solides mis en place pour soutenir un environnement favorable au dialogue interculturel, dans la pratique, tous les groupes de la société ne sont pas toujours inclus. Plusieurs défis entravent actuellement la réussite du dialogue interculturel dans la

TABLEAU 3.2

#### Indicateurs les plus et les moins performants du Ghana dans le Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel

Indicateur	Domaine	Score*	Moyenne mondiale
Conflits internes générant des combats (par regroupement)	Stabilité et non-violence	1	0.85
Niveau d'instabilité politique (par regroupement)	Stabilité et non-violence	0.94	0.62
Cohésion entre les groupes	Cohésion sociale	0.89	0.8
Acceptation du groupe	Liens et cohérence	0.39	0.46
Indice d'éducation	Compétences et valeurs	0.38	0.57
Grief communautaire	Égalité horizontale	0.37	0.48

\* 1 est le score le plus élevé possible et 0 le score le plus bas possible.

Source : UNESCO ; IEP

pratique, tels que l'inégalité du développement socio-économique, l'inégalité des sexes et les attitudes discriminatoires envers les personnes LGBTQI+. Le Ghana a notamment obtenu le 135<sup>e</sup> rang sur 162 pays dans l'Indice d'inégalités de genre (IIG)<sup>7</sup>, faisant face à des défis en matière d'inégalité entre les genres dans la participation politique, l'éducation et la main-d'œuvre (Programme des Nations Unies pour le Développement, 2020).

L'indicateur ayant le score le plus bas, le *grief communautaire*, provient de l'Indice des États fragiles. L'indicateur mesure les divisions et les fractures entre les différents groupes de la société, notamment celles qui sont dues à des caractéristiques sociales ou politiques. Il mesure également leurs influences sur l'accès aux services ou aux ressources, ainsi que leur prise en compte dans le processus politique. Alors que la Constitution du Ghana prévoit l'égalité d'accès aux opportunités et aux ressources, dans la pratique, de grandes inégalités persistent entre les groupes ethniques et religieux, ainsi qu'entre les hommes et les femmes. En particulier, la politisation des loyautés ethniques reste une caractéristique préoccupante de la politique ghanéenne (Bertelsmann Stiftung, 2020). La discrimination peut parfois se produire au sein des institutions publiques, malgré les cadres en place qui interdisent cette discrimination (Bertelsmann Stiftung, 2020).

La pauvreté reste également un problème important au Ghana et constitue un facteur important d'exclusion sociale ou politique depuis l'époque coloniale. La pauvreté est plus concentrée dans les trois régions du nord du pays (nord, nord-est et nord-ouest) et dans la région de la Volta, où la plupart des gens sont employés dans le secteur agricole, tandis que les régions du sud enregistrent des taux de pauvreté relativement faibles (Banque mondiale, 2020). Ces divisions coïncident largement avec la séparation géographique des groupes religieux qui persiste depuis l'époque coloniale (Langer et Stewart, 2015). Alors qu'une grande partie de la population musulmane du Ghana réside dans les trois régions du nord, la majorité des habitants du sud sont chrétiens. Le gouvernement ghanéen a proposé des mesures pour remédier à ces inégalités et a adopté un plan de développement sur 40 ans dans le but de parvenir à une « *société juste, libre et prospère d'ici 2057* » (Abubakari et al., 2018). Au cœur de ce plan se trouve la transformation structurelle économique et sociale du Ghana, avec des objectifs spécifiques pour créer une économie et une société inclusives et équitables qui faciliteraient le dialogue interculturel inclusif de tous les groupes (Graham, 2016).

Les différences régionales se reflètent également dans l'accès inégal à l'éducation, qui reste un défi pour un dialogue interculturel efficace au Ghana. Le Ghana obtient un score inférieur à la moyenne mondiale dans l'indicateur de *l'indice d'éducation*, qui mesure le nombre moyen d'années de scolarisation des adultes et celui prévu pour les étudiants de moins de 25 ans. Les zones urbaines affichent un taux de fréquentation de l'école primaire de 74 %, contre 66 % pour les zones rurales (Ghana Statistical Service - GSS et al., 2015). La fréquentation est beaucoup plus faible pour l'enseignement secondaire, et la Banque mondiale estime que les élèves des zones rurales ont 5 à 6 fois moins de chances d'accéder à l'enseignement secondaire (Banque mondiale, 2021b). Le faible score du Ghana en matière de *compétences et valeurs* reflète le manque d'opportunités de dialogue transformateur entre divers groupes et pose des défis en termes de développement des

compétences interculturelles, de tolérance religieuse et de reconnaissance des différences culturelles. Le gouvernement ghanéen a cherché à améliorer l'accès à l'éducation en proposant un enseignement secondaire universel gratuit, en plus de la formation technique et professionnelle (Banque mondiale, 2021b). Les progrès réalisés dans le but de développer l'accès et la qualité de l'éducation seront essentiels pour développer les opportunités des jeunes ghanéens et favoriser la promotion de *l'égalité horizontale*.

Le faible score de l'indicateur *d'acceptation du groupe* reflète des attitudes discriminatoires envers certains groupes de la société ghanéenne, à savoir les femmes et les personnes LGBTQI+. Si les comportements à l'égard des femmes ghanéennes ont évolué au cours des dernières décennies, celles-ci sont toujours confrontées à l'exclusion sociale et politique. Les femmes ne représentent que 14,5% des sièges au Parlement national (Union Interparlementaire, 2021). Le manque de participation politique des femmes au Ghana est attribué à la structure patriarcale de la société, qui détermine un pouvoir, des valeurs sociales, des droits et des rôles inégaux pour les femmes (Sikweyiya et al., 2020). Ainsi, ces attitudes culturelles et en particulier la perception que les hommes sont les principaux décideurs, signifient que les femmes seront victimes de discrimination si elles s'engagent en politique (Bukari et al., 2017 ; Sikweyiya et al., 2020). La Constitution du Ghana garantit l'égalité des droits entre hommes et femmes, cependant, dans la pratique, les inégalités persistent dans l'accès à l'éducation, à l'emploi et à la santé, tandis que la violence sexiste reste également un problème grave qui est lié à la subordination des femmes au sein de la société (Freedom House, 2021 ; Sikweyiya et al., 2020).

En outre, les personnes LGBTQI+ sont également confrontées à une discrimination juridique et sociétale. Le Ghana ne reconnaît pas le mariage ou les unions civiles homosexuels, et les relations homosexuelles sont criminalisées dans le Code pénal ghanéen de 1960. Bien que de nombreux cas ne fassent pas l'objet de poursuites, la persécution est généralisée (Human Dignity Trust, 2015). Des déclarations très médiatisées contre l'homosexualité ont également accru les pressions à l'égard des personnes LGBTQI+ et ont conduit à des appels à criminaliser davantage l'homosexualité (Human Rights Watch, 2018).

## Conclusion

L'histoire coloniale du Ghana a eu un impact important sur le développement socio-économique, instaurant des inégalités qui persistent aujourd'hui. Les solides cadres institutionnels du Ghana, à savoir les infrastructures visant à préserver la diversité culturelle et à atténuer les conflits, démontrent la grande capacité du pays en matière de dialogue interculturel et confirme sa position de pays résolument pacifique (Institut pour l'Économie et la Paix (IEP), 2021). Cependant, le succès de ces institutions à promouvoir le dialogue interculturel dépend des valeurs, des compétences et des capacités des communautés et des individus à établir des voies vers le dialogue interculturel et à instaurer la confiance entre divers groupes. En tant que tels, les efforts visant à développer les *liens et cohérence*, les *compétences et valeurs* et *l'égalité horizontale* sont essentiels pour que le Ghana développe sa capacité au dialogue interculturel et assure une paix durable.

<sup>7</sup> D'après les données de l'enquête IIG de 2020

## 3.4 Jamaïque - Xaymaca

### Points importants à retenir

- L'histoire coloniale de la Jamaïque a grandement façonné le pays avec des institutions politiques héritées du système britannique et une culture diversifiée provenant notamment d'Afrique. Après l'émancipation des esclaves africains, la célébration de la culture africaine est devenue essentielle à l'identité nationale de la Jamaïque.
- L'héritage historique du multiculturalisme en Jamaïque continue de jouer un rôle clé dans le dialogue interculturel du pays, avec des performances élevées en matière de cohésion sociale reflétant l'existence d'institutions publiques et une société civile dynamique qui embrassent l'héritage culturel diversifié du pays.
- Le développement de la *liberté d'expression* a créé un environnement favorable au dialogue interculturel en offrant des possibilités de sensibilisation aux problèmes des minorités, en permettant à divers groupes religieux de s'engager et en facilitant l'accès à l'information dans le but de combler les écarts en matière de connaissance entre les différentes communautés.
- La Jamaïque est confrontée à des défis : les niveaux élevés de criminalité organisée et de corruption restent des obstacles à la réussite du dialogue interculturel, en particulier pour les groupes minoritaires et les groupes socio-économiques inférieurs, qui continuent d'être exclus des processus décisionnels.
- Bien que les institutions politiques et les cadres juridiques solides de la Jamaïque soutiennent les droits politiques et civiques, il est nécessaire de se concentrer davantage sur

*l'égalité horizontale, l'inclusion et représentation pour offrir à tous la possibilité de s'engager dans les interactions fructueuses du dialogue interculturel à l'avenir.*

### Antécédents

Nation insulaire située dans la mer des Caraïbes, la Jamaïque est connue pour sa musique reggae, son rastafarisme et la fierté de son héritage africain. La devise nationale, représentée sur les armoiries, souligne l'objectif du pays d'unifier son peuple et de célébrer la diversité :

*« Du plus grand nombre, un peuple. » (Cabinet du Premier ministre de Jamaïque, 2021)*

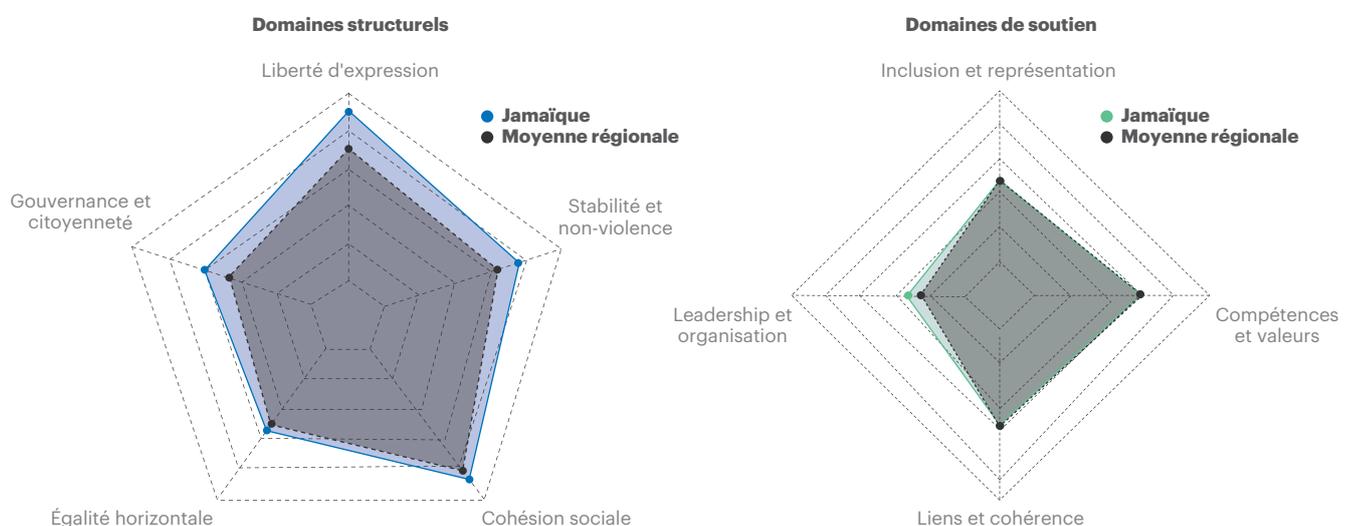
Ce besoin de fierté nationale est particulièrement important depuis que la Jamaïque a obtenu son indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni en 1962.

Comparée à la région d'Amérique latine et des Caraïbes, la Jamaïque obtient des scores supérieurs à la moyenne dans 8 des 9 domaines (figure 3.5), l'exception étant le *leadership et organisation*.

L'histoire coloniale de la Jamaïque a grandement façonné le pays avec des institutions politiques héritées du système britannique et une culture diversifiée provenant notamment d'Afrique. Après l'émancipation des esclaves africains, la célébration de la culture africaine est devenue essentielle à l'identité nationale de la Jamaïque et, selon le recensement de 2011, 92,1 % des Jamaïcains s'identifient aujourd'hui comme noirs (voir encadré 3.3).

FIGURE 3.5

### Scores de la Jamaïque par domaines du Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel par rapport à la moyenne régionale



Source : UNESCO ; IEP

## ENCADRÉ 3.3

**Appartenances ethniques, langues et diversité religieuse de la Jamaïque****Appartenances ethniques**

- Noirs 92,1 %, Métis 6,1 %, Indiens d'Asie 0,8 %, autres 0,4 %, non précisés (estimation 2011)

**Langues**

- Anglais, patois anglais

**Diversité religieuse**

- Protestants 64,8 %, catholiques romains 2,2 %, témoins de Jéhovah 1,9 %, rastafaris 1,1 %, autres 6,5 %, aucun 21,3 %, non spécifié 2,3 % (estimation 2011).

**Urbanisation**

- Population urbaine : 88,7% de la population totale (2020)
- Taux d'urbanisation : 0,82% taux de variation annuel (estimation 2015-20)

Source : Central Intelligence Agency (2020).

« Les continuités africaines sont présentes dans la vie religieuse, la langue créole jamaïcaine, la cuisine, les proverbes, les tambours, les rythmes de la musique et de la danse jamaïcaines, la médecine traditionnelle (liée à la guérison par les plantes et à la guérison spirituelle) et les contes d'Anansi, l'arachnéen filou. » (Encyclopedia Britannica, Inc, 2020)

Par conséquent, il est essentiel de rassembler ses différentes communautés pour célébrer le patrimoine diversifié du pays et soutenir les processus du dialogue interculturel en Jamaïque, pour le présent comme pour l'avenir.

### 3.4.1 Histoire d'un héritage africain diversifié et fier

Les Taïnos, qui font partie des tribus arawaks, sont arrivés d'Amérique du Sud il y a environ 2 500 ans et ont nommé l'île Xaymaca, ce qui signifie « la terre du bois et de l'eau » (Jamaica Information Service, n.d.). Les Taïnos sont considérés comme les premiers habitants de l'île et une partie de leur vocabulaire, incorporée à l'espagnol et à l'anglais, est toujours utilisée aujourd'hui, par exemple barbacoa (barbecue), tabaco (tabac) et hamaca (hamac) (BIM Editorial Team, 2020).

Lorsque l'explorateur européen Christophe Colomb a aperçu l'île pour la première fois en 1494, il l'a appelée Santiago (Saint-Jacques) mais le nom autochtone, Jamaïque ou Xaymaca, est resté (Encyclopedia Britannica, Inc, 2020). Pourtant, l'histoire coloniale est toujours présente dans les divers noms de lieux en espagnol, français et anglais que l'on trouve sur l'île. Notamment, Spanish Town, près de la côte sud, rappelle durablement que les colons espagnols ont construit cette ville pour administrer la colonie (Bryan, 1992).

Lorsque les Britanniques ont envahi l'île en 1655, la population autochtone taïno avait été exterminée par la surexploitation

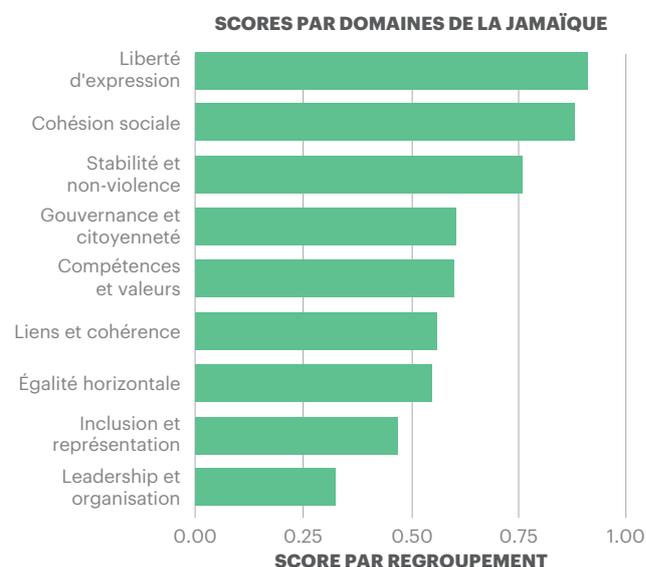
esclavagiste ou par les maladies que les colons espagnols ont apportées (Poole, 2011). Les colons espagnols ont donc acheté et ramené des esclaves africains, une pratique que les colons britanniques ont poursuivie lors de la conquête de l'île. Lorsque les Britanniques ont pris le contrôle du pays, les Espagnols ont fui l'île et pour assurer la croissance des plantations de sucre, le nombre d'esclaves africains a augmenté (Encyclopedia Britannica, Inc, 2020). Par conséquent, 70 % de la population jamaïcaine d'aujourd'hui est d'origine africaine et une petite proportion est métisse, c'est-à-dire africaine et européenne (Encyclopedia Britannica, Inc, 2020).

Certains des premiers esclaves espagnols ont réussi à échapper aux plantations côtières britanniques et ont établi des communautés indépendantes plus loin dans les terres. Ces communautés étaient appelées marrons, du nom espagnol *cimarron* qui signifie « sauvage » ou « indompté » (Encyclopedia Britannica, Inc, 2020). La résistance des Marrons contre les colons britanniques a conduit aux guerres des Marrons et à la guerre baptiste, qui sont reconnues pour avoir accéléré le processus d'émancipation des Noirs dans le pays (BIM Editorial Team, 2020). Malgré l'abolition du commerce des esclaves en 1808 et de l'esclavage en 1834<sup>8</sup>, les droits politiques sont restés un point de conflit entre la plantocratie et une partie du ministère des Colonies (BIM Editorial Team, 2020). Bien que la communauté noire ait obtenu des droits politiques et économiques, comme le droit de vote, la dissuasion au vote et l'exclusion sociétale ont persisté. La Jamaïque n'a pas non plus réussi à convertir les anciens esclaves en une classe de métayers, ce qui les a rendus économiquement vulnérables et exclus de l'économie. Dans le même temps, la demande de main-d'œuvre était élevée, ce qui a entraîné une augmentation des taux d'immigration, notamment en provenance d'Inde, de Chine et de Sierra Leone (BIM Editorial Team, 2020).

Près de 100 ans plus tard, à la suite du couronnement de Ras Tafari en tant qu'empereur éthiopien Haïlé Sélassié I en 1930, le rastafarisme a pris racine en Jamaïque (Encyclopedia Britannica,

FIGURE 3.6

### Scores de la Jamaïque par domaines du Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel



Source : UNESCO ; IEP

<sup>8</sup> L'émancipation est entrée en vigueur en 1834, mais la liberté totale n'a été accordée qu'en 1838 (Jamaica Information Service, n.d.).

Inc, 2020). Le chef spirituel et activiste Marcus Garvey avait prédit que ce couronnement serait un signe et un appel aux esclaves africains à retourner à Sion, la terre promise. Sélassié était considéré comme l'incarnation de Dieu et la fierté africaine. Il était, et est toujours, au cœur du mouvement (Art Network TV, 2018). Comme un plaidoyer à une société injuste et violente, la musique reggae de Bob Marley and the Wailers est devenue célèbre internationalement, pour avoir prêché l'unité et la rédemption - un message central pour les rastafaris.

L'indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni (UK) a été proclamée en 1962 avec le Jamaica (Constitution) Order in Council mais le pays est resté membre du Commonwealth (Décret en conseil (Constitution) de la Jamaïque, 1962). L'émigration, notamment venue des États-Unis et du Canada, a augmenté à la fin du XXe siècle et au début du XXIe siècle et le pays a connu un développement important, principalement dans les zones métropolitaines.

L'héritage historique de la colonisation est encore visible aujourd'hui, des institutions politiques aux cultures dominantes : le christianisme est la religion principale du pays (voir encadré 3.3) et les institutions politiques reflètent celles du Royaume-Uni (bicamérisme et gouverneur général représentant la Couronne britannique). Compte tenu de l'héritage africain diversifié et fier de la Jamaïque, il a également été nécessaire, pour l'État, d'établir des institutions et des pratiques qui embrassent la diversité culturelle et permettent aux individus et aux groupes d'identités différentes de s'engager dans le dialogue interculturel sur un pied d'égalité.

### 3.4.2 La forte capacité de la Jamaïque à réussir le dialogue interculturel

La Jamaïque est plus performante que la moyenne régionale dans sept des neuf domaines du Cadre, les exceptions étant les domaines de *compétences et valeurs* et *d'inclusion et représentation*. Les scores de la *liberté d'expression*, de la *cohésion sociale* et de la *stabilité et non-violence* sont particulièrement élevés.

La liberté d'expression et « *le droit à la liberté de ne pas subir de discrimination fondée sur (i) le genre (ii) la race, le lieu d'origine, la classe, la couleur, la religion [et] les opinions politiques* » ont été confirmés par la loi d'amendement de la Constitution en 2011 (Charte des droits et libertés fondamentaux (amendement constitutionnel), Loi de 2011). De ce fait, la Jamaïque a un niveau relativement faible de restrictions gouvernementales à la pratique religieuse, avec un score de 1,4 sur 10 sur l'Indice de restrictions gouvernementales (GRI) en 2018 du Centre de Recherche Pew (Christ Baronavski et al., 2020). La Charte des droits et libertés fondamentaux manifeste non seulement le droit de l'individu à exprimer ses convictions et son identité personnelle mais protège également les Jamaïcains contre toute forme de discrimination, offrant en fin de compte un cadre politique solide au soutien de la *cohésion sociale* dans le pays.

En outre, la Jamaïque continue de se classer parmi les environnements les plus sûrs et les plus favorables à la *liberté de la presse* dans le monde. Reporters sans frontières (2020) classe la Jamaïque comme ayant le 7e meilleur environnement pour la liberté de la presse dans le monde. L'Association de la presse de la Jamaïque, créée en 1943, continue de défendre les normes

élevées du journalisme par le biais de bourses d'études et de prix récompensant le travail méritoire dans le secteur (Association de la presse de la Jamaïque, 2010). La devise de l'association, « *A Free Press Oxygen of Democracy* » (Une presse libre, oxygène de la démocratie), symbolise l'objectif de l'association qui consiste à soutenir les médias dans la diffusion des informations au grand public, mais aussi dans ce qu'elle considère comme le « *bien-être public* » (Association de la presse de la Jamaïque, 2010).

Les bonnes performances de la Jamaïque en matière de liberté d'expression créent un environnement propice au soutien de nombreux domaines du Cadre par diverses manières, notamment les suivantes :

- De nombreuses chaînes de télévision gratuites et stations de radio ont façonné le paysage médiatique électronique de la Jamaïque et l'accès facile à l'information a le potentiel de combler les écarts de connaissances entre les différentes communautés. Il permet également de développer et de façonner les *compétences et valeurs* des Jamaïcains, même en dehors des canaux d'éducation traditionnels (Commission de la radiodiffusion, 2017).
- La presse gratuite offre un espace pour que des opinions diverses soient entendues par différentes organisations de la société civile, contribuant ainsi à la *responsabilité horizontale*. Par exemple, l'organisation à but non lucratif Women's Media Watch travaille avec des journalistes pour développer des « *pratiques médiatiques sensibles au genre* », pour influencer la politique et la législation en matière de radiodiffusion, et pour améliorer les images des hommes et des femmes dans les médias afin de réduire la violence (Women's Media Watch – Do Good Jamaica, 2018).
- Le Conseil jamaïcain pour la fraternité interconfessionnelle coordonne régulièrement des événements qui regroupent des représentants de nombreuses organisations religieuses afin de promouvoir la tolérance et la diversité religieuses, appuyant les cadres juridiques qui visent à garantir la liberté de religion. Ils œuvrent ainsi au développement de la *cohésion sociale*, de *l'inclusion et représentation* et des *liens et cohérence* (Département d'État des États-Unis, 2020).
- Les médias locaux offrent une vaste couverture et un dialogue ouvert sur les questions religieuses, y compris sur des sujets tels que l'harmonie interconfessionnelle, les droits LGBTQI+ et la religion, ainsi que sur le rôle de la religion dans le gouvernement. Les médias locaux offrent des voies de sensibilisation aux histoires des groupes minoritaires ainsi qu'un forum de discussion, permettant à divers groupes de s'engager dans le dialogue interculturel et, par conséquent, de contribuer à *l'inclusion et représentation* (Département d'État des États-Unis, 2020).

En outre, les bonnes performances de la Jamaïque en matière de cohésion sociale sont le reflet des institutions publiques en place pour promouvoir l'identité nationale et le patrimoine culturel diversifié du pays. Le gouvernement est actuellement en train de réviser la politique culturelle nationale de la Jamaïque, qui s'appellera « *National Policy on Culture and Creative Economy 2020-2030* ». La reconnaissance des « *réalités historiques* » auxquelles la Jamaïque a été confrontée et des mesures nécessaires pour faire progresser le développement culturel et

économique fait partie intégrante de cette politique, qui a été établie en 2003 (Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de la culture, 2003). Cette politique vise notamment à fournir un cadre qui reconnaît, promeut et protège « toutes les expressions et tous les produits culturels développés par le peuple jamaïcain au cours de son histoire », y compris la persistance de la culture africaine, les traditions européennes et le rastafarisme (Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de la culture, 2003). Il s'agit de promouvoir la diversité culturelle et linguistique au sein de l'éducation, en encourageant notamment les programmes d'enseignement des langues étrangères dans le système scolaire et en renforçant les *compétences et valeurs* et les *liens et cohérence* (Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et de la Culture, 2003).

En Jamaïque, la *cohésion sociale* se développe également au niveau communautaire par le biais de collaborations entre groupes afin de répondre aux défis et aux problèmes particuliers de la communauté. La Jamaïque compte un grand nombre d'organisations de la société civile et leur travail va de la lutte contre la pauvreté à la surveillance de la corruption (Watson et Less, 2015). Plus particulièrement, la collaboration entre différents groupes d'intérêt tend à s'établir autour de questions spécifiques telles que l'environnement, la corruption et la violence faite aux femmes et aux enfants (Bertelsmann Stiftung, 2020). Bien que certaines organisations soient confrontées à des contraintes financières, leur travail a eu un impact. Elles ont demandé des comptes aux institutions publiques et au gouvernement et fourni des services essentiels, tels que des activités sportives, des centres d'aide aux devoirs et des soins de santé (Bertelsmann Stiftung, 2020). La coopération entre diverses organisations contribue à instaurer la confiance au niveau local, créant ainsi une résilience sociétale et renforce la *cohésion sociale*.

La Jamaïque obtient également des scores relativement élevés en matière de *stabilité et non-violence*, niveau supérieur à la moyenne de la région d'Amérique latine et des Caraïbes. Tout comme la *liberté d'expression*, celle-ci est soutenue par la Charte des droits et libertés fondamentaux, qui consacre « le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne et le droit de ne pas en être privé, sauf en exécution d'une sentence d'un tribunal concernant une infraction pénale pour laquelle la personne a été condamnée » ; (Charte des droits et liberté fondamentaux (amendement constitutionnel), Loi de 2011, p. 3). De ce fait, la

peine capitale est légale en Jamaïque. Bien qu'elle n'ait pas été exécutée depuis 1988 (Sangiorgio, 2018).

La tendance positive dans le domaine de la *stabilité et non-violence* est portée par deux des trois indicateurs les plus performants de la Jamaïque, le *niveau d'instabilité politique* et les *conflits internes* (voir le tableau 3.3). Si des divisions sociales, ethniques et de classe existent en Jamaïque, les conflits internes généralisés sont rares, les acteurs extrémistes n'ayant guère réussi à mobiliser ces tensions et le système politique est considéré comme stable (Bertelsmann Stiftung, 2020). Cependant, la violence non politique reste un problème en Jamaïque et le domaine ne rend pas directement compte des niveaux élevés de criminalité organisée et de la violence associée qui sont présents dans le pays (en raison de la disponibilité limitée des données lors de l'élaboration du Cadre). Les défis posés par la criminalité organisée sont étroitement liés aux divisions politiques historiques et aux défis socio-économiques du pays et seront abordés plus en détail dans la section 3.4.3.

### 3.4.3 Possibilités d'amélioration et défis à relever

Malgré les performances élevées de la Jamaïque dans la plupart des domaines structurels, malgré des institutions politiques solides et un cadre juridique qui soutient les droits politiques et civiques, le pays est confronté à des défis pour assurer le dialogue interculturel sur le terrain. Les deux domaines les moins performants se situent dans les domaines de soutien, au niveau micro (*leadership et organisation* et *inclusion et représentation*) et la mise en œuvre d'un dialogue interculturel efficace est rendue encore plus difficile par les niveaux élevés de criminalité organisée dans le pays. Ces défis sont évidents dans les scores du Cadre obtenus par la Jamaïque, notamment en ce qui concerne la *lutte contre la corruption* et les niveaux élevés d'inégalité économique (GINI), comme le montre le tableau 3.3.

Le score de la Jamaïque en matière de *Confiance à l'égard des autorités nationales* est bien inférieur à la moyenne mondiale et les électeurs semblent découragés de prendre part aux processus politiques, le taux de participation représentant seulement 37 % aux élections générales de 2020<sup>9</sup> (Commission électorale de Jamaïque, 2020). Au sein de la Chambre des représentants (chambre basse) qui compte au total 63 membres, des tensions de longue date règnent entre le Jamaican Labour Party (JLP) et le

TABLEAU 3.3

### Indicateurs les plus et les moins performants de la Jamaïque dans le Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel

Indicateur	Domaine	Score*	Moyenne mondiale
Conflits internes	Stabilité et non-violence	1	0.85
Liberté de la presse	Liberté d'expression	0.95	0.63
Niveau d'instabilité politique	Stabilité et non-violence	0.94	0.62
GINI	Égalité horizontale	0.45	0.65
Lutte contre la corruption	Gouvernance et citoyenneté	0.44	0.41
Confiance à l'égard des autorités nationales	Leadership et organisation	0.33	0.46

\* 1 est le score le plus élevé possible et 0 le score le plus bas possible.

Source : UNESCO ; IEP.

<sup>9</sup> Il faut de noter que les dernières élections de septembre 2020 se sont déroulées pendant la pandémie de COVID-19, et que certains électeurs ont donc pu s'abstenir de voter pour des raisons sanitaires. Néanmoins, la participation électorale en 2016 était de près de 50 %, on suppose donc qu'au moins une partie de la baisse est attribuable à d'autres facteurs.

People's National Party (PNP), les deux principaux partis. Le taux de participation aux élections locales et nationales a diminué au cours des dernières décennies, ce qui témoigne d'une faible confiance dans les politiciens et le système politique bipartisan (Bertelsmann Stiftung, 2020). Par conséquent, les faiblesses présentes dans le domaine du *leadership et organisation* peuvent être liées à des faiblesses dans le domaine de la *gouvernance et citoyenneté*, en particulier en matière de *lutte contre la corruption*.

La corruption reste un défi majeur aux pratiques inclusives des institutions politiques jamaïcaines et à l'égalité socio-économique dans le pays. Les deux principaux partis politiques sont bien établis et le clientélisme, la corruption et le favoritisme politique sont ancrés dans la culture politique, ce qui signifie que les autres partis politiques n'ont pas réussi à obtenir un large soutien. (Bertelsmann Stiftung, 2020). L'échange de services et d'argent provenant de la corruption est historiquement lié aux « communautés de garnison » du pays. La communauté de garnison est un terme utilisé aussi bien pour décrire un vote géographiquement homogène qu'une zone dans laquelle au moins 90% des votes sont exprimés en faveur soit du PNP soit du JLP (King, 2008).

Aujourd'hui, de nombreuses communautés à faible revenu continuent d'être dirigées par des dons et les organisations qui les versent agissent comme des États miniatures en attribuant des avantages, défendant les frontières et prélevant des impôts (Schwartz, 2011). Contrairement au contrat classique entre le citoyen et l'État, les communautés de garnison profitent de l'inégalité économique considérable à laquelle le pays est confronté. Le manque d'opportunités d'emploi et, dans certains cas, d'éducation, rend les individus issus des classes socio-économiques inférieures plus enclins à rejoindre les gangs et/ou à se tourner vers des actions criminelles (*Extraditing Coke | Latin America News*, 2010).

Les derniers chiffres de la Banque mondiale confirment les défis de la Jamaïque en matière d'inégalité économique, avec un coefficient GINI de 45,50 en 2004<sup>10</sup> (Banque mondiale, 2021), alors que la moyenne mondiale est de 35.45. Comme le montre le tableau 3.3, l'indicateur GINI est le troisième indicateur le moins performant de la Jamaïque, ce qui représente un score nettement inférieur à la moyenne mondiale. En Jamaïque, la criminalité organisée est concentrée dans des zones connues et se produit généralement dans des zones vulnérables aux facteurs de risque criminogènes tels que la drogue, les armes à feu, les gangs et les taux élevés de chômage des jeunes (Harriot et Jones, 2016). La violence récente se caractérise par des affrontements entre gangs pour le contrôle d'un territoire ou pour des raisons de conflits internes, plutôt que pour des raisons ethniques, religieuses ou politiques comme dans les années 1970 et 1980 (Bertelsmann Stiftung, 2020). La présence de réseaux de criminalité organisée a de profondes répercussions sur le dialogue interculturel car la violence porte atteinte aux dirigeants et aux structures communautaires traditionnels. Elle dégrade aussi la confiance sociale qui supporte le leadership communautaire et les traditions de la société civile (Bertelsmann Stiftung, 2020).

En Jamaïque, certains groupes sont plus exposés que d'autres à des difficultés. Les femmes, la communauté LGBTQI+ et les rastafaris en font partie. Les rastafariens ont notamment été

confrontés à l'exclusion sociale et politique, en raison de leur « *critique radicale de l'impérialisme euro-américain* » et du fait que beaucoup d'entre eux refusent de coopérer avec les partis politiques établis (Art Network TV, 2018). La discrimination à l'égard des femmes et la violence sexiste restent un problème critique dans le pays et, bien que certains progrès aient été réalisés, les femmes sont toujours sous-représentées dans la plupart des aspects de la société, les stéréotypes sexistes conservateurs restant un obstacle à l'inclusion sociale (Assemblée générale des Nations Unies, 2006). *L'inclusion et représentation* doivent donc faire l'objet d'une plus grande attention en Jamaïque afin de garantir la participation égale de tous les groupes aux affaires publiques ainsi qu'au dialogue interculturel.

*L'égalité horizontale* doit également être encouragée afin d'accroître la sécurité et d'offrir des possibilités d'interactions fructueuses avec le dialogue interculturel dans l'avenir. En 2009, le gouvernement jamaïcain a annoncé « *Vision 2030 Jamaica* », le premier plan de développement à long terme du pays, élaboré en collaboration entre le secteur privé et les groupes de la société civile (*Vision 2030 : Plan national de développement de la Jamaïque*, 2009). Le plan reconnaît le rôle de la criminalité et de la violence dans le frein aux perspectives de développement mais reconnaît également les principaux moteurs de cette violence, notamment les inégalités socio-économiques. Le plan promeut aussi le rôle d'une gouvernance efficace afin de garantir la sécurité et la cohésion de la société jamaïcaine. Bien que la Jamaïque soit confrontée à de nombreux défis pour réduire la criminalité et s'attaquer à la corruption et aux inégalités socio-économiques, des cadres tels que *Vision 2030* permettent de définir les mesures à prendre afin d'obtenir de meilleurs résultats pour la communauté, tout en demandant des comptes au gouvernement sur l'évolution de ces progrès.

## Conclusion

L'histoire coloniale de la Jamaïque a grandement façonné le pays avec des institutions politiques héritées du système britannique et une culture diversifiée provenant notamment d'Afrique. L'histoire du pays, marqué par la diversité et la fierté de l'héritage africain, a nécessité la mise en place d'institutions et de pratiques permettant aux individus et aux groupes d'identités diverses de s'engager dans le dialogue interculturel sur un pied d'égalité. La Jamaïque a fait preuve d'une grande capacité à développer un environnement favorable au dialogue interculturel grâce à la *liberté d'expression*, qui offre des espaces pour un dialogue ouvert entre les différents groupes. Les cadres culturels du pays et le dynamisme des organisations de la société civile contribuent également à renforcer la *cohésion sociale* et à instaurer la confiance au sein de la communauté. Malgré la solidité de ses institutions politiques et de son cadre juridique, la Jamaïque est confrontée à des défis en matière de dialogue interculturel dans la pratique. Les niveaux élevés de criminalité organisée sont soutenus par la corruption et les inégalités socio-économiques et la discrimination historique à l'encontre des groupes minoritaires reste également un obstacle à un dialogue interculturel efficace. À l'avenir, les stratégies de développement devraient s'attaquer aux principaux moteurs de la criminalité et de la violence et favoriser la participation constructive des divers groupes sociaux au dialogue, afin de faciliter un développement inclusif et durable au bénéfice de tous les membres de la société.

## 3.5 Nouvelle-Zélande - Aotearoa

### Points importants à retenir

- Malgré une histoire de colonisation et de ségrégation à l'encontre des autochtones māoris, la Nouvelle-Zélande a développé un sentiment d'appartenance sociale en favorisant une culture nationale qui embrasse et célèbre la diversité.
- Si les influences culturelles de la Nouvelle-Zélande sont principalement européennes et māories en raison des héritages multiculturels historiques, l'immigration plus récente en provenance d'Asie, d'Afrique et des États voisins du Pacifique se reflète dans la composition diversifiée du pays. Les efforts continus pour soutenir des pratiques inclusives à l'égard des Māoris sont une partie essentielle du succès de la Nouvelle-Zélande en matière de dialogue interculturel. En particulier, les institutions politiques, les cadres juridiques et les fonds alloués aux médias qui célèbrent et soutiennent la langue et la culture autochtone māories ont favorisé *l'inclusion et représentation* et la *cohésion sociale*.
- La composition multiculturelle du pays appelle à des structures et des pratiques inclusives à l'égard des communautés minoritaires immigrées et de la communauté autochtone māorie, ainsi qu'à des initiatives qui continuent à s'attaquer aux faiblesses en matière d'*égalité horizontale* et de *stabilité et non-violence*.

### Antécédents

La Nouvelle-Zélande est connue pour sa biodiversité et ses communautés ethniquement et culturellement variées, vivant ensemble sur ses deux îles - l'île du Nord (Te Ika-a-Māui) et l'île du Sud (Te Waipounamu). Comme le montre l'encadré 3.4, la Nouvelle-Zélande est la terre de communautés et de peuples multiculturels, dont les autochtones polynésiens māoris. Le dialogue interculturel revêt donc une importance particulière pour la Nouvelle-Zélande.

La Nouvelle-Zélande est plus performante que la moyenne régionale dans les neuf domaines du Cadre, comme le montre la figure 3.7. Spoonley et al. (2005) soulignent que le succès de la Nouvelle-Zélande dans le développement d'un environnement propice au dialogue entre diverses communautés est dû à sa capacité à offrir une expérience où les gens ont un sentiment d'appartenance et où leur contribution est reconnue, célébrée et valorisée :

« *Le sentiment d'appartenance découle du fait d'appartenir à une communauté plus large, de faire confiance aux autres et d'avoir un respect commun pour l'état de droit et pour les droits civils et humains - la Nouvelle-Zélande est la patrie de nombreux peuples et est construite sur la base biculturelle du traité de Waitangi.* » (Spoonley et al., 2005, p. 103)

Malgré une histoire de colonisation et de ségrégation à l'encontre des autochtones māoris, la Nouvelle-Zélande a développé un sentiment d'appartenance, en favorisant une culture nationale qui embrasse et célèbre la diversité. La Nouvelle-Zélande offre, par conséquent, de nombreux exemples

#### ENCADRÉ 3.4

### Appartenances ethniques, langues et diversité religieuse de la Nouvelle-Zélande

#### Appartenances ethniques\*

- Européens 70,17 %, Māoris 16,51 %, Asiatiques 15,06 %, Insulaires du Pacifique 8,12 %, Peuples du Moyen-Orient/Latino-Américains/Africains 1,5 %, autres 1,24 %.

#### Langues\*

- Anglais (officiel de fait) 95,4 %, māori (officiel de droit) 4 %, samoan 2,2 %, chinois du Nord 2 %, hindi 1,5 %, français 1,2 %, yue 1,1 %, langue des signes néo-zélandaise (officiel de droit), 5 %, autre ou non déclaré 17,2 % (estimation 2018).

#### Diversité religieuse\*

- Chrétien 37,3 %, hindou 2,7 %, maori 1,3 %, musulman 1,3 %, bouddhiste 1,1 %, autre religion 1,6 %, sans religion 48,6 %, refus de répondre 6,7 % (estimation 2018)

#### Urbanisation

- Population urbaine : 86,7% de la population totale (2020)
- Taux d'urbanisation : 1,01% taux de variation annuel (estimation 2015-20)

\*Selon le recensement de 2018 de la population résidant habituellement dans le pays ; la somme des pourcentages est supérieure à 100 %, car les personnes interrogées sont autorisées à s'identifier à plus d'un groupe.

Source : Statistics New Zealand - Tatauranga Aotearoa (2019), Central Intelligence Agency (2021).

de politiques que d'autres États pourraient envisager de reproduire dans le but de favoriser l'inclusion de la diversité et d'instaurer la confiance entre les communautés, et ce, malgré les tensions et les conflits hérités de l'histoire.

### 3.5.1 Histoire d'un héritage multiculturel

Les Polynésiens de l'Est ont commencé à s'installer dans les îles de la Nouvelle-Zélande approximativement entre 1280 et 1350. À l'époque, les îles de la Nouvelle-Zélande étaient la dernière terre habitable de taille à être colonisée par les humains et les Polynésiens y ont développé une culture distincte, connue aujourd'hui sous le nom de māorie (Ministère de la Culture et du Patrimoine de Nouvelle-Zélande - Manatū Taonga, 2019).

Selon les récits traditionnels māoris, Kupe fut le premier explorateur polynésien à découvrir les îles de la Nouvelle-Zélande. Les possibilités de pêche limitées dans son pays natal, Hawaiki, l'ont amené à parcourir l'océan Pacifique en canoë, pour finalement découvrir la Nouvelle-Zélande (Ministère de la Culture et du Patrimoine de Nouvelle-Zélande - Manatū Taonga, 2019). Aujourd'hui, de nombreuses iwi (tribus) māories attribuent une grande importance à Kupeet à sa femme Kuramārōtini qui aurait nommé l'île du nord de la Nouvelle-Zélande - Aotearoa (Terre du long nuage blanc) (Te Ahukaramū

<sup>10</sup> Un coefficient GINI de 0 indique que la répartition des revenus est parfaitement égale entre tous les foyers, tandis qu'un coefficient GINI de 100 implique une inégalité totale, c'est-à-dire que tous les revenus sont entre les mains d'un seul foyer. Une valeur élevée indique donc que la Jamaïque est confrontée à des niveaux d'inégalité élevés.

Charles Royal, 2005). Aotearoa est encore aujourd'hui le nom māori de la Nouvelle-Zélande.

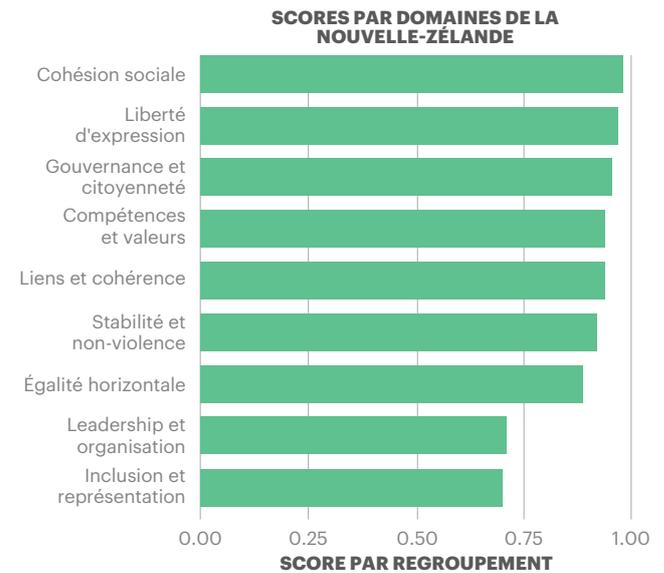
L'explorateur néerlandais Abel Tasman a été le premier Européen à découvrir la Nouvelle-Zélande en 1642. Lors de cette première rencontre, les tensions entre les Néerlandais et les Māoris ont rapidement tourné au conflit et 127 ans se sont écoulés avant qu'une rencontre entre Européens et Māoris ne soit mentionnée - avec l'arrivée de l'Anglais James Cook en 1769 (Ministère de la Culture et du Patrimoine de Nouvelle-Zélande - Manatū Taonga, 2020b). Peu après, les baleiniers, les chasseurs de phoques et finalement les commerçants européens ont commencé à venir plus fréquemment et la population māorie, qui n'avait pas de nom propre à l'époque, a adopté son nom « Māori » - qui signifie normal ou ordinaire - pour se distinguer des Européens (Encyclopedia Britannica, Inc, n.d.-a). Aujourd'hui encore, « Māori » s'oppose à « Pākehā », qui désigne une personne d'origine européenne ou un Néo-Zélandais non-Māori.

Avec l'arrivée des colons européens, les armes à feu nouvellement acquises ont entraîné des guerres intertribales ainsi que des guerres entre colons et Māoris. L'arrivée des colons européens fut également à l'origine de nombreuses nouvelles maladies auxquelles les Māoris n'avaient aucune résistance. Ces événements ont entraîné le déclin rapide de la population māorie (Encyclopedia Britannica, Inc, n.d.-a). Néanmoins, certaines iwi (tribus) māories étaient ouvertes aux interactions avec les Pākehā et ont développé de solides réseaux commerciaux, contribuant à combler le fossé entre les cultures. L'alphabétisation, introduite par les missionnaires chrétiens, est également devenue une caractéristique de plus en plus importante de la culture māorie à partir des années 1830 (Encyclopedia Britannica, Inc, n.d.-a).

Sous la pression des missionnaires chrétiens qui souhaitaient « réduire l'anarchie dans le pays », le ministère britannique des Colonies a envoyé William Hobson en Nouvelle-Zélande avec pour « instruction d'obtenir la souveraineté sur tout ou une partie du pays avec le consentement des chefs » (Ministère de la Culture

FIGURE 3.8

### Scores de la Nouvelle-Zélande par domaines du Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel

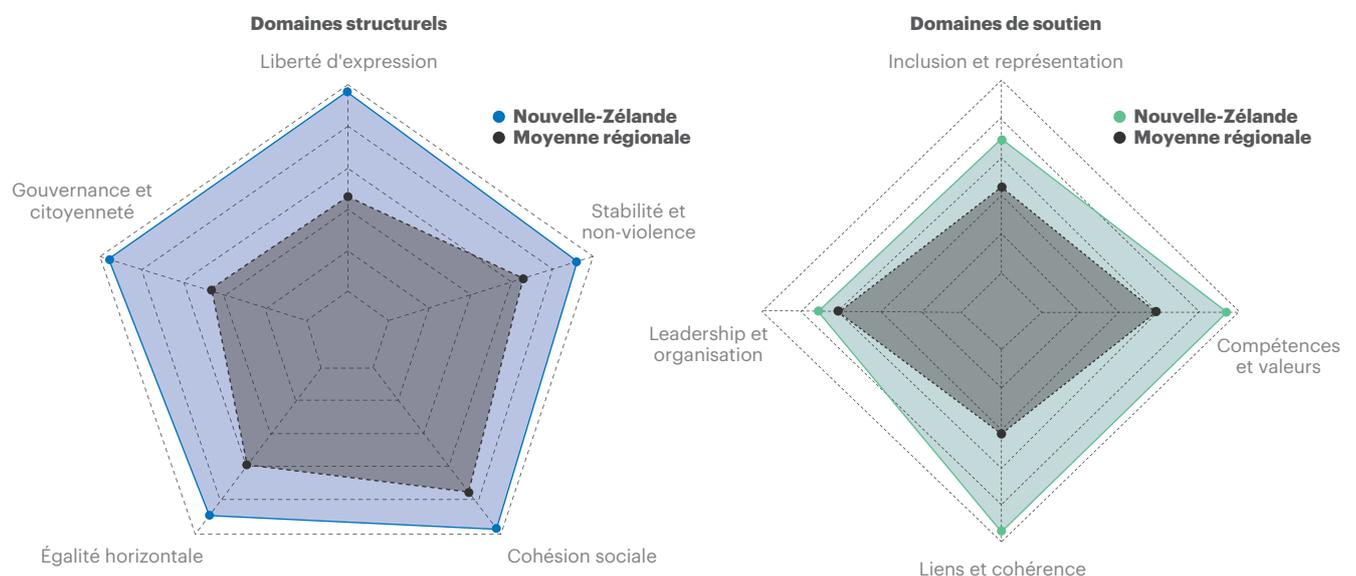


Source : UNESCO ; IEP

et du Patrimoine de Nouvelle-Zélande - Manatū Taonga, 2020a ; Ministère des Affaires, de l'Innovation et de l'Emploi de Nouvelle-Zélande - Hīkina Whakatutuki, 2020a). Hobson a engagé les chefs māoris de toute l'île du Nord à signer le traité de Waitangi le 6 février 1840 : un traité entre les Māoris et la Couronne britannique, qui, aux yeux des Européens, donnait aux immigrants britanniques des droits légaux en tant que citoyens (Jock Phillips, 2015). Cependant, alors que la version anglaise garantissait la « possession non perturbée » des propriétés māories, la version māorie garantissait le « tino rangatiratanga » sur le « taonga », c'est-à-dire la pleine autorité sur les trésors (Ministère de la Culture et du Patrimoine de Nouvelle-Zélande - Manatū Taonga, 2017). Cela met en lumière un défi essentiel du dialogue interculturel : la traduction du sens.

FIGURE 3.7

### Scores de la Nouvelle-Zélande par domaines du Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel, par rapport à la moyenne régionale



Source : UNESCO ; IEP

Aujourd'hui, il est courant de se référer à l'esprit ou aux principes du traité, plutôt qu'à sa formulation originale, qui est toujours un sujet à débat. Selon le gouvernement actuel, le traité consiste à :

- accepter, pour les iwi (tribus) māories, le droit de s'organiser, de protéger leur mode de vie et de contrôler les ressources qu'elles possèdent ;
- exiger du gouvernement qu'il agisse raisonnablement et de bonne foi envers les Māoris ;
- rendre le gouvernement responsable de la résolution des griefs ;
- établir l'égalité et respecter le principe selon lequel tous les Néo-Zélandais sont égaux devant la loi (Ministère des Affaires, de l'Innovation et de l'Emploi de Nouvelle-Zélande - Hīkina Whakatutuki, 2020b).

Après la signature du traité, la Grande-Bretagne a annexé la Nouvelle-Zélande en mai 1840. Le traité contenait un article vital sur la vente des terres, rédigé dans le but de protéger, contre les effets perturbateurs, les Māoris d'achats de terres privées à grande échelle. Cependant, dans la pratique, cet article n'a pas été suffisant. Malgré la difficulté d'acheter beaucoup de terres aux Māoris, le gouvernement colonial les revendait quand même aux Européens avec un profit substantiel. Cela a provoqué la colère des Māoris et des immigrants et a finalement conduit à une guerre à la fin des années 1840.

À la fin des années 1850, les colons étaient plus nombreux que les Māoris et on estime qu'en 1900, la Nouvelle-Zélande comptait 772 000 Européens, dont la plupart étaient nés en Nouvelle-Zélande (Encyclopedia Britannica, Inc, n.d.-a). Avec l'augmentation de la population, les colons ont exigé davantage de terres mais de nombreux Māoris sont devenus réticents à en vendre davantage. Les mouvements de résistance se sont multipliés, tout comme la pression exercée sur la vente de terre. Les tensions s'intensifièrent et donnèrent lieu à plus de dix ans de conflits violents (Encyclopedia Britannica, Inc, n.d.-b). Après les guerres de Nouvelle-Zélande, le gouvernement a encouragé l'installation de milliers de Britanniques en Nouvelle-Zélande. Les infrastructures augmentèrent et l'économie d'exportation se développa (Ministère des Affaires, de l'Innovation et de l'Emploi de Nouvelle-Zélande - Hīkina Whakatutuki, 2020a).

Soutenant les pratiques inclusives en termes de gouvernance et de citoyenneté, la Nouvelle-Zélande est devenue le premier pays au monde à accorder le droit de vote à toutes les femmes en 1893 (Ministère des Affaires, de l'Innovation et de l'Emploi de Nouvelle-Zélande - Hīkina Whakatutuki, 2020a). Préoccupé par les faibles taux de fécondité et de croissance démographique, le gouvernement a réintroduit des programmes d'immigration assistée, la plupart arrivant de Grande-Bretagne et d'Europe (Ministère de la Culture et du Patrimoine de Nouvelle-Zélande - Manatū Taonga, 2014). Par conséquent, les influences culturelles de la Nouvelle-Zélande sont aujourd'hui majoritairement européennes et māories. En outre, les politiques d'immigration ont été modifiées au milieu des années 1970 pour se concentrer davantage sur les besoins en main-d'œuvre et moins sur l'ethnicité, ce qui a conduit à une augmentation des immigrants asiatiques et africains. La liberté d'accès a également été accordée aux personnes nées dans les îles Cook, Niue et Tokelau,

ce qui finalement a donné lieu à un héritage historique composé de diverses appartenances ethniques, linguistiques et culturelles présentes en Nouvelle-Zélande, comme le montre l'encadré 3.4 (Ministère des Affaires, de l'Innovation et de l'Emploi de Nouvelle-Zélande - Hīkina Whakatutuki, 2020a).

### 3.5.2 La forte capacité de la Nouvelle-Zélande à garantir le dialogue interculturel

La Nouvelle-Zélande enregistre des scores élevés dans les neuf domaines du Cadre. Toutefois, le pays est particulièrement performant en matière de *cohésion sociale*, de *liberté d'expression* et de *gouvernance et citoyenneté*.

Spoonley et al. (2005) étudient le fonctionnement de la *cohésion sociale* en tant qu'objectif de politique sociale de la Nouvelle-Zélande. Par ses politiques, le gouvernement vise à renforcer la confiance dans le pays en tant que « *lieu de vie diversifié, tolérant et favorable* » pour tous les citoyens (Spoonley et al., 2005). Par exemple, la Stratégie nationale d'établissement des immigrants vise à accueillir les migrants, les réfugiés et leurs familles et à reconnaître leurs contributions à la société. L'exigence d'une compréhension de base de la langue anglaise - l'une des trois langues officielles est un élément essentiel pour garantir aux migrants la possibilité de contribuer (Commission des droits de l'homme de Nouvelle-Zélande, n.d.). L'éducation est donc une voie essentielle pour l'inclusion des minorités et des immigrants en Nouvelle-Zélande.

Bien que la Nouvelle-Zélande ait trois langues officielles - l'anglais, le te reo (māori) et la langue des signes néo-zélandaise - l'anglais est de fait la langue dominante dans la société. Le te reo et la langue des signes néo-zélandaise ne sont pas disponibles à tous dans les écoles - en partie à cause du faible nombre d'enseignants capables d'inculquer ces langues. De toute évidence, l'héritage historique de l'annexion par la Grande-Bretagne joue encore un rôle essentiel dans la manière dont le système éducatif et les programmes scolaires sont structurés. Toutefois, le gouvernement a reconnu la valeur de l'apprentissage du te reo et a exprimé le souhait d'en faire une « *matière principale* » dans les écoles primaires d'ici 2025 :

« *J'ai l'aspiration que ma génération soit la dernière à regretter de ne pas avoir eu la chance d'apprendre le te reo Māori dans notre parcours d'apprentissage et d'éducation.* » a déclaré la Première ministre Jacinda Ardern (SBSNews, 2019)

Les efforts continus pour soutenir les pratiques inclusives à l'égard des māoris, leur langue, leur culture et leurs arts sont donc une partie essentielle du succès de la Nouvelle-Zélande dans le dialogue interculturel, et expliquent notamment la forte performance du pays dans le domaine de la cohésion sociale. Les initiatives s'étendent dans plusieurs voies, telles que la négociation politique, l'éducation, les médias et les TIC, ainsi que la culture et les arts. Citons quelques exemples d'initiatives menées par la Nouvelle-Zélande pour soutenir les domaines du Cadre :

- La représentation parlementaire qui est garantie, avec sept sièges māoris, assure *l'inclusion et représentation* de la minorité māorie (Ministère des Affaires, de l'Innovation et de l'Emploi de Nouvelle-Zélande - Hīkina Whakatutuki, 2020b).

- Le Tribunal Waitangi, qui étudie et prend des décisions juridiques sur des cas de terres et autres ressources māories saisies illégalement ou injustement dans le passé favorise l'égalité horizontale. Le tribunal a le droit exclusif d'interpréter le traité de Waitangi (Ministère de la Culture et du Patrimoine de Nouvelle-Zélande - Manatū Taonga, 2017).
- La reconnaissance légale de la langue māorie te reo et de la langue des signes néo-zélandaise en tant que langues officielles aux côtés de l'anglais permet d'embrasser la diversité linguistique et de contribuer aux compétences et valeurs et aux liens et cohérence.
- Te Māngai Pāho, qui promeut la langue et la culture māorie en finançant des initiatives māories dans les domaines de la musique, de la radio, de la télévision et des médias d'information, soutient les plateformes minoritaires et contribue aux liens et cohérence et à l'inclusion et représentation (Te Māngai Pāho, n.d.).
- Le célèbre haka est exécuté par les équipes de rugby néo-zélandaises, les All Blacks et les Black Ferns, avant chaque match. Le haka est une danse cérémoniale traditionnelle māorie ou un défi montrant à l'adversaire la fierté, la force et l'unité de la tribu (New Zealand Tourism, n.d.; Tamaki Māori Village, 2017) qui illustre le partage des connaissances et de sensibilisation interculturelle, essentiels au soutien des liens et cohérence.

La liberté d'expression, qui est mesurée par des indicateurs couvrant les restrictions religieuses et la liberté de la presse, est un autre domaine du Cadre dans lequel la Nouvelle-Zélande est particulièrement performante. Ces libertés sont généralement garanties par la constitution d'un pays mais la Nouvelle-Zélande est l'un des rares pays au monde à ne pas disposer d'un document constitutionnel codifié unique. La Loi néo-zélandaise sur les droits fondamentaux (Bill of Rights Act) de 1990 consacre toutefois la « liberté d'expression », les « droits des minorités » et la « manifestation de la religion et des convictions » comme des principes de la société (Bureau des conseillers parlementaire - Te Tari Tohutohu Pāremata, n.d.). « [T]out individu a droit à la liberté d'expression et celui de chercher, de recevoir et de répandre les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit » (Buchanan, 2019).

En outre, la Nouvelle-Zélande présente des niveaux de restrictions

gouvernementales à la pratique religieuse parmi les plus bas au monde, avec un score en 2016 de seulement 0,48 sur 10 sur l'indice du Centre de Recherche Pew, l'Indice de restrictions gouvernementales (GRI) (Kishi et al., 2019). Son cadre juridique, qui protège le droit de l'individu à exprimer son appartenance religieuse, est en outre soutenu par des valeurs libérales inclusives. Les données de l'enquête mondiale sur les valeurs (World Values Survey) confirment l'ouverture du grand public à « l'autre », moins de 5 % déclarant qu'ils ne veulent pas d'immigrants ou de travailleurs étrangers comme voisins et moins de 2 % déclarant qu'ils ne veulent pas de personnes ayant une religion différente comme voisins (Haerpfer et al., 2020). La Nouvelle-Zélande a également l'un des niveaux mondiaux les plus bas en termes d'hostilités sociales impliquant la religion (Kishi et al., 2019).

En outre, Reporters sans frontières (2020) classe la Nouvelle-Zélande au 9e rang mondial en termes d'environnement favorable à la liberté de la presse. Cela est en partie dû au Comité pour la liberté des médias, qui est considéré comme le garde-fou national du gouvernement et comme un organe essentiel à la protection de la diversité médiatique. La Loi sur l'information officielle (Official Information Act) permet d'effectuer également des contrôles essentiels du gouvernement en accordant au grand public et aux journalistes le droit de demander la publication d'informations officielles (Bureau des conseillers parlementaire - Te Tari Tohutohu Pāremata, 2021).

Ces politiques limitent les possibilités de corruption au sein du gouvernement ainsi qu'entre les institutions publiques et les entités privées, ce qui favorise finalement la stabilité politique et la prospérité économique. De plus, la Nouvelle-Zélande criminalise les pots-de-vin et la corruption dans le secteur privé comme dans le secteur public, les infractions s'appliquant aussi bien aux personnes physiques qu'aux personnes morales (Ministère de la Justice de Nouvelle-Zélande, n.d.). Ce sont des lois essentielles qui contribuent au classement de la Nouvelle-Zélande au premier rang mondial en matière de lutte contre la corruption (Transparency International, 2020). Cela explique pourquoi le quatrième indicateur le mieux noté de la Nouvelle-Zélande est l'indicateur de la lutte contre la corruption du domaine gouvernance et citoyenneté car il contribue fortement à la haute performance de ce domaine.

TABLEAU 3.4

### Indicateurs les plus et les moins performants de la Nouvelle-Zélande dans le Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel

Indicateur	Domaine	Score*	Moyenne mondiale
Niveau de probabilité de manifestations violentes	Stabilité et non-violence	1	0.52
Niveau d'instabilité politique	Stabilité et non-violence	1	0.62
Conflit interne	Stabilité et non-violence	1	0.85
Lutte contre la corruption	Gouvernance et citoyenneté	1	0.41
Confiance à l'égard des autorités nationales	Leadership et organisation	0.71	0.46
Inclusion des minorités	Inclusion et représentation	0.7	0.48
Sentiment de sécurité	Stabilité et non-violence	0.69	0.6

Source : UNESCO ; IEP

\* 1 est le score le plus élevé possible et 0 le score le plus bas possible.

### 3.5.3 Possibilités d'amélioration et défis à relever

Malgré la forte capacité de la Nouvelle-Zélande à garantir le dialogue interculturel, le pays est également confronté à des défis. Les trois indicateurs de la Nouvelle-Zélande ayant les scores les plus élevés font tous partie du domaine de la *stabilité et non-violence*. Pourtant, l'indicateur ayant le score le plus bas fait également partie du domaine de la *stabilité et non-violence*, à savoir l'indicateur du *sentiment de sécurité*, qui est utilisé pour mesurer la sécurité perçue par les personnes et qui sert d'indicateur supplétif du niveau de violence ou de menace perçue dans la société. Cela explique pourquoi ce domaine n'est pas l'un des plus performants, malgré ses trois indicateurs aux meilleurs scores. Bien que le score de *stabilité et non-violence* soit encore supérieur à la moyenne mondiale, il est clair que des améliorations en matière de sentiment de sécurité sont possibles afin de soutenir davantage le dialogue interculturel.

L'indicateur du *sentiment de sécurité* est rendu compte par la question de l'Institut de Sondage mondial Gallup demandant aux personnes interrogées si elles se sentent en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit. Il représente la criminalité perçue, par opposition aux cas réels de criminalité. Cette crainte s'applique aussi bien aux immigrants qu'aux natifs. Dans un rapport récent, publié par la Commission néo-zélandaise des droits de l'homme (2021), les immigrants ont expliqué en quoi la discrimination institutionnelle et les expériences de racisme ont entraîné la peur, le désengagement dans la société et la perte de culture et d'identité. De nombreuses personnes ont même déclaré qu'elles changeaient leur façon de s'habiller, de regarder, de parler ou d'agir pour correspondre à ce qu'elles considéraient comme étant les attentes eurocentriques de la société.

« *Nos communautés d'immigrants ne devraient pas avoir à se transformer pour s'adapter à la société blanche. Les immigrants doivent se sentir en sécurité lorsqu'ils expriment leur langue, leur culture et leur identité.* » – a déclaré Meng Foon, de la Commission des relations raciales de Nouvelle-Zélande (Asia Pacific Forum, 2021)

La xénophobie et le racisme restent des défis essentiels pour assurer un dialogue interculturel efficace. La fusillade de masse qui a eu lieu à Christchurch en mars 2019 a rappelé à de nombreux Néo-Zélandais les défis auxquels le pays continue d'être confronté. Un homme d'une vingtaine d'années est entré dans deux mosquées et a abattu 51 personnes et en a blessé plus de 40 (the Guardian, 2019). Puisqu'il visait spécifiquement les fidèles musulmans, les experts ont qualifié le massacre d'exemple clair de la xénophobie croissante présente dans le pays (Menon, 2020). L'attaque de Christchurch a suscité un certain nombre de mesures et d'initiatives en cours pour lutter contre la xénophobie et le racisme en Nouvelle-Zélande, à savoir la décision d'organiser des « hui » communautaires (c'est-à-dire de grands rassemblements sociaux ou cérémoniels) avec les communautés musulmanes et des communautés confessionnelles et ethniques plus larges (New Zealand Government, 2021). Ces « hui » ont été organisés afin de recueillir l'avis des diverses communautés ethniques et religieuses sur les problèmes rencontrés et d'utiliser les commentaires de la communauté pour informer et guider la réponse du gouvernement (New Zealand Government, 2021).

La Nouvelle-Zélande est également confrontée à des problèmes de discrimination structurelle envers sa population autochtone.

De nombreux Māoris ressentent encore l'héritage colonial. Une étude récente sur les médecins généralistes a révélé un écart de rémunération stupéfiant et une sous-représentation des Māoris parmi cette profession (Hannah Martin, 2021). Par ailleurs, le taux de chômage des Māoris est toujours nettement supérieur à la moyenne nationale (9 % contre 4,9 % au niveau national en décembre 2020) (Ministère des Affaires, de l'Innovation et de l'Emploi de Nouvelle-Zélande - Hīkina Whakatutuki, 2020c). Cela illustre également les défis auxquels la Nouvelle-Zélande est confrontée dans le développement de l'*égalité horizontale* - deux des cinq indicateurs ayant les scores les plus bas enregistrés ici. Le Panel de développement économique māori, au sein du gouvernement néo-zélandais, a pris des mesures pour remédier à ces inégalités, en définissant la Stratégie et le plan d'action pour le développement économique māori en 2012. L'approche comprend des objectifs éducatifs, comme l'amélioration de la participation et des résultats scolaires, ainsi que des objectifs financiers, comme des objectifs visant à aligner le salaire médian et le chômage des Māoris sur la moyenne nationale d'ici 2040 (*He Kai Kei Aku Ringa Partenariat de croissance économique de la Couronne et des Māoris*, 2012).

## Conclusion

En conclusion, comme beaucoup d'autres pays, les défis de la Nouvelle-Zélande résultent de l'histoire du pays et du développement des institutions autour de ces expériences. Sa composition multiculturelle appelle à des structures et des pratiques inclusives à l'égard de sa population autochtone māorie et à l'égard des communautés minoritaires immigrées. Des initiatives telles que la représentation parlementaire garantie des Māoris, l'adoption du *te reo* comme langue officielle et la liberté accordée à tous d'exprimer sa propre culture, illustrent la manière dont le gouvernement promeut activement des pratiques inclusives et cherche à renforcer la *cohésion sociale* dans le pays. En outre, les fonds alloués par le biais du *Te Māngai Pāho* offrent des plateformes au dialogue interculturel dans le paysage médiatique.

D'autres États peuvent s'inspirer de ces initiatives mais doivent également reconnaître que les valeurs, les principes et les compétences qui soutiennent la mise en œuvre des cadres juridiques sur le terrain sont essentiels à la réussite du dialogue interculturel. La Nouvelle-Zélande obtient des scores élevés dans les domaines structurels et les domaines de soutien du Cadre mais la montée de la xénophobie remet en cause les fondements existants d'un dialogue interculturel efficace. Ces questions doivent être abordées pour que la Nouvelle-Zélande conserve son classement élevé en matière de paix - le deuxième rang mondial en 2020 (Institut pour l'Économie et la Paix (IEP), 2020) - et pour que le dialogue interculturel soit efficace et développe la *cohésion sociale* entre toutes les communautés et tous les individus. Comme l'indique la récente campagne de lutte contre le racisme de la Commission néo-zélandaise des droits de l'homme, il ne s'agit pas simplement d'une question de volonté politique mais aussi de la volonté du peuple de mettre fin à la xénophobie, de créer un sentiment d'appartenance et d'instaurer la confiance entre les diverses communautés :

« *Nous vivons dans l'un des endroits le plus diversifié sur le plan ethnique et le plus pacifique de la planète : il ne tient qu'à nous qu'il en reste ainsi. ... La façon dont nous traitons les autres définit le type de pays que nous devenons et le type de personne qu'est un Néo-Zélandais. Ne rien donner au racisme : C'est nous.* » (Commission des droits de l'homme de Nouvelle-Zélande - *Te Kāhui Tika Tangata*, n.d.)

## 3.6 Oman

### Points importants à retenir

- La grande capacité d'Oman au dialogue interculturel fait suite à des décennies de développement qui ont modernisé le pays et créé un sentiment d'appartenance fondé sur la compréhension interculturelle, la tolérance religieuse et le respect mutuel.
- Au cours des cinq dernières décennies, les initiatives de renforcement de l'État visant à améliorer les infrastructures, les soins de santé et le système éducatif ont créé un environnement favorable qui soutient plusieurs domaines du Cadre, à savoir les *liens et cohérence*, *l'inclusion et représentation*, et les *compétences et valeurs*.
- L'éducation omanaise d'avant-garde a été l'un des principaux facteurs d'autonomisation des femmes, auparavant marginalisées, en créant de nouvelles voies d'inclusion sociale et économique dans la société.
- Les futurs défis démographiques sont susceptibles de créer des obstacles à un dialogue ouvert et de poser des problèmes de confiance des jeunes envers les institutions publiques, tandis que la discrimination à l'égard des minorités exclut leur participation au dialogue interculturel.
- Le succès durable d'Oman en matière de dialogue interculturel dépendra de sa capacité à accroître les possibilités de partage des connaissances, les partenariats, le dialogue transformateur entre divers groupes et les efforts collectifs de la société pour relever les défis de l'avenir.

### Antécédents

Le Sultanat d'Oman est le plus ancien État indépendant du monde arabe. Il partage ses frontières avec l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU) et le Yémen. Par rapport aux États arabes voisins, Oman obtient des scores élevés dans tous les domaines du Cadre, à l'exception des *liens et cohérence*, comme le montre la figure 3.9. Membre du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG), Oman partage avec ces pays un certain nombre de caractéristiques communes telles que la langue, la religion et la culture (Al Barwani et Albeely, 2007). Oman se distingue par sa performance dans la promotion du dialogue interculturel à bien des égards :

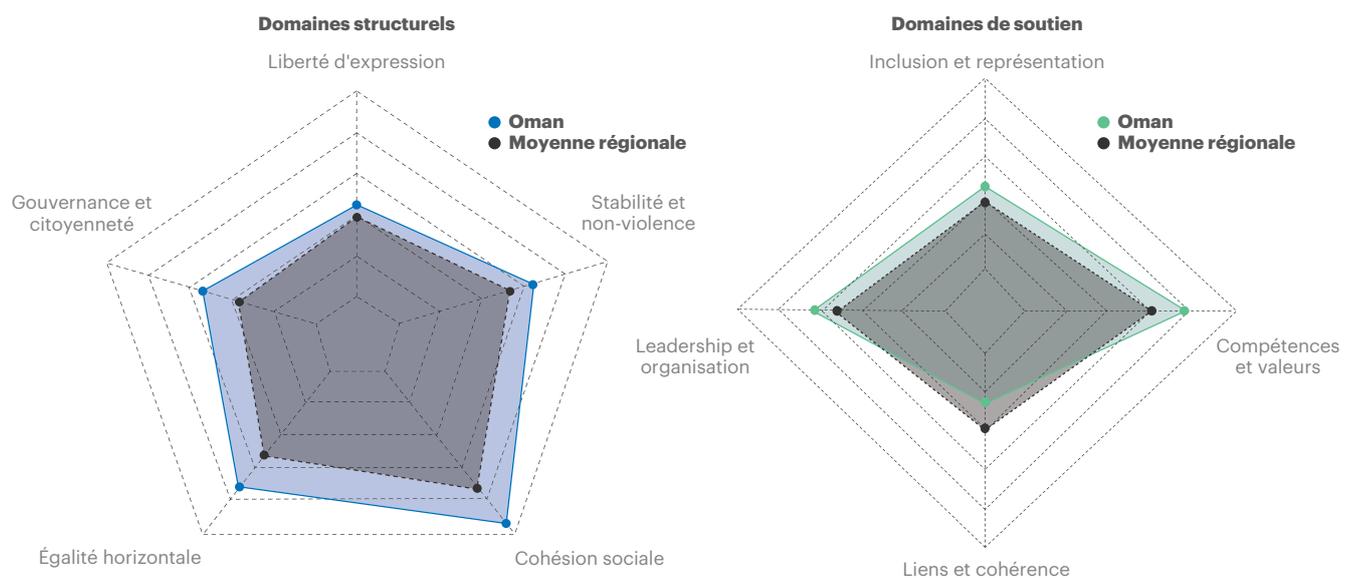
*« L'emplacement stratégique d'Oman, combiné à une histoire d'interactions continues avec des peuples de terres lointaines, à des relations commerciales robustes et à des exploits impériaux étendus, a contribué de manière significative à sa riche mosaïque culturelle, avec la relative facilité de ses citoyens à interagir avec des personnes de terres lointaines et de cultures diverses. » (Funsch, 2015)*

Oman compte 4,5 millions d'habitants (2021), les expatriés étrangers représentant près de 39 % de la population (Times of Oman, 2021). Comme le montre l'encadré 3.5, la majorité de la population d'Oman est arabe. Cependant, l'histoire du multiculturalisme d'Oman se reflète dans sa composition ethnique, avec des groupes ethniques indiens, pakistanais, sri-lankais, bengalis et africains. L'arabe est la langue officielle d'Oman, bien que plusieurs autres langues comme l'anglais, le baloutchi, le swahili, l'ourdou et les dialectes indiens soient également parlées (Encyclopedia Britannica, 2021c).

L'islam est la religion d'État et la charia constitue la base de la législation (Bertelsmann Stiftung, 2020). L'islam ibadite est la

FIGURE 3.9

### Scores de l'Oman par domaines du Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel, par rapport à la moyenne régionale



Source : UNESCO ; IEP

## ENCADRÉ 3.5

**Appartenances ethniques, langues et diversité religieuse d'Oman****Appartenances ethniques**

- Groupes ethniques : Arabes, Baloutches, Asiatiques du Sud (Indiens, Pakistanais, Sri Lankais, Bangladeshi), Africains.

**Langues**

- Arabe (officiel), anglais, baloutchi, swahili, ourdou, dialectes indiens.

**Diversité religieuse**

- Musulmans 85,9 %, chrétiens 6,5 %, hindous 5,5 %, bouddhistes 0,8 %, juifs <0,1 %, autres 1 %, non affiliés/ ? 0,2 % (estimation 2010).

**Urbanisation**

- Population urbaine : 87% de la population totale (2021)
- Taux d'urbanisation : 2,32% taux de variation annuel (estimation 2020-25)

Source : Central Intelligence Agency (2021).

religion prédominante et bien que le gouvernement ne publie pas de statistiques sur l'affiliation religieuse, les estimations suggèrent que 75% des Omanais sont des musulmans ibadites, tandis que le reste de la population musulmane est divisé entre les confessions chiites et sunnites (Oxford Business Group, 2017). Bien que la secte ibadite compte moins d'adeptes que l'islam sunnite ou chiite, elle est généralement considérée comme la troisième tradition islamique et les adeptes de l'ibadisme mettent l'accent sur la modération et le dialogue, se désignant souvent comme « *les gens de la consultation* » (Funsch, 2015). Contrairement aux musulmans sunnites et chiites, pour les ibadites, le chef de la communauté musulmane (imam) est sélectionné par les chefs tribaux et les érudits religieux, puis élu par les membres de la communauté (Funsch, 2015). La majorité des non-musulmans d'Oman sont des immigrants, principalement originaires d'Asie du Sud et pratiquent diverses confessions, notamment le bouddhisme, le sikhisme, le christianisme et l'hindouisme (Oxford Business Group, 2017).

### 3.6.1 Histoire d'une autonomisation des femmes

Suite à l'ascension d'un nouveau dirigeant en 1970, le sultan Qabus ibn Saïd, Oman s'est lancé dans un processus de libéralisation économique et de modernisation (Funsch, 2015). Lors de son ascension au trône, le sultan Qabus a hérité d'un « *pays appauvri* » qui était isolé d'une grande partie du monde et dépourvu d'infrastructures modernes (Abouzzohour, 2020 ; Funsch, 2020). La stratégie de développement national du sultan Qabus a été largement financée par la découverte du pétrole et a conduit à des investissements dans les infrastructures du pays, les systèmes de santé, l'éducation, la protection sociale, avec la construction d'écoles publiques et la mise en place de programmes d'alphabétisation des adultes et de formation professionnelle (Funsch, 2015).

Cette période de modernisation a joué un rôle crucial dans le renforcement du dialogue interculturel à Oman et a conduit à une plus grande inclusion, en particulier à l'égard des femmes omanaises (Das et Gokhale, 2010). L'inclusion des femmes, en particulier des femmes issues de groupes ethniques et religieux différents, dans l'éducation, la main-d'œuvre et la sphère politique a remis en question les inégalités socio-économiques existantes. Elle a été essentielle à la création d'environnements inclusifs, à la création de nouvelles voies de dialogue, de participation et de coopération et elle a facilité un dialogue interculturel efficace.

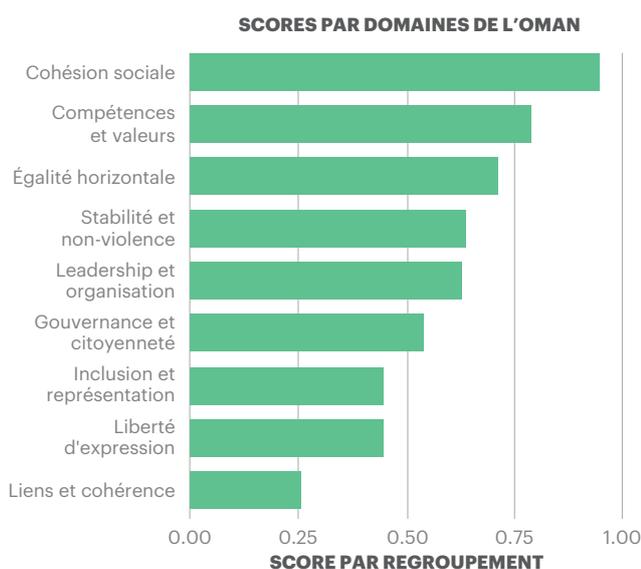
L'éducation a été l'une des principales voies vers une plus grande inclusion sociale et économique des Omanaises. Avant les réformes entreprises par le sultan Qabus, il n'y avait que trois écoles officielles à Oman. Elles accueillaient 900 garçons et se concentraient principalement sur la récitation du Coran et les compétences élémentaires en mathématiques et en écriture (Al-Lamki, 2002). En 1970, le sultan Qabus a introduit une politique d'éducation universelle, permettant aux femmes d'accéder à l'éducation pour la première fois (Al Riyami et al., 2004). La scolarisation des femmes dans l'enseignement secondaire a rapidement augmenté, passant de 68,1 % en 2000 à 93,1 % en 2018 (Institut de Statistique de l'UNESCO, 2020). Par conséquent, de nombreuses Omanaises ont reçu une éducation et ont pu poursuivre des objectifs professionnels malgré les barrières culturelles et sociales traditionnelles (Al-Wahaibi, 2020).

Depuis le commencement de la construction de la nation, dans les années 1970, les femmes ont occupé des emplois dans la plupart des professions et ont été activement engagées dans les forces armées, la police, la fonction publique et l'éducation (Chatty, 2000). L'inclusion des femmes omanaises dans la population active a également été facilitée par la politique d'« *Omanisation* », introduite pour la première fois dans les années 1980 (Encyclopedia Britannica, 2021c). Cette politique visait à réduire la dépendance à l'égard de la main-d'œuvre étrangère et à lutter contre le chômage par la nationalisation de la main-d'œuvre (al-Talei, 2010). Une caractéristique clé de cette stratégie était d'encourager les femmes à rejoindre la population active et à travailler aux côtés de leurs collègues masculins pour « *contribuer efficacement au bien-être social et économique* » (Goveas et Aslam, 2011). Cette stratégie a notamment eu un impact positif sur les femmes issues des milieux les plus pauvres, qui étaient auparavant plus à même d'obtenir un emploi en tant que femmes de ménage, personnel hospitalier ou personnel de cuisine (al-Talei, 2010). En termes de dialogue interculturel, l'obtention d'un emploi a permis aux femmes qui étaient auparavant marginalisées, de subvenir à leurs besoins et de jouer un nouveau rôle au sein de leur communauté, garantissant ainsi l'inclusion dans le dialogue (al-Talei, 2010).

La progression des femmes omanaises ne se traduit pas seulement par une plus grande représentation de celles-ci dans la population active mais aussi par la diversité des emplois qu'elles occupent, y compris dans la sphère politique. Au cours des dernières décennies, des femmes ont siégé dans les deux chambres du Parlement omanais en tant que ministres et au sein du service extérieur en tant que diplomates (Funsch, 2015). Au plus haut niveau de la politique, deux femmes siègent actuellement au Conseil consultatif (*Majlis al-Shura*), tandis que 15 femmes ont été nommées au Conseil d'État (*Majlis ad-Dawla*)

FIGURE 3.10

### Scores de l'Oman par domaines du Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel



Source : UNESCO ; IEP

en novembre 2019 (Freedom House, 2020). Ces nominations reflètent les progrès réalisés en matière de renforcement du *leadership et organisation*, de *l'égalité horizontale* et de *l'inclusion et représentation* en élargissant l'accès au processus politique pour les femmes et en offrant une voie plus inclusive dans la prise de décision.

Les changements législatifs ont également conduit à une plus grande inclusion et représentation sociale des femmes. En 2003, le suffrage universel a été accordé, permettant à toutes les Omanaises âgées de plus de 21 ans de voter et de se présenter aux élections du Conseil consultatif (*Majlis al-Shura*) (UNICEF, 2011). Les modifications législatives stipulant que les témoignages juridiques des femmes seraient considérés comme égaux à ceux des hommes et accordant aux femmes le même droit de posséder des terres que celui détenu par leurs homologues masculins, ont signifié des changements importants dans la représentation féminine au sein du système juridique (Bertelsmann Stiftung, 2020 ; Funsch, 2015). Au fur et à mesure de l'adoption de nouvelles lois, davantage de femmes ont commencé à plaider pour une meilleure sensibilisation des lois et des politiques afin de permettre aux Omanaises de

s'émanciper (Freedom House, 2010).

Au cours des cinq dernières décennies, la modernisation a entraîné un changement de perception des femmes dans la société omanaise. Comme le constate Funsch (2015), la plupart des évolutions d'opinions à l'égard des femmes ont été « *accommodés et absorbés dans les modèles sociaux traditionnels existants* » et ont été acceptés grâce à leur ancrage dans la doctrine religieuse. L'inclusion des femmes, qui étaient auparavant marginalisées, a offert de plus grands avantages à la société, en établissant des voies pour le dialogue interculturel et la diffusion des connaissances. Les femmes sont notamment au premier plan dans l'éducation et la formation des jeunes générations, avec environ 39,7 % du personnel féminin employé dans ce secteur (Funsch, 2015 ; Padmaraj, 2020). En 2004, le sultan Qabus a nommé la première femme ministre de l'Enseignement supérieur, Rawya bint Sa'ud al-Busaidia, mettant ainsi en évidence le rôle crucial des Omanaises dans le développement des *compétences et valeurs* (Funsch, 2015). La reconnaissance nationale des femmes à Oman a été officialisée en 2009, lorsque le sultan Qabus a déclaré que chaque année, le 17 octobre, la nation célébrerait la Journée des femmes omanaises (Oman News Agency, 2021). Cette journée célèbre la contribution cruciale des femmes dans la société, avec des représentants de tout le pays se réunissant pour honorer les femmes pour leurs réalisations et leur rôle dans le développement récent d'Oman (Funsch, 2015).

### 3.6.2 La forte capacité d'Oman à promouvoir le dialogue interculturel

Oman est particulièrement performante dans les domaines de la *cohésion sociale*, de la *compétences et valeurs*, et de *l'égalité horizontale*.

La tendance positive de la cohésion sociale est mesurée par l'un des indicateurs les plus performants d'Oman, la *cohésion entre les groupes* (voir tableau 3.5). L'inclusion de la structure tribale traditionnelle dans l'Oman moderne en est un exemple. Historiquement, la structure tribale était au cœur de l'État d'Oman, le pays étant divisé en plusieurs tribus de tailles et de cohésions différentes, qui « *régissaient les relations sociales, territoriales, économiques et politiques* » (Al Barwani et Albeely, 2007). Selon Plekhanov (2004), le respect de la structure et de la tradition tribales d'Oman a été intégré dans la stratégie de modernisation du sultan Qabus, car :

TABLEAU 3.5

### Indicateurs les plus performants et les moins performants d'Oman dans le Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel

Indicateur	Domaine	Score*	Moyenne mondiale
Conflits internes	Stabilité et non-violence	1	0.85
Cohésion entre les groupes	Cohésion sociale	0.95	0.8
GINI	Égalité horizontale	0.91	0.65
Division des élites	Gouvernance et citoyenneté	0.38	0.38
Responsabilité horizontale	Égalité horizontale	0.38	0.57
Liberté d'expression et responsabilité	Gouvernance et citoyenneté	0.27	0.52
Acceptation du groupe	Liens et Cohérence	0.26	0.46

\* 1 est le score le plus élevé possible et 0 le score le plus bas possible.

Source : UNESCO ; IEP

« Il était d'avis que tout ce qui était valable dans le passé devait être transmis à l'avenir. »

Au lieu d'exclure les chefs tribaux, le sultan les a invités à participer à l'évolution du discours politique, ce qui reflète le respect durable pour les traditions omanaises tout au long de la période de modernisation (Funsch, 2015).

Au sein de la région, Oman se distingue comme un « *bastion de la coexistence* » en raison de la tolérance des différentes sectes de l'islam (France 24, 2017). Oman est le seul pays où la population musulmane ibadite est majoritaire et cette foi y a une longue histoire qui remonte à treize siècles. Les croyances ibadites ont évolué au fil du temps pour embrasser la modernisation et l'inclusivité, en particulier par rapport aux autres sectes musulmanes (Funsch, 2015 ; Singhal, 2012). Funsch (2015) explique comment cela a favorisé un environnement dans l'Oman moderne où les musulmans ibadites, sunnites et chiites prient ensemble et se concentrent davantage sur leurs similitudes que sur leurs différences. La conciliation et la résolution pacifique des différends sont au cœur du discours ibadite et la méthode de médiation ibadite a longtemps été appliquée aux différends entre tribus, aux griefs domestiques et même à la diplomatie extérieure (Leonard, 2017). Ce pluralisme religieux est également mis en évidence dans le gouvernement d'Oman, avec des représentants de chaque secte musulmane occupant des postes de pouvoir et d'autorité, y compris au sein du parlement du pays (Funsch, 2015).

En outre, Oman a été décrit comme une « *nation polyglotte* » (Funsch, 2015) ; une nation abritant de nombreuses langues et ethnies différentes. L'arabe est la langue officielle d'Oman et l'arabe standard moderne est enseigné dans les écoles (Encyclopedia Britannica, 2021c) ; cependant, un certain nombre d'autres langues sont parlées dans tout Oman, comme le montre l'encadré 3.5. Cette diversité est le produit de siècles de migration vers Oman, qui ont contribué à la fondation de l'État omanais (Al-Ismaili, 2018). Les langues d'Asie du Sud sont courantes à Oman et des pages dédiées sont incluses dans les journaux nationaux sur les événements d'actualité, la culture populaire et les rencontres sportives en Inde et au Pakistan (Funsch, 2015).

Les *compétences et valeurs*, mesurées par l'indice d'éducation du PNUD, est un autre domaine du Cadre dans lequel Oman est particulièrement performant. Le rôle de l'éducation est inscrit dans l'article 13 sur les principes culturels de la Loi fondamentale d'Oman qui pose l'éducation comme « *une pierre angulaire du progrès de la société que l'État encourage et s'efforce de diffuser et de rendre accessible à tous* » (Ministère des technologies et des communications, 2019). Au cours des cinq dernières décennies, les initiatives visant à améliorer les perspectives d'éducation ont créé un environnement favorable qui soutient plusieurs des éléments du Cadre à savoir :

- La première université publique, l'Université Sultan Qabus, a été fondée en 1986. Elle a élargi considérablement les possibilités offertes aux étudiants qui se rendaient auparavant dans les pays voisins pour suivre un enseignement supérieur (Chatty, 2000), développant ainsi les *compétences et valeurs* à Oman.
- L'expansion de l'éducation a été une voie cruciale vers une

plus grande inclusion des Omanaises (Chatty, 2000), en particulier dans l'enseignement supérieur, contribuant ainsi à promouvoir l'*égalité horizontale* et à fournir de plus grandes opportunités pour une meilleure *inclusion et représentation*.

- La création d'écoles internationales a attiré des expatriés de nombreux pays, dont le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Inde et le Pakistan. Elle a favorisé les *liens et cohérence*, l'*inclusion et représentation* et la *cohésion sociale* et a créé de nouvelles voies vers une communication transformatrice entre les divers groupes ainsi qu'une volonté d'adopter des points de vue différents.
- De même, les bourses d'études financées par le gouvernement ont encouragé les étudiants à suivre leur cursus à l'étranger (Funsch, 2015) contribuant ainsi à renforcer les *liens et cohérence* par la formation de partenariats internationaux, la participation à des associations et des réseaux plus larges (Funsch, 2015).
- La diversité linguistique est prise en compte dans les écoles omanaises pour aider les élèves à « *développer une attitude plus ouverte* » en rendant l'étude des langues étrangères obligatoire pour tous les élèves à partir de la première année (Al-Maamari, 2016), contribuant ainsi aux *compétences et valeurs* et aux *liens et cohérence*.

L'*égalité horizontale* est un autre domaine dans lequel Oman est particulièrement performant. Cette tendance positive est en grande partie due aux scores relativement élevés de deux indicateurs dans ce domaine : GINI et le *grief communautaire*. La réussite d'Oman en termes de réduction des inégalités de revenus et d'accès aux services et ressources peut être liée à des initiatives de développement inscrit dans le temps, telles qu'« *Oman 2020* ». Annoncée pour la première fois en 1995, cette initiative visait à utiliser les revenus pétroliers pour financer des investissements dans la santé, l'éducation et les services sociaux afin d'améliorer le niveau de vie (*Wrapping up Vision 2020, Solidifying Vision 2040*, 2019). Par conséquent, le développement économique rapide d'Oman a considérablement réduit le nombre de personnes souffrant de faim extrême et la modernisation a amélioré les possibilités d'éducation et d'emploi, en particulier dans les zones rurales (Cavins, 2017).

### 3.6.3 Possibilités d'amélioration et défis à relever

Oman possède une forte capacité au dialogue interculturel ; cependant, des défis subsistent, notamment dans les indicateurs ayant les scores les plus bas qui proviennent de deux domaines structurels, *gouvernance et citoyenneté* et *égalité horizontale*, ainsi que d'un domaine de soutien, *liens et cohérence*. Oman obtient notamment un score inférieur à la moyenne mondiale dans l'indicateur de la *responsabilité horizontale*, ce qui remet en cause sa bonne performance globale dans le domaine de l'*égalité horizontale*.

Comme le montre le tableau 3.5, l'indicateur ayant le score le plus bas est l'*acceptation du groupe*, du domaine *liens et cohérence*. L'acceptation du groupe est mesurée par la question de l'Institut de Sondage mondial Gallup demandant aux personnes interrogées si elles pensent que leur région est un endroit accueillant pour les gays ou les lesbiennes, les

immigrants et les minorités religieuses ou ethniques. La discrimination à l'encontre des personnes LGBTQI+ continue notamment de faire obstacle au dialogue inclusif dans la société omanaise et est soutenue par une législation qui nie les droits sociaux et économiques des personnes LGBTQI+. Certaines de ces lois sont devenues de plus en plus discriminatoires ces dernières années et les relations entre personnes de même sexe peuvent être sanctionnées par une peine allant jusqu'à trois ans de prison, en vertu du nouveau Code pénal (The Penal Law Promulgated by Royal Decree 7/2018, 2018).

En outre, les travailleurs immigrants sont victimes de discriminations sur le marché du travail et dans le système juridique. Par le système de la « *kafala* », les particuliers et les entreprises contrôlent l'emploi et le statut d'immigration des travailleurs immigrants (Robinson, 2021). Ces dernières années, les appels à la réforme se sont multipliés en raison de rapports faisant état d'une exploitation généralisée, de conditions de vie et de travail inadéquates, d'un accès inéquitable aux soins médicaux et à l'assurance maladie et d'abus, notamment envers les travailleuses immigrantes (Amnesty International, 2021 ; McQue, 2021 ; Robinson, 2021). En 2020, l'État a annoncé des amendements aux dispositions existantes du système de « *kafala* » qui entreraient en vigueur en 2021, permettant au travailleur expatrié de changer d'employeur ou de parrain, sans autorisation, après avoir rempli un contrat de deux ans (Business and Human Rights Resource Centre, 2020). Ces modifications visent à renforcer la compétitivité du marché du travail et à résoudre les problèmes actuels (Arabian Daily, 2021). Bien qu'il ait eu quelques progrès récents, la capacité d'Oman à améliorer les *liens et cohérence* et à renforcer le dialogue interculturel dépend de la mise en œuvre de cadres et de lois visant à garantir la protection et l'égalité dans le traitement de divers groupes de la société, notamment les personnes LGBTQI+ et les travailleurs immigrants.

En outre, la violence liée au genre reste un problème important à Oman et il n'existe pas de législation spécifique la criminalisant. Par exemple, la loi omanaise ne traite pas spécifiquement de la violence domestique ou du harcèlement sexuel et ne criminalise pas le viol conjugal (Freedom House 2020). Diverses organisations de la société civile dirigées par des Omanaises ont fait part de leurs préoccupations concernant la violence liée au genre mais en raison des restrictions à la liberté d'expression, beaucoup ont été réduites au silence (Padmaraj, 2020). La *responsabilité horizontale*, du domaine de l'*égalité horizontale* est l'un des indicateurs d'Oman ayant les scores les plus bas, se situant en dessous de la moyenne mondiale. Cet indicateur exprime le degré idéal à atteindre en termes de responsabilité du gouvernement. Il s'agit également d'évaluer, par les organisations de la société civile, dans quelle mesure le pouvoir du gouvernement est tenu pour responsable. À Oman, les faiblesses en matière d'*acceptation du groupe* et de *responsabilité horizontale* interagissent, ce qui montre comment la restriction des libertés et le fait de réduire au silence les organisations de la société civile peuvent exacerber la discrimination fondée sur le genre et, par conséquent, empêcher les femmes de participer au dialogue interculturel.

L'indicateur de *liberté d'expression et responsabilité* mesure la perception des citoyens concernant leur possibilité de participer à l'élection du gouvernement, leur liberté d'expression, leur liberté d'association et la liberté des médias. La loi fondamentale

de 1996 garantit la liberté de la presse et d'opinion, à condition qu'elle ne « mène pas à la discorde publique ou ne porte pas atteinte à la sécurité de l'État » (Bertelsmann Stiftung, 2020). Cependant, dans la pratique, les médias sont confrontés à de nombreuses restrictions et les autorités ont commencé à réprimer les organisations médiatiques dans le sillage du Printemps arabe (BBC News, 2013). Des journalistes ont également fait état de harcèlement pour avoir publié des articles perçus comme critiques à l'égard des ministères du gouvernement (Département d'État des États-Unis, 2020). L'absence de médias libres à Oman entrave le dialogue interculturel en interdisant la diffusion d'informations essentielles au grand public, réduisant ainsi les possibilités de *responsabilité horizontale*.

Dans l'avenir, Oman sera confronté à un défi démographique, ayant près de la moitié de ses citoyens âgés de moins de 19 ans (Valeri, 2020). Selon la Banque mondiale, le taux de chômage des jeunes à Oman était de 11,5 % en 2019 (Organisation internationale du travail, n.d.). En 2018 et 2019, le gouvernement a été confronté à des protestations de jeunes chômeurs et de jeunes diplômés qui sont descendus dans la rue pour protester, contre les taux de chômage élevés et les mesures d'austérité et demander une réforme économique pour davantage d'emplois dans le secteur public (Abouzzohour, 2021). Cet exemple met en lumière les défis qu'Oman pourrait avoir à relever dans le futur afin de s'assurer que sa forte capacité au dialogue interculturel soit durable et qu'elle inclut la population croissante des jeunes. Par conséquent, pour que les futurs défis en termes de développement ne conduisent pas à plus de tensions sociales et politiques, Oman devra trouver des solutions durables pour impliquer la population jeune du pays.

## Conclusion

Oman possède une diversité linguistique, ethnique et religieuse, le pays ayant réussi à faciliter le dialogue interculturel en grande partie en « *imposant l'idée d'une nation omanaise comme cadre collectif d'appartenance* » (Bertelsmann Stiftung, 2020). La grande capacité d'Oman au dialogue interculturel fait suite à des décennies de développement qui ont modernisé le pays et créé un sentiment d'appartenance fondé sur la compréhension interculturelle, la tolérance religieuse et le respect mutuel. Le développement des *compétences et valeurs* a été notamment à la base des progrès d'Oman, facilitant l'autonomisation des femmes et établissant de nouvelles voies pour le dialogue interculturel. Toutefois, Oman est confronté à plusieurs défis afin de garantir la participation de toutes les communautés et de tous les individus au dialogue interculturel. La discrimination à l'égard de certains groupes de la société exclut leur participation au dialogue interculturel, ce qui prive les différents groupes de la possibilité de partager leurs connaissances, de créer des partenariats ou de mener un dialogue transformateur. Les défis démographiques à venir sont susceptibles de créer des obstacles au dialogue interculturel pour les jeunes et d'accroître les tensions, tandis que les moyens limités pour garantir la *responsabilité du gouvernement* entravent le dialogue ouvert et posent des problèmes de confiance envers les institutions publiques. La forte capacité d'Oman au dialogue interculturel devrait permettre d'aborder ces aspects afin de garantir les efforts collectifs de la société et relever les défis de l'avenir.



## Section 4

# Articles de réflexion



## 4.1 Introduction

La section suivante présente cinq articles de réflexion qui examinent les résultats du Cadre pour les politiques et les pratiques soutenant le dialogue interculturel à travers cinq voies (domaines dans lesquels le dialogue interculturel est souvent soutenu ou pratiqué) : l'éducation, les médias et les TIC, la culture et les arts, la gouvernance locale et la planification urbaine, ainsi que la négociation politique. Chaque article, rédigé par des experts de ces différents domaines, examine ce que les données signifient pour les politiques et les pratiques en matière de soutien au dialogue interculturel. Il propose également une série d'exemples et de recommandations qui permettent de mieux comprendre les nouvelles données fournies par le *Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel*. Ils mettent en lumière la diversité des actions possibles pour favoriser le dialogue interculturel et l'impact potentiel de ces actions.

L'article de réflexion sur l'éducation, rédigé par Veronica Boix Mansilla de la Harvard Graduate School of Education (École supérieure d'éducation de Harvard), se penche sur les implications du *Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue Interculturel* dans l'éducation. Boix Mansilla examine comment utiliser le Cadre pour repenser deux piliers fondamentaux de la pratique éducative, *l'idée de l'enfant et le type d'environnements d'apprentissage que nous recherchons*, et examine ensuite comment préparer tous nos jeunes à un monde de plus en plus complexe, diversifié et mobile. Elle propose de passer à une vision écologique située de l'enfant et à un environnement d'apprentissage qui favorise les dispositions au dialogue interculturel, en fournissant des exemples de pratiques pédagogiques réussies afin de mettre en évidence les possibilités existantes.

L'article de réflexion sur les médias et les TIC explore le potentiel des médias et des TIC à contribuer positivement au dialogue interculturel, en examinant ce qui doit être fait dans la pratique tout en évitant les effets négatifs. Rédigé par le Dr Iffat Idris de l'Université de Birmingham, le document se concentre sur les aspects de la représentation, de l'accès et de la participation, ainsi que sur la sensibilisation et la formation, et sur les mécanismes de réglementation et de suivi.

Rédigé par la professeure Alison Phipps de l'université de Glasgow, l'article de réflexion sur la culture et les arts se concentre sur les anomalies du Cadre en ce qui concerne certaines corrélations. Phipps propose des explications sur les raisons de ces anomalies et donne des exemples de leur signification pratique pour les arts et le travail culturel dans les situations humanitaires et dans la construction de la paix. En examinant les domaines du *leadership et organisation* et de la *liberté d'expression*, Phipps fournit

une analyse des caractéristiques clés de ces domaines en relation avec la culture et les arts et montre comment ils peuvent être exploités pour le dialogue interculturel, à l'aide d'exemples concrets.

En analysant les résultats du Cadre, du point de vue de la gouvernance locale et de l'urbanisme, Bob W. White, de l'Université de Montréal, met en évidence, dans son article de réflexion, les principales leçons politiques à en tirer. L'article de réflexion sur la gouvernance locale et l'urbanisme donne un aperçu des pratiques et des politiques interculturelles actuelles dans les villes et met l'accent sur les réseaux d'inclusion. En examinant les résultats du Cadre, White analyse la façon dont les tendances et les corrélations pourraient avoir un impact sur la gouvernance locale et l'urbanisme. Il analyse également la façon dont la promotion du dialogue interculturel est déjà exploitée dans cette voie. Enfin, il détaille les leçons à tirer pour les politiques et les pratiques municipales et présente des conseils pour les recherches et les politiques futures.

L'article de réflexion sur la négociation politique, rédigé par le Dr Tim Murithi de l'Université du Cap, analyse les avantages de l'intégration du dialogue interculturel dans les processus de négociations politiques. À l'aide des études de cas de l'Afrique du Sud et de l'Irlande du Nord, l'article montre comment le dialogue interculturel peut contribuer à améliorer les négociations politiques et fournit des idées clés pour les décideurs politiques.

## 4.2 La voie de l'éducation : Cultiver les bases d'une paix durable

*Rédaction : Dr Veronica Boix Mansilla  
Responsable de recherche au Project Zero  
Harvard Graduate School of Education  
États-Unis*

Nous vivons une époque remarquable. Depuis plus de trois décennies, le monde est témoin d'un processus de mondialisation rapide et inégal, capable de connecter les sociétés comme jamais auparavant et donnant lieu à de nouvelles formes d'interaction mondiale, de compréhension interculturelle, de coopération, de mouvement et d'innovation. La mobilité mondiale, la connectivité numérique et le commerce ont accéléré les rencontres culturelles et les influences mutuelles (Suarez-Orozco 2019). Les 281 millions d'immigrants internationaux d'aujourd'hui sont à la fois en train de transformer et d'être transformés par les sociétés du monde entier (Nations Unies, 2019). Ils enrichissent les répertoires culturels, les langues et les ressources de leur terre d'accueil, tout en contribuant au développement des sociétés qu'ils ont

laissées derrière eux. Ils façonnent des formes dynamiques d'identité transnationale, reliant notre humanité dans un tissu d'interactions quotidiennes avec les autres (Bokova 2019).

Dans le même temps, nous assistons à la montée des inégalités mondiales, de la polarisation politique et des perturbations environnementales. Du cyberharcèlement aux fake news, nous constatons l'utilisation abusive des réseaux numériques censés nous connecter. Les conflits ethnoculturels sont devenus la source la plus courante de violence politique dans le monde depuis la fin de la guerre froide (Kymlicka 1995, Sen 2007). La faiblesse des institutions, les conflits et la violence continuent de pousser des femmes, des hommes et des enfants à quitter leur foyer, entraînant la plus grande crise humanitaire que nous ayons connue depuis la Seconde Guerre mondiale. On assiste à une montée des nationalismes xénophobes et des plateformes nativistes, qui s'enracinent dans le rejet de la diversité en tant que valeur et dans le mépris de la dignité humaine de ceux qui sont considérés comme les « autres ». Ces formes d'« altérité négative » vont à l'encontre du développement sain du potentiel humain individuel et du bien-être de la société. Elles placent les enfants - en particulier ceux issus de l'immigration et des minorités ethniques - dans des situations particulièrement vulnérables, appelant les États et les institutions éducatives à, respectivement, remplir leur obligation de protéger et d'éduquer tous les enfants (Bhabha, 2014 2016).

Que nous réussissions à tirer parti de notre interconnexion mondiale pour construire des sociétés plus justes, plus inclusives et plus durables, ou que nous échouions à le faire, laissant le champ libre à la haine, à la violence et à la déshumanisation, dépend, dans une large mesure, de notre capacité à nous engager dans un dialogue interculturel transformateur. En outre, le maintien du dialogue interculturel dans le futur dépend de notre détermination à nourrir cette capacité parmi les nouvelles générations. L'éducation ne peut assumer seule la responsabilité de combattre l'ethnocentrisme et la xénophobie mais elle peut apprendre à nos jeunes à reconnaître les préjugés culturels, à contester les stéréotypes et à rechercher des liens par-delà les différences. En effet, les écoles et les institutions culturelles sont particulièrement bien placées pour faire avancer ce travail. Elles sont les lieux de rassemblement d'enfants et de familles diversifiés. Elles sont chargées de sélectionner les contenus et les compétences les plus importants à maîtriser pour les enfants, ainsi que de créer les environnements et les expériences qui soutiendront cet apprentissage.

Dans ce contexte, j'examine ici les implications éducatives du *Cadre de l'UNESCO pour Favoriser le Dialogue*

*Interculturel* et de l'étude [ci-après dénommé "Cadre de l'UNESCO"] proposés par l'UNESCO et l'Institut pour l'économie et la paix (IEP). Plus précisément, je postule que, pour préparer tous nos jeunes à un monde de plus en plus complexe, diversifié et mobile, la conceptualisation du dialogue interculturel et les résultats empiriques présentés ici invitent les professionnels de l'éducation à repenser deux piliers fondamentaux de la pratique éducative : (1) *l'idée de l'enfant* (2) *le type d'environnements d'apprentissage que nous recherchons*. En décrivant chaque pilier, je revisite les résultats du Cadre de l'UNESCO et illustre les points clés, par des pédagogies prometteuses, du dialogue interculturel. Je conclus par des recommandations pour les politiques et les pratiques.

#### 4.2.1 Le dialogue interculturel dans l'éducation actuelle

Dans le monde de la politique éducative, l'intérêt pour la promotion du dialogue interculturel est en plein essor. Les gouvernements et les organisations internationales se concentrent sur la valeur potentielle du dialogue interculturel pour préparer les apprenants à vivre ensemble harmonieusement dans des sociétés diverses, à construire des communautés plus équitables et inclusives, à participer à la protection des valeurs démocratiques, à coopérer avec les autres pour faire avancer les objectifs de développement durable et, enfin, à assurer le bien-être personnel et collectif (Barrett et al. 2014, Conseil de l'Europe 2018, Deardorff 2020, Elias et Mansouri 2020, OCDE 2018, UNESCO 2020). Par exemple, le Conseil de l'Europe a articulé les compétences que les apprenants doivent acquérir pour participer efficacement à une culture de la démocratie et vivre ensemble pacifiquement dans des sociétés démocratiques diverses, signalant la pertinence du dialogue interculturel pour les politiques et les pratiques. Le modèle présente le dialogue interculturel comme un dialogue qui a lieu entre des individus ou des groupes qui se perçoivent comme ayant des affiliations culturelles différentes les unes des autres. De même, le cycle 2018 du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), qui s'intéresse aux élèves de 15 ans, a rassemblé des données provenant de 66 pays et économies concernant les compétences globales nécessaires pour vivre dans notre monde interconnecté et en mutation. Ce cadre a considéré la capacité à « s'engager dans des interactions ouvertes, appropriées et efficaces entre les cultures » comme l'une des quatre dimensions de la compétence globale. Dans tous les Cadres et évaluations, les rapports soulignent l'importance et le défi que représentent ces dialogues.

Les praticiens des écoles et des institutions culturelles reconnaissent également l'importance et l'urgence de développer les capacités de dialogue interculturel chez les enfants et les jeunes. Environ 26 % de la population d'âge

scolaire dans les sociétés postindustrielles est composée d'enfants dont au moins un parent est né dans un pays autre que celui dans lequel ils vivent. L'évolution de la démographie des classes fait de la diversité, du multilinguisme, des identités hybrides et du chevauchement des cultures, une nouvelle normalité. Ils font également de l'exclusion, de l'intimidation et de la discrimination une menace plus répandue. De nombreux praticiens se retrouvent mal préparés à répondre à ce nouveau scénario. L'évaluation 2018 des compétences globales de l'OCDE montre que seul un modeste pourcentage d'élèves fréquente des écoles où les enseignants déclarent avoir reçu une formation en matière d'enseignement adapté à la culture (37 %), de communication interculturelle (34 %) ou d'enseignement dans des contextes multiculturels (30 %). Confrontés à l'évolution démographique dans leurs classes, les éducateurs souhaiteraient pouvoir compter, eux aussi, sur un minimum de compétences interculturelles pour faciliter les conversations difficiles et comprendre les enfants dont ils ont la charge.

Dans ce contexte, comment pouvons-nous traduire des aspirations politiques plus larges en principes pratiques et en conceptions pédagogiques viables ? En outre, comment pouvons-nous le faire en nous appuyant sur le Cadre de l'UNESCO et sur ses résultats ?

Le Cadre de l'UNESCO rend compte des forces qui créent des environnements favorables à un dialogue interculturel efficace au sein d'une société et qui ont le potentiel de contribuer à des résultats positifs tels que la prévention des conflits, la promotion de la paix et la protection des droits humains. Les forces comprennent les éléments macrosociaux et/ou institutionnels qui permettent ou entravent le dialogue interculturel, c'est-à-dire la *stabilité et non-violence*, la *gouvernance et citoyenneté*, la *liberté d'expression*, l'*égalité horizontale* et la *cohésion sociale*, ainsi que les domaines de soutien tels que l'*inclusion et représentation*, le *leadership et organisation*, les *liens et cohérence* et les *compétences et valeurs*. Observées à travers le prisme de l'éducation, les données et l'analyse du cadre proposent deux invitations pertinentes à repenser la pratique éducative : la reformulation de notre *idée de l'enfant* et celle des *environnements d'apprentissage*.

#### 4.2.2 Invitation 1 : Reformuler notre idée de l'enfant : Vers une vision écologique située.

Dans leur analyse, l'UNESCO et l'IEP démontrent que les facteurs permettant le dialogue interculturel présentent des qualités systémiques. En d'autres termes, pris dans leur ensemble, les domaines structurels macro-sociétaux comme la *stabilité et non-violence*, la *gouvernance et citoyenneté*, la *liberté d'expression* et l'*égalité horizontale*

d'un pays, ont à la fois un impact et sont impactés par des domaines au niveau micro tels que les *compétences et valeurs*, l'*inclusion et représentation*, le *leadership et organisation* et les *liens et cohérence* des participants au dialogue. Le rôle significatif attribué au contexte et aux institutions dans lesquels l'éducation au dialogue interculturel se déroule est particulièrement important dans le contexte des pratiques scolaires qui se concentrent sur le programme, la pédagogie, l'évaluation et la formation des enseignants et qui considèrent trop souvent le monde entourant les salles de classe et les écoles comme un épiphénomène, ou comme les destinations futures des diplômés en matière de marché du travail et de participation civique. Au contraire, la qualité systémique des conditions documentées par le Cadre de l'UNESCO nous invite à recadrer la relation entre le monde et la pratique éducative comme étant mutuellement constitutives - le monde entre dans nos salles de classe avec nos élèves (et nous-mêmes). Il est particulièrement intéressant pour les pratiques éducatives dans des sociétés de plus en plus dynamiques, multi et interculturelles, de *comprendre les enfants et les jeunes à travers un prisme écologique*, c'est-à-dire de comprendre que les expériences formatrices des enfants et leur sens du soi sont façonnés par leurs interactions réciproques permanentes avec leurs micro-environnements tels que ceux que nous créons dans les écoles et les macro-environnements de forces culturelles, politiques, économiques et historiques dans lesquels ils vivent.

Une vision située et écologique (Bronfenbrenner 1994 2006, Lave, 1991) nous invite à reformuler l'idée de l'enfant qui guide la pratique quotidienne de l'éducation. Il s'agit de ne plus considérer les enfants uniquement comme « cet élève de deuxième année » ou « cet élève de mon cours de mathématiques », c'est-à-dire de dépasser les descripteurs qui mettent en avant leur rôle et les attentes en matière d'acquisition de connaissances dans nos institutions éducatives actuelles. Au contraire, vus à travers un prisme situé et écologique, les enfants deviennent des agents sociaux et culturels, dont l'apprentissage et le développement sont informés par et informent les contextes dans lesquels ils grandissent. Grâce à cette vision écologique, les éducateurs continuent de tenir compte des *caractéristiques individuelles* de l'enfant, à savoir son âge, son genre, sa nationalité et ses identités, lorsqu'ils conçoivent l'enseignement. Ils s'intéressent également aux *micromondes* de l'enfant : les traditions culturelles de la famille, les pairs et les communautés, l'école et le climat du quartier. Ils prennent également en compte les *influences externes*, telles que les messages que l'enfant reçoit par le biais des médias, les politiques locales, le statut juridique et les droits, ainsi que les *contextes macro*, y compris des facteurs tels que la cohésion sociale, la gouvernance, le contexte historique, la situation géopolitique et le climat culturel/politique

vis-à-vis de la diversité et de la possibilité de dialogue au-delà des différences. *En somme, une approche située et écologique de notre pratique éducative met en lumière le fait que les dynamiques micro et macro avec des propriétés systémiques déterminent, en même temps, les conditions de possibilité du dialogue interculturel et du développement de l'enfant.*

Considérons les contextes au niveau micro dans lesquels évoluent les apprenants. Les éducateurs travaillant dans des classes de plus en plus diversifiées reconnaissent que l'engagement d'enfants dont la culture, la langue et les croyances diffèrent des leurs, exige de chercher à mieux comprendre ces enfants et leurs contextes et exige également de créer un espace pour les langues, les pratiques culturelles et les croyances des enfants dans la classe. Pourtant, trop d'écoles dans le monde affichent un habitus monoculturel et monolingue qui interrompt toute possibilité pour le dialogue interculturel de faire preuve d'inclusion et représentation. Une telle vision du monde privilégie l'uniformité linguistique et culturelle et considère la diversité comme un problème (Gogolin, 2002 ; Ruíz, 1984). À l'école, de nombreux élèves sont évalués comme étant « déficients » dans la langue dominante et les normes culturelles de la société (l'anglais aux États-Unis). En même temps, leurs atouts multilingues et

multiculturels sont rendus invisibles et leurs histoires et parcours personnels ne trouvent aucune place dans les conversations en classe. À l'inverse, lorsque les éducateurs valorisent les cultures et les langues d'origine des enfants et lorsqu'ils honorent la capacité des enfants à établir une passerelle entre les cultures et les communautés discursives, ils sont plus susceptibles de créer des environnements d'apprentissage fertiles pour la compréhension et le dialogue interculturels. Lorsque de telles interactions sont rendues visibles, qu'elles font partie du tissu ou de l'éthique d'une classe et qu'elles sont maintenues dans le temps, les éducateurs créent de réelles opportunités de transformer la disposition des jeunes au dialogue interculturel à l'école et en dehors. Les résultats du Cadre de l'UNESCO suggèrent que la création de telles conditions pourrait profiter d'un leadership habile, d'une inclusion et d'une représentation proactives de divers groupes culturels dans les écoles et les classes, ainsi que d'un lien proactif avec divers groupes culturels pour enrichir l'expérience de l'enfant.

Les forces au niveau macro sont importantes. Elles impliquent des questions de pouvoir et d'influence. Les enfants ne sont pas à l'abri des discours d'exclusion dominants qui imprègnent nos sociétés. Ils intériorisent ces messages, ce qui entraîne souvent des conséquences

FIGURE 4.1

### Une vision écologique de l'enfant ainsi que des facteurs structurels et des facteurs de soutien permettant (ou empêchant) le développement des dispositions au dialogue interculturel



dévastatrices sur leur santé mentale. La prise de conscience de ces influences peut préparer les éducateurs à atténuer leur impact sur les enfants (Rogers, 2019). Les éducateurs peuvent nourrir des valeurs de dignité humaine et d'appréciation de la diversité dès le début de la vie. Ils peuvent inviter les jeunes à aborder les forces d'exclusion de manière critique dans l'ensemble du programme scolaire, par le biais de leur enseignement de la littérature, de l'histoire, de la littérature, des sciences ou des arts. Ils peuvent préparer les élèves à valoriser et à protéger la *liberté d'expression*. En outre, le fait de considérer l'enfant dans des contextes macrosociétaux pourrait inviter les éducateurs à réagir de manière proactive aux différences de pouvoir entre les populations d'apprenants. Les inégalités prennent des formes multiples. Elles entrent en jeu dans les micro-interactions d'une classe lorsque, par exemple, les barrières linguistiques empêchent l'expression égale des idées. Mais elles se manifestent aussi dans les dynamiques géopolitiques héritées des colonialismes ou dans l'impact différentiel du changement climatique, par exemple. Si l'on veut que le développement des capacités de dialogue interculturel chez les jeunes débouche sur des sociétés plus justes, plus inclusives et plus durables, les éducateurs devront peut-être tenir compte des grandes différences structurelles de pouvoir, en aidant les enfants à comprendre leur propre place le long des multiples axes d'inégalité et en les aidant à reconnaître et à agir dans leurs sphères d'influence (Boix Mansilla 2020).

Ici aussi, les résultats du Cadre de l'UNESCO permettent aux éducateurs d'intervenir à différents niveaux de l'écosystème de l'enfant avec une précision éclairée. Par exemple, les analyses soulignent la forte corrélation entre les domaines structurels permettant le dialogue interculturel et les résultats liés à la paix. Les enfants profitent d'une croissance dans des contextes de *stabilité et non-violence*, où des institutions gouvernementales de confiance sont en mesure de garantir les droits des citoyens, y compris, par exemple, de garantir une éducation de qualité pour tous les enfants, dans une situation démographique changeante, ainsi que des formations spécialisées dans le domaine interculturel pour les enseignants, afin de répondre à la demande. Les enfants et leurs familles sont susceptibles de bénéficier d'une culture plus large en matière de *liberté d'expression* et de diffusion ouverte des connaissances, qui favorise le respect des droits humains et du pluralisme. L'attention portée aux domaines structurels et aux domaines de soutien du dialogue interculturel est particulièrement pertinente lorsqu'elles sont absentes ou affaiblies. Par exemple, lorsque la violence, l'instabilité, le manque de liberté d'expression et l'exclusion deviennent institutionnels, ils empêchent un dialogue interculturel sain chez les adultes et ont un impact direct sur les jeunes. La figure 4.1 présente la vision écologique proposée de l'enfant et les forces dominantes qui peuvent favoriser ou

entraver le développement du dialogue interculturel parmi les systèmes individuels, micro et macro dans lesquels la vie d'un enfant se déroule.

## Mise en pratique

À quoi pourraient ressembler des pédagogies ancrées dans une vision écologique de l'enfant et dans le changement de mentalité proposées ici ? Considérez les images suivantes de la pratique :

### De la grammaire anglaise aux portraits d'enfants.

L'histoire d'Hamdi a marqué le début d'une signature pédagogique centrée sur le portrait. Son enseignante a relevé le défi de chercher à comprendre la vie de cet enfant dans son contexte et à travers de multiples points de vue. Elle a pris le temps de converser avec lui, de parler avec sa famille, d'entendre parler des belles traditions orales et de la poésie qui lient les gens entre eux et du départ tragique de la famille. Cela a donné à cette enseignante, à Hamdi et, finalement, à toute la classe, l'occasion de commencer à construire des ponts interculturels qui allaient finalement transformer la pédagogie des enseignants. Le pont qu'ils ont créé n'était pas fondé sur l'échange efficace d'informations fixes sur la Somalie et les États-Unis. Il ne s'agissait pas de créer un résumé culturel sur la Somalie. Ils ont plutôt mis en place un processus dans lequel la confiance et la découverte mutuelles se sont développées grâce au va-et-vient d'interactions authentiques. Ce processus s'est déroulé dans le contexte d'une institution éducative cherchant à adopter des mentalités pluralistes, où les enseignants ont eu l'occasion de se familiariser avec des méthodes d'enseignement adaptées à la culture. Ils ont appris à rester ouverts aux interactions, avec la vie personnelle et intime d'un enfant en dialogue avec les macro-forces qui façonnent sa vie, même si elles lui sont encore invisibles. Hamdi, sa famille et son enseignante ont créé des opportunités pour le dialogue interculturel comme forme d'engagement dans le respect mutuel, l'empathie et la volonté de comprendre les points de vue et les expériences de chacun. Les interactions avec Hamdi sont restées dans l'esprit de cette enseignante comme un rappel permanent du pouvoir transformateur du dialogue. Depuis lors, elle s'est engagée à donner la priorité aux relations, à la prise de point de vue empathique et à la compétence interculturelle dans sa classe de plus en plus diversifiée.

### Préparation au dialogue interculturel sur des terrains géopolitiques

Un programme populaire d'apprentissage de l'anglais pour les enfants âgés de 8 à 11 ans au Brésil, il y a quelques décennies, illustre l'importance d'une préparation au

dialogue interculturel situé à l'échelle mondiale. Les anthropologues qui ont participé à sa création ont compris que le Brésil faisait partie du Sud en développement et ont pris en compte le syncrétisme historique racial, culturel et religieux du pays. Conscient du contexte et des relations de pouvoir mondiales qui l'entourent, l'objectif déclaré du programme était que les enfants apprennent à apprécier la richesse de la diversité naturelle et culturelle de leur pays et apprennent à utiliser la langue anglaise pour partager leurs histoires avec le monde et collaborer avec d'autres pour la préserver. Dans le cadre de ce programme, les enfants et les éducateurs se sont préparés au dialogue interculturel en apprenant à prendre en compte la dignité humaine de leur peuple et la diversité culturelle du Brésil (des pratiques traditionnelles des habitants de l'Amazonie aux rituels afro-brésiliens honorant la déesse des mers, en passant par le skateboard métissé des jeunes des mégapoles). Préparant à exprimer des histoires qui sont trop souvent invisibles, exotisées ou essentialisées dans la sphère mondiale, la compréhension par les enfants de la diversité naturelle et culturelle du Brésil était essentielle pour faire progresser l'égalité horizontale ainsi que la représentation et l'inclusion dans le dialogue interculturel. Le programme a rompu avec les

discours de pouvoir établis par la dynamique Nord-Sud (Appiah 2006, Andreotti, 2006). Il a créé un ensemble de conditions inédites pour l'engagement entre les apprenants brésiliens de l'anglais et leurs pairs natifs du Nord, afin qu'ils interagissent sur la base d'un respect mutuel et d'un désir de considérer des points de vue multiples avec une égale considération.

L'exemple illustre comment des interventions au niveau du leadership institutionnel et, dans ce cas, éducatif, capable de situer la pratique de la scolarisation dans l'hémisphère sud, ont incité à préparer des générations d'apprenants de langue anglaise disposés à voir le monde en termes plus horizontalement égaux, à l'encontre de la tendance générale selon laquelle les pays à revenu plus élevé affichent des scores plus élevés en matière de dialogue interculturel. En outre, sur la base des résultats du Cadre de l'UNESCO, des initiatives politiques peuvent être conçues pour renforcer les conditions du dialogue interculturel au Brésil. Les exemples incluent la promotion de la *stabilité et non-violence* dans les communautés multiculturelles tout en créant des espaces de dialogue et d'échange.

#### 4.2.3 Invitation 2 : Reformuler notre idée de l'apprentissage : De l'enseignement des compétences au développement des dispositions au dialogue interculturel

Dans l'analyse de l'UNESCO et de l'IEP, le domaine des *compétences et valeurs* du dialogue interculturel se rapporte à la « *capacité à reconnaître les différences culturelles, à changer de point de vue sur les autres et à activer les structures et les forces démocratiques pour faire face aux inégalités horizontales entre les divers groupes au sein des sociétés* ». L'importance de l'enseignement des *compétences et valeurs* pour le dialogue interculturel est soulignée par sa forte corrélation avec les domaines macro-structurels tels que l'égalité horizontale, la gouvernance et citoyenneté, la stabilité et non-violence (Cederman, Weidmann, et Gleditsch 2011). Des efforts accrus pour enseigner les *compétences et valeurs* semblent également nécessaires à la lumière des différences significatives dans les « scores » moyens entre les pays à haut et à faible revenu, où le domaine associé au dialogue interculturel le plus inégalement réparti est les *compétences et valeurs*.

L'enseignement du contenu, des compétences et des valeurs est ce que font les écoles du monde entier, ce qui fait des *compétences et valeurs* un point d'entrée particulièrement perméable pour les éducateurs qui abordent l'architecture du Cadre de l'UNESCO. Cependant, le développement des compétences et des valeurs pour le dialogue interculturel, dans le but de participer à des sociétés de plus en plus hétérogènes, exige une attention

### Une vision écologique : moment de réflexion

Choisissez un enfant dans votre institution et examinez comment une vision écologique de cet enfant pourrait contribuer au développement de ses capacités et dispositions au dialogue interculturel.

1. Que savez-vous ou auriez-vous besoin d'apprendre sur les qualités que cet enfant apporte à l'apprentissage de la participation au dialogue interculturel ?
2. Quelles influences au niveau micro dans la vie de cet enfant pourraient favoriser ou entraver sa capacité à s'engager dans le dialogue entre les cultures ? Quelles sont les actions que vous pourriez entreprendre pour répondre à ces influences, compte tenu des forces dominantes décrites par le Cadre de l'UNESCO ?
3. Quels sont les niveaux exo, macro et chrono du système qui semblent favoriser ou entraver le développement de cet enfant en tant qu'agent du dialogue interculturel ? Quelles sont les deux ou trois opportunités d'intervention que vous voyez maintenant ?

délibérée aux capacités spécifiques à cibler (par exemple, reconnaître les différences culturelles, changer de point de vue sur les autres, affronter les inégalités, activer les processus démocratiques) ainsi qu'aux types de pédagogies qui les fourniront. Ces dernières années, les gouvernements et les organisations internationales ont proposé une série de cadres répertoriant les connaissances, les aptitudes, les valeurs et les attitudes associées à la compétence interculturelle, au dialogue et aux valeurs démocratiques (Conseil de l'Europe 2016.). Cela va des valeurs telles que la dignité et les droits humains aux attitudes d'ouverture à l'altérité culturelle, en passant par des compétences comme l'apprentissage autonome et l'empathie, ainsi que la connaissance et la compréhension critique de la politique mondiale et des droits humains, pour n'en citer que quelques-unes.

Les résultats de l'évaluation PISA 2018 de l'OCDE sur la compétence globale suggèrent que les élèves sont généralement conscients des compétences nécessaires pour communiquer au-delà des différences culturelles et linguistiques. Il s'agit notamment d'écouter attentivement, de parler lentement et clairement, de vérifier sa compréhension et de s'expliquer avec un langage simple. Pourtant, le dialogue interculturel est plus qu'un échange verbal. À l'instar des résultats du Cadre du dialogue interculturel, le rapport de l'OCDE suggère que le dialogue repose sur un intérêt, un respect et une curiosité véritables et qu'il est généralement renforcé par le contact avec des personnes d'autres cultures. Il suggère aussi que le multilinguisme constitue une fenêtre sur le monde et sur les autres.

Mais qu'est-ce qui constitue un apprentissage de qualité des compétences et valeurs de ce type ? Comment l'apprentissage du dialogue interculturel peut-il être cultivé de manière à augmenter la probabilité que ses effets dépassent les limites d'un test, d'une classe ou d'une école ? Plus important encore, comment le développement des capacités au dialogue interculturel chez nos jeunes pourrait-il leur permettre de contribuer à la promotion d'une culture du dialogue interculturel dans leurs communautés et dans la société en général ?

La deuxième invitation que le cadre et l'étude du dialogue interculturel proposent implique de reformuler le type d'apprentissage que nous recherchons et, parallèlement, les environnements d'apprentissage qui le nourriront. Pour tenir la promesse qui consiste à promouvoir la paix, les valeurs démocratiques et une citoyenneté fondée sur l'égalité des droits, nos institutions éducatives devront se concentrer sur un apprentissage de grande envergure. Les conceptions de l'apprentissage ancrées dans la maîtrise de compétences isolées, dans la mémorisation de connaissances et dans des leçons occasionnelles sur les valeurs et les attitudes seront probablement insuffisantes,

tout comme les activités conçues dans le seul but de répondre aux exigences de la scolarité. Le dialogue interculturel nous invite à faire entrer notre monde diversifié dans la salle de classe et à faire entrer l'apprentissage dans le monde. De nouvelles qualités d'apprentissage sont nécessaires : un apprentissage **pertinent** - par rapport au monde de l'enfant et à nos sociétés de plus en plus hétérogènes, **profond** - invitant les jeunes à développer des capacités de recherche critique dans toutes les disciplines, et fondamentalement **durable** - c'est-à-dire le type d'apprentissage qui restera avec les jeunes après qu'ils auront quitté leur salle de classe et leur école, alors qu'ils poursuivent leur vie, grandissent et participent à la création de sociétés plus pacifiques, inclusives et durables. C'est à cette dernière caractéristique de l'apprentissage que nous allons nous intéresser (Boix Mansilla et Chua 2017).

Nous entrons dans une vision de l'apprentissage centrée sur les « **dispositions** ». De ce point de vue, lorsqu'ils apprennent à s'engager dans le dialogue interculturel, les élèves peuvent développer la *capacité* d'adopter un point de vue avec empathie et le faire sur demande dans le cadre d'un devoir scolaire ou d'une discussion en classe. Cependant, il n'est pas rare que ces mêmes élèves ne parviennent pas à appliquer cette capacité dans le monde extérieur de l'école, lorsqu'ils n'y sont pas invités. Il est nécessaire de développer une **sensibilité** aux opportunités de mise en œuvre de leurs capacités et une **inclination** à le faire au fil du temps (Perkins et al., 2000, Boix Mansilla, 2018). Vu sous l'angle des **dispositions**, l'apprentissage ne consiste pas seulement à maîtriser une compétence comme la prise de recul ou à posséder une valeur comme la dignité humaine. Il s'agit de *devenir le genre de personne qui prend du recul et incarne ces valeurs dans de multiples contextes, de manière impromptue et habituelle*. Lorsque les éducateurs concentrent leur attention sur le développement des dispositions au dialogue interculturel, ils cherchent à obtenir un apprentissage transformateur et *durable*.

Sur le plan pédagogique, les dispositions se développent par **enculturation** (Lave, 1991). En d'autres termes, les élèves ne développent pas les dispositions au dialogue interculturel par le biais de leçons occasionnelles sur la prise de recul, d'un cours sur la migration ou d'un événement scolaire annuel mais par une participation permanente à des classes culturelles dans lesquelles le dialogue interculturel est visiblement valorisé et largement pratiqué. Autrement dit, pour cultiver ces dispositions au dialogue interculturel, les éducateurs doivent faire du dialogue interculturel une routine et une partie intégrante de la vie quotidienne dans la classe, c'est-à-dire « la façon dont nous nous engageons les uns avec les autres dans cette classe/école ». En fait, créer une culture de dialogue interculturel dans une classe ou une

école implique de tenir compte des multiples messages explicites et tacites que les enfants reçoivent en entrant dans les institutions éducatives. Par exemple : Que révèle l'espace de l'école sur les personnes dont le travail ou les idées comptent (par exemple, ceux des enfants) et sur la façon dont les diverses cultures doivent être considérées ? Combien de temps est alloué au dialogue interculturel dans la journée d'un élève ? Quelles sont les possibilités formelles et informelles pour les élèves de participer au dialogue interculturel dans le cadre de leur programme d'études, à l'école et en dehors, et de mieux identifier les possibilités d'appliquer ce qu'ils ont appris ? Le langage utilisé en classe est-il un modèle de dialogue interculturel pour les élèves, fixant des attentes et donnant l'habitude aux élèves de faire de même ? Est-ce par une participation continue à une culture de classe ou d'école dans laquelle le dialogue interculturel est une routine que les élèves intériorisent les capacités cibles du dialogue interculturel de manière durable ? Finalement, ils en viennent petit à petit à considérer ces capacités comme faisant partie de leur identité (Ritchhart, 2015).

### Mise en pratique

À quoi pourraient ressembler les pédagogies et les programmes qui s'appuient sur les dispositions au dialogue interculturel et dans le changement de mentalité proposés ici ? Considérez les images suivantes de la pratique :

#### *Créer une culture du dialogue interculturel dans toute l'école*

Ces dernières années, l'école primaire publique d'une ville accueillant des familles de réfugiés d'Afrique du Nord, d'Asie et du Moyen-Orient a mis en place le programme « Rise and Shine ». Chaque matin, le programme réunit enfants et adultes pour une arrivée précoce à l'école. Les enseignants, les parents et les membres de la communauté enseignent le perlage, le yoga, la cuisine, l'art, l'écriture, le tricot, les danses internationales et les jeux liés aux mathématiques. Plusieurs langues sont parlées et des amitiés se nouent au cours de ces classes matinales de 40 minutes, que les enfants suivent par choix et dans toutes les classes. Le programme renforce le sens de la communauté et prépare les élèves à apprendre dans la joie. Une salle de l'école est réservée aux mères d'origine immigrée, principalement de Somalie et du Sud-Soudan, pour qu'elles se réunissent et cousent ensemble autour d'un café et d'une conversation. Des programmes tels que « Rise and Shine » contribuent à créer une culture d'école dans laquelle la célébration de la diversité communautaire, la prise de recul et la dignité humaine font partie de l'air que respirent les enfants et les adultes.

#### *Intégrer le dialogue interculturel au tissu de l'apprentissage quotidien*

Depuis des années, les enseignants du monde entier

utilisent des « routines de pensée » comme outils pédagogiques pour développer des « dispositions à la réflexion » à tous les âges et dans toutes les disciplines. Les routines de pensée contribuent à la création d'une culture du dialogue interculturel en proposant des micro-interventions pédagogiques qui incluent l'utilisation systématique et omniprésente de questions ouvertes soigneusement élaborées ou de séries de questions conçues pour favoriser des habitudes de pensée spécifiques. Par exemple, lorsque des questions telles que « Qu'est-ce qui te fait dire ça ? » ou « Comment pourrais-tu dire ça autrement et pourquoi ? » sont posées régulièrement dans le parcours éducatif d'un enfant, elles deviennent des attentes intériorisées et des capacités de raisonnement étayées de preuves et une conscience métacommunicative (Boix Mansilla 2016, Ritchhart, 2011). Les routines de pensée conçues pour cultiver la prise de recul comprennent, par exemple, le « cercle de points de vue », où les enfants sont invités à voir une question en adoptant divers points de vue, puis à réfléchir aux connaissances acquises au cours de cet échange. La routine « step-in, step-out, step-back » invite les enfants à imaginer le point de vue d'une autre personne, à se demander ce qu'ils devraient savoir pour mieux comprendre ce point de vue et à réfléchir à ce qu'ils apprennent sur eux-mêmes, leurs préférences et leurs préjugés en observant leurs propres efforts pour prendre du recul. La routine appelée « chercher à voir » illustre probablement le mieux la prévention des conflits, l'affirmation de la dignité et la paix. Elle consiste à inviter les jeunes à examiner une photographie ou une peinture représentant une personne susceptible de rester invisible ou d'être la cible de discriminations dans leur société et après un moment d'observation attentive, à apprendre à orienter leur regard vers la reconnaissance de la dignité de cette personne en suivant une invitation en quatre étapes :

1. « Je cherche à voir les nombreuses émotions que cette personne peut ressentir dans ce contexte ».
2. « Je cherche à voir ses forces, ses atouts culturels et ses pouvoirs. »
3. « Je cherche à voir les liens humains entre cette personne et moi-même. »
4. « Je cherche à voir les mots qui décrivent la dignité humaine de cette personne ».

Grâce à l'utilisation de cette routine particulière qui est employée fréquemment avec des portraits ou des provocations pris dans la littérature, l'histoire, l'art, l'actualité ou des scènes de la cour de récréation de l'école, les jeunes ont l'occasion de créer une disposition à la prise de recul, à l'égalitarisme et à la valeur de la dignité humaine qui sont des conditions essentielles pour le dialogue interculturel. (Boix Mansilla, Suarez Orozco, Wilson 2021). En cas de réussite, les enfants auront intériorisé une disposition à « chercher à voir », en

trouvant de multiples occasions d'orienter délibérément leur regard vers la dignité, vers une justice de reconnaissance. S'ils y parviennent, ils « chercheront à voir » sans y être incités et avec le temps, ils deviendront « le genre de personne » qui rompt avec les discours discriminatoires dominants.

#### 4.2.4 Pour aller plus loin

En résumé, si l'on veut que l'éducation des générations futures tienne sa promesse de contribuer à des sociétés plus pacifiques et durables, l'éducation au dialogue interculturel n'est pas un luxe, mais une nécessité, voire une urgence. L'architecture du Cadre de l'UNESCO apporte un éclairage utile sur la promesse d'une éducation au dialogue interculturel et sur sa relation avec les résultats en termes de paix. Les résultats empiriques qui l'accompagnent soulignent l'opportunité d'une approche systémique pour y parvenir. En identifiant des domaines structurels et des domaines de soutien tels que la *cohésion sociale*, la *liberté d'expression* et le *leadership et organisation*, pour ne citer qu'eux, comme étant des conditions permettant de renforcer le dialogue interculturel et en montrant leur interrelation mutuelle, le Cadre de l'UNESCO offre des points d'entrée productifs pour l'action. Le cadre et les résultats nous aident à anticiper, par exemple, le fait que des politiques visant une croissance inclusive plus grande et orientant vers l'égalité horizontale peuvent créer de meilleures conditions pour le dialogue interculturel. De même, les dispositions institutionnelles locales peuvent favoriser, au niveau micro, les dynamiques interpersonnelles de leadership et de développement des compétences axées sur le dialogue interculturel.

J'ai proposé que, dans le domaine de l'éducation, le Cadre du dialogue interculturel nous invite à reconsidérer notre image de l'enfant, à favoriser une vision écologique qui situe, dans un contexte plus large, ses capacités au dialogue interculturel en développement. J'ai soutenu qu'il nous invite également à reconsidérer la nature de l'apprentissage, à privilégier les « dispositions transformatrices » plutôt que les « compétences isolées » et à opter pour « l'enculturation dans des habitudes de dialogue interculturel » plutôt que pour des « pédagogies basées sur la transmission » ou des « programmes d'études autonomes basés sur les compétences » comme approches pour un apprentissage pertinent, profond et durable. Les implications de ces changements d'état d'esprit pour les praticiens, les décideurs et les dirigeants sont importantes.

Les parents et les enseignants doivent prendre conscience que les enfants et les jeunes sont très perméables aux conditions macro qui favorisent ou entravent le dialogue interculturel. Ils ont le choix quant à la manière de gérer

ces influences, qu'il s'agisse de protéger les plus jeunes des messages publics toxiques, de créer des espaces sûrs et courageux à la maison et à l'école pour que les jeunes puissent examiner ces messages d'un œil critique et contester ouvertement le langage discriminatoire ou excluant. Les enfants et les jeunes tireront avantage de pouvoir grandir dans des espaces où ils sont eux-mêmes respectés en tant que participants au dialogue interculturel, capables de considérer des points de vue différents et d'exprimer et calibrer les leurs. Les experts en programmes scolaires sont invités à apporter une meilleure compréhension des diverses cultures, des problèmes locaux et mondiaux, des dilemmes contemporains et des perspectives dans la salle de classe ainsi qu'à insuffler au programme des exemples de dialogue interculturel, passés, présents et futurs. Des exemples de dialogue interculturel réussis et ratés aideront les enfants à considérer les multiples conditions, facteurs de soutien et dispositions personnelles qui rendent le succès possible, ainsi que les coûts humains et environnementaux de l'échec du dialogue.

De même, les éducateurs peuvent opter pour des pédagogies transformatrices telles que celles décrites ci-dessus, qui font du dialogue interculturel et des capacités cognitives et émotionnelles qu'il exige, une partie du tissu de l'expérience quotidienne dans les classes, les écoles ou les musées. Les communautés scolaires peuvent collaborer afin de créer des espaces qui incarnent une culture de respect des diverses trajectoires de vie, favorisant la coopération, la résolution collective des problèmes et la résolution des conflits. Les éducateurs et les communautés peuvent accueillir dans leurs classes des changements démographiques qui améliorent les possibilités pour les jeunes d'entrer en contact avec des personnes d'autres cultures, de les comprendre et d'échanger avec elles. Ici aussi, il est essentiel de prêter attention à la liberté de parole et d'expression culturelle dans les institutions éducatives, ainsi qu'aux formes de leadership qui donnent l'exemple du dialogue interculturel et des valeurs d'empathie, de respect et de démocratie qu'il incarne. Les décideurs politiques peuvent soutenir directement le dialogue interculturel dans l'éducation par le biais d'une législation qui préconise des formations spécialisées et des interactions entre école et communauté pertinentes et systémiques.

Pour réussir, les efforts visant à développer les dispositions au dialogue interculturel chez nos jeunes devront mettre à mal notre propension profondément ancrée à construire (et à polariser) des dynamiques binaires de « nous et eux », ainsi que les conditions profondément inégales dans lesquelles le dialogue interculturel se développe dans le monde. Nous savons que lorsque la discrimination fait partie de la culture d'une institution, les élèves peuvent développer des attitudes discriminatoires envers ceux qui

sont différents d'eux. Mais nous savons aussi que l'inverse est vrai. La promesse d'un enseignement de qualité du dialogue interculturel réside précisément dans son engagement délibéré à ouvrir les esprits et à créer des conditions d'apprentissage et de dialogue plus justes et plus équitables pour tous.

### 4.3 La voie des médias et des TIC

*Contribution du Dr Iffat Idris  
Chargé de recherche  
Université de Birmingham  
Royaume-Uni*

#### 4.3.1 Introduction

##### L'importance des médias et des TIC dans la promotion du dialogue interculturel

Le récent tollé provoqué par les allégations de racisme de l'ancien joueur de cricket du Yorkshire, Azeem Rafiq et, plus généralement, l'attention considérable suscitée par l'événement dans les médias et sur les réseaux sociaux, ont déjà entraîné un changement radical des attitudes et des pratiques dans le cricket<sup>11</sup>. Les clubs de tous niveaux, ainsi que les instances dirigeantes du sport, sont contraints de reconnaître le problème et de lui chercher une solution. D'autres joueurs de couleur ont pu se manifester et partager leurs expériences. L'ECB (England and Wales Cricket Board) a mis en place une ligne d'assistance téléphonique. Rafiq estime que le racisme dont il a été victime l'a fait passer à côté d'une carrière prometteuse dans le cricket. Il espère que sa prise de parole amènera un changement et permettra aux personnes issues des minorités qui lui succéderont de réussir dans ce sport.

Cet exemple montre l'impact positif que les médias et les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent avoir sur la promotion du dialogue interculturel. Il illustre le pouvoir d'influence qu'exercent les médias et les TIC sur la pensée et le comportement. L'argument selon lequel « le racisme n'est pas inné mais induit par le discours et la communication » (Conseil de l'Europe, s.d. p. 11) s'applique à toutes les formes d'intolérance envers d'autres groupes (qu'elles soient fondées sur la race, l'ethnie, la religion, l'orientation sexuelle, etc.). À cet égard, les médias et les TIC jouent un rôle de premier plan. Un rapport récent de McKinsey & Company (Dunn et al, 2021, p.2) affirme que les films et la télévision « peuvent grandement influencer la formation et le renforcement des croyances et des attitudes culturelles concernant la race, tant aux États-Unis qu'à l'échelle internationale ». Une fois encore, ce commentaire s'applique à « l'autre » sous toutes ses formes.

Cette influence disproportionnée s'explique en grande partie par le temps considérable que les personnes consacrent aux différentes formes de médias et de TIC. En 2015, le résident américain moyen a consommé en moyenne 15,5 heures de médias traditionnels et numériques par jour ; les enfants (8-12 ans) en ont consommé en moyenne six heures par jour, et les adolescents neuf (Yuen, 2015). Yuen (2015) souligne que « ce volume ahurissant de consommation des médias façonne notre vision du monde dans lequel nous vivons. Bien qu'elles soient en grande partie fictives, les images à l'écran peuvent façonner notre vision de la réalité ».

Les médias et les TIC sont particulièrement influents dans le contexte de sociétés diversifiées et multiculturelles où les interactions directes entre les différents groupes sont limitées.

(A) Le manque de contact entre les groupes raciaux peut augmenter le crédit accordé aux stéréotypes des médias lors de la formulation d'idées sur les personnes appartenant à une race différente de la sienne. Plusieurs études ont démontré que les spectateurs substituent la réalité par les stéréotypes vus à l'écran lorsqu'ils n'ont pas eu d'interactions directes avec les groupes sociaux concernés.

Dès 1997, le Conseil de l'Europe a reconnu officiellement que « les médias peuvent contribuer positivement à la lutte contre l'intolérance, notamment lorsqu'ils favorisent une culture de compréhension entre les différents groupes ethniques, culturels et religieux d'une société » (Conseil de l'Europe, s.d., p. 9). Or, les médias peuvent également jouer un rôle négatif et compromettre la compréhension et la tolérance interculturelles. Il est important de veiller à éviter ce phénomène.

#### Présentation

Le Cadre de l'UNESCO pour mesurer le dialogue interculturel met en évidence deux contributions majeures au dialogue interculturel de la part des médias et des TIC (UNESCO, 2021, p. 14) :

- Par la représentation des cultures et des groupes dans leurs contenus ;
- En jouant le rôle de plateformes du débat public et des interactions entre différents peuples, cultures et groupes.

Comme expliqué plus haut dans ce rapport, le Cadre porte sur l'environnement propice au dialogue interculturel, dont il identifie deux niveaux :

- a) Domaines structurels - *Stabilité et non-violence* ;

<sup>11</sup> <https://www.theguardian.com/sport/2021/nov/17/azeem-rafiq-cricket-racism-revelations>

*Gouvernance et citoyenneté ; Liberté d'expression ; Égalité horizontale ; et Cohésion sociale ;*

- b) Domaines de soutien - *Organisation et leadership ; Inclusion et représentation ; Liens et cohérence ; et Compétences et valeurs.*

À partir de ces domaines, cette recherche décrit les différents mécanismes permettant de les promouvoir à travers les médias et les TIC. L'objectif est de montrer comment le potentiel des médias et des TIC à favoriser le dialogue interculturel peut être réalisé (c'est-à-dire ce qui doit être fait dans la pratique) et comment éviter les effets négatifs.

Bien que de nombreuses autres mesures en lien avec les médias et les TIC puissent être mises en œuvre pour promouvoir les domaines structurels et de soutien nécessaires au dialogue interculturel, cette recherche porte sur les axes suivants :

- Assurer la représentation de tous les groupes, tout en évitant les stéréotypes négatifs ;
- Garantir l'accès de tous les groupes aux médias et aux TIC, notamment par l'utilisation de plusieurs langues de diffusion et le soutien à la culture numérique ;
- Garantir la participation de tous les groupes dans les médias et les TIC, dans tous les rôles (acteurs et rôles hors écran, aux postes de direction comme aux niveaux inférieurs) ;
- Former/sensibiliser les journalistes et toute personne travaillant dans les médias et les TIC sur la manière de favoriser, au lieu de compromettre, la tolérance, le dialogue interculturel et la compréhension ;
- Mettre en place des mécanismes de réglementation et de suivi pour déterminer le rôle des médias et des TIC, ainsi que leur impact sur le dialogue interculturel. Ces mécanismes serviront également à faire respecter les codes de conduite.

Enfin, l'article illustre ces différents mécanismes à l'aide d'exemples issus du monde entier.

### 4.3.2 Représentation des minorités/autres dans les médias

#### Importance et approche

Le Cadre de l'UNESCO identifie *l'égalité horizontale* et la *cohésion sociale* comme deux domaines structurels importants. « En l'absence d'égalité, le terrain de jeu des groupes concernés est inégal ou bancal, ce qui affecte leur capacité à communiquer ouvertement » (UNESCO, 2021, p.

21). Le Cadre identifie également *l'inclusion et la représentation* comme un domaine de soutien important pour le dialogue interculturel. « Pour un dialogue culturel sincère...est impératif d'impliquer des individus et des groupes représentant "l'autre" à l'intérieur et à l'extérieur des cultures représentées » (UNESCO, 2021, p. 22).

Dans le contexte des médias, cela signifie qu'il faut veiller à la représentation des minorités/autres groupes de manière à :

- d'une part, refléter l'éventail complet de la diversité sociétale (population) dans le contenu des médias, de sorte que les minorités/autres groupes soient réellement vus ;
- deuxièmement, éviter les stéréotypes négatifs.

En ce qui concerne le premier point, les personnes de couleur et les autres minorités sont souvent totalement absentes (*In*égalité horizontale) et quand elles apparaissent, les représentations négatives sont malheureusement très répandues. Selon Washington (2019), « les médias créent des représentations stéréotypées pour les personnes de couleur et les femmes, que ce soit à travers Hollywood ou dans les journaux télévisés : criminels violents, adjuvants, terroristes, personnages soumis, êtres hautement sexualisés, personnes manquant d'intelligence et bien d'autres exemples ». Castaneda (2018, p. 7) arrive à la même conclusion, en notant que si les stéréotypes attribués aux minorités raciales dans les médias varient selon les groupes ethniques/raciaux, ils sont fondamentalement semblables : autrement dit, ces groupes raciaux/ethniques sont constamment représentés dans les médias comme hypersexuels, violents, inintelligents, malhonnêtes et toujours pauvres.

La représentation positive des minorités et des groupes exclus est importante pour la promotion de *l'égalité horizontale* et de *l'inclusion et la représentation* pour de nombreuses raisons :

- L'inclusion de ces groupes est le reflet de sociétés multiculturelles et multi-ethniques ; leur exclusion dénote un manque d'importance ou de valorisation. Thomas (2018, cité dans Washington, 2019) affirme que « le manque d'inclusion envoie un message hostile, qu'il soit voulu ou non, selon lequel les autres voix ne sont pas valorisées ou ne sont pas les bienvenues dans la conversation ». Washington (2019) souligne que « Se voir à l'écran est essentiel... en se voyant reflétées à l'écran, les personnes se sentent autorisées à être elles-mêmes et valorisées ».
- Les stéréotypes négatifs véhiculés par les médias et les

TIC sont repris par les membres de la société. Ils influencent la manière dont ils perçoivent les membres de ces groupes et interagissent avec eux, ainsi que la manière dont ces groupes sont traités. Avec pour référence les États-Unis, Castaneda (2018, p. 7-8) explique qu'en représentant les minorités raciales par des stéréotypes négatifs, « on soulève la question de savoir si "ces gens" ont droit aux ressources sociétales disponibles pour ceux qui font partie d'une population productive... ces populations voient alors leurs privilèges limités au sein de la société civile ». Elle ajoute que l'impact négatif n'est pas seulement ressenti par les individus, « mais aussi dans les types de politiques et de pratiques partiales qui sont instituées par les institutions éducatives, économiques ou politiques ». Ces représentations conduisent donc à des inégalités et à un manque de représentation, compromettant ainsi la cohésion sociale.

- Les stéréotypes négatifs sapent la confiance des membres de ces groupes. Inversement, l'inclusion de ces groupes dans des images positives renforce la confiance et l'autonomie de leurs membres. Selon Yuen (2019), « l'effacement et les représentations négatives des personnes de couleur peuvent avoir un effet négatif sur la façon dont les personnes de couleur se perçoivent elles-mêmes ». Une exposition prolongée à la télévision se traduit à terme par une diminution de l'estime de soi chez toutes les filles et chez les garçons noirs. À l'inverse, elle entraîne une augmentation de l'estime de soi chez les garçons blancs. Ces différences corroborent les préjugés raciaux et sexistes d'Hollywood, où les héros sont incarnés uniquement par des hommes blancs, alors que les autres groupes sont effacés ou rabaissés au rang de méchants, d'acolytes et d'objets sexuels ». Horton, Price et Brown (cités dans Washington, 2019) expliquent les effets à long terme : « lorsque des images et des idées prennent racine dans un esprit jeune et sont renforcées au fil des années et des visionnages, ces images deviennent réalité. Une fois ancrés dans l'esprit des enfants, ces stéréotypes et ces idées fausses s'auto-perpétuent ».

*L'égalité horizontale et l'inclusion et la représentation* favorisent à leur tour la *cohésion sociale* : « le sentiment d'appartenance, de confiance et de communauté » (UNESCO, 2021, p. 22). La question de savoir si les médias dépeignent les divers groupes de la société et de quelle manière, a un impact direct sur la tolérance et la compréhension interculturelles dans la société. Castaneda (2018, p. 9) observe, en se référant aux États-Unis : « Les images médiatiques sont porteuses de sens. À mesure que la démographie des États-Unis et de l'ensemble du continent, continue d'évoluer vers une augmentation de la population de couleur, ces images feront la différence

entre l'inclusion intersectionnelle et l'exclusion violente ». La cohésion sociale est favorisée par le fait que les différents groupes développent une plus grande familiarité et une meilleure compréhension les uns des autres (en étant témoin de la diversité sociétale à travers les médias). Les perceptions du type « nous contre eux » et « l'autre » peuvent ainsi évoluer en « nous », c'est-à-dire en un sentiment d'appartenance à une même communauté.

## Exemples

Le film *Black Panther*, sorti en 2018, a connu un immense succès le hissant au rang de phénomène mondial, pour des recettes dépassant les 900 millions de dollars américains (Washington, 2019). Pour cette étude, l'intérêt de ce film réside dans sa représentation des Noirs : outre le fait que le super-héros et la grande majorité des acteurs sont noirs, la nation africaine fictive présentée dans le film est dépeinte comme technologiquement très supérieure à l'Occident. En outre, le réalisateur du film était noir, tout comme une grande partie du personnel hors écran (costumiers, coiffeurs, musiciens, etc.) (Washington, 2019). Johnson (2018) le décrit comme un « phénomène culturel » :

*[Black Panther] représente et célèbre tout, de la société africaine traditionnelle aux débats politiques afro-américains, du pouvoir et de la beauté des femmes noires à la préservation de l'identité... Le film représente une validation notoire pour les personnes noires ressentant le désir ardent de célébrer tout ce qui va de l'afrofuturisme au mouvement naturel de leurs cheveux, souvent tourné en dérision dans les espaces dédiés au grand public.*

Les caractéristiques de ce film (la représentation très positive des Noirs, le fait que la majorité des acteurs et du personnel hors écran soient des personnes de couleur) ont massivement contribué à promouvoir *l'égalité horizontale* et *l'inclusion et la représentation*. En rompant avec les modes de représentation « traditionnels » des Noirs à l'écran, le film a non seulement renforcé leur autonomie mais a également montré aux Blancs une image différente (bien plus positive) des Noirs, contribuant ainsi à promouvoir la compréhension, l'acceptation et la cohésion sociale.

Un autre exemple est *Noughts and Crosses* sur la BBC, une dramatisation du roman du même nom de Malorie Blackman. Dans cette série, le rapport de force classique est inversé : les Noirs sont placés au sommet de la hiérarchie sociale, tandis que les Blancs sont tout en bas. Cette série montre des Noirs en position de pouvoir et de richesse, prenant des décisions et donnant des ordres sans rendre de compte à personne. Comme *Black Panther*, cette représentation a été une révélation pour les spectateurs

habitué à voir des Noirs incarner des rôles modestes, subalternes ou de criminels. D'un point de vue critique, elle « rend évident l'impact durable d'un racisme quotidien et subtil » pour tous les téléspectateurs (Pomestey, 2020) :

*En inversant les rôles, **Noughts and Crosses** donne élégamment aux personnes de toutes origines l'occasion d'éprouver de l'empathie pour celles qui sont trop souvent accusées de « jouer la carte de la victime du racisme », forgeant ainsi un pont de compréhension hautement nécessaire entre les sections polarisées de notre société.*

Comme pour *Black Panther*, cette série a contribué à promouvoir l'égalité horizontale et l'inclusion et la représentation. En outre, parce qu'elle a non seulement montré des Noirs en position de pouvoir mais aussi mis en évidence l'impact négatif du racisme sur les personnes concernées, elle a contribué à susciter l'empathie et la compréhension des téléspectateurs blancs pour les Noirs victimes du racisme dans leur vie quotidienne. Ces éléments sont essentiels à la construction de la *cohésion sociale* : le sentiment d'appartenance à une même communauté.

### 4.3.3 Accès : les langues et l'éducation aux médias et à l'information

#### Importance et approche

Il existe d'autres aspects de l'égalité horizontale en rapport avec les médias et les TIC. Le manque d'accès de certains groupes aux médias et aux TIC, en raison de barrières linguistiques et/ou d'un manque de culture numérique, représente une forme d'inégalité qui les maintient à l'écart du contenu des médias « grand public », limitant ainsi leurs opportunités et leur participation. L'égalité horizontale est encouragée lorsque tous les citoyens et tous les groupes ont accès aux médias et aux TIC et peuvent en faire pleinement usage. Cela favorise également l'inclusion et la représentation. En donnant aux différents groupes de la société une même chance d'avoir accès aux émissions (comme la possibilité de regarder les mêmes émissions ou de voir le même contenu en ligne), l'accès aux médias et la culture numérique contribuent à promouvoir la *cohésion sociale*.

Pour exploiter avec succès les médias et les TIC en tant que voie d'accès au dialogue interculturel, la question de leur accès est essentielle. L'un des principaux mécanismes de l'accès aux médias est le multilinguisme, identifié dans le Cadre de l'UNESCO comme important dans le domaine des *compétences et des valeurs*. Le Cadre prévoit également la *liberté d'expression*. La culture numérique permet aux personnes de partager leurs points de vue et d'interagir en ligne, ce qui favorise la *liberté d'expression* de ces groupes autrement exclus.

Cette recherche s'intéresse aux deux aspects de l'accès : d'une part, la programmation multilingue et d'autre part, la culture numérique.

#### Programmation multilingue

Dans les sociétés multiculturelles, il est important que les médias proposent des émissions qui soient également disponibles dans les langues minoritaires/sous-titrées, afin qu'elles soient facilement accessibles à tous.

Il existe deux scénarios possibles pour la programmation monolingue dans de telles sociétés. Dans un cas, les langues de la majorité et des minorités sont mutuellement intelligibles, de sorte que les émissions peuvent être suivies par différents groupes linguistiques. Dans le second cas, il existe à l'inverse une barrière linguistique (soit lorsque la/les langue(s) des minorités ne sont pas globalement comprises par la majorité, soit lorsque certaines personnes des groupes minoritaires ne connaissent pas la langue de l'État/de la majorité) (Prina et al, 2013, p. 8). Si le premier scénario peut favoriser la compréhension et le dialogue interculturels, le second peut au contraire les compromettre.

Un autre risque est que les groupes minoritaires (ne pouvant pas accéder aux émissions des grands médias) se tournent vers les chaînes étrangères. Il est évident que cela ne fera pas avancer le dialogue interculturel. Garantir l'accès aux informations nationales plutôt qu'à celles des médias étrangers « est d'autant plus important pendant les périodes de tension et de conflit, lorsque les informations revêtent une importance particulière et peuvent jouer un rôle dans le maintien et la promotion de la cohésion sociale » (Prina et al, 2013, p. 9).

Toutefois, la création de systèmes parallèles de diffusion des médias dans les langues minoritaires n'est pas une solution car de tels systèmes risquent de creuser les divisions de la société au lieu de les effacer. Avec la diffusion d'émissions distinctes, les membres des différents groupes ne sont pas sensibilisés aux difficultés rencontrées par les autres groupes, ni à leurs intérêts, ni à leurs préoccupations. En restant dans l'ignorance, le dialogue interculturel peut être très limité, voire inexistant (Prina et al, 2013).

À l'inverse, un espace médiatique commun peut faciliter l'interaction. Une mesure clé pour créer un tel espace commun consiste à fournir un système de sous-titrage. Le grand avantage de cette solution est que différents groupes peuvent suivre la même émission simultanément, tout en favorisant l'apprentissage des langues des autres groupes. Prina et al (2013, p. 8) font observer que « les traductions peuvent être importantes pour éviter un isolement excessif des groupes minoritaires et pour favoriser l'interaction avec d'autres groupes ». Une autre

solution efficace pourrait consister à rediffuser les émissions dans une autre langue à une heure différente. Les médias diffusant dans les langues minoritaires peuvent présenter l'avantage supplémentaire de favoriser la préservation et le développement de ces langues. Par exemple, en République slovaque, il a été constaté que les médias en langue romani avaient le double objectif de faciliter l'intégration des Roms dans la société en général et de promouvoir la langue romani (Prina et al, 2013, p. 9).

Il convient de noter que le multilinguisme dans les médias devrait s'inscrire dans une démarche plus large de promotion du multilinguisme au sein de la société. Dans un rapport antérieur, l'UNESCO (2009, p. 80 et p. 85) souligne que « la cohésion sociale et la citoyenneté exigent des formes partagées de communication et de compréhension et non le monolinguisme ». Elle décrit le multilinguisme comme « un moyen fondamental d'ouverture aux autres et un élément constitutif des compétences interculturelles ». Le rapport appelle à des politiques linguistiques visant à promouvoir le multilinguisme, par exemple par le biais de la traduction, dans l'éducation, l'administration, les médias et le cyberspace, ainsi qu'à des efforts pour « préserver et enrichir la diversité linguistique mondiale en tant que condition préalable à la diversité culturelle » (UNESCO, 2009, p. 81).

### Culture numérique

Dans un monde de plus en plus numérique, l'éducation aux médias et à l'information, ou EMI (qui englobe à la fois l'accès à des outils, tels que les smartphones et Internet et la capacité à les utiliser efficacement) est essentielle. Les éléments clés de l'EMI comprennent la capacité à : définir et articuler les besoins en information ; localiser et accéder à l'information ; évaluer l'information ; analyser et évaluer de manière critique le contenu des médias ; et produire du contenu généré par l'utilisateur.

De même que la technologie numérique (par exemple, les réseaux sociaux) est un transmetteur d'idées clé, l'EMI pour tous est essentielle au dialogue interculturel. Les médias numériques peuvent s'avérer particulièrement utiles en offrant la possibilité à des voix autrement inaudibles de s'exprimer (Fondation Anna Lindh, 2021, p. 6). « Le monde numérique a apporté un certain équilibre à travers la participation et la représentation de divers groupes et personnes, apportant ainsi la preuve qu'il n'existe pas qu'un seul type de personnes » (journaliste français cité dans *ibid.*). Pathak-Shelat (2014, p. 58) rejoint ce point de vue en observant que « Internet et les réseaux sociaux sont extrêmement précieux dans leur partenariat civique et que le dialogue interculturel en ligne a un grand potentiel, malgré plusieurs défis, pour faire progresser l'expérience de la citoyenneté mondiale ». Par conséquent, elle affirme que les programmes EMI peuvent

jouer un rôle important pour faciliter le dialogue interculturel en ligne (Pathak-Shelat, 2014).

Cependant, tout le monde n'a pas un accès égal aux technologies numériques : les femmes, par exemple, ont un accès plus restreint aux médias et aux technologies de communication, ce qui limite invariablement leur participation aux échanges culturels (Grizzle, 2014, p. 19). L'EMI pourrait donc être un outil puissant pour favoriser l'égalité des sexes, y compris dans le dialogue interculturel. D'autres écarts en matière de culture numérique sont observés entre les riches et les pauvres, ainsi qu'entre les personnes âgées et les jeunes. Il est nécessaire de garantir l'accès aux équipements numériques et de créer un environnement apte à développer la culture numérique (Fondation Anna Lindh, 2021, p. 7).

Pathak-Shelat (2014, p. 67) souligne la nécessité de garantir non seulement l'accès physique à la technologie et la capacité à l'utiliser mais aussi les « compétences non techniques » nécessaires pour éviter ses effets négatifs. Elle suggère trois domaines distincts dans lesquels les programmes EMI pourraient jouer un rôle important : a) le développement de la réflexion et de la pensée critique ; b) le développement des compétences en communication, de la civilité et de l'ouverture d'esprit aux autres cultures ; et c) la garantie que les espaces gérés restent sûrs et démocratiques.

La nécessité de garantir la liberté d'expression est liée à ces trois domaines. L'UNESCO (citée dans Grizzle, 2014, p. 20) souligne : « La diversité culturelle (...) impose une représentation équilibrée des différentes communautés vivant ensemble dans un pays donné, conformément aux principes de la *liberté d'expression* et de la libre circulation des idées ». Ce point est examiné plus en détail dans la section ci-dessous, consacrée à la réglementation des médias et des TIC.

### Exemples

Sakamoto (2015) décrit l'expérience de l'utilisation de l'EMI (échange de « lettres » vidéo) pour surmonter les perceptions négatives mutuelles entre les étudiants chinois et japonais. Il soutient que l'EMI est un outil puissant pour habiliter le dialogue interculturel, la tolérance et la compréhension culturelle. Au Japon, les discours de haine à l'encontre des Chinois constituent un problème particulièrement important, alimenté par des groupes qui organisent des manifestations marquées par des discours de haine et les diffusent sur Internet. Une enquête de 2014 sur l'opinion publique au Japon et en Chine a révélé que 93,0 % des répondants japonais avaient une impression défavorable de la Chine, et que 86,8 % des répondants chinois avaient une impression défavorable du Japon (Genron NPO, cité dans Sakamoto, 2015, p. 240). En

outre, l'enquête a révélé que seuls 3,5 % des Japonais ont obtenu des informations sur la Chine en communiquant directement avec des Chinois : 96.5 % les ont obtenues par l'intermédiaire des médias japonais (TV, journaux, Internet). De même, seulement 1,0 % des Chinois ont obtenu des informations sur le Japon par des communications directes : 91.4 % les ont obtenues dans les médias chinois.

Pour résoudre ce problème, Sakamoto a travaillé avec des écoliers des deux pays. Ces écoliers ont été formés aux compétences de l'EMI et encouragés à préparer des messages vidéo (comprenant des images et des vidéos, ainsi qu'une narration et des sous-titres pour que les étudiants n'aient pas besoin de connaissances dans la langue étrangère) sur leur pays et leur vie, à envoyer à leurs homologues en Chine (et vice versa). Au cours d'un atelier de trois jours, les écoliers ont d'abord été invités à réfléchir aux sujets sur lesquels leur correspondance vidéo devrait porter (Sakamoto, 2015, p. 242). La plupart des thèmes étaient une présentation de leur ville ou de leur école ou d'autres aspects culturels de leur vie. Ils ont ensuite appris à créer un storyboard, à utiliser un iPad mini et à prendre des photos. Le deuxième jour, les élèves ont commencé à filmer, à enregistrer la narration et à monter leurs séquences. Le dernier jour, ils ont édité et présenté leurs messages vidéo.

Les messages vidéo des élèves japonais ont ensuite été envoyés pour être montrés aux élèves de l'école chinoise et vice versa. Les élèves chinois qui ont participé à l'atelier suivaient déjà des cours de japonais dans leur école. Sakamoto reconnaît ainsi qu'ils avaient peut-être déjà une prédisposition positive à l'égard du Japon. Néanmoins, ils ont fait des commentaires positifs après avoir regardé les messages vidéo japonais : l'école japonaise était propre, la vie scolaire semblait intéressante, les étudiants japonais avaient l'air courtois (Sakamoto, 2015, p. 243). Mais le plus grand changement a été constaté chez les étudiants japonais : ils ont salué le fait que les étudiants chinois parlaient bien le japonais et la haute qualité des messages vidéo chinois ; ils ont affirmé que la culture chinoise semblait intéressante ; enfin, ils ont remarqué que les Chinois semblaient s'amuser au karaoké ou aux stands de restauration nocturne (Sakamoto, 2015, p. 243). L'impact global sur les étudiants japonais a été résumé ainsi par Sakamoto (2015, p. 244) :

**Aucun commentaire négatif sur la Chine ou la culture chinoise. Les commentaires suivants représentent la voix des étudiants japonais : « Je veux visiter la Chine », « L'image que j'avais auparavant a changé ». Un seul échange de « lettres » vidéo a changé l'opinion des étudiants japonais.**

L'exemple de l'utilisation de messages vidéo pour promouvoir le dialogue interculturel entre des étudiants

japonais et chinois illustre l'impact du renforcement des *compétences et des valeurs*, comme le préconise le Cadre de l'UNESCO. Cela prouve également comment l'EMI peut promouvoir la *cohésion sociale*.

#### 4.3.4 Participation des minorités/autres Importance et approche

*L'égalité horizontale, l'inclusion et la représentation* sont également importantes pour les personnes *qui travaillent* dans les médias. La diversité observée dans la société doit se refléter dans les professions médiatiques. En plaçant des groupes autrement exclus/marginalisés à des postes dans l'ensemble du secteur (à l'écran et hors écran, à des niveaux élevés ou inférieurs), ces groupes peuvent contribuer au contenu, garantir une représentation positive des minorités et s'engager pleinement dans le contenu général, ce qui contribue à promouvoir la cohésion sociale. Le Cadre de l'UNESCO identifie un certain nombre de compétences et de valeurs (par exemple, la tolérance, l'empathie, la communication efficace) comme nécessaires au dialogue interculturel. Étant donné que la participation égale aux emplois dans les médias implique que des personnes de différents groupes collaborent au contenu des médias, à la programmation, etc., elle contribue à développer ces compétences et ces valeurs. La participation et la représentation de tous dans les médias et les TIC peuvent également être considérées comme un soutien à la *liberté d'expression*, dans la mesure où elles permettent à chacun de faire entendre sa voix. Elles sont également pertinentes pour le domaine d'appui du Cadre de l'UNESCO, *Organisation et leadership*, dans la mesure où les responsables des médias/TIC, les rédacteurs en chef, etc. doivent prendre des mesures pour promouvoir la diversité.

Prina et al (2013, p. 11) identifient un certain nombre de formes de participation des minorités dans les médias : la consultation dans la prise de décision concernant les médias ; la participation à la production des émissions (à la fois de manière ponctuelle par le biais de commandes et par le recrutement effectif de personnes issues de minorités au sein des médias) ; et la représentation des minorités elles-mêmes dans les émissions, par exemple dans les débats télévisés. La représentation positive de tous les groupes de la société dépend de la présence de personnes de toutes origines dans les rôles décisionnels et dans les emplois hors écran : réalisateurs, producteurs, journalistes, rédacteurs en chef, scénaristes, artistes, etc. Washington (2019) insiste : « Si les structures de pouvoir, qui diffusent des modèles dans le monde à travers la télévision et les films, ne diversifient pas leurs membres, alors rien ne peut changer ».

Le rapport de McKinsey & Co. (Dunn et al, 2021, p. 2) identifie certains des problèmes auxquels sont confrontés

les Noirs qui tentent de travailler dans le cinéma et la télévision : les productions avec des protagonistes noirs sont moins nombreuses et systématiquement sous-financées et sous-évaluées ; les quelques personnes noires qui occupent des postes importants en dehors de l'écran (créateur, producteur, scénariste ou réalisateur) ont tendance à être responsables de la création d'opportunités hors écran pour d'autres personnes noires ; les acteurs noirs émergents ont beaucoup moins d'opportunités au début de leur carrière que les acteurs blancs ; enfin, autant dans le cinéma que la télévision, la représentation des minorités est très faible parmi les cadres supérieurs et les conseils d'administration. Le rapport conclut que, si certains progrès ont été réalisés ces dernières années en ce qui concerne les talents à l'écran, « l'inégalité persiste et est profondément ancrée dans l'écosystème du cinéma et de la télévision » (Dunn et al, 2021, p. 2). Il formule les recommandations suivantes pour améliorer la diversité dans l'industrie (Dunn et al, 2021, p. 21) :

- Assurer une représentation diversifiée, notamment parmi les talents hors écran et les cadres ;
- Accroître la transparence et la responsabilité ;
- Rechercher et soutenir financièrement un large éventail d'histoires centrées sur des personnages noirs ;
- Créer une organisation indépendante pour promouvoir la diversité.

Cependant, le rapport prévient que les caractéristiques spécifiques de l'industrie du cinéma et de la télévision, où des réseaux étroitement liés et interdépendants dominent l'ensemble du paysage, signifient que les efforts de changement d'une seule entreprise « ne peuvent pas faire grand-chose pour l'ensemble de l'écosystème... un changement réel et durable dans le cinéma et la télévision nécessitera une action concertée et l'engagement conjoint des parties prenantes dans tout l'écosystème de l'industrie » (Dunn et al, 2021, p. 3).

Un rapport du Conseil de l'Europe (s.d., p. 22-23) sur les médias et la diversité formule un certain nombre de recommandations à l'intention des organisations de médias pour qu'elles luttent activement contre la discrimination dans l'emploi :

- Publier toutes les offres d'emploi en ligne, procéder à des nominations sur une base équitable et non discriminatoire et mettre les résultats à la disposition du public, ce qui constitue une toute première étape pour offrir aux candidats de tous horizons un accès équitable et égal aux emplois du secteur ;

- Examiner comment élargir la base de recrutement ;
- Publier ouvertement les politiques d'emploi et de recrutement ;
- Fixer et communiquer des objectifs clairs et quantifiables, tels que des objectifs minimaux en matière de recrutement de la diversité, des heures de formation annuelles minimales pour les équipes et des objectifs concrets en matière de représentation. Ces objectifs de recrutement doivent refléter la composition de la population ;
- Permettre aux journalistes issus des communautés minoritaires de couvrir tous les aspects de l'actualité, plutôt que de les cantonner aux questions liées aux minorités ;
- Moderniser la distribution des rôles et la représentation des minorités et de leurs problèmes dans les émissions grand public.

Il est également important d'assurer la participation des minorités aux émissions « grand public », sans les limiter aux questions relatives aux minorités (Conseil de l'Europe, s.d., p. 11). Un rapport du Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, un instrument juridiquement contraignant en vigueur dans 39 États européens, a constaté que les représentants des minorités linguistiques au Royaume-Uni (y compris les locuteurs du gallois, du gaélique et de l'irlandais) n'étaient invités à participer à des émissions dans les médias nationaux que pour discuter de questions spécifiquement liées à leurs propres communautés et étaient exclus des émissions traitant des informations grand public (Prina et al, 2013, p. 11). Dans la même perspective, il est nécessaire de fournir une formation aux journalistes issus de minorités afin d'accroître leur participation à la production des médias (Prina et al, 2013, p. 23).

## Exemples

Steve McQueen est un réalisateur, scénariste et artiste britannique noir dont le film *Douze ans d'esclavage*, une adaptation des mémoires d'un esclave, a obtenu une reconnaissance internationale (notamment un Oscar du meilleur film). McQueen a pu utiliser sa notoriété pour favoriser d'autres programmes dans lesquels les histoires centrées sur des personnages noirs et/ou les personnes noires sont au premier plan. En novembre 2020, la BBC a commencé à diffuser *Small Axe*, une série de films réalisés pour la télévision par McQueen. Situés en Grande-Bretagne entre les années 1960 et 1980, les cinq films racontent des histoires distinctes sur la communauté antillaise de Londres et abordent le thème de la race sous

différents angles : un jeune homme noir qui rejoint la police et fait l'expérience du racisme de la part de ses collègues ; une militante noire qui vit dans le quartier de Notting Hill dans les années 1970 ; une adolescente qui fait l'expérience de sa première grande house party antillaise à Londres et ainsi de suite. *The Guardian* écrit : « Oscillant du politique au personnel, du dramatique à l'ordinaire, chaque histoire est née du désir d'éclairer une partie de l'Histoire et de l'expérience britannique récente qui, aujourd'hui encore, est assez peu racontée et donc sous-évaluée » (Sean O'Hagan, 2020). McQueen a également pu utiliser sa renommée pour obtenir une distribution des rôles composée d'acteurs britanniques noirs établis (par exemple John Boyega et Letitia Wright) ou prometteurs (par exemple Amarah-Jae St. Aubyn et Michael Ward).

Toujours en 2020, le musée Tate Modern a accueilli une grande rétrospective de l'œuvre de Steve McQueen, tandis que le Tate Britain exposait simultanément son projet, *Year 3*, dans lequel il invitait toutes les classes de niveau élémentaire (première année) de Londres à se faire photographier. *The Guardian* remarque : « Remplissant les murs des Duveen Galleries, les portraits de classe reflètent l'extraordinaire diversité du Londres multiculturel » (Sean O'Hagan, 2020). En janvier 2021, il a été annoncé que McQueen travaillerait sur deux documentaires pour la BBC : l'un sur la montée du mouvement Black Power en Grande-Bretagne et le second sur le scandale du racisme dans le système éducatif britannique (reflété par le nombre disproportionné d'enfants noirs envoyés dans des écoles destinées aux enfants « inférieurs à la normale sur le plan éducatif » [« educationally sub-normal schools » ou écoles ESN])(Bakare, 2021).

La carrière de Steve McQueen montre la différence qui peut être faite grâce à l'égalité horizontale et l'inclusion et la représentation ; dans ce cas, la présence de personnes noires aux plus hauts niveaux des professions médiatiques. McQueen a su utiliser sa position non seulement pour offrir des opportunités à d'autres artistes noirs, mais aussi pour mettre en lumière certaines problématiques raciales qui avaient été négligées jusqu'alors.

### 4.3.5 Sensibilisation et formation

#### Importance et approche

Le Cadre de l'UNESCO définit la *gouvernance et la citoyenneté* comme un domaine structurel, ce qui inclut les efforts locaux et communautaires favorisant l'élaboration et la pratique des politiques gouvernementales. Dans la perspective des médias et des TIC, la formation et la sensibilisation au niveau des médias, des entreprises de réseaux sociaux, etc. peuvent contribuer à l'élaboration d'une politique gouvernementale de haut niveau visant à renforcer les

capacités en matière de dialogue interculturel et à promouvoir l'inclusion. L'égalité horizontale est ainsi encouragée car les personnes formées seront issues de groupes souvent marginalisés/exclus. L'interaction entre les différents groupes, ainsi que la sensibilisation visant à promouvoir la compréhension des autres groupes, contribueront à promouvoir la *cohésion sociale*. Le Cadre de l'UNESCO comprend les *compétences et les valeurs*. Par définition, le renforcement des capacités aboutit au développement des *compétences et des valeurs* : la prise de conscience de l'impact des mots et des histoires (en particulier les stéréotypes négatifs), l'empathie et une meilleure connaissance des autres sont, entre autres, particulièrement pertinentes pour le dialogue interculturel.

La formation et la sensibilisation des personnes travaillant au sein des médias (journalistes, rédacteurs en chef, réalisateurs d'émissions, etc.) sur les questions relatives aux minorités et à la diversité constituent un autre élément important, en plus de ceux abordés dans les sections précédentes (représenter tous les groupes de la société dans les médias, éviter les stéréotypes négatifs, garantir la participation de tous les groupes et l'accès aux médias et aux TIC).

**Il est crucial que les journalistes fassent preuve de sensibilité dans leur évocation des minorités : une sensibilité particulière s'exprime parfois en lien à certains événements passés, tels que des cas de discrimination ou de violence durables touchant des groupes définis. Dans des cas extrêmes, les journalistes peuvent être liés à de véritables conflits inter-ethniques... Ce genre de situation donne souvent lieu à des récits et des interprétations différentes des événements. Les journalistes doivent faire preuve d'une attention particulière dans le traitement de ces sujets, afin d'éviter une escalade des tensions sociétales (Prina et al, 2013, p. 11).**

Comme indiqué ci-dessus, les stéréotypes négatifs sont particulièrement répandus (et potentiellement les plus dommageables) dans les reportages d'actualité. Par conséquent, il pourrait s'avérer utile d'intégrer des cours sur les questions relatives aux minorités et à la diversité dans les programmes de formation de base des journalistes. En outre, le Conseil de l'Europe (s.d., p. 9) recommande fortement aux écoles de journalisme et aux instituts de formation aux médias d' « introduire des cours spécialisés dans leurs programmes de base afin de développer un professionnalisme attentif à l'implication des médias dans les sociétés multi-ethniques et multiculturelles et à la possible contribution des médias en faveur d'une meilleure compréhension entre les différentes communautés ethniques, culturelles et religieuses ».

L'objectif consiste à s'assurer que la couverture médiatique respecte l'éthique journalistique, qui exige des journalistes qu'ils fournissent des informations objectives au public (Prina et al, 2013, 11-12). La Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) établit les principes suivants (Conseil de l'Europe, s.d., p. 19) :

- Vérité - une recherche systématique de l'exactitude factuelle, de la vérification et de la revérification ; la capacité d'anticiper la possibilité d'une erreur ; l'établissement de l'authenticité par le biais du questionnement ; la volonté d'admettre et de corriger les erreurs ; la reconnaissance du fait que des vérités sous-jacentes ne peuvent être révélées que grâce à recherche rigoureuse, des interviews approfondies et une compréhension approfondie des problèmes.
- Indépendance et équité - des histoires et des sujets complets, sans suppression de faits importants ; le déploiement de tous les efforts nécessaires pour éviter les partis pris ; le rejet des termes péjoratifs ; le ménagement de la place nécessaire aux désaccords valables et raisonnables ; la possibilité de s'exprimer pour les personnes attaquées ; la résistance à l'influence séduisante des intérêts commerciaux ou politiques.
- Humanité et solidarité - ne pas causer de préjudice direct et intentionnel à autrui ; minimiser les dommages ; faire preuve d'ouverture d'esprit et de réflexion ; respecter les droits du public et la qualité morale du métier de journaliste.

En outre, le Conseil de l'Europe (s.d., p. 24) formule d'autres recommandations à l'intention des journalistes :

- Élargir l'éventail de leurs contacts et de leurs sources afin d'inclure des personnes d'origines diverses, invitées à s'exprimer sur tous les aspects de la vie en société plutôt que de les cantonner aux questions relatives aux ethnies ou aux minorités ;
- Prendre la responsabilité personnelle de remettre en question les attitudes et les présupposés racistes au sein de la salle de rédaction et faire preuve de vigilance à l'égard de ce que rapportent les journalistes (et comment ils le font), conformément aux lignes directrices mentionnées ci-dessus ;
- Assurer une représentation équilibrée et précise de la diversité de l'Europe en vue de soutenir une plus grande cohésion sociale et de renforcer la confiance du public dans les médias.

Prina et al (2013, p. 12) soulignent une pratique courante des médias consistant à révéler l'origine ethnique des suspects ou des délinquants lors de la couverture

médiatique du crime ou du délit, précisant que « ces informations sont souvent ajoutées gratuitement lorsque les suspects ou les délinquants appartiennent à des minorités et contribuent à renforcer les stéréotypes ». Les auteurs souhaitent que les médias soient encouragés à adopter une politique consistant à ne pas divulguer l'origine ethnique des suspects ou des délinquants. Cet objectif peut être réalisé par le biais de formations et de la « sensibilisation des journalistes à la nécessité d'éviter le renforcement des stéréotypes par les médias » (Prina et al, 2013, p. 12).

Prina et al (2013, p. 12) soulignent une pratique courante des médias consistant à révéler l'origine ethnique des suspects ou des délinquants lors de la couverture médiatique du crime ou du délit, précisant que « ces informations sont souvent ajoutées gratuitement lorsque les suspects ou les délinquants appartiennent à des minorités et contribuent à renforcer les stéréotypes ». Les auteurs souhaitent que les médias soient encouragés à adopter une politique consistant à ne pas divulguer l'origine ethnique des suspects ou des délinquants. Cet objectif peut être réalisé par le biais de formations et de la « sensibilisation des journalistes à la nécessité d'éviter le renforcement des stéréotypes par les médias » (Prina et al, 2013, p. 12).

Des recommandations similaires sont faites vis-à-vis des entreprises de médias (Conseil de l'Europe, s.d., p. 10) :

- Couvrir de manière factuelle et précise les actes de racisme et d'intolérance ;
- Couvrir de manière sensible les situations de tension entre communautés ;
- Éviter toute représentation désobligeante ou stéréotypée des membres des communautés culturelles, ethniques ou religieuses dans les publications et les émissions ;
- Remettre en cause les hypothèses implicitement incluses dans les propos intolérants tenus par les intervenants au cours d'interviews, de reportages, de débats, etc.

Adebayo (2015) va plus loin en soutenant que les médias ne doivent pas se contenter de « ne pas faire de mal » mais qu'ils doivent « canaliser leur immense influence » pour contribuer positivement à la cohésion sociale dans la société. Pour lui, le concept de journalisme de paix se manifeste « lorsque les journalistes font délibérément des choix concernant les sujets qu'ils rapportent et l'importance qu'ils accordent à ces sujets, de manière à créer des opportunités pour les membres de la société d'emprunter la voie de la non-violence dans la réponse à

un conflit, par exemple en cas de tensions électorales ». Il cite l'impact positif de la formation au journalisme de paix sur les élections générales de 2015 au Nigeria et affirme que la formation au journalisme de paix pourrait être une solution en faveur d'élections non violentes en Afrique.

### 4.3.6 Réglementation et suivi

#### Importance et approche

Le Cadre de l'UNESCO mentionne la *liberté d'expression* comme un domaine structurel « ouvrant la voie à un dialogue ouvert et la diffusion des connaissances, et ayant la capacité de diffuser des images et des messages positifs » (UNESCO, 2021, p. 21). La *liberté d'expression* donne aux différents groupes le droit d'exprimer leurs opinions dans un environnement de tolérance et de respect mutuel. Un équilibre doit être trouvé entre le droit à la liberté d'expression et la nécessité de prévenir les discours de haine. Dans le contexte des médias et des TIC, il s'agit de garantir une réglementation et un contrôle efficaces. La *liberté d'expression* contribue à son tour à la *cohésion sociale*, ainsi qu'à *l'inclusion et la représentation*, puisque TOUS les groupes bénéficient de ce droit. La réglementation et le suivi peuvent également être considérés comme des moyens pour promouvoir les *compétences et les valeurs* du dialogue interculturel. En effet, leur objectif principal est de permettre une communication efficace et transformatrice avec autrui.

#### Les médias

La formation et la sensibilisation des journalistes, des agences de presse et des autres personnes travaillant dans les médias et les TIC constituent une étape importante vers l'élimination des stéréotypes négatifs et la promotion d'une couverture médiatique et d'émissions équitables et impartiales, aptes à soutenir le dialogue interculturel. Cependant, la formation tend à être une activité volontaire. Les personnes travaillant dans les médias et les TIC peuvent choisir de l'entreprendre ou non. Afin de promouvoir efficacement le dialogue interculturel, il est nécessaire d'adopter une législation et des règlements interdisant l'intolérance et les discours de haine dans les médias, soutenus par des mécanismes de contrôle efficaces et une application stricte des sanctions.

Les codes de conduite peuvent guider les journalistes et autres acteurs « vers une approche plus sensible à la culture dans leur couverture des problématiques relatives aux minorités » (Prina et al, 2013, p. 12). Cela peut favoriser la *cohésion sociale*. Le code de bonne pratique irlandais à destination des médias, par exemple, stipule que « les journaux et les périodiques ne doivent pas publier de contenu destiné ou susceptible de causer une offense grave ou d'attiser la haine contre un individu ou un groupe sur la base de sa race, sa religion, sa nationalité, sa couleur, son origine ethnique, son appartenance à la communauté des Voyageurs, son sexe, son orientation

sexuelle, son statut marital, son handicap, sa maladie ou son âge » (Principe 8, cité dans Conseil de l'Europe, s.d., p. 14). Au Royaume-Uni, les directives sur la programmation invitent les radiodiffuseurs à « veiller à ce que les contenus susceptibles d'offenser les téléspectateurs soient justifiés par le contexte ». Les contenus évoqués sont ceux pouvant inclure, sans s'y limiter, les éléments suivants : langage offensant, violence, sexe, violence sexuelle, humiliation, détresse, violation de la dignité humaine, traitement ou langage discriminatoire (par exemple en raison de l'âge, du handicap, du sexe, de la race, de la religion, des croyances et de l'orientation sexuelle) » (Conseil de l'Europe, s.d., p. 17).

La législation peut aller plus loin en exigeant des médias et des autres acteurs qu'ils respectent des principes clés, tels que l'interdiction des discours de haine et l'absence de stéréotypes négatifs. En cas de non-conformité, les sanctions pourraient inclure la révocation des licences des organisations médiatiques, des amendes et (dans les cas les plus graves) des peines de prison.

La législation et la réglementation n'auront de poids que si les sanctions sont appliquées, ce qui nécessite des mécanismes de contrôle efficaces (Prina et al, 2013, p. 13). Ces derniers doivent être chargés de surveiller le contenu des médias « en vue d'identifier les couvertures excessivement négatives ou les discours de haine à l'encontre des personnes appartenant à des minorités » (Prina et al, 2013, p. 13). Ils doivent également évaluer la conformité générale des médias avec la législation et les codes de conduite liés et inclure d'autres mécanismes permettant au public de déposer des plaintes. Cela signifie que les organismes de suivi et les systèmes de plainte doivent être pleinement opérationnels, connus du public et facilement accessibles (Prina et al, 2013, p. 14).

#### TIC/réseaux sociaux

La réglementation et le contrôle des réseaux sociaux et du contenu en ligne sont tout aussi essentiels pour promouvoir la cohésion sociale. Aujourd'hui, une grande partie des discours haineux, des stéréotypes négatifs et de l'intolérance se manifestent sur les réseaux sociaux et en ligne. Les réseaux sociaux ont été pointés du doigt pour leur diffusion d'informations erronées et leur contribution à la violence dans le monde (Siripurapu & Merrow, 2021). Plus précisément, ils ont contribué à la violence religieuse et ethnique.

La réglementation et le contrôle sont beaucoup plus difficiles à réaliser pour et sur les réseaux sociaux et le contenu en ligne que pour les médias. Cela s'explique en partie par l'ampleur du problème. Les chiffres reflétant les mesures prises par les entreprises de réseaux sociaux au cours du premier semestre 2020 permettent de se faire une idée : 32 millions de contenus sur Facebook liés à des discours haineux ont été supprimés/ont fait l'objet d'un

avertissement/ont été soumis à d'autres actions ; 1,2 million de vidéos faisant la promotion de la violence ou de l'extrémisme violent ont été supprimées de YouTube ; et un peu moins d'un million de contenus classés comme comportements haineux ont été supprimés de Twitter (Siripurapu & Mellow, 2021). Par ailleurs, de nombreux contenus (en particulier les commentaires offensants) sont souvent postés de manière anonyme, ce qui rend difficiles l'identification et la prise de mesures à l'encontre des auteurs individuels (par exemple, en imposant des interdictions sur les réseaux sociaux).

Un autre défi réside dans le fait que les entreprises de réseaux sociaux utilisent des modèles économiques axés sur la publicité. Elles dépendent donc de l'engagement de leurs utilisateurs, ce qui les dissuade de réglementer les discours haineux ou violents. Un équilibre doit être trouvé entre réglementation et liberté d'expression. Il peut être difficile de définir le contenu devant être retiré : comment faire la distinction entre un discours haineux et de l'ironie, par exemple ? De nombreux pays s'en remettent aux entreprises de réseaux sociaux pour décider des règles d'utilisation de leurs plateformes. Cependant, lorsque les entreprises de réseaux sociaux prennent des mesures pour restreindre les utilisateurs ou supprimer du contenu, elles peuvent être critiquées pour avoir restreint la liberté d'expression.

Certaines des principales entreprises de réseaux sociaux, comme Facebook et YouTube, ont pris des mesures pour réglementer le contenu de leurs plateformes. En voici quelques exemples :

ces entreprises interdisent les messages qui glorifient ou encouragent la violence, qui sont sexuellement explicites ou qui contiennent des discours de haine, qu'elles définissent comme une attaque contre une personne en raison de sa race, son sexe ou son orientation sexuelle, entre autres. Les grandes plateformes ont également pris des mesures pour limiter la désinformation, notamment en vérifiant les publications, en étiquetant les comptes des médias d'État et en interdisant les publicités politiques (Siripurapu & Mellow, 2021).

### 4.3.7 Conclusion

Le Cadre de l'UNESCO pour mesurer le dialogue interculturel identifie un certain nombre de domaines structurels et de soutien aptes à créer un environnement propice au dialogue interculturel. Ces recherches montrent comment les médias et les TIC peuvent promouvoir plusieurs de ces domaines, en particulier *l'égalité horizontale*, la *cohésion sociale*, *l'inclusion et la représentation*, la *liberté d'expression* et les *compétences et valeurs*. Les médias et les TIC ont un pouvoir immense

pour influencer les mentalités et les comportements. Ces recherches illustrent les différents mécanismes pouvant être utilisés pour générer un effet positif sur le dialogue interculturel. Les diverses propositions décrites (veiller à ce que tous les groupes de la société soient représentés dans les médias, leur donner accès aux médias et aux TIC, leur garantir des possibilités d'emploi dans tous les aspects des médias et des TIC, former et sensibiliser ceux qui travaillent dans les médias et les TIC pour s'assurer qu'ils favorisent la *cohésion sociale* plutôt que de la compromettre et réglementer et contrôler les médias et les TIC pour supprimer les contenus préjudiciables) nécessitent toutes une planification, des ressources et des capacités. Leur réalisation ne sera pas automatique. Nous entretenons l'espoir que toutes les parties prenantes concernées (gouvernement, entreprises de médias/réseaux sociaux, individus sur le terrain et régulateurs) travailleront à la mise en œuvre de ces mesures, afin que les médias et les TIC puissent déployer leur potentiel de promotion du dialogue interculturel.

## 4.4 Le parcours de la culture et des arts

*Contribution de la professeure Alison Phipps  
Chaire UNESCO sur l'intégration des réfugiés par les  
langues et les arts  
Université de Glasgow  
Royaume-Uni*

Imaginez le tableau : il y a des siècles, alors que la traite des êtres humains à des fins d'esclavage est une menace de premier plan, les chefs d'un groupe ethnique arrivent dans un village à une période de tensions exacerbées et de danger pour le peuple. On observe les dirigeants s'approcher, arborant un tissu aux motifs reconnaissables entre tous. Ces zigzags annoncent les intentions des chefs. Le tissu est porté de manière à ce que les motifs pointent vers le bas, évoquant une épée rengainée. Cela signifie que ces personnes viennent en paix. De ces motifs et de la façon de les porter, la communauté déduit quels protocoles suivre. Elle sait ainsi qu'elle doit se préparer à l'hospitalité et non au conflit. Dans cet exemple d'ouverture, le tissu Kenté orné du motif Niata est utilisé comme une forme de dialogue interculturel entre les dirigeants et les communautés. Il peut faire la différence entre la guerre et la paix. En retraçant l'origine des motifs textiles d'Afrique de l'Ouest jusqu'aux racines de la traite des esclaves, cet exemple symbolise l'axe de réflexion de cette recherche.

Cet « Article de réflexion » introduira certaines problématiques importantes liées au Cadre de l'UNESCO. Il se concentrera en particulier sur certaines valeurs aberrantes pour lesquelles il est difficile d'établir des corrélations, examinera pourquoi il en est ainsi et offrira des exemples de ce que cela signifie en pratique pour le travail artistique et culturel dans le contexte des situations humanitaires et de la consolidation de la paix. Les valeurs aberrantes qui font l'objet de cette recherche sont les suivantes :

- i) Leadership et organisation pour le dialogue interculturel
- ii) Liberté d'expression

Les exemples proposés sont tirés des travaux de la Chaire UNESCO sur l'intégration des réfugiés par les langues et les arts. Ils représentent des exemples, évalués par des pairs, de travaux financés dans le but de comprendre et d'améliorer le travail artistique et culturel en faveur de la consolidation de la paix et du dialogue interculturel. Certains des exemples sélectionnés proviennent de situations de conflit durable ; d'autres représentent le travail des femmes dans la consolidation de la paix et le dialogue interculturel dans le monde entier ; d'autres, enfin, constituent une histoire durable traversant de



*- Tissu Kenté de Bonwire, Ghana : Niata, soit « épée à double tranchant ». Rengainée en signe de paix, dégainée en signe de guerre. La façon dont le tissu est porté et interprété est en soi un dialogue interculturel entre les dirigeants et les communautés.<sup>12</sup> (A. S. Phipps, Tawona, 2018)*

nombreux conflits. Sont également inclus des exemples qui représentent différentes approches du leadership dans les arts et la culture, par le biais d'un travail collectif sous la contrainte et dans le cadre de ce que Hyab Yohannes, chercheur de la Chaire UNESCO sur l'intégration des réfugiés par les langues et les arts, a appelé l'« [intégration réparatrice](#) ». Chaque exemple est révélateur d'un aspect du travail artistique et culturel en matière de dialogue interculturel. Ces exemples puisent leurs origines dans le monde entier. Une taxonomie de ce type de travail peut être trouvée dans *Why Cultural Work with Refugees ? (Pourquoi un travail culturel avec les réfugiés ?)* (A. Phipps, 2017).

Tout d'abord, cet article de réflexion examine en contexte le soutien structurel et propice au dialogue interculturel dans la mesure de la paix durable, en se concentrant sur le rôle spécifique de la créativité et de l'inventivité dans les processus d'encouragement. L'encouragement fait ici référence au processus d'approfondissement des relations dédiées au soin porté aux processus artistiques et à ceux impactés par un conflit, à moyen et long terme. Ensuite, ce document s'interroge sur les questions méthodologiques soulevées par les données et sur les approches pratiques de la consolidation de la paix et du dialogue interculturel à travers le travail artistique et culturel. Troisièmement, il considère le dialogue interculturel depuis le leadership et l'organisation ; quatrième, il s'intéresse à la liberté d'expression ; et cinquième, il offre une réflexion sur la pensée basée sur les pratiques anciennes et le dialogue interculturel dans le travail artistique et culturel, avant de tirer des conclusions. Du début à la fin, ce document offre des exemples concrets provenant du monde entier et exprime clairement les facteurs actuels importants et dignes d'intérêt pour le travail en faveur du dialogue interculturel et de la paix durable.

<sup>12</sup> Merci à Gameli Tordzro et Naa Densua Tordzro de m'avoir initiée aux motifs et aux symboles de l'Afrique de l'Ouest et d'avoir partagé le fruit de leurs recherches avec moi, notamment pour cette information précise et l'image du tissu Kenté.

#### 4.4.1 Mesurer le dialogue interculturel : Processus d'encouragement dans les arts et la culture

Le travail pour la paix est à la fois un processus et une pratique. C'est pourquoi il s'effectue en parallèle du travail artistique et culturel. L'encouragement se caractérise par un engagement durable dans un processus de paix et dans une pratique consistant à créer quelque chose permettant d'intervenir dans le dialogue interculturel. L'encouragement fait référence à un travail d'ouverture sur des perspectives souvent entièrement nouvelles et au fait de les cultiver quotidiennement. Pour penser la paix, nous devons faire preuve d'imagination et de logique dans notre recherche précise de la liberté, de la libération. Pour trouver comment vivre durablement avec la différence, la particularité, le changement et la transformation, comme l'exige le dialogue interculturel pour favoriser la paix, nous avons besoin de supports structurels propices ou des domaines structurels et de soutien du Cadre de l'UNESCO mentionnés dans ce rapport. Ces domaines ne peuvent s'épanouir et se combiner pour favoriser le dialogue interculturel que si les États membres, les institutions, les communautés et les dirigeants accueillent et encouragent leur pratique par le biais d'une variété de processus et de voies, comme mentionné dans ce rapport. Pour ce faire, il faut faire preuve d'inventivité et de créativité ; en bref, ce travail revient aux arts et à la culture, en tant que processus et pratique aussi bien qu'en tant que produit.

Il est facile de comprendre les voies qui génèrent les domaines d'un environnement propice au dialogue interculturel en termes de négociation politique, de gouvernance locale, d'éducation et de médias. Les arts et la culture, en revanche, sont souvent négligés dans le discours sur la consolidation de la paix et la gestion des conflits. Toutefois, au cours de la dernière décennie, les chercheurs ont de nouveau prêté attention au rôle des arts et de la culture dans la consolidation de la paix et auprès des personnes dont les souffrances sont dues à des situations de post-conflit ou de conflit prolongé (J. P. Lederach, 2005). En particulier, l'accent a été mis sur la manière dont les peuples autochtones s'efforcent de faire la paix en utilisant des formes culturelles de la parole et du langage, des objets et des traditions culturelles vivantes.

Les indicateurs et les corrélations présentés dans ce rapport démontrent une cohérence claire entre les neuf domaines propices et les qualités globales en jeu dans le dialogue interculturel. Dans les pays à revenu élevé, tous les domaines sont forts. Le point d'intérêt de cet *Article de réflexion* se situe là où les domaines ne sont pas corrélés. Il existe en effet une corrélation négative du leadership entre les intra-corrélations des neuf domaines propices : cela représente un écart entre les hypothèses et le modèle établi, qui nécessite une interprétation. Cet écart se

manifeste dans deux domaines : l'un concerne le *leadership* et l'*organisation*, l'autre la *liberté d'expression*. Dans les domaines des arts et de la culture, les structures propices sont souvent négligées, voire absentes. Pourtant, les artistes continuent d'occuper des postes de direction, de s'organiser et de faire valoir leurs droits culturels, indépendamment de la présence des domaines propices. Là encore, en termes de leadership, d'organisation et de liberté d'expression, nous distinguons des parallèles entre l'encouragement des arts et l'encouragement du dialogue interculturel.

Les données concernant les valeurs aberrantes suggèrent qu'une approche non linéaire du dialogue interculturel est potentiellement souhaitable et pourrait s'avérer efficace, dans le cadre d'une approche globale et dynamique des systèmes et en accord avec la documentation existante sur le dialogue interculturel et la théorie de la communication. Les valeurs aberrantes du *leadership* et l'*organisation* et de la *liberté d'expression* ne dépendent pas des contextes économiques non défavorables auxquels d'autres domaines sont liés. En d'autres termes, les différents éléments identifiés comme constitutifs du dialogue interculturel sont enchevêtrés, composés de différents fils et fibres, utilisant différents modèles et, lorsqu'ils sont utilisés en tandem dans un cadre structurel fort et durable, ils permettent au dialogue interculturel de favoriser la paix. Cela signifie que certains contextes, même lorsque les facteurs environnementaux économiques sont faibles, sont aptes à soutenir un dialogue interculturel fort, à condition que le leadership, l'organisation et la liberté d'expression le permettent. En d'autres termes, les approches non linéaires du leadership, de l'organisation et de la liberté d'expression dans le dialogue interculturel peuvent être souhaitables, y compris dans des circonstances économiques défavorables. En effet, les données suggèrent que ces domaines peuvent avoir une forte influence, potentiellement prépondérante, même lorsque les facteurs de l'environnement économique sont faibles.

Tout en soulignant l'importance cruciale de l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces) et en particulier des approches globales de la mise en œuvre de l'ODD 16 aux niveaux macro, méso et micro de la rencontre humaine et du dialogue interculturel, ce constat questionne quant au *leadership* et l'*organisation* et à la *liberté d'expression*, les deux domaines les plus forts lorsque les conditions économiques ne sont pas favorables. En quoi un bon leadership et une bonne organisation dans le domaine des arts et de la culture, par le biais du dialogue interculturel, peuvent-ils changer les conditions structurelles globales de manière à renforcer les conditions de la paix ? Comment cela peut-il se propager au-delà d'un seul individu, artiste ou travailleur culturel ? En quoi la liberté d'expression, en tant que pratique et processus culturel, imaginatif et politique libérateur, favorise-t-elle le dialogue interculturel

de telle sorte que sa contribution à la paix et à la réduction des conflits est mesurable et se répercute dans le monde entier, même en cas d'importante pénurie matérielle et économique ?

Dans le travail artistique et culturel, le leadership, l'organisation et la liberté d'expression sont des dimensions essentielles de la pratique quotidienne et routinière, ainsi que du processus de création. Elles peuvent être générées par un seul individu à l'origine d'innovations techniques ou formelles, ou être encouragées par la discipline, la vision et le mode de travail distinctif d'une entreprise ou d'une école. Dans l'académie et la conscience populaire occidentales, l'œuvre esthétique a longtemps été considérée comme le produit exposé ou à acheter : le film au cinéma, l'œuvre d'art dans la galerie, la pièce de théâtre sur scène. Or, ces dernières années, les chercheurs concentrant leurs efforts sur le travail culturel ont identifié l'importance fondamentale de la pratique et du processus, du travail en cours, en tant que partie intégrante du flux du travail culturel. (Mignolo, 2021 ; Thompson, 2009). Que ces domaines aillent à l'encontre de la tendance et des attentes n'est pas vraiment surprenant. La façon dont cela se produit est également liée à des considérations méthodologiques dans le travail artistique et culturel. La liberté artistique peut avoir pour effet de frustrer ou de bloquer le dialogue interculturel. Malgré ses libertés, elle peut également porter atteinte aux droits d'autres personnes. Il s'agit d'un domaine aux évolutions fréquentes, facilement adopté par des entités puissantes pour lesquelles le dialogue interculturel n'est pas un objectif. Un travail artistique et culturel qui parvient (en tant que pratique et processus en cours de développement) à encourager le travail et la perception du dialogue interculturel, est doté d'une caractéristique distinctive : l'attention portée à la manière dont les dirigeants et les organisations le mettent en œuvre sous l'égide d'une liberté d'expression respectueuse des droits culturels.

#### 4.4.2 Considérations méthodologiques

Les approches artistiques, cérémonielles et culturelles du rétablissement de la paix ne sont pas faciles à mesurer et à évaluer. En raison des particularités et de la singularité caractérisant nombre de leurs formes, elles ne se prêtent pas à des essais de contrôle aléatoires. Ce n'est que par le biais d'un dialogue interculturel attentif, faisant partie intégrante d'une méthodologie anthropologique, éthique et critique, que l'intérêt porté aux études de cas, aux exemples et aux comparaisons entre les archives de l'observation, l'improvisation et l'ethnographie basées sur les participants, commence à révéler l'importance de la contribution des arts et de la culture à la consolidation de la paix.

Comme l'a souligné le chercheur Achille Mbembe, il est

particulièrement difficile pour les systèmes de mesure occidentaux, qui ont été fondés sur la pensée transactionnelle et extractiviste à l'œuvre pendant l'époque coloniale et impériale (prédominante lors de l'émergence de la recherche), de voir ce qu'ils ne sont pas formés à voir.

**Rappelons tout d'abord qu'en règle générale, l'expérience de l'Autre, ou le problème du « moi » des autres et des êtres humains que nous percevons comme étrangers à nous, a presque toujours posé des difficultés quasiment insurmontables à la tradition philosophique et politique occidentale (Mbembe, 2000)**

Tout comme le tissage du tissu Kenté, décrit précédemment, qui demande du temps et de la pratique, la compréhension des voies d'accès au dialogue interculturel et de ses domaines d'origine demande à la fois de la réflexion et de la recherche. Il s'agit d'isoler méthodiquement des composantes ou des fils distincts, puis de comprendre leur interdépendance et leur interdisciplinarité par la comparaison d'exemples et non de mesures. Ces fils discrets sont utilisés par les analystes et les chercheurs, les dirigeants et les anciens, les travailleurs de la paix et les travailleurs culturels, pour séparer les problématiques de leurs facteurs en fonction de différents besoins, démêlant des problèmes souvent nouveaux et tissant ensuite ces fils en de nouveaux modèles utiles, voire beaux. Tout comme les tisserands privilégient certaines couleurs, les acteurs du dialogue interculturel privilégient certains domaines, en prenant soin des zones les plus faibles.

Cela dit, il est évident qu'il existe des arguments en faveur de la recherche interdisciplinaire, comme celle qui est en cours dans le cadre, par exemple, de MIDEQ (Migration pour le développement et l'égalité). Cette vaste enquête d'envergure internationale sur les ménages est la première à inclure des questions permettant d'obtenir des données sur le dialogue interculturel relatif aux migrations au sein des pays du Sud. En énumérant les réponses aux questions sur les mouvements et les choix des objets culturels entraînés par les migrations dans le Sud, il est désormais possible, pour la première fois, de voir comment les objets choisis parmi le patrimoine matériel et la culture vivante qui l'accompagne fonctionnent, du point de vue statistique et à grande échelle.

Ces données, une fois interprétées et soumises à une analyse qualitative, permettent de mieux comprendre les voies empruntées par les arts et la culture dans le travail pour la paix et le dialogue interculturel dans de nombreux domaines, y compris les domaines structurels et de soutien considérés ici. En revanche, le fait que les questions relatives aux arts et à la culture n'ont traditionnellement pas été incluses dans les grandes enquêtes statistiques sur la situation et les proportions

mondiales, représente une difficulté. L'inclusion de telles questions signifie également un changement des bases de référence pour les facteurs variables et les comparateurs statistiques. Cela nécessite l'inclusion systématique de questions appropriées sur les arts et la culture dans les enquêtes. Chaque question doit être formulée, accompagnée de ressources et chiffrée pour que de telles données commencent à avoir de l'influence, à l'instar des travaux statistiques. Pourtant, les réductions appliquées aux variations des arts et de la culture peuvent surpasser les résultats des méthodes statistiques.

Le dialogue interculturel, en relation avec la paix et par la voie des arts et de la culture, opère à travers différents répertoires et idiomes, depuis les proverbes transmis jusqu'aux enquêtes et mesures globales qui peuvent être normatives, en s'appuyant les méthodologies traditionnelles ou innovantes, en démontrant des approches jamais testées auparavant dans certains domaines. Sous forme chiffrée, les résultats sont immédiatement assimilés par les initiés grâce à la *lingua franca* des mathématiques. Sous forme poétique ou artistique, ils acquièrent une qualité changeante et scintillante, offrant des voies d'accès aux structures et aux domaines de soutien qui ont besoin d'interprètes et de dialogues pour être compris.

Il n'existe pas d'approche unique, mais plutôt une danse symbiotique, souvent belle et inconfortable, soutenue et rendue possible par le dialogue interculturel sous ses multiples formes, et surtout *en tant que tel*. Il apparaît toutefois clairement, tant des considérations méthodologiques que du développement du travail artistique et culturel, que la manière dont le travail est mené et organisé revêt une importance capitale pour favoriser le dialogue interculturel et la tolérance.

#### 4.4.3 Leadership et organisation pour le dialogue interculturel

À travers des études sur le leadership et l'organisation, les chercheurs ont identifié le besoin de modèles holistiques, de structures horizontales et d'une approche dynamique des systèmes pour produire les conditions qui permettront aux organisations de s'épanouir au XXI<sup>e</sup> siècle (Laloux, 2014). Cette littérature organisationnelle sur le leadership est en accord avec les travaux sur le dialogue interculturel, qui mettent l'accent sur l'importance cruciale de la diversité des styles de communication et des répertoires linguistiques afin de créer une approche culturelle globale du dialogue interculturel (Guilherme, Glaser, & Mendez-Garcia, 2010).

Pour que le dialogue interculturel soit efficace, les chercheurs s'intéressent à la manière dont il est organisé et à la capacité des dirigeants à communiquer de manière interculturelle. Avec la progression du phénomène de la

mondialisation, qui impacte profondément la vie des gens dans le monde entier, la nécessité de permettre la compréhension et le dialogue entre les langues et les cultures, en particulier chez les dirigeants, a acquis une importance primordiale. Cependant, pour de nombreuses autres problématiques mondiales, les effets de la mondialisation n'ont pas été abordés de manière interculturelle mais par la standardisation des stratégies de marque ou des services. Ces solutions monoculturelles aux défis interculturels sont insuffisantes, notamment pour la tâche de consolidation de la paix et la tolérance. Elles ne peuvent opérer que de manière fonctionnelle ou à des fins transactionnelles mais pas pour la compréhension ou la construction des défenses de la paix. C'est pourquoi les valeurs aberrantes identifiées dans les données sur le leadership et l'organisation du dialogue interculturel sont particulièrement intéressantes car elles concernent tout ce qui est imaginatif, excentrique et hors-norme dans le dialogue interculturel.

Dans le contexte de l'ODD 16, le leadership pour et de la part des institutions fortes pour la paix peut faire la différence, positive ou négative, à chaque niveau de la société. Selon les données présentées, il s'agit d'un indicateur beaucoup plus fluctuant que d'autres mesures montrant qu'un responsable isolé peut faire une différence très significative tant en termes de paix qu'en termes de conflit. Comment se fait-il qu'un théâtre puisse être prospère et singulier, qu'il puisse communiquer des messages variés qui attirent l'attention, alors que d'autres n'interprètent que des répertoires qui leur sont familiers, sans introduire de nouvelles idées ou des façons d'aborder les thématiques ? Qu'est-ce qui produit une réponse exceptionnelle à la menace ou au danger, à partir de laquelle les conditions de la paix et du dialogue interculturel peuvent être encouragées et organisées sur le long terme ? Ou encore, pourquoi les dirigeants se retirent-ils parfois du dialogue interculturel, préférant adopter des retranchements monoculturels et monolingues face au danger ? Pourquoi les personnes jouant un rôle de chef ou étant responsables d'une organisation, feraient-elles en sorte que les autres puissent transformer une communication conflictuelle en un mode dialogique ? En d'autres termes, à qui bénéficient la présence de conflits et la persistance de relations conflictuelles ? En répondant à ces questions, nous pouvons identifier certains modèles importants de leadership pour le dialogue interculturel dans le travail artistique et culturel à partir d'exemples. Les caractéristiques identifiables du leadership et de l'organisation du dialogue interculturel sont présentées ci-dessous.

TABLEAU 4.4.1

### Dix caractéristiques de leadership et d'organisation pour le dialogue interculturel

1. Les dirigeants sont des pionniers imaginatifs et artistiques.
2. Les dirigeants sont courageux, prennent des risques et innove, expérimentent et improvisent dans des circonstances très diverses. Ils sont ouverts et souvent aussi têtus.
3. Les dirigeants comprennent et soutiennent la création d'une entité différente de celle du « divertissement » ou de la culture normative grand public au sein des sociétés.
4. Les dirigeants créent et s'entourent de communautés d'artistes qui apprennent dans des espaces suffisamment sûrs pour être source de bravoure : le courage d'improviser, de créer, de montrer et d'interpréter des œuvres. Sans oublier le courage de devenir dirigeants à leur tour, souvent dans le cadre d'une collaboration.
5. Les dirigeants encouragent la critique et la dissidence. Paradoxalement, ils peuvent être très confiants, voire friser l'arrogance, dans leur approche et leur métier, tout en conservant une certaine humilité leur permettant de rester ouverts à la critique et à la reconnaissance d'opinions différentes. Il s'agit d'un équilibre difficile à trouver mais il est essentiel pour soutenir le travail artistique et culturel en faveur de la paix.
6. Les contributions des dirigeants ne sont souvent reconnues que tardivement ou lorsqu'un problème particulier se manifeste. Elles peuvent être rejetées à la fois par l'académie et par les institutions culturelles.
7. Les dirigeants créent et produisent régulièrement leurs propres espaces, en mobilisant des ressources pour avoir la liberté de forger et de se conformer à leur nouvelle perception, tout en protégeant leurs communautés artistiques plutôt que de céder à la nécessité pressante de la reproduction sans pouvoir tenir leurs engagements.
8. La gestion des conflits est pratiquée à tous les niveaux des organisations culturelles. De tels dirigeants ne facilitent pas la vie de leurs artistes et peuvent souvent être difficiles à suivre, à comprendre ou à satisfaire. Des épisodes de frustration et d'échec peuvent se manifester tôt ou tard. C'est la façon dont les dirigeants les traversent, en faisant preuve de courage dans la gestion des conflits, qui détermine si leur comportement peut servir le dialogue interculturel et l'ouverture ou s'ils risquent au contraire d'adopter un style autocratique et dominateur.
9. Les chefs sont ouverts à la diversité mais non sans esprit critique. Il ne s'agit pas d'accueillir tout le monde à bras ouverts mais plutôt de discerner qui contribuera à la diversité et travaillera dans le respect de l'éthique précieuse d'une troupe, d'une compagnie, d'un ensemble ou d'un espace artistique.
10. Ces chefs encouragent et inspirent souvent l'amour et la loyauté. Des histoires et des légendes peuvent se développer à leur sujet, ainsi que des gestes, des artefacts, des objets culturels, des phrases et des discours caractéristiques.

Ce que les institutions construites autour de ces chefs individuels peuvent faire, c'est commencer à discerner quelles sont les structures propices dans les domaines de soutien suivants : *Inclusion et représentation, Leadership et organisation, Liens et cohérence, et Compétences et valeurs*. L'inclusion des personnes qui sont le plus souvent marginalisées, assurer leur représentation, permettre aux autres de diriger grâce à une structure appropriée, au soutien et au travail collaboratif, est également conforme aux principes établis par Freire (Freire, 1998). Les deux exemples ci-dessous visent à rendre tangibles les concepts abstraits de *leadership et d'organisation* :

TABLEAU 4.4.2

### Naturtheater Hayingen

Ce théâtre communautaire en plein air a été fondé après la Seconde Guerre mondiale dans un petit village de Haute-Souabe, dans le sud de l'Allemagne. Aujourd'hui, les productions estivales annuelles de Hayingen sont à la fois un rituel et une institution. On vient de toute la région pour y assister. Ici, les pièces de théâtre dialectales d'inspiration politique tournent à guichet fermé, applaudies par jusqu'à 2 000 spectateurs. Au cœur de la

fondation du théâtre en plein air se trouve une famille de dramaturges et d'acteurs, Martin Schleker senior et Martin Schleker junior. Ce dernier a été surnommé affectueusement le « Brecht » de l'Alb, d'après le nom de la région, pour son théâtre singulier qui abordait des questions de justice et de paix par le biais de pièces de théâtre dialectales et de chansons interprétées par des villageois issus des diverses familles regroupées au sein de l'institution. De nombreux théâtres sont implantés dans d'autres villages et petites villes du sud-ouest de l'Allemagne. On y joue des pièces de théâtre dialectales et des comédies musicales, issues des répertoires théâtraux grand public et conformes aux critères du divertissement occidental : *My Fair Lady*, *Le songe d'une nuit d'été*, *Les trois mousquetaires*, etc. Chacun de ces spectacles est dirigé selon les modèles standard de gestion théâtrale dans un contexte caritatif. Une communauté d'intérêts très vivante se réunit chaque année en vue de la création de ces spectacles. Si chaque théâtre dispose de ses particularités, aucun ne se distingue comme le théâtre de Hayingen. Ses représentations et sa créativité ont abouti à des innovations et des styles caractéristiques, d'abord sous la direction de Martin Schleker senior, puis junior ; et enfin, bénéficiant de la direction et la formation de ce dernier, sous la direction de la communauté d'acteurs. Les représentations, en rupture avec la tendance dominante, offraient quelque chose de très différent et pourtant apprécié, générant ainsi leur propre forme de dialogue interculturel. Cette vision du monde différente, qui nécessitait du temps, des discussions, de la comédie et de la tragédie, était proposée pour le plaisir. Le public continue à affluer, sous une direction désormais partagée entre la troisième et la quatrième génération.

TABLEAU 4.4.3

### The Noyam Institute for African Dance

Au Ghana, le Noyam Institute for African Dance (Institut Noyam de danse africaine) a été fondé par le professeur Nii Yartey, aujourd'hui décédé, afin d'offrir aux jeunes du ghetto la possibilité de développer à haut niveau leurs compétences en danse et de devenir des artistes. Pour ce faire, Nii Yartey ne s'est pas cantonné à la danse africaine traditionnelle mais a plutôt entrepris le lancement d'une vision interculturelle et d'une manière de développer la danse à partir des actions quotidiennes, de celles qui servent à construire une maison et à préserver son environnement.

« "Noyam" signifie : *Développer ou Avancer*, en *Ga-Dangbe* du Ghana. Le principal objectif de l'institut est la formation des danseurs et le développement continu de la danse africaine traditionnelle et contemporaine au Ghana. Notre approche éducative est fondée sur notre philosophie : la danse, en tant que phénomène social, ne doit pas se limiter à ses offres artistiques et culturelles. Elle doit également être accueillie pour sa capacité à engendrer le changement et à franchir les barrières, culturelles et autres. » (Noyam African Dance Institute <https://noyam.weebly.com/about.html>)

Le style de danse Noyam se distingue et fait l'objet de recherches sur le changement culturel, la danse et le spectacle. Il a servi de moyen de communication et de narration au niveau international, avec des productions conformes aux désignations de l'ONU à l'occasion de conférences et sur des plateformes internationales. En établissant un lien avec des travaux effectués sur le continent africain et avec d'autres chefs innovants du théâtre pour la jeunesse, dont le regretté Stephen Chifunyo, ancien ministre de la culture et délégué de l'UNESCO pour le Zimbabwe, Noyam a représenté une dimension importante du dialogue interculturel dans le spectacle africain. Stephen Chifunyo a fondé un théâtre semblable pour les jeunes, CHIPAWO. Il est aujourd'hui dirigé par Chipso Basopo, la première femme à en prendre la direction et le développement.

Contrairement aux théâtres grand public et à ceux financés pour proposer des œuvres au Théâtre national du Ghana, (où, comme dans l'exemple allemand ci-dessus, le répertoire vise à attirer un public stable d'étrangers payant leur entrée, conformément aux normes et à la gestion commerciale), ces théâtres sont façonnés à l'image de la vision distinctive de leur dirigeant, particulièrement liée au dialogue interculturel à travers la danse et le théâtre et à la consolidation de la paix.

La Chaire UNESCO sur l'intégration des réfugiés par les langues et les arts a mené une expérience avec Noyam et Chipawo pour déterminer si le dialogue interculturel était durable, en travaillant dans toutes les langues maternelles d'une troupe de danse internationale, plutôt que d'utiliser l'anglais. Les résultats sont présentés à travers un [documentaire](#) (Tordzro, 2017) et [l'œuvre en elle-même](#). L'expérience a démontré que si le leadership, au sein d'une organisation de danse, est déjà distinctif et novateur, il peut être transmis aux jeunes par le biais d'ateliers et d'activités qui entretiennent leur passion pour la danse et leur permettront de devenir dirigeants à leur tour. Le dialogue établi par le biais des langues et de la danse, du partage et du temps consacré à l'émergence de dirigeants parmi les jeunes, prouve qu'il est possible, avec de nouveaux dirigeants, d'ancrer et de pérenniser les résultats obtenus par le dialogue interculturel dans la consolidation de la paix et la gestion des conflits. (A. S. Phipps, Tawona ; Tordzro, Gameli ; Tordzro, Naa Densua, 2020)

Lorsqu'une nouvelle orientation culturelle est prise dans le domaine des arts, ces deux exemples (comme bien d'autres) démontrent le besoin de dirigeants forts, audacieux et novateurs, qui soient suffisamment imprégnés de leur art pour pouvoir également le critiquer de manière proactive par de nouvelles approches.

Le décès prématuré de ces deux chefs culturels souligne également que, pour que de telles innovations survivent à leurs chefs ou à leurs structures de gouvernance et de ressources, il faut développer un sens aigu de l'administration, des réseaux internationaux et de nouveaux chefs, formés au sein de l'environnement d'apprentissage du travail culturel en question. Bien souvent, le leadership doit être soutenu au niveau de la communauté autochtone, à partir du contexte écologique et culturel, pour définir un cap nouveau et créer ensuite des connexions à travers le dialogue interculturel. Sinon, l'œuvre devient un événement ponctuel, un festival ou une représentation unique, au lieu de permettre à une nouvelle institution de prendre forme et de se renforcer. À cette fin, la capacité de leadership est également essentielle à la prise en compte du rôle du dialogue interculturel et des voies culturelles relevant de l'ODD 16. L'exemple de Hayingen montre que, lorsque les structures institutionnelles et le nouveau leadership peuvent se développer de manière naturelle et permettre la répétition de cycles de représentations, le leadership peut se maintenir en faveur du dialogue interculturel pendant plus de 70 ans, tout en restant flexible.

Bien entendu, au fur et à mesure que de nouveaux chefs compétents pour le dialogue interculturel émergent dans leurs communautés, il est important qu'ils soient soutenus et encouragés à répéter en vue d'une représentation, quitte à refaire la même représentation, plutôt que de rester dans l'attente d'innovations. Cela va à l'encontre d'une grande partie des possibilités de financement et de ressources offertes aux institutions culturelles, qui donnent continuellement la priorité aux nouveautés. Un élément susceptible d'être source de stabilité dans le leadership innovant est la possibilité pour celui-ci - de se solidifier et de gagner en confiance. Lorsqu'il existe une crainte constante pour la survie d'un travail naissant, il est important de soutenir les institutions pendant qu'elles forment de nouvelles structures appropriées et de n'imposer aucun modèle en termes de structure de gouvernance ou de responsabilité. En bref, ce qui bénéficie à un courant dominant monoculturel ne bénéficiera ni à la formation du leadership du dialogue interculturel ni aux innovations naissantes, dans l'institutionnalisation comme dans le travail artistique et culturel.

Ce type de leadership peut guider les communautés vers de nouveaux horizons et faire preuve d'agilité et de souplesse, prouvant par la même occasion que la gouvernance et les institutions manquent d'aisance et de rapidité pour faire de même. Ce type de leadership et d'organisation est également lié de manière critique à la liberté d'expression, sur laquelle reposent les œuvres artistiques et culturelles pour trouver leur public et leur résonance. Il peut aussi être amené à répondre de manière inventive à la censure imposée à des degrés divers. Nous allons maintenant nous intéresser à la question de la

*liberté d'expression* dans la mesure du dialogue interculturel.

#### 4.4.4 Liberté d'expression

La liberté artistique et culturelle, dans le cadre des normes des droits humains, est un autre domaine dans lequel les corrélations entre les données ne sont pas concluantes ou dans lequel aucune corrélation forte n'a été identifiée entre la présence de la liberté d'expression et la création du dialogue interculturel. Ce résultat est intéressant pour le dialogue interculturel et la consolidation de la paix, car il suggère que la *liberté d'expression* peut influencer le dialogue interculturel aussi bien de manière négative que positive. Il convient également d'examiner de plus près le fait que la *liberté d'expression*, dans des contextes économiquement favorables ou défavorables, n'entraîne pas directement le dialogue interculturel. Comme pour le domaine du *leadership et de l'organisation*, il s'agit d'une valeur aberrante intéressante. En nous concentrant dessus, nous pouvons envisager de potentielles actions dans tous les contextes pour garantir que la *liberté d'expression* favorise le dialogue interculturel et les initiatives susceptibles de soutenir et de renforcer la paix, au lieu de promouvoir la violence ou le conflit. Dans des conditions favorables où les revenus sont élevés, comme dans des conditions défavorables où le revenu est faible, la *liberté d'expression* peut aboutir ou non au dialogue interculturel. Le système dans son ensemble ne peut être considéré comme un facteur déterminant pour la liberté d'expression.

Une fois encore, nous pourrions considérer les archives littéraires et culturelles sur la *liberté d'expression* et le travail de nombreuses organisations, dont PEN International, qui documentent et défendent les personnes dont la liberté d'expression est restreinte dans le monde entier mais qui s'obligent (par conviction politique, persuasion idéologique, croyance religieuse ou motivation artistique) à revendiquer leur *liberté d'expression* en dépit du danger. Il peut s'agir d'organisations culturelles ou d'individus.

Ici aussi, nous pouvons discerner certains modèles importants où la *liberté d'expression* soutient le dialogue interculturel dans le travail culturel et artistique, à partir d'exemples. Nous observons ainsi des parallèles avec les dix caractéristiques identifiées pour le *leadership et l'organisation*.

TABLEAU 4.4.4

#### Dix caractéristiques de la liberté d'expression en faveur du dialogue interculturel

1. La liberté d'expression est tournée vers l'extérieur et peut être orientée vers l'international
2. La liberté d'expression utilise de nombreux procédés artistiques pour attirer l'attention
3. La liberté d'expression produit une multiplicité de réponses souvent divergentes
4. La liberté d'expression peut susciter des conflits et être mise à l'épreuve, souvent durement
5. La liberté d'expression peut faire l'objet d'une répression violente ou administrative
6. Les personnes cherchant à s'exprimer librement peuvent être marginalisées ou exclues et doivent parfois redoubler d'efforts dans leur travail pour être entendues ou recourir à des moyens pour révéler le fait qu'elles sont réduites au silence.
7. Lorsque la liberté d'expression artistique est restreinte, sa valeur pour le dialogue interculturel dans le cadre des droits humains peut être accrue par le dialogue inter-artistique, par la connexion, le partage et par des manifestations visuelles empruntant de nouvelles formes. Par exemple, on observe que le développement des marches des Fiertés, au moment où les personnes homosexuelles se voyaient refuser le droit à la liberté d'expression, a conduit à l'utilisation du déguisement et du carnaval comme moyens d'exprimer ce que signifie ce domaine des droits humains, en passant par la théâtralité plutôt que par la parole.
8. La liberté d'expression peut utiliser la tragédie ou la comédie pour attirer l'attention, à la recherche de réponses affectives humaines.
9. La liberté d'expression peut utiliser des formes culturelles traditionnelles de manière innovante ou incongrue.
10. La liberté d'expression peut attirer l'attention sur les dispositifs de réduction au silence déployés dans la société, en utilisant des arts « silencieux » qui peuvent être regardés ou en se servant de connexions interculturelles qui pourraient parler pour ou au nom des personnes concernées, avec leur permission et leur compréhension.

Ces aspects des voies artistiques et culturelles au sein du dialogue interculturel démontrent que, chaque fois que l'expression est restreinte, il existe une conscience de la pression, de la menace ou du besoin, qui incite à de nouvelles formes d'expression. Lorsque l'expression n'est pas restreinte, il existe d'autres moyens d'exercer le type de pression aboutissant au travail artistique et culturel : la discipline de la répétition, la technique et la révision critique, ainsi que la possibilité de représenter ou d'exposer le travail, même en compétition, par exemple. Certains espaces où l'expression est restreinte fermeront peut-être leurs portes à ce travail artistique et culturel. Néanmoins, ces espaces produisent une certaine énergie susceptible d'aboutir au dialogue interculturel, et notamment au dialogue dans l'espace public au sujet du travail. Un exemple de leadership et d'organisation du travail culturel, dans des contextes de restriction de la liberté d'expression, illustre ce concept.

TABLEAU 4.4.5

### ArtLords of Afghanistan

En 2014, ArtLords a entrepris un travail de peintures murales publiques, pensé comme un mouvement populaire en faveur de la liberté d'expression. L'objectif était de « transformer le visage agressif de Kaboul, défiguré par les murs explosés, en une expérience visuelle agréable ». Ce groupe de volontaires a utilisé la « puissance douce » de l'art pour faire de Kaboul, en Afghanistan, la capitale mondiale de l'art de la rue. Au fil des années, des personnes ordinaires ont rejoint le mouvement pour peindre les sujets qui affectent la vie des Afghans ordinaires, liés à l'amour, l'éducation, la perte et l'expressivité. ArtLords a ainsi promu ses messages de paix en Afghanistan et dans le monde. En 2021, le mouvement a été chargé de réaliser une fresque pour l'ONU. Le tableau « The Unseen Afghanistan » (L'Afghanistan invisible) est le premier cadeau offert par l'Afghanistan aux Nations unies depuis 1963 et est le seul à être exposé.



ArtLords considère que l'art public et sa co-création ouvrent le dialogue, y compris le dialogue interculturel, sur des problématiques telles que la corruption, la violence, la perte et la représentation. Par exemple, cette image a été peinte par l'équipe d'ArtLords et des passants en hommage aux 90 étudiantes tuées lors de l'explosion d'une bombe dans leur école à Kaboul. On y lit : « Je te vois et je n'oublierai pas ».

Ce travail, effectué sous la direction d'Omaid Sharifi, directeur d'ArtLords, est à la fois un exemple de leadership en faveur du dialogue interculturel et un exemple de *liberté d'expression*. En utilisant intentionnellement l'art au service du dialogue interculturel, avec un leadership axé sur la transformation pacifique, ArtLords a réussi à créer un environnement à Kaboul où, malgré les dangers, la *liberté d'expression* était possible pour les nombreux artistes et citoyens ordinaires s'étant unis au sein du projet. Lors de la chute de Kaboul aux mains des talibans en août 2021, ArtLords a peint des fresques murales au fur et à mesure de la chute de la ville. Le travail d'ArtLords se poursuit désormais en exil, en se concentrant sur la *liberté d'expression* dans les camps de réfugiés et sur le potentiel de guérison des traumatismes que détient la *liberté d'expression*.

« Mais un espace comme ArtLords a été une bénédiction pour la ville. Il a fourni ce refuge contre la haine, la colère et les rumeurs, il a fourni un endroit pour guérir, se détendre et prendre un moment pour soi, pour profiter. Malgré tout ce qui se passait, nous aimions notre travail. Nous n'avons jamais, au grand jamais, songé à abandonner. Nous avons consciemment décidé de mener à bien ce travail. Nous savions que nous devions apporter notre pierre à l'édifice. C'était notre pays et notre responsabilité. Nous avons ressenti la douleur et la souffrance de notre peuple. Nous nous sommes efforcés d'aider là où nous le pouvions, grâce à notre galerie d'art, nos séances d'art-thérapie, nos concerts et nos peintures murales publiques partagées. Mais avec les talibans qui contrôlent Kaboul, ma liberté d'expression m'a été retirée. Ils m'arrachent ma voix.

Je peux traverser n'importe quelle épreuve, mais je n'abandonnerai pas ma voix. » Omaid Sharifi, le 1er septembre 2021.



[<https://twitter.com/OmaidSharifi/status/1426412215658291201?s=20>]

Le 3 septembre 2021, le nouveau régime a commencé à recouvrir les peintures murales réalisées par ArtLords en Afghanistan. Cet acte constitue un exemple frappant de la façon dont la *liberté d'expression* aboutissant au dialogue interculturel est contestée. Ainsi, d'autres formes d'expression, qui cherchent à s'éloigner de la *liberté d'expression* par des moyens violents, aboutiront également au résultat inverse.

Les exemples précédents et l'examen des caractéristiques montrent clairement que la manière dont le travail culturel et artistique articule le dialogue interculturel en faveur d'une paix durable est antérieure à l'industrialisation, à l'automatisation et à la production de données numériques. Les pratiques culturelles et artistiques sont aussi anciennes que l'humanité elle-même. Elles échappent encore à la conceptualisation et à la quantification numériques.

Le travail culturel et artistique a une résonance puissante et souvent émotionnelle, se rattachant fortement à d'anciennes pratiques autochtones qui sont riches d'enseignements pour la mise en contexte du dialogue interculturel dans le monde actuel. C'est vers ces pratiques que nous nous tournons à présent.

#### 4.4.5 Penser selon les pratiques anciennes et le dialogue interculturel dans le contexte de l'art et du travail culturel

Dans des contextes qui ne possèdent pas les ressources nécessaires pour mener des enquêtes quantitatives à grande échelle ou des programmes de mesures dialogiques et économiques, les communautés s'appuient sur des formes de connaissances et de pratiques dialogiques qui appartiennent au patrimoine culturel immatériel et à la culture vivante. Dans de tels contextes, le dialogue interculturel s'accompagne d'une compréhension non pas d'un concept abstrait, mais des pratiques qui sont, comme expliqué dans ce rapport, des pratiques humaines anciennes perpétuées de manière universelle.

**1. L'hospitalité** - le fait de donner et de recevoir un abri, de la nourriture, une boisson, un divertissement, un endroit sûr pour un séjour temporaire ; l'hospitalité nécessite des protocoles et un leadership implantés au sein des ménages, des communautés, des institutions et des États. Là où l'hospitalité est correctement pratiquée, elle est source de sécurité et de convivialité, de confiance et de résonance, à travers les dirigeants ou les institutions et dès lors elle favorise l'épanouissement du dialogue interculturel.

**2. L'accueil** - le fait de rendre possible un séjour plus stable de personnes qui ne font pas partie de ses proches et pouvant même être totalement étrangères, qui communiquent d'une manière étrange, voire opaque, potentiellement effrayante ou apparemment hostile mais qui peuvent, étape par étape, brin par brin, faire partie d'une nouvelle façon de continuer à avancer et à vivre au sein d'un mode de vie différent. Ces personnes garantissent la transmission et la responsabilité de l'hospitalité qui devient une coutume sociétale à part entière, malléable jusqu'à la rupture de certaines fibres ou relations mais aux fils suffisamment flexibles pour maintenir l'entièreté de l'ensemble.

La première met l'accent sur ce qui, dans le dialogue interculturel, se produit lors de la rencontre interculturelle. Elle atténue le choc culturel et la xénophobie ; crée des environnements propices pour que les éléments difficiles à appréhender, difficiles à intégrer, ou douloureux à entendre, soient découverts dans la paix, intégrés lentement et entendus devant témoins.

Dans la documentation choisie, le travail d'adaptation à court terme est axé sur ce qui se passe lors de nouvelles rencontres entre des personnes qui ne parlent pas la même langue. Il s'intéresse aux interactions entre les soins de santé, (Lu & Corbett, 2012 ; Piacentini, T. 2014 ; Piacentini, T., O'Donnell, C., Phipps, A., Jackson, I. and Stack, N. 2019) l'éducation (Arizpe, Bagelman, Devlin,

Farrell, & McAdam, 2014 ; Byram, 2008 ; Ladegaard & Cheng, 2014) et l'apprentissage des langues dans un contexte international et humanitaire (Footitt, 2017), et au dialogue interculturel sur le lieu de travail (Guilherme et al., 2010).

La seconde est ce qui se passe lorsque l'on prend le temps de s'assurer que le patrimoine vivant est maintenu et transmis malgré le conflit ou la menace politique ; lorsqu'une institution culturelle est développée pour accueillir des objets, lorsque différentes langues maternelles sont enseignées dans les écoles, lorsque les chefs sont capables de promulguer leur vision de la paix sans être menacés en raison de leur liberté d'expression culturelle.

### 3. Tissage

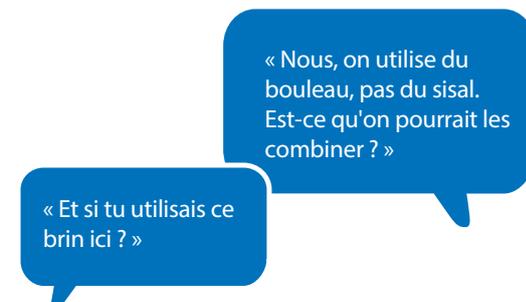
Enfin, la « chaîne » et la « trame » (les brins verticaux et horizontaux en tissage) sont les moyens par lesquels de nombreuses cultures conceptualisent les domaines structurels et de soutien qui se sont avérés propices aux mesures de dialogue interculturel pour la paix.

Dans la culture, les arts et les philosophies autochtones, l'utilisation d'un langage métaphorique indirect est un soutien ordinaire du travail pour la paix. Dans les domaines des organisations internationales non gouvernementales et des documents cadres pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques du dialogue interculturel, des mesures sont nécessaires aux fins de comparaison et de précision. Une tension se fait sentir dans toutes les discussions interdisciplinaires sur l'évaluation des arts et de la culture, qui considèrent souvent les mesures statistiques comme une règle d'or, plutôt que comme un moyen pour tisser le dialogue.

Lederach & Lederach (J. P. L. Lederach, Angela Jill, 2010) ont montré à quel point les pratiques de consolidation de la paix et du dialogue interculturel, ainsi que le travail sur la gestion des conflits, dépendent des arts et de la culture mais tendent également à produire des cercles fermés. En effet, les structures renferment le caractère difficile du travail, un travail qui doit maintenir une certaine tension, à l'instar des techniques de tissage en textile et en vannerie. Leurs conclusions mettent également en évidence des pratiques anciennes et partagées d'hospitalité et d'accueil dans les contextes de dialogue interculturel : « Notre famille a accueilli et été accueillie par des personnes de tous ces endroits, nous avons pris place autour de la même table, nous avons écouté les personnes, partagé nos expériences, ressenti le traumatisme et vu l'espoir résilient. » (J. P. L. Lederach, Angela Jill, 2010) (p.2). Cet élément de partage, de transmission, d'enseignement, de recherche de la chaîne et de la trame avec une tension propice au dialogue, indique le rôle peu concluant du leadership et de l'organisation, mais pas des dirigeants s'ils

disposent de certaines caractéristiques et méthodes d'organisations clés. Il souligne également l'importance des contextes où les tensions peuvent avoir lieu de telle sorte que la liberté d'expression soit possible, apaisante et sûre. Le caractère non concluant des données quantitatives se retrouve dans les voies artistiques et culturelles en faveur du dialogue interculturel, ce qui suggère également l'existence d'une relation forte lorsque la *liberté d'expression* et le *leadership* et *l'organisation* peuvent se combiner en se concentrant durablement sur le dialogue interculturel et la consolidation de la paix.

Autrefois et même encore aujourd'hui dans certaines cultures autochtones, un tisseur était présent lors des cérémonies réunissant les anciens ou les dirigeants d'une communauté pour discuter de sujets graves, de la paix et des conflits. Le tisseur était là pour maintenir l'espace sonore, pour écouter et pour produire un tissu à partir de la tension présente. Il était notamment courant que les femmes tissent des textiles ou des récipients qui représentaient, de manière abstraite ou esthétique, l'objet des discussions dans la société. Leur œuvre exprimait l'espoir de la paix. C'est ainsi que le tissage, en tant que pratique, reflète la définition du dialogue interculturel proposée par le rapport. Il s'agit également d'un *processus entrepris pour réaliser une communication transformatrice qui nécessite un espace ou des opportunités d'action*. Un nouveau tissu, une nouvelle conception ou un nouveau récipient ne peuvent être façonnés que par un *groupe diversifié de participants attachés à des valeurs* telles que le respect mutuel, l'empathie et la volonté d'envisager des perspectives différentes.



L'activité de tissage (pour se vêtir, s'abriter, cuisiner, stocker, rassembler) est une activité qui soutient les pratiques quotidiennes de la paix. Dans les cultures du monde entier, il existe des signes tangibles du patrimoine tissé et des pratiques culturelles immatérielles, comme le chant et la danse, qui accompagnent ces arts pacifiques. Or, les arts sont souvent, bien que pas toujours, entrepris traditionnellement par les femmes. La pratique du dialogue interculturel à travers les continents, les langues et les expériences d'autochtonie, d'oppression et d'exil, peut être illustrée par l'exemple du collectif de femmes arpilleristes à Wellington, en Aotearoa (Nouvelle-Zélande).

Il s'agit d'un exemple parmi tant d'autres de collections artistiques féminines reliant des pratiques anciennes au *leadership* et à l'*organisation* et à la *liberté d'expression*, dans des contextes de restriction des droits culturels.

TABLEAU 4.4.6

### Arpilleras Wellington

Originaires du Chili, les arpilleras sont des toiles de jute cousues selon une technique d'appliqué inversé. Les femmes utilisaient les sacs en toile de jute servant au stockage des pommes de terre pour coudre des motifs inspirés de la vie rurale, pacifique et domestique d'Isla Negra. (Kindon, 2021). Au fil du temps, cet artisanat s'est étendu aux zones urbaines, notamment à Santiago, sous l'influence violente de la dictature de Pinochet. C'est au cours de cette période, dans les années 1970, que les femmes ont commencé à utiliser les arpilleras pour laisser une trace de ce dont elles étaient témoins. L'idylle rurale a ainsi fait place aux scènes de violence et l'artisanat est devenu un moyen de *liberté d'expression* quant à la brutalité de l'État, une protestation populaire et une façon pour les femmes de faire le deuil des « disparus ». Comme le font remarquer Kindon et al 2021, les activités des femmes passent souvent inaperçues. Aussi, cette pratique n'a pas fait l'objet d'une attention majeure avant que des groupes religieux ne commencent à exporter clandestinement certaines des réalisations de ces protestations politiques cousues dans la fibre des arpilleras. Les femmes sont devenues des arpilleristes et les organisations religieuses ont commencé à fournir du matériel pour soutenir la liberté d'expression des femmes. À cette époque, la pratique n'était pas axée sur le dialogue interculturel. Toutefois, ce travail a conquis une audience internationale au cours des quatre dernières décennies, où ces arpilleras artisanales ont inspiré des collectifs de femmes dans différents contextes à travers le monde.



Wellington Arpilleras Collective, à Aotearoa (Nouvelle-Zélande), en est l'exemple. Ce collectif a été fondé à partir d'une initiative de la conservatrice Roberta Bacic. L'objectif était d'acheminer 24 arpilleras historiques jusqu'à l'église de St Andrew's à The Terrace, Wellington, afin de les y exposer. Il s'agissait de la première exposition d'arpilleras en Nouvelle-Zélande, en 2013. Des universitaires de l'université Victoria de Wellington ont étudié les effets de l'arrivée des arpilleras dans la ville et sur les personnes concernées. Ils ont notamment pu observer la création d'un groupe de résidents, dont des représentants de la communauté latino-américaine et beaucoup de réfugiés, à Wellington.

*« Je me sentais déjà chez moi ici, mais je pense que les arpilleras... m'ont fait sentir... qu'il y a désormais un espace ici pour mon histoire, un espace que nous avons sculpté ensemble. »*



Un groupe d'arpilleristes, basé à Wellington, a été créé et a organisé sa propre exposition de son travail. Les expériences souvent difficiles et les histoires personnelles impliquées dans la création de telles expressions, qui pourraient rejoindre les arpilleras historiques et créer ainsi un fil continu de résistance et de mémoire reliant les femmes du monde entier dans un seul collectif, de l'Irlande du Nord au Chili en passant par le Tibet et Wellington, ont forgé la *liberté d'expression*. Il s'agit là encore d'un exemple asynchrone et non linéaire de comment la *liberté d'expression* est rendue possible au niveau interculturel par les institutions propices, désireuses d'encourager le dialogue interculturel en faveur de la paix mais aussi par les dirigeants et les conservateurs individuels, ou encore par les universitaires prêts à soutenir de tels efforts dans le cadre de leur travail sur les arts et la culture en faveur du dialogue interculturel.

#### 4.4.6 Conclusions

La relation non linéaire entre les domaines, dans le cadre d'une approche systémique globale pour mesurer le dialogue interculturel en vue d'une paix durable, se démarque par son intérêt particulier. Elle donne lieu à une réflexion approfondie sur les arts et la culture.

La *liberté d'expression* et le *leadership* et *l'organisation* ont une incidence sur les formes de gouvernance dans le monde, notamment la démocratie et le libéralisme. Le fait que ces deux domaines n'aboutissent pas au dialogue interculturel dans des contextes démocratiques libéraux dotés de ressources suffisantes, indique qu'il existe des véhicules de l'organisation sociale et culturelle humaine aptes à favoriser le dialogue interculturel sans dépendre uniquement des valeurs démocratiques. Dans un monde où la poursuite de la démocratie et de la libéralisation s'accommode difficilement de la poursuite de la paix et de la gestion des conflits, cette conclusion peut à elle seule éclairer la manière de naviguer entre les limites de la démocratie et de soutenir le dialogue interculturel en vue d'une paix durable.

Dans ses travaux sur le dialogue, le philosophe Martin Buber a identifié un élément ineffable, appelé « das Zwischenmenschliche » (Buber, 1986) (ou, en français, la « vivacité des relations »), qui pourrait contribuer à générer suffisamment de fils en une seule rencontre pour tisser quelque chose de durable. Cette image est utile mais pas facilement quantifiable. Elle ne se traduit pas par des graphiques, ne progresse pas de manière régulière ; au contraire, elle s'impose par à-coups, par impulsions, déconcertant les systèmes qui privilégient les étapes ordonnées. Le fait que la *liberté d'expression* et le *leadership* et *l'organisation* puissent être les deux domaines où les environnements et les domaines propices présentent le moins de corrélation est mis en lumière par l'attention portée aux voies artistiques et culturelles.

Une chose est certaine : pour être durable dans la voie artistique et culturelle, le dialogue interculturel requiert une diversité des formes. Chaque système dépendra de son contexte. Lorsque le *leadership* et *l'organisation* sont faibles mais que la *liberté d'expression* est forte, les arts et la culture produits pour soutenir le dialogue interculturel seront très différents de ceux produits sous la direction d'un chef fort, éventuellement têtue, peut-être charismatique, qui prend des risques dans une perspective inclusive, avec une croyance pouvant sembler téméraire et une capacité à travailler avec des symboles lorsque l'Histoire l'exige.

En bref, dans le domaine des arts et de la culture, l'attention portée à la diversité est une condition préalable au maintien d'une multiplicité des formes d'action dans l'espace public.

#### ENCADRÉ 4.4.7

#### Principes relatifs à la voie des arts et de la culture dans le dialogue interculturel en faveur de la paix durable

1. Une diversité des formes de leadership, d'organisation et d'expression est nécessaire
2. Le travail artistique et culturel nécessitera une analyse et une réponse spécifiques au contexte
3. L'analyse doit être itérative et répondre à des situations contextuelles qui évoluent souvent rapidement
4. La présence d'un lien avec d'anciennes pratiques culturelles d'hospitalité, d'accueil et du tissage de voies différentes, souvent diverses, est un indicateur majeur de la présence d'un dialogue interculturel en faveur de la paix durable.
5. Il est essentiel de prêter attention aux nombreuses manières dont le dialogue interculturel est « mis en langage ». Ainsi, les concepts et les modalités autochtones de protocole et d'expression du leadership et de la liberté sont essentiels.
6. Lorsque le leadership est faible, restreint ou interrompu par un conflit, le travail culturel collectif de solidarité est une manifestation qui favorise la consolidation de la paix et fonctionne par le biais du dialogue interculturel.
7. Lorsque la liberté d'expression est faible ou que les droits culturels sont restreints, le leadership collectif ou individuel peut être un signe de changement vers la responsabilité interculturelle et les mouvements culturels.
8. Le travail artistique et culturel collectif est un facteur clé propice au dialogue interculturel. Alors que les arts individuels peuvent exprimer sans équivoque un échec critique du dialogue interculturel, le changement culturel n'est possible qu'au moyen d'un travail collectif qui amplifie et trans-crée le travail exprimé.
9. Les femmes jouent un rôle notoire en tant que porteuses et gardiennes des traditions culturelles propices au dialogue interculturel, en transmettant des connaissances et en partageant les connaissances linguistiques et l'art de l'hospitalité et de l'accueil.
10. La créativité dans la conceptualisation et dans l'offre de l'hospitalité est souvent présente dans le travail pour le dialogue interculturel. Si elle n'est pas directement mesurable, c'est un signe que les processus du dialogue interculturel sont en cours.

## 4.5 La voie de l'urbanisme et des paysages urbains

*Contribution du Dr Bob W. White  
Professeur titulaire et directeur du LABRRI  
Université de Montréal  
Canada*

Tout au long de son long parcours sémantique, le concept de dialogue a dérouter philosophes, acteurs politiques, prêtres et bien d'autres. Ce vestige de la philosophie grecque classique (« dia » signifiant « à travers » et « logos » signifiant « discours » ou « conversation ») a résisté à l'épreuve du temps et continue à s'imposer comme un outil permettant de parvenir à une vision commune de ce que nous, êtres humains, voulons dire lorsque nous réfléchissons à ce qu'est la « belle vie ». Au fil du temps, il s'est transformé en un vaste domaine de recherche d'inspiration humaniste sur les dynamiques sociales, la géopolitique et la conception des politiques. Mais il a également été utilisé pour tenter d'imaginer des solutions concrètes et durables aux conflits en cours et aux guerres entre groupes<sup>13</sup>. L'idée générale de dialogue (en d'autres termes, l'échange d'idées à partir de points de vue différents) n'est pas le propre des traditions de pensée occidentales. En revanche, puisqu'il est de plus en plus pratiqué de part et d'autre des frontières et d'un domaine à l'autre, son potentiel en tant que concept utile à la réflexion devient de plus en plus évident.

C'est alors qu'entre en scène l'UNESCO, l'organisation qui, selon toute apparence, est intervenue en faveur du dialogue interculturel plus que toute autre organisation sur la scène mondiale. Après les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, dans l'intérêt de réhabiliter les économies et de guérir les blessures sociales, l'UNESCO a entrepris de développer une série de principes constructifs qui, à terme, placeront le dialogue interculturel au centre des débats dans les cercles académiques et de politique publique à l'échelle internationale<sup>14</sup>. Si l'UNESCO et d'autres organisations des Nations unies ont été critiquées pour l'eurocentrisme implicite de leur mission et de leur vision, l'impact des programmes visant à promouvoir les principes du dialogue interculturel se ferait sentir bien au-delà des frontières de l'Europe (Anttil 2014). Dans le programme de recherche défini dans ce projet, l'UNESCO (2021) aborde le dialogue sous un angle différent de celui généralement adopté auparavant, en posant sans détour la question suivante : comment savoir si le dialogue fonctionne ?

Depuis des décennies, la question de l'évaluation de l'impact du dialogue interculturel est une préoccupation tenace pour les chercheurs et les décideurs politiques. Or, très peu de recherches ont été menées pour développer une approche ou un cadre systématiques pour l'analyse

comparative du dialogue interculturel dans les villes. Phil Wood et Charles Landry (2008), dans une monographie innovante sur la pratique et la politique interculturelles dans les villes, expliquent comment le modèle interculturel exige des villes qu'elles dépassent les idées reçues sur la « diversité » en se concentrant sur la manière dont les villes créent des interactions significatives entre les citoyens. En effet, il reste encore beaucoup à faire pour déterminer exactement ce que nous entendons par le modèle des cités interculturelles et comment les villes peuvent donner un sens à ce que le Conseil de l'Europe appelle le « prisme interculturel » (COE 2008). Les contributeurs d'une œuvre récente sur les cités interculturelles ont exploré comment la politique et la pratique interculturelles dans les villes peuvent nous aider à mieux comprendre la cohésion sociale (White 2018), notamment en examinant comment les cadres politiques sont créés et mis en œuvre. S'inspirant du programme Cités interculturelles du Conseil de l'Europe, cette recherche vise à comprendre comment les administrations municipales de diverses régions du monde utilisent les principes de l'interculturalisme pour rendre les villes plus inclusives. Elle démontre également pourquoi les villes sont particulièrement bien placées pour promouvoir la cohésion sociale grâce aux principes du dialogue interculturel.

### 4.5.1 Considérations méthodologiques

En réponse à son engagement à mobiliser les connaissances sur le dialogue interculturel, la recherche proposée par l'UNESCO vise à aider les décideurs politiques à comprendre quelles sont les actions efficaces pour soutenir un environnement favorable au dialogue interculturel mais aussi à développer des mesures pour comprendre l'impact de ces actions. Au-delà de l'énoncé d'idéaux ou de principes généraux, le projet de l'UNESCO propose un cadre fondé sur les données, qui vise à comprendre la relation entre le dialogue interculturel et les objectifs fondamentaux constituant la mission globale de l'UNESCO : la protection des droits humains, la prévention des conflits et la réduction de la fragilité, ainsi que la promotion de la paix.

L'un des points forts du cadre proposé est son ancrage dans la théorie systémique<sup>15</sup>. La méthodologie de l'étude de l'UNESCO, qui s'intéresse aux différents niveaux d'analyse mais aussi aux interactions entre ces niveaux, se propose de comprendre quels sont les facteurs qui permettent ou empêchent le changement ; une approche souvent considérée comme caractéristique de la théorie systémique. Le cadre proposé dans cette étude reflète plusieurs aspects importants de la pensée systémique. **Tout d'abord**, cette étude reconnaît le fait que les institutions publiques (un type particulier de structure sociale) ne sont pas susceptibles de changer rapidement.

<sup>13</sup> Dans ce rapport, l'UNESCO définit le dialogue interculturel comme suit : « ...un processus entrepris pour réaliser une communication transformatrice qui nécessite un espace ou des opportunités d'action et un groupe diversifié de participants engagés dans des valeurs telles que le respect mutuel, l'empathie et la volonté de considérer des perspectives différentes ».

<sup>14</sup> Dans ce texte, je n'aborderai pas spécifiquement la question de la définition de l'« interculturel » dans le dialogue interculturel (Emongo et White 2014). Pour les besoins de cette analyse, il est probablement suffisant d'établir que le terme « interculturel » fait référence au contact entre des personnes ou des groupes d'origines diverses, et que ce qualificatif peut ou non faire référence au phénomène des relations inter-ethniques.

<sup>15</sup> Depuis les premiers travaux de Gregory Bateson (1972) et de l'école de Palo Alto dans les années 1950, la pensée systémique a considérablement évolué et s'est avérée utile dans une grande variété de domaines universitaires et appliqués, y compris, sans s'y limiter, la psychologie, la conception, la planification, les sciences de la santé, la philosophie, les études environnementales et, plus récemment, les relations interculturelles.

Le changement systémique se produit à différents niveaux, soit par des événements surprenants à grande échelle qui déstabilisent les modèles d'équilibre préexistants (comme la mort de George Floyd), soit par de petits changements progressifs (par exemple la mise en œuvre de programmes d'équité, de diversité et d'inclusion) en réponse à cette crise. **Deuxièmement** (ce point est extrêmement important pour les décideurs), les modifications proposées aux systèmes peuvent être introduites à partir de plusieurs points d'entrée et à différents moments, en tenant compte des ressources disponibles, de l'expertise et des objectifs déclarés. Ce principe de pensée systémique signifie que l'enchaînement des politiques et des programmes peut s'avérer moins rigide qu'on ne le pensait auparavant, une observation qui ressort clairement de l'étude menée par l'UNESCO.

Il est également important de rappeler que l'analyse comparative s'accompagne de certains défis, à commencer par la question de l'équivalence comparative. Les données de certains contextes nationaux ou régionaux n'ont pas pu être incluses dans cette analyse, non seulement parce que certains pays ne sont pas couverts par les ensembles de données secondaires utilisés mais aussi en raison des difficultés conceptuelles à trouver une équivalence dans les différents domaines. Ainsi, le Cadre de l'UNESCO développé à partir du cadre est tout simplement un cadre qui permet d'explorer les relations entre les domaines au niveau d'analyse le plus large possible. Si ce tableau récapitulatif peut susciter davantage de questions sur le contexte local et les spécificités régionales ou nationales, la pensée systémique nous oblige à comparer des niveaux d'analyse à l'équivalence fonctionnelle, en acceptant que *la variation interne et le contexte local soient étudiés à l'aide d'outils différents*. En d'autres termes, les questions que nous posons et les outils que nous utilisons pour répondre à ces questions dépendent du niveau d'analyse et de l'objet d'étude (Genest 2017).

#### 4.5.2 Pratiques et politiques interculturelles dans les villes

En se concentrant sur divers aspects de la politique interculturelle au niveau municipal (par exemple, comment les villes créent des cadres de politique interculturelle ou comment elles trouvent un équilibre entre différentes orientations pluralistes), il est possible de faire quelques observations initiales, même si d'un point de vue comparatif, ces résultats sont quelque peu limités.

Si la recherche sur l'interculturalisme dans les villes est encore relativement récente, des développements intéressants ont eu lieu ces dernières années, non seulement en termes de gouvernance à plusieurs niveaux et de ce que l'on appelle le « virage local » (Zapata et al 2017), mais aussi en termes de conception et de mise en œuvre des politiques (White 2018). Au moins trois idées

importantes ont résulté de cette recherche.

**Premièrement**, il est plus facile de susciter un sentiment d'appartenance à une ville qu'à un pays. Dans le cas des villes, les barrières à l'entrée sont relativement faibles et, en général, l'appartenance est définie par la résidence. Dans le cas des pays, l'appartenance peut dépendre de l'ascendance, de l'ethnicité et du statut juridique et donc être soumise à davantage d'obstacles. **Deuxièmement**, si les cités interculturelles peuvent avoir certains points communs avec les villes promouvant les idéaux du multiculturalisme, elles s'en démarquent également sur plusieurs plans, à savoir que les cités interculturelles mettent davantage l'accent sur les interactions significatives. **Enfin**, les politiques municipales d'inclusion doivent être attentives à trois principes fondamentaux du pluralisme : 1) la reconnaissance de la diversité, 2) la lutte contre les discriminations et 3) le rapprochement par le dialogue<sup>16</sup>. Ce modèle a été appliqué comme cadre préliminaire pour l'analyse des politiques dans des organisations communautaires et des municipalités du Québec et de l'étranger, avec des résultats prometteurs pour les décideurs politiques et les groupes de citoyens locaux<sup>17</sup>.

Lorsque les administrations municipales s'engagent à rendre leur ville plus inclusive, elles prennent des décisions sur la base des modèles existants à leur disposition, en tenant compte du paysage local composé par les dynamiques interculturelles mais aussi des objectifs institutionnels qui peuvent parfois représenter des intérêts contradictoires. Avec l'explosion des réseaux municipaux d'intégration au cours des dix dernières années (Lacroix 2021), les villes disposent de multiples options pour définir l'orientation de leurs politiques et programmes municipaux. La participation à ces réseaux est un bon exemple de la manière dont le soutien aux domaines peut contribuer au changement structurel, comme l'indique ce rapport de l'UNESCO. Les villes qui sont actives dans les réseaux nationaux et internationaux tirent parti de cette participation tant au niveau local que mondial. Dans de nombreux cas, leur influence a entraîné des changements dans les cadres politiques régionaux ou nationaux. On parle d'une politique interculturelle « par effet de ruissellement » (White 2021) :

- Le plan interculturel de la ville de Barcelone a été une source d'inspiration pour les initiatives politiques et les programmes au niveau régional, faisant de la Catalogne l'une des premières régions interculturelles reconnues par le Conseil de l'Europe.
- La ville de Mexico, qui dispose d'un statut particulier par rapport aux États du reste du pays, a adopté une législation interculturelle pour défendre les migrants et les communautés autochtones mais aussi pour réaffirmer la mobilité comme un droit humain

<sup>16</sup> Ce modèle est très proche du « triangle politique » proposé par le Conseil de l'Europe, qui fait référence à la diversité, à l'égalité et aux interactions <https://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/about>.

<sup>17</sup> Pour une explication détaillée de cette méthodologie, voir le rapport 2019 de l'UNESCO en collaboration avec la Coalition internationale des villes inclusives et durables et l'Observatoire international des maires sur le vivre-ensemble : Politiques municipales sur le vivre-ensemble.

fondamental. Cette législation a été reprise par les autorités régionales et nationales.

- Au Japon, les initiatives locales visant à promouvoir les cités interculturelles ont mené à des programmes nationaux axés sur la reconnaissance des communautés de migrants et sur la fourniture de services relatifs à l'éducation et à l'apprentissage d'une deuxième langue, notamment l'utilisation d'un « japonais simplifié ».

Vous trouverez ci-dessous quelques-uns des réseaux d'inclusion les plus connus opérant au niveau des villes, qui se disputent l'attention et la participation des villes :

- Welcoming America : promotion de l'accueil des nouveaux arrivants et des services d'installation
- Cités d'intégration (Integrating Cities) : amélioration de l'intégration économique et politique des migrants
- Cités de migration (Cities of Migration) : amélioration de l'accueil des villes réservé aux immigrants et aux minorités
- Coalition internationale des villes inclusives et durables (International Coalition of Inclusive and Sustainable Cities) : aide aux collectivités locales pour lutter contre le racisme et la discrimination
- Cités interculturelles (Intercultural Cities) : promotion de la cohésion sociale grâce aux principes de l'intégration interculturelle

Certains réseaux se concentrent davantage sur les élus, tandis que d'autres sont destinés aux fonctionnaires ou aux employés municipaux. Certains sont de nature plus généraliste ; d'autres sont axés sur des groupes ou des questions spécifiques. Si tous les réseaux cités ci-dessus s'engagent à respecter les principes pluralistes de reconnaissance de la diversité et de lutte contre les discriminations, il n'en va pas de même pour le principe de dialogue. À l'exception du programme Cités interculturelles (ICC), ces réseaux d'inclusion opérant au niveau des villes ont tendance à se concentrer principalement sur la situation des migrants et des réfugiés et non sur la dynamique entre les sociétés d'accueil et les nouveaux arrivants. Selon l'ICC, qui est le seul réseau opérant au niveau des villes à se concentrer spécifiquement sur les principes et les pratiques interculturels, les villes sont des lieux où la diversité est une partie intrinsèque des communautés. Elles sont aussi des entités gouvernementales qui doivent se concentrer sur la manière de créer un contexte favorable à des interactions significatives et positives entre les communautés. En ce sens, le réseau de l'ICC est un bon

exemple de la manière d'entretenir une culture du dialogue dans les villes et les quartiers.

Cette image de la ville comme visage local du gouvernement (ce que l'on appelle « la gouvernance de proximité », Leblanc 2019) détermine la façon dont les communautés locales perçoivent leur relation à l'État mais aussi la façon dont elles pensent et gèrent leurs relations avec les autres communautés. Bien entendu, les villes ne sont pas seulement des institutions publiques qui fournissent des services : elles jouent également un rôle important dans l'emploi. Ainsi, les villes et les réseaux opérant au niveau des villes investissent de plus en plus dans le développement de programmes de formation visant à améliorer les compétences interculturelles. Dans certains cas, ces approches s'inspirent de modèles relativement bien établis basés sur l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI). Mais, de plus en plus, les villes tentent d'intégrer des approches critiques de la formation, telles que l'antiracisme et le décolonialisme.

En ce qui concerne cette étude de l'UNESCO, dédiée à la manière d'évaluer l'impact d'une culture du dialogue sur la politique locale, deux aspects suscitent particulièrement notre intérêt. Tout d'abord, il est frappant de constater le peu d'attention accordée à la question de la gouvernance locale et au rôle des villes dans la promotion du dialogue interculturel et de la cohésion sociale. Deuxièmement, et ce point est encore plus important pour nos fins, la recherche en sciences sociales est en retard dans la définition du dialogue interculturel ou l'évaluation de son impact en termes de gouvernance locale. Dans la section suivante, j'aborderai certains résultats choisis de l'étude de l'UNESCO afin d'explorer son potentiel de contribution à la politique et la pratique interculturelles dans les villes.

### 4.5.3 Commentaire des résultats préliminaires

Étant donné que l'étude de l'UNESCO présente une nouvelle méthodologie, et surtout qu'elle vise à comparer différents contextes en utilisant des domaines à la fois systémiques et transversaux, il est quelque peu difficile de comparer les résultats de l'étude avec la littérature académique sur le dialogue interculturel dans les villes. Le fait que l'étude de l'UNESCO ne s'engage pas directement dans les débats de la littérature académique, peut certes dénoter d'une faiblesse. Toutefois, nous pouvons également considérer cela comme une force : en effet, la méthodologie proposée par l'UNESCO semble être la première à fournir une analyse concrète du dialogue interculturel dans une perspective politique.

Pour commencer, l'UNESCO soutient de manière plutôt convaincante que nous devrions peut-être remettre en

question l'hypothèse communément admise selon laquelle les domaines structurels précèdent ou prennent le pas sur les domaines de soutien, une idée très répandue dans la documentation existante sur le sujet. Les domaines structurels et de soutien sont interdépendants mais la nature exacte de cette relation n'est pas prédéterminée. L'étude de l'UNESCO suggère également que certains domaines sont plus susceptibles d'avoir un impact sur la promotion du dialogue interculturel que d'autres, une observation qui pourrait avoir une influence déterminante sur la manière dont nous évaluons les politiques publiques dans les villes. Alors que les politiques publiques sont souvent conçues sans données fiables et que les ressources publiques sont allouées sur cette base, le cadre proposé dans ce projet a le potentiel d'aider les décideurs politiques à prendre des décisions plus éclairées sur 1) le type de politiques à mettre en œuvre et où, 2) la manière de comparer leurs progrès, en interne et par rapport à des organisations extérieures et 3) la manière d'évaluer leurs progrès dans le temps.

L'étude de l'UNESCO montre que le dialogue interculturel possède de fortes qualités systémiques. Cette observation, pourtant frappante, a rarement été discutée dans la volumineuse documentation sur le dialogue interculturel et mérite dès lors plus d'attention. Cette observation est d'autant plus significative que la notion de dialogue est le plus souvent associée à des dynamiques interpersonnelles ou intergroupes au niveau local. En abordant le dialogue interculturel d'un point de vue systémique et pas seulement comme une série d'interactions au niveau micro, l'analyse du dialogue peut révéler les liens entre les structures et les processus qui empêchent ou permettent un changement positif. Si l'analyse du dialogue interculturel ne peut pas se réduire à la communication interpersonnelle, elle ne peut pas non plus ignorer l'importance des schémas identifiables d'une interaction à l'autre. L'étude de l'UNESCO montre que *certaines corrélations sont plus fortes et vraisemblablement plus significatives que d'autres*. Il s'agit d'une observation importante ; si elle s'avère valable, elle peut aider les collectivités locales à décider où et comment investir les précieuses ressources publiques dans leurs efforts pour créer un contexte favorable à des institutions et des communautés plus inclusives.

Les résultats de l'étude permettent d'explorer ces liens à différents niveaux. Pour commencer, l'analyse de l'environnement propice met en lumière de fortes corrélations entre le domaine de la *gouvernance et la citoyenneté* et plusieurs autres domaines. Les deux corrélations identifiées comme les plus élevées sur le Cadre de l'UNESCO (*l'égalité horizontale* (0,876) et la *stabilité et la non-violence* (0,835) ) sont associées à ce domaine. Or, cette corrélation n'est peut-être pas si surprenante étant donné ce que nous savons de la relation

entre l'inégalité et la stabilité. Il existe également une forte corrélation entre la *gouvernance et la citoyenneté* et deux autres domaines : 1) Le domaine des *compétences et des valeurs* (0,777), qui reflète la tendance récente à augmenter les investissements dans le développement des compétences professionnelles et organisationnelles, et 2) le domaine de *l'inclusion et la représentation* (0,750), qui présente un intérêt croissant pour des administrations municipales ressentant une pression de plus en plus forte pour maintenir une main-d'œuvre municipale représentative de la diversité de la communauté locale. Il est important de se concentrer sur les corrélations ayant trait à la gouvernance, non seulement parce que les corrélations associées à ce domaine sont fortes mais aussi parce que la documentation sur la cohésion sociale dans les villes s'intéresse de plus en plus à la politique municipale et à l'analyse multi-niveaux (White 2021).

La corrélation significative entre *l'égalité horizontale* et les *compétences et les valeurs* (0,792) semble confirmer l'idée selon laquelle l'élimination de l'inégalité structurelle (probablement l'obstacle à la cohésion sociale que l'on cite le plus souvent) est un puissant catalyseur du développement des valeurs et compétences interculturelles. En effet, les critiques du dialogue interculturel font souvent valoir que cette approche par le dialogue occulte des problèmes structurels plus vastes, tels que l'inégalité économique et le racisme systémique<sup>18</sup>. Plusieurs évolutions importantes commencent à émerger en ce qui concerne la manière dont les villes envisagent la relation entre l'inégalité et les compétences interculturelles.

- Premièrement, de nombreuses villes ont commencé à dépasser le premier palier de « compétence culturelle » : ce niveau de sensibilisation est devenu monnaie courante dans le contexte nord-américain.
- Deuxièmement, on accorde de plus en plus d'importance au développement de compétences organisationnelles, au lieu de se contenter de compétences individuelles.
- Troisièmement, les organisations municipales sont à la recherche de moyens plus efficaces pour évaluer l'impact à long terme des programmes de formation.
- Enfin, nous avons identifié des développements intéressants applicables au changement organisationnel interne. Par exemple, de nombreuses villes d'Amérique du Nord ont créé des postes permanents à temps plein destinés à des experts, dont le rôle est de conseiller l'organisation sur la manière de promouvoir l'inclusion sur le lieu de travail. Dans certains cas, les villes ont créé des comités ou des groupes de travail pour servir de source d'expertise

<sup>18</sup> Dans nos recherches récentes, nous avons commencé à explorer les intersections entre l'interculturalisme et l'antiracisme, deux domaines de recherche et de pratique bien établis qui sont souvent en désaccord sur la manière d'expliquer et de répondre à la question de la discrimination systémique. Pour plus d'informations sur ce projet, consultez ce lien : <http://labrri.net/dialogues-sur-la-discrimination/>

mais aussi pour faciliter la circulation de l'information entre les employés et leurs différents services.

Il est difficile d'imaginer comment la promotion du dialogue interculturel peut avoir un impact sur les formes structurelles d'inégalité (horizontale ou verticale), telles que les écarts de richesse ou d'accès à des soins de santé qualitatifs. Il existe cependant des exemples de la manière dont les collectivités locales et les organisations communautaires ont utilisé les principes du dialogue interculturel pour répondre à diverses formes d'inégalité structurelle. Dans chacun des cas examinés ci-dessous, nous pouvons voir comment l'utilisation au niveau municipal de la politique d'« intégration interculturelle », d'après les termes du programme Cités interculturelles, tente de s'attaquer aux formes structurelles de l'inégalité :

- Une recherche récente menée au Québec a montré comment les **programmes de loisirs municipaux** qui utilisent une approche interculturelle peuvent avoir un impact significatif sur l'intégration sociale et économique des migrants, notamment en matière d'emploi (Roult et al, 2021). Cette recherche est intéressante car elle va à l'encontre des idées reçues selon lesquelles les immigrants et les nouveaux arrivants ont besoin d'un emploi à temps plein pour s'intégrer. Selon la recherche, la participation à des programmes de loisirs et à différents types de travail bénévole facilite la recherche d'un emploi rémunéré à long terme car les nouveaux arrivants peuvent utiliser ces expériences pour créer leurs propres réseaux et mieux comprendre les codes et les normes de leur société d'accueil.
- Le programme Cités interculturelles a mis à disposition une série de vidéos et d'outils pour montrer comment la promotion de l'**esprit d'entreprise** parmi les communautés de migrants peut contribuer au développement économique aux niveaux local et national. Les programmes de ce type ont rencontré un grand succès dans les villes, notamment parce qu'ils facilitent aussi l'intégration économique et sociale des migrants, qui, très souvent, ont déjà une expérience personnelle des petites et moyennes entreprises.
- L'un des développements les plus intéressants de la politique d'intégration urbaine concerne la fourniture de services municipaux. Les migrants sans-papiers et autres groupes marginalisés ne connaissent pas toujours l'existence des services de base. Dans certains cas, ils hésitent à solliciter des services par crainte d'être emprisonnés ou expulsés (ce qui explique l'émergence du mouvement des villes sanctuaires aux États-Unis). Pour répondre à cette situation, de nombreuses villes ont développé des **cartes d'identité municipales** qui peuvent faciliter l'accès aux

bibliothèques, aux hôpitaux et aux transports publics. Les villes de New Haven, dans le Connecticut et de New York sont des figures de proue de ce domaine.

Ces résultats semblent correspondre à la constatation de l'UNESCO selon laquelle le leadership soutenant le dialogue interculturel peut s'épanouir même dans des conditions économiques inférieures. Il a d'ailleurs été démontré que les valeurs et les principes du dialogue interculturel contribuent aux perceptions de la dynamique entre les communautés et les orientations politiques des collectivités locales (pour plus d'informations à ce sujet, consulter le récent rapport de l'Association internationale des maires francophones, réédité par l'UNESCO en 2019).

#### 4.5.4 Leçons pour les politiques et pratiques municipales

Une recherche récente en sciences sociales a démontré que les gouvernements municipaux jouent un rôle de plus en plus important pour rendre les communautés plus inclusives. Si ces observations sont vraies, alors le cadre et les résultats présentés dans cette étude devraient intéresser les professionnels et les responsables politiques, en particulier dans les villes. Alors que les collectivités locales tentent de donner un sens à la diversification rapide de l'environnement urbain et notamment de comprendre leur rôle dans ce processus, comment ces conclusions peuvent-elles soutenir ou être soutenues par la pratique municipale locale ?

Avant tout, rappelons que les administrations municipales sont inextricablement liées aux autres niveaux du gouvernement, non seulement en termes de gouvernance et de responsabilité mais aussi en termes de financement. Cette relation avec les gouvernements régionaux et nationaux exige que les villes investissent de l'énergie et des ressources dans la justification des décisions et des orientations politiques. Ainsi, pour les collectivités locales qui décident d'investir dans le dialogue interculturel comme moyen de rendre les villes plus inclusives, il est urgent d'évaluer l'efficacité et l'impact de ces interventions de politique publique, en particulier dans des domaines tels que le dialogue interculturel qui comporte souvent des indicateurs difficiles à mesurer. Les responsables municipaux qui conçoivent et mettent en œuvre les politiques interculturelles sont profondément préoccupés par leur capacité à démontrer l'importance du dialogue interculturel et comment celui-ci peut non seulement améliorer la vie des citoyens ordinaires mais aussi celle des institutions publiques. Malheureusement, trop peu d'outils sont à leur disposition. Un certain nombre d'initiatives ont été déployées pour tenter de combler cette lacune dans la politique et la pratique interculturelles :

- L'indice ICC (le principal outil utilisé par le programme Cités interculturelles du Conseil de l'Europe) est un bon exemple de l'utilisation d'indicateurs basés sur des principes interculturels. Bien que l'indice soit principalement basé sur les résultats des politiques, sans être conçu pour mesurer l'impact de ces résultats, une étude réalisée par Migration Policy Group (Groupe de travail sur la politique migratoire) apporte les preuves que les villes dotées de politiques interculturelles créent un sentiment de sécurité et d'appartenance plus fort chez leurs résidents (Migration Policy Group). Cités de migration a développé un outil d'auto-diagnostic qui permet aux villes d'évaluer le degré d'inclusion de leur ville. Une voie possible pour la recherche future et la conception des politiques est d'explorer comment le projet de l'UNESCO peut contribuer à ces tentatives visant à mesurer l'impact au niveau local, voire comment le projet de l'UNESCO peut intervenir en complément de ces initiatives afin de les renforcer.
- Les villes sont de plus en plus actives en termes de production de données sur la diversité et l'inclusion. La ville de Montréal a conçu et administré une enquête exhaustive auprès de ses citoyens afin de recueillir des données sur l'expérience et les perceptions des immigrants et des minorités visibles. Cette enquête a nécessité la participation de plusieurs services municipaux et d'une équipe d'experts issus d'universités et d'instituts de sondages. Le projet *Écho-Baromètre* fournit des informations détaillées sur des quartiers et des secteurs spécifiques. Il compare également les données des communautés immigrées et non immigrées. Il pourrait être intéressant de rechercher des liens institutionnels ou des passerelles entre les mécanismes de politique municipale tels que celui-ci et le modèle développé dans le cadre du projet de l'UNESCO.
- Les villes s'activent également à développer des outils permettant de mesurer les caractéristiques abstraites ou subjectives du dialogue interculturel, ce qui peut suggérer certaines corrélations avec les variables identifiées dans le cadre du projet de l'UNESCO. Par exemple, la ville de Québec a développé une série d'indicateurs objectifs qui permettront d'évaluer les caractéristiques et la qualité de la cohabitation dans la ville (*vivre-ensemble*). En Suède, la ville de Botkyrka (avec le soutien du Conseil de l'Europe) a travaillé avec des chercheurs indépendants du Canada pour développer un « baromètre de la confiance sociale », qui permettra aux villes d'évaluer les niveaux de confiance et les sentiments d'appartenance dans des contextes ethniques de plus en plus diversifiés.

La notion de dialogue est généralement considérée comme un idéal utopique dans la plupart des démocraties

libérales. En revanche, il n'existe pas de consensus sur la façon de le définir et encore moins sur la façon de l'évaluer ou de mesurer son impact. L'idée de mesurer le dialogue interculturel peut certes sembler contre-intuitive. Pourtant, si la mesure est réalisée d'une manière qui répond aux besoins des communautés et des collectivités locales, ce processus pourrait avoir un impact significatif à long terme sur la politique de diversité et d'inclusion. Outre les décideurs politiques et les responsables municipaux, les universitaires eux-mêmes ont une compréhension limitée du dialogue interculturel. Sans une vision claire de ce qu'implique le dialogue interculturel et de son importance, les acteurs et les institutions locales vont très probablement s'interroger : Pourquoi mesurer le dialogue ? Que cherchons-nous à mesurer ? Dans quel but ? Toutes ces questions sont légitimes et le projet de l'UNESCO peut commencer à apporter des réponses.

L'étude de l'UNESCO ne vise pas à mesurer le dialogue en soi mais plutôt l'environnement ou les domaines qui permettent le dialogue, sans doute en raison de son potentiel à entraîner un impact positif sur des structures et des processus plus vastes. Ainsi, une « culture du dialogue » serait nécessaire, non seulement au niveau individuel ou même organisationnel mais aussi au niveau sociétal, à travers le soutien de systèmes et de réseaux. Les institutions publiques étant souvent chargées d'une mission de transformation sociale, les collectivités locales ont beaucoup à gagner en investissant des ressources dans ce domaine.

- L'un des programmes les plus novateurs en matière de politique d'intégration municipale a été développé en Espagne, où l'administration municipale a collaboré avec des experts locaux et internationaux pour élaborer une campagne à grande échelle visant à lutter contre les stéréotypes et les préjugés qui contribuent à l'hostilité dans la sphère publique. La *stratégie de lutte contre les rumeurs* dépasse la logique des campagnes de communication pour construire des réseaux d'action locaux soutenus par les gouvernements municipaux et dont l'objectif principal est de former et soutenir le travail des agents ou des multiplicateurs de la lutte contre les rumeurs.

#### 4.5.5 Suggestions pour la recherche future et la conception des politiques

Le cadre méthodologique et conceptuel défini dans le projet de l'UNESCO soulève des problématiques importantes devant être prises en considération au moment d'expliquer la relation entre le dialogue interculturel et la politique municipale. Vous trouverez ci-dessous une série d'indications ou de conseils pouvant s'avérer utiles aux décideurs et aux responsables politiques :

- **Les cadres sont importants** : Les organisations et les institutions investissent beaucoup d'énergie dans l'élaboration de cadres destinés aux politiques, qui leur permettent de fixer des objectifs et de réaliser certaines ambitions. Ce principe devrait également s'appliquer au dialogue interculturel, notamment en raison de l'instrumentalisation de la notion de dialogue à des fins politiques ou idéologiques. Les organisations ont besoin d'un ensemble de critères clairs pour promouvoir et évaluer le dialogue. Elles doivent également veiller à ce que ce modèle soit compris en interne et communiqué à leurs partenaires et aux citoyens.
- **Adopter la pensée systémique** : La réflexion sur des systèmes complexes nécessite des outils complexes. Compte tenu de leur connaissance des dynamiques et des infrastructures locales, les villes disposent du savoir-faire nécessaire pour rechercher des solutions aux problèmes locaux en utilisant les outils et les concepts issus de la pensée systémique (analyse à plusieurs niveaux, schémas rétroactifs, modélisation, etc.) Plusieurs résultats de cette étude montrent que le dialogue interculturel possède de fortes qualités systémiques et peut avoir un impact sur les structures et les processus qui facilitent l'inclusion dans des environnements urbains de plus en plus diversifiés.
- **Repenser les idées reçues sur le changement** : L'analyse présentée dans cette étude soutient un grand nombre des conclusions de la documentation portant sur la politique d'intégration municipale. Non seulement les villes sont souvent à la pointe de l'innovation en termes de promotion de l'inclusion par le dialogue mais elles sont également conscientes que la force des systèmes urbains dépend de la relation entre les citoyens. Cela signifie que le changement peut venir aussi bien d'en haut que d'en bas. En outre, l'attention portée aux processus et aux structures peut avoir un impact positif sur le changement à long terme.
- **Soutenir le travail des connecteurs** : Le dialogue interculturel pose des questions fondamentales sur la manière d'appréhender et de soutenir le travail des médiateurs, des connecteurs et des acteurs constructeurs de passerelles. Les résultats préliminaires de cette étude suggèrent que le soutien apporté ou non au travail des connecteurs (qui peuvent être des individus mais aussi des organisations et des réseaux) constitue souvent un maillon faible dans la promotion de la paix et de la stabilité. Le travail de mise en relation nécessite des ressources, des compétences spécifiques et un engagement politique. Les villes ont su se mobiliser dans ce domaine.
- **Comprendre la dynamique interculturelle au niveau local** : Si la comparaison des tendances au niveau national et international peut fournir un aperçu des problèmes se profilant à l'avenir, il est important de comprendre comment les histoires et les dynamiques locales influencent les résultats et les considérations sous-jacentes. Afin de développer des politiques et des programmes qui répondent aux besoins locaux, les municipalités doivent documenter les situations qui caractérisent la dynamique interculturelle au niveau local et utiliser régulièrement ces informations lors de la consultation et de la conception des politiques.
- **Aller au-delà du dialogue en tant qu'impératif moral** : Le dialogue interculturel n'est pas seulement un concept philosophique abstrait ou un outil politique. Il s'agit également d'une vision du monde et d'une méthodologie qui présente des qualités systémiques ayant de réelles implications pour l'élaboration des politiques. Pour tirer le meilleur parti du dialogue interculturel en tant que source de transformation sociale, nous devons envisager le dialogue non pas comme un simple sujet de discussion mais comme un cadre ou un levier visant à rendre les sociétés plus justes et plus inclusives. En créant et en promouvant une culture du dialogue, les collectivités locales peuvent influencer les structures et les processus afin d'amener une paix et une prospérité durables.

## 4.6 La voie de la négociation politique

Contribution du Dr Tim Murithi

Chef du programme

Institut pour la justice et la réconciliation

Afrique du Sud

### 4.6.1 Introduction

Le monde assiste à un recul sur certains acquis démocratiques obtenus au cours des années 1990 et 2000, à travers notamment une recrudescence alarmante des tendances autoritaires et la remise en cause de l'État de droit. Ces deux éléments sont des facteurs de conflits violents sur tous les continents. La prévalence de l'extrémisme violent transnational, par exemple sous la forme de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) qui s'est désormais étendu à l'Afrique du Nord et au bassin du lac Tchad, constitue une menace persistante pour l'avenir de la paix et de la sécurité mondiales. Les tensions au sein des États-nations ont également contribué à exacerber la xénophobie, la violence sectaire et la violence fondée sur le genre, nuisant à l'intégration régionale et à la coopération internationale en plus de fournir à certains gouvernements un motif pour imposer des mesures de sécurité qui menacent la consolidation démocratique dans le monde. La nécessité de disposer de processus de négociation politique efficaces et capables de s'adapter aux différences culturelles, est plus urgente que jamais.

En examinant les informations et les perspectives contenues dans le *Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel*, tel que développé par l'UNESCO et l'Institut pour l'économie et la paix (IEP), cet article de réflexion évaluera les perspectives d'intégration du dialogue interculturel dans les processus de négociation politique, afin de faire face à la prévalence croissante de l'intolérance, la discrimination et la polarisation sociale. Cette analyse contextualisera les liens existant entre les domaines du dialogue interculturel et les éléments de la négociation politique. Afin de fournir une base factuelle pour évaluer comment le dialogue interculturel peut contribuer à améliorer la négociation politique, cet article de réflexion entreprendra d'évaluer les études de cas relatives à l'Afrique du Sud et à l'Irlande du Nord. Il analysera également la manière dont les principales conclusions peuvent éclairer les décideurs politiques de manière à renforcer l'environnement propice au dialogue interculturel, afin d'améliorer les processus de négociation politique.

Pour les besoins de l'analyse, l'initiative UNESCO-IEP a défini le dialogue interculturel comme « un processus entrepris pour réaliser une communication transformatrice

qui nécessite un espace ou des opportunités d'action et un groupe diversifié de participants engagés en faveur de valeurs telles que le respect mutuel, l'empathie et la volonté de considérer des perspectives différentes » (UNESCO-IEP, 2020). Cet article de réflexion soutient qu'afin d'enrichir les efforts de négociation politique, le dialogue interculturel peut amener des pistes de réflexion nouvelles :

- i. la nature transactionnelle des processus de négociation politique, et ;
- ii. comment, dans une situation de communication à contexte faible ou élevé, les approches de la négociation peuvent être ancrées dans un cadre de dialogue interculturel.

Les résultats du *Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel* seront utilisés pour illustrer les pistes clés susceptibles de renforcer les efforts de négociation politique. L'analyse repensera particulièrement la manière dont la nature transactionnelle de la négociation politique, qui suppose également un modèle universel des approches de communication, peut être remise en question et transformée en cultivant et en transmettant les capacités de dialogue interculturel parmi les acteurs de la négociation. L'analyse soutiendra qu'en négociation politique, l'adoption présomptueuse d'une approche monoculturelle compromet la possibilité même du dialogue interculturel. En outre, elle illustrera le fait que les approches de communication à contexte faible ou élevé de la négociation politique peuvent être mieux comprises et appliquées, en adoptant un cadre de référence sensible aux différences culturelles. Finalement, ces pistes peuvent contribuer à rendre la négociation politique plus efficace, ainsi qu'à développer et produire des accords de paix plus durables dans le but de stabiliser les sociétés. L'article s'achèvera sur une présentation de quelques recommandations clés visant à éclairer l'élaboration de politiques et à améliorer la pratique des négociations.

### 4.6.2 Contextualiser le lien entre le dialogue interculturel et la négociation politique

#### *Contextualiser la négociation politique*

L'article 33 du chapitre VI de la Charte des Nations unies de 1945 dispose que : « Les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire [...] ». La négociation est définie comme un processus cherchant à réunir deux parties ou plus dont les

opinions divergent afin de trouver un terrain d'entente sur une problématique contestée (Cohen, 1991). Les éléments clés de la négociation politique sont l'établissement de relations, l'identification des problèmes, la délibération sur les possibilités et l'accord sur les conditions. La médiation, également connue sous le nom de négociation assistée, est une forme d'intervention tierce qui facilite un processus dans lequel deux parties en conflit ou plus trouvent un accord mutuellement acceptable. Dans le contexte politique, les processus de négociation et de médiation s'efforcent de trouver un accord sur des problématiques relatives à la gouvernance, au constitutionnalisme, à l'État de droit, à la répartition des ressources et à la gestion du pouvoir. À cet égard, la négociation politique est donc un processus complexe qui implique l'utilisation de la communication pour persuader l'autre partie de trouver un terrain d'entente sur un ensemble d'intérêts particuliers.

*Le Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel* identifie « un ensemble de forces créant le potentiel nécessaire au fonctionnement efficace du dialogue interculturel, en contribuant à des résultats positifs tels que la prévention des conflits, la promotion de la paix et la protection des droits humains » (UNESCO-IEP, 2020). En outre, les résultats du Cadre montrent qu'il existe une forte corrélation entre le domaine macro-structurel de la *stabilité et la non-violence*, qui est en partie atteinte par la négociation politique et trois domaines de soutien, notamment la *gouvernance et la citoyenneté* (0,835), *l'égalité horizontale* (0,713) et la *cohésion sociale* (0,652). Cela suggère que la création d'un environnement propice au développement des capacités du dialogue interculturel à mener une négociation politique efficace, qui renforce le domaine de la *stabilité et la non-violence*, est susceptible de se répercuter sur d'autres domaines, qui seront aussi renforcés. En outre, les résultats du Cadre montrent également qu'il existe une forte corrélation entre le domaine de la *stabilité et la non-violence* et les trois mesures supplétives des résultats en matière de prévention des conflits, de protection des droits humains et de paix : l'Indice des États fragiles (-0,836) ; l'Échelle de la terreur politique (-0,742) et les indicateurs de paix interne de l'Indice mondial de la paix (-0,919). Cela indique que le renforcement de l'environnement propice au dialogue interculturel, dans le contexte de la négociation politique, peut également conduire à un renforcement de la prévention des conflits, de la paix et de la protection des droits humains.

### *La nature transactionnelle de la négociation politique*

Malgré l'objectif de recherche d'un accord, la négociation politique contemporaine persiste à être principalement de nature transactionnelle et conflictuelle en termes d'utilisation des revendications, des menaces et des bluffs

(Fisher et Ury, 1991, p.xviii). Malheureusement, cette forme de négociation s'inspire des principes du réalisme politique, qui se sont imposés en politique. Elle est principalement motivée par l'égoïsme national (Binnendijk, 1987). En adoptant une telle approche, le négociateur « considère toute situation comme un concours de volonté, dans lequel la partie qui adopte les positions les plus extrêmes et qui résiste le plus longtemps sort le mieux son épingle du jeu » (Fisher et Ury, 1991, p.xviii). Cela place le processus de négociation politique dans un cadre de référence très étroit et peut réellement compromettre les efforts visant à obtenir un résultat et un accord mutuellement acceptables ; or, ces efforts sont nécessaires pour maintenir la relation entre les parties de la négociation. Comme le notent Fisher et Ury, dans cette forme de négociation, « la tâche consistant à concevoir conjointement une solution acceptable tend à devenir une bataille » et « chaque partie essaie, par sa seule volonté, de forcer l'autre à changer de position » (Fisher et Ury, 1991, p.6). Une approche transactionnelle et conflictuelle de la négociation politique fait d'une partie le vainqueur effectif et ne tient pas compte des préoccupations de l'autre partie. Par conséquent, « il en résulte souvent de la colère et du ressentiment car une partie se voit contrainte de céder face à la volonté inébranlable de l'autre, alors que ses propres préoccupations légitimes ne sont pas prises en compte » (Fisher et Ury, 1991, p.6). Il s'agit d'une vision réductrice de l'objectif du processus de négociation, qui aboutit à un résultat exclusif et sape la confiance et la relation entre les parties. En outre, cette approche transactionnelle et conflictuelle, qui imprègne encore la majorité des processus politiques, fait que l'une des parties se sent menacée par le processus, ce qui compromet d'avance tout effort visant à aborder les raisons profondes et encore moins la dimension culturelle, d'un conflit spécifique. En effet, les équipes de négociation risquent de ne pas répondre de manière constructive aux asymétries de pouvoir qui imprègnent les processus de négociation politique transactionnels.

### *Processus de négociation à contexte faible et à contexte élevé*

Un défi supplémentaire auquel est confrontée la négociation politique est la supposition tacite selon laquelle « il existe un modèle unique et universel de la négociation » (Cohen, 1991, p.153). En particulier, le modèle universel de la négociation, qui a émergé des hypothèses occidentales et eurocentriques sur la nature de la communication, « est associé au style de communication essentiellement verbal et explicite, soit à contexte faible » (Cohen, 1991, p.153). Selon Hall (1976), « une communication à contexte élevé est une communication dans laquelle la plupart des informations sont soit présentes dans le contexte physique, soit intériorisées par la personne ; à l'inverse, la partie codée, explicite et transmise du message contient très peu

d'informations » (Hall, 1976, p.91). En revanche, « une communication à faible contexte est tout le contraire... la masse principale de l'information est insufflée dans le code explicite » (Hall, 1976, p.91). Le modèle présumé universel de la négociation, établi suite à l'intériorisation d'une communication à contexte faible, « est imprégné d'un esprit proactif de résolution des problèmes, suppose un processus de concessions et est fortement influencé par la tradition juridique anglo-saxonne » (Cohen, 1991, p.154). Cohen observe que :

« lorsque les théoriciens posent un modèle universel de la négociation (impliquant généralement des caractéristiques telles que la « recherche conjointe d'une solution », la « différenciation des personnes et du problème » et la « maximisation des gains conjoints »), ils proposent en fait une version idéalisée du modèle de résolution de problèmes à contexte faible » (Cohen, 1991, p. 154).

Ce modèle de négociation politique présuppose l'existence d'une logique sous-jacente selon laquelle les personnes font partie du problème et non de la solution et, surtout, « les objectifs sont définis en termes de satisfaction matérielle et non psychique » (Cohen, 1991, p.154). Selon Kimmel (2000, p.460) « l'approche à contexte faible est susceptible d'être utilisée dans des situations où les relations sociales ne sont pas très importantes. » Cette approche à contexte faible de la négociation révèle la priorité donnée à un éthos individualiste. En revanche, « la communication à contexte élevé est souvent utilisée dans une situation où les relations sociales sont importantes » (Kimmel, 2000, p.460). L'approche à contexte élevé de la négociation est « associée à un style de communication non verbal, implicite ». Elle est plus répandue « dans les sociétés interdépendantes qui affichent un éthos collectiviste plutôt qu'individualiste » (Cohen, 1991, p.154). Plus précisément, « elle refuse de considérer la question immédiate de manière isolée ; elle met l'accent sur les aspects à long terme et affectifs de la relation entre les parties » (Cohen, 1991, p.154).

L'existence de ces deux modèles de négociation suggère qu'il est nécessaire de trouver un moyen de combler la « dissonance culturelle » qui pourrait apparaître entre les négociateurs et les médiateurs utilisant une forme de communication à contexte faible ou élevé. Par exemple, « les négociateurs [issus d'une communication à contexte faible] ont tendance à être surpris par l'intérêt de leurs interlocuteurs pour l'histoire et la hiérarchie, leur préférence pour les principes plutôt que pour les détails minutieux, leur style d'argumentation personnalisé et répétitif, leur manque d'enthousiasme pour un accord explicite et formel et leur volonté de sacrifier le fond au profit de la forme » (Cohen, 1991, p.154).

Réciproquement, « les négociateurs [issus d'une communication à contexte élevé] ont tendance à être surpris par l'ignorance de leurs interlocuteurs sur l'Histoire, leur préoccupation pour les droits individuels, leur obsession du problème immédiat alors qu'ils négligent la relation globale qu'ils entretiennent avec l'autre partie, leur franchise excessive, leur impatience, leur désintérêt face à l'établissement d'une base philosophique pour l'accord, leur volonté extraordinaire à faire des concessions de forme, leur production constante de nouvelles propositions et leur incapacité à laisser un problème en suspens » (Cohen, 1991, p.154). La rencontre entre les négociateurs de la communication à contexte élevé et faible entraîne inévitablement des tensions culturelles pouvant contribuer à l'échec des négociations. Comme le remarque Cohen (1991, p.154), « la conséquence la plus fréquente d'un malentendu interculturel » est « un effet de contagion qui s'étend au-delà de la négociation immédiate, provoquant une perte de crédibilité et infligeant des dommages généraux à la relation. » Le fait de ne pas comprendre efficacement ses partenaires de négociation altère « la capacité des parties à prévoir les actions à venir et donc à prendre les mesures préventives ou correctives nécessaires » (Cohen, 1991, p.157).

### *Le lien entre la négociation politique et le dialogue interculturel*

Les résultats du Cadre illustrent l'importance d'utiliser l'architecture du dialogue interculturel pour fournir des orientations aux négociateurs politiques. L'analyse et les résultats mettent notamment en évidence les liens de causalité entre les domaines structurels favorables au dialogue interculturel et l'efficacité des processus de négociation politique. Cohen (1991, p.157) observe que « si la dissonance interculturelle peut nuire à une relation, l'inverse doit également être vrai : l'harmonie interculturelle, fondée sur une attention particulière aux besoins psychologiques de l'autre partie, doit s'avérer bénéfique. » Il ajoute que « sauf intérêts communs dans un accord, aucune sensibilité interculturelle ne pourra s'avérer utile » (Cohen, 1991, p.157).

Comme indiqué dans le cadre conceptuel et technique précédemment publié, « le dialogue interculturel est un thème transversal que l'on retrouve dans tous les domaines axés sur la recherche d'un terrain d'entente » (UNESCO, 2020, p.15). La négociation politique nécessite la création de plateformes permettant à un éventail culturellement diversifié de participants de s'engager dans un dialogue et une communication transformateurs, afin de parvenir à des résultats partagés et mutuellement convenus (UNESCO, 2020, p.15).

Cependant, il est intéressant de noter que, dans la sphère de la négociation politique, l'utilité d'intégrer le dialogue

interculturel comme un aspect fondamental du processus reste une problématique contestée et un processus en cours d'évolution en raison de l'approche transactionnelle dominante de la négociation et du modèle universalisant de la communication à contexte faible, comme évoqué ci-dessus. Ce constat devient évident en l'absence d'un cadre délibérément imposé à la négociation politique, qui serait une variante du dialogue interculturel. Par conséquent, il est nécessaire d'évaluer comment le dialogue interculturel peut améliorer les processus de négociation politique, avant d'identifier et de proposer des recommandations politiques clés sur la façon de renforcer la synergie en vue de poser un nouveau cadre adapté à la négociation politique comme variante du dialogue interculturel.

Le dialogue interculturel vise à une communication transformatrice, en créant des espaces où des communautés diverses peuvent interagir et échanger sur la base du respect mutuel, de l'empathie et de la prise en compte de points de vue différents. Les domaines structurels et de soutien du dialogue interculturel sont orientés vers la création d'un environnement propice à une communication transformatrice, apte à contribuer à la prévention des conflits et à la promotion de la paix. À cet égard, Cohen observe que lorsque « la communication est facile et sans entrave, il n'est peut-être pas possible de passer outre des différences insurmontables mais on peut éviter les malentendus sur les intentions de l'autre et les complications inutiles » (1991, p.158). En outre, « sans canaux de communication ouverts, on peut manquer des occasions d'explorer des intérêts communs » (Cohen, 1991, p.158).

La pratique de la négociation et la médiation politiques comporte un aspect éducatif, dans la mesure où elle permet à toutes les parties de comprendre le but et les objectifs du dialogue interculturel. En outre, il existe des situations dans lesquelles les partenaires de négociation ou les médiateurs doivent initier toutes les parties concernées au mode de communication des interlocuteurs. Par exemple, pour le négociateur transactionnel issu d'un contexte faible, « il semble naturel que les parties d'une négociation commencent par exposer leurs positions initiales aussi clairement que possible », selon un processus « ancré dans le style conflictuel » (Cohen, 1991, p.64). En revanche, le négociateur issu d'un contexte élevé « peut imposer une procédure assez différente, impliquant de dissimuler aussi longtemps que possible les cartes qu'il a en main » (Cohen, 1991, p.64). Dans ce cas, le négociateur issu d'un contexte faible, ayant déjà joué cartes sur table, se retrouverait en situation de désavantage tactique. Si les partenaires de négociation ou les médiateurs sont conscients de ces pratiques culturelles, ils seront mieux préparés pour agir de manière adaptée et gérer les

attentes de toutes les parties. Dans une étude historique des styles de négociation américain et japonais, Leo Moser, ancien diplomate, a observé que :

« Lorsque les Américains exposent leur position, la tendance des Japonais est d'écouter attentivement, de demander des détails supplémentaires et de ne pas s'engager à quoi que ce soit. Cette absence de réponse suscite souvent une frustration des Américains, qui attendent une contre-proposition de la part de leurs interlocuteurs « afin d'ouvrir le bal des concessions ». Pour les Japonais, cette approche peut sembler excessivement agressive, gênante, voire impolie. Ils peuvent également considérer qu'il n'est pas judicieux d'attendre des deux chefs de délégation qu'ils fassent des déclarations initiales claires sur leur position de négociation : ne serait-il pas plus judicieux de ne leur donner la parole qu'après que les deux parties ont défini une position mutuellement acceptable au niveau opérationnel ? Pour l'Américain, la réponse japonaise est susceptible de paraître distante, tardive, voire impénétrable » (Moser, 1986, p.43).

En pratique, la négociation politique nécessite, dans la majorité des situations, un « réglage » interculturel afin d'atteindre efficacement un accord inclusif. Le négociateur interculturel doit comprendre la culture et l'Histoire de ses partenaires et être capable de développer une relation personnelle.

Dans la section suivante, les exemples de l'Afrique du Sud et de l'Irlande du Nord seront utilisés pour illustrer le potentiel du dialogue interculturel dans l'amélioration de la négociation politique. Les efforts déployés pour parvenir à une solution politique négociée en Afrique du Sud et en Irlande du Nord ont nécessité la création de conditions permettant aux négociateurs de chaque partie d'adopter une perspective interculturelle incluant une appréciation de l'Histoire et de l'identité de l'autre. Chaque exemple contient de nombreux enseignements sur le potentiel du dialogue interculturel.

#### 4.6.3 L'accord politique négocié en Afrique du Sud comme modèle de mise en œuvre du dialogue interculturel

L'accord politique négocié en Afrique du Sud demeure un modèle pour l'adoption d'une approche interculturelle, cette dernière ayant, en outre, été inscrite dans la Constitution. Cette approche a permis au pays de passer d'un contexte de guerre civile autoritaire à une gouvernance fondée sur des principes démocratiques constitutionnels inclusifs. Les implantations européennes sur le territoire de l'Afrique du Sud moderne ont initié un processus ayant conduit à la colonisation progressive du territoire par les intérêts coloniaux néerlandais et

britanniques. Ce processus de dépossession des terres a connu son apogée avec le Native Land Act (Loi sur les terres indigènes) de 1913, qui interdisait aux indigènes et aux Africains, principalement, de posséder des terres exploitables pouvant être utilisées pour générer des richesses. En 1948, l'adoption officielle du système d'apartheid a créé un ordre basé sur un racisme institutionnalisé, qui privilégiait les « Blancs » et excluait les personnes de couleur pour l'accès à un logement adéquat, à la santé, à l'éducation et aux infrastructures, par la création de communautés ségréguées et le déplacement forcé des personnes de couleur vers des « townships » et des « bidonvilles » aux conséquences sociales dévastatrices, qui existent toujours dans l'Afrique du Sud contemporaine.

En raison de ce recul des droits et des discriminations, les mouvements de résistance se sont multipliés en l'Afrique du Sud et à l'international, notamment par la mise en place par certaines formations politiques de milices de résistance armée. La répression croissante perpétrée par l'apartheid s'est traduite par un déferlement de meurtres, de disparitions, de tortures, de déplacements forcés, de terreur raciale et de violations des droits humains cautionnés par l'État, notamment la privation socio-économique des personnes de couleur et le refus d'accès à des services appropriés de logement, de santé et d'éducation ainsi qu'aux infrastructures nécessaires. Ces problématiques devront être abordées lors de toute transition engagée pour passer d'un apartheid à un ordre plus démocratique.

Dans les années 1980 et 1990, la pression interne et externe s'est accrue sur le gouvernement d'apartheid, le poussant à négocier un accord politique pour régler le conflit sud-africain. En parallèle, une série de mesures de confiance et de processus de négociation menés en coulisse, a été entreprise, aussi bien par les mouvements de libération pro-démocratiques que par l'État d'apartheid. Au milieu des années 1980, Nelson Mandela a entamé des négociations politiques en secret avec l'État d'apartheid sud-africain. Il a trouvé ses interlocuteurs, qui adoptaient une approche à contexte faible, très transactionnels et conflictuels. L'État d'apartheid sud-africain « s'attendait à être capable de prendre à revers l'African National Congress (ANC) dans les négociations et de l'intimider avec la puissance de l'État afrikaner » (Waldmeir, 1997, p.103). Cependant, en adoptant une approche axée sur le dialogue interculturel, Mandela a désorienté ses interlocuteurs qui « ont été surpris de constater que Mandela reconnaissait les craintes du peuple blanc (...) et soulignait l'importance de donner aux groupes minoritaires un réel sentiment de sécurité » (Waldmeir, 1997, p.97).

Les négociations politiques ultérieures entre le gouvernement d'apartheid sud-africain et la formation

politique dirigée par l'ANC mais composée de diverses organisations, se sont appuyées sur les cinq domaines structurels du dialogue interculturel, notamment la *stabilité et la non-violence*, la *gouvernance et la citoyenneté*, la *liberté d'expression*, l'*égalité horizontale* et la *cohésion sociale*. La Constitution sud-africaine consacre un processus continu de dialogue interculturel, en privilégiant la protection et l'inclusion des droits culturels de tous les groupes au sein de l'État. Plus précisément, l'article 185 de la Constitution sud-africaine prévoit la création d'une Commission pour la promotion et la protection des droits des communautés culturelles, religieuses et linguistiques. Son objectif est de « promouvoir et développer la paix, l'amitié, l'humanité, la tolérance et l'unité nationale parmi diverses communautés culturelles, religieuses et linguistiques, sur la base de l'égalité, de la non-discrimination et de la libre association » (République d'Afrique du Sud, 1996, article 185). Dans la pratique, l'Afrique du Sud a intégré un environnement propice au dialogue interculturel dans ses dispositions constitutionnelles et institutionnelles. Ce résultat a été obtenu par le biais de négociations politiques. Cette clause permet au pays de continuer à soutenir un processus national de dialogue interculturel afin de lutter contre les divisions politiques les plus tenaces. Les tensions du passé, qui resurgissent régulièrement et alimentent l'instabilité, comme observé lors des troubles sociaux de juillet 2021, font l'objet d'une lutte continue visant à prévenir les conflits, rechercher la paix et protéger les droits humains.

#### 4.6.4 Changer le cadre de référence culturel pour résoudre le conflit : Le cas de l'Irlande du Nord

L'un des principaux défis auxquels est confrontée la négociation politique consiste à permettre aux interlocuteurs de modifier leur cadre de référence culturel ou leur état d'esprit afin d'apprécier et de comprendre la position de leurs partenaires de négociation. Kimmel remarque que « les problèmes mutuels auxquels sont confrontées les parties d'un conflit international engagées dans de négociations permanentes, sont plus faciles à résoudre lorsqu'ils sont envisagés dans une perspective globale comportant de nombreuses alternatives » (2000, p.467). En particulier, « la résolution des problèmes est facilitée si les participants ont la capacité de modifier intentionnellement leur cadre de référence culturelle (état d'esprit) » par une formation au dialogue interculturel qui « leur permet de se comprendre mutuellement et de mieux comprendre les problèmes » (Kimmel, 2000, p.461). En outre, le dialogue interculturel « peut éviter et clarifier les malentendus culturels et les perceptions erronées. La création de significations et de relations nouvelles se traduit ainsi par une amélioration des conflits destructeurs » (Kimmel, 2000, p.467).

À cet égard, le cas de la crise de l'Irlande du Nord est instructif en raison de la dimension culturelle au cœur du conflit politique, qui peut être historiquement attribué aux tensions perdurant sur l'île depuis trois siècles (Bloomfield, 1997). La négociation politique entre le gouvernement britannique et les acteurs politiques d'Irlande du Nord a été établie suite à des tensions et une crise ayant alimenté des violences qui ont entraîné la mort de plus de 3 500 personnes entre 1969 et 1999. Comme je viens de le mentionner, les tensions contemporaines se manifestant en Irlande du Nord remontent loin. Mais leur dynamique actuelle peut être datée de 1921, après la division de l'Irlande, qui a déclenché une lutte entre les différentes cultures et identités de l'île. Plus précisément, dans le cas de l'Irlande du Nord, les revendications culturelles opposées des catholiques et des protestants de la province ont suivi un parcours long et difficile consistant à organiser des processus de négociation sensibles à la culture et adaptés aux besoins. Les négociations ont finalement fait l'objet d'une médiation de l'ancien sénateur américain George Mitchell, pour aboutir à la signature de l'accord du Vendredi Saint, le 10 avril 1998. Les demandes des communautés catholiques et protestantes, visant à garantir que leurs pratiques et sensibilités culturelles respectives soient respectées et honorées, ont été au cœur de la crise ayant ébranlé la province.

L'accord du Vendredi Saint a exigé des négociateurs qu'ils modifient leurs cadres de référence culturels et leurs mentalités afin d'apprécier et de comprendre la position de leurs partenaires de négociation. L'accord décrivait un processus « par lequel le peuple d'Irlande du Nord déciderait de l'avenir de la région sur la base du principe du consentement et de la participation inclusive et égale de toutes les parties et communautés » (Murithi, 2009, p. 174). Cette description dissipe tout malentendu culturel et cherche délibérément à créer des significations et des relations nouvelles. En particulier, un nouveau cadre de gouvernance politique, sous la forme de la Northern Ireland Assembly (Assemblée d'Irlande du Nord), constituée par un système électoral de représentation proportionnelle, a été créé, modifiant la nature des relations entre les communautés catholique et protestante. En outre, un British-Irish Council (Conseil anglo-irlandais) est créé pour apaiser les inquiétudes des unionistes protestants. En effet, le nouvel arrangement constitutionnel en Irlande du Nord a entraîné un repositionnement de l'identité politique et culturelle des habitants de la province et a créé une nouvelle relation avec les États-nations britannique et irlandais. Dans sa publication précédente, Murithi affirme : « si ce processus de consolidation de la paix continue à prévaloir à l'avenir, il représentera l'émergence et la consolidation de la conviction, parmi les parties concernées, qu'elles peuvent compter sur l'entité reconstituée de l'Irlande du Nord pour sauvegarder et respecter la pluralité de leurs traditions socioculturelles » (Murithi, 2009, p.174). Ce cas met en

lumière des pistes clés sur la façon dont un processus de dialogue interculturel peut éclairer les négociations politiques sur des thématiques délicates telles que la souveraineté, l'identité et l'appartenance.

#### 4.6.5 Renforcer le domaine de soutien des Compétences et des valeurs par la formation à la négociation et la médiation interculturelles

L'initiative de l'UNESCO-IEP souligne l'importance de soutenir les domaines qui influencent les structures et les processus du dialogue interculturel. Ces domaines de soutien sont issus des principes, des valeurs et des compétences qui ont un impact sur les actions, les politiques et les activités du dialogue interculturel. Dans le contexte de la négociation politique, le domaine de soutien des *compétences et des valeurs* se démarque comme un facteur majeur propice à un dialogue interculturel efficace. Il soutient particulièrement le domaine structurel de la *stabilité et la non-violence*. Cela n'exclut pas l'influence d'autres domaines de soutien tels que l' *inclusion et la représentation*, le *leadership et l'organisation*, ou les *liens et la cohérence*. En effet, tous les domaines structurels et de soutien ont un impact mutuel et travaillent ensemble pour favoriser un dialogue interculturel efficace. Aux fins de cette analyse, le domaine de soutien des *compétences et des valeurs* constitue l'un des points de départ principaux pour renforcer la négociation politique en intégrant le dialogue interculturel dans ses processus.

Une série de compétences et de valeurs contribuent à l'efficacité du dialogue interculturel. En particulier, les compétences interculturelles font partie intégrante de l'ensemble d'aptitudes que les négociateurs politiques doivent développer, y compris des principes tels que la réciprocité et des capacités telles que la prise de recul et l'écoute active, qui sont nécessaires pour promouvoir et soutenir une communication culturellement transformatrice (UNESCO, 2020, p.23). Les éléments clés de la négociation comprennent également la capacité à écouter activement, à recadrer les problèmes et les positions de chacun et à concevoir un large éventail d'options exploitables pour élaborer une solution mutuellement acceptable. À cet égard, la négociation exige également un certain degré de prise de recul. En effet, dans certaines situations, il existe un manque de connaissance sur les hypothèses relatives à la signification d'un message et à la façon dont il est communiqué à travers, notamment, des formulations indirectes et des moyens de communication non-verbaux (gestes).

Les compétences et les valeurs qui alimentent une négociation politique efficace peuvent être développées et améliorées grâce à des programmes de formation et de renforcement des capacités culturellement éclairés. En

effet, il existe une dimension éducative, de compétences, de renforcement des capacités et de développement des valeurs dans laquelle les interlocuteurs des processus de négociation politique doivent s'engager. Ils doivent notamment adopter des perspectives critiques, qui sont le fruit d'une prise de conscience de leurs propres perspectives culturelles subjectives, afin d'éviter les erreurs de perception et les malentendus (Kimmel, 2000, p.461). Il est nécessaire de fournir une formation aux compétences et aux valeurs pour permettre aux négociateurs et aux médiateurs de comprendre et d'expliquer leurs propres positions, afin d'établir une compréhension réciproque de la part de leurs interlocuteurs ayant chacun une approche culturelle de la perception, du raisonnement et de la communication (Kimmel, 2000, p.461). Concrètement, les processus de formation au renforcement des capacités et aux valeurs destinés aux négociateurs et aux médiateurs doivent encourager leur disposition à l'auto-apprentissage culturel au fur et à mesure du déroulement des processus (Kimmel, 2000, p.461). Grâce à ce processus introspectif d'intériorisation de l'auto-apprentissage culturel, les négociateurs et les médiateurs peuvent également acquérir une compréhension beaucoup plus nuancée de la manière dont leur propre culture est perçue par leurs interlocuteurs (Stewart, 1995, p.56). Cela encourage les acteurs de la négociation à adopter une approche de leur action fondée sur des principes et des valeurs, renforçant ainsi l'environnement propice qu'ils créent en vue d'un dialogue interculturel efficace.

#### 4.6.6 Analyser l'interface entre le dialogue interculturel et la négociation politique

Il est nécessaire d'identifier comment articuler plus efficacement l'interface entre le dialogue interculturel et la négociation politique et établir ses priorités. Les processus de négociation et de médiation cherchent en effet à transformer et à reconstruire les relations et à rétablir la confiance, comme l'illustrent les cas de l'Afrique du Sud et de l'Irlande du Nord. Ces processus présentent ainsi une synergie naturelle avec les processus de dialogue interculturel puisque, dans un cas comme dans l'autre, l'objectif est de créer une communication transformatrice. Par conséquent, il existe une interface clairement définie entre le dialogue interculturel et la négociation politique. Il est nécessaire d'inculquer les compétences et les valeurs nécessaires au dialogue interculturel parmi les négociateurs et les médiateurs. Pour cela, il faut transformer les négociateurs et les médiateurs en agents du dialogue interculturel et leur donner de l'autonomie grâce à un certain degré de compétence interculturelle, afin qu'ils puissent s'engager dans un dialogue transformateur adapté à la culture.

Il est nécessaire que le dialogue interculturel devienne une partie intégrante de la manière dont les individus, les

groupes et les institutions interagissent de manière régulière. Pour y parvenir, les processus d'élaboration des politiques doivent donner la priorité à la promotion d'interactions culturellement éclairées (UNESCO, 2020, p.12). En termes pratiques, cela suggère que les décideurs politiques et les professionnels concernés doivent donner la priorité à la négociation politique comme point de départ pour faire avancer l'action, étant donné sa capacité à décupler le renforcement des autres domaines. Concrètement, il s'agit de préparer les négociateurs et les médiateurs au dialogue interculturel par des interventions de formation aux compétences et aux valeurs, afin qu'ils puissent mener et participer à des processus de négociation adaptés à la culture.

#### 4.6.7 Recommandations politiques clés et conclusion

L'analyse ci-dessus suggère que des initiatives politiques peuvent être conçues pour renforcer l'intégration du dialogue interculturel au sein des processus de négociation politique. Les présupposés des approches majoritaires de négociation politique sont inadaptes à la myriade de défis auxquels notre monde globalisé est confronté. La nécessité d'insuffler une dimension culturellement éclairée aux processus de négociation politique ne peut être sous-estimée. Pour ce faire, il est nécessaire de problématiser et d'abandonner une fois pour toutes la priorité injustifiée donnée à l'approche transactionnelle de la négociation, qui repose sur un modèle présumé universaliste de la négociation et d'inculquer aux professionnels un *virage culturel* fondé sur la reconnaissance de la grande diversité des sociétés du monde entier.

Si l'efficacité de la négociation politique doit contribuer à forger et à façonner des sociétés plus pacifiques et durables, alors l'intégration de ce virage culturel représente une urgence de la plus haute importance. Le Cadre est instructif quant à l'utilité et l'efficacité de l'intégration du dialogue interculturel dans les processus de négociation politique en tant que facteur clé pour améliorer les possibilités de parvenir à des accords de paix durables et pérennes. L'intégration du dialogue interculturel dans les politiques et les pratiques des négociateurs et des médiateurs du monde entier peut être exploitée et instrumentalisée par le biais de processus de transfert de connaissances et de compétences. Sur cette base, les décideurs politiques peuvent intégrer les exigences du dialogue interculturel lié à la négociation politique directement dans les cadres législatifs qui motivent les interventions de rétablissement de la paix. Ces interventions fourniront ainsi des lignes directrices pour assurer l'intégration systémique de l'éclairage culturel dans la pratique courante.

Les décideurs politiques doivent investir de manière ciblée

pour soutenir l'intégration du dialogue interculturel dans les processus de négociation politique. De tels investissements peuvent amplifier l'impact de la négociation sur la majorité des domaines structurels. Afin d'éclairer les interventions pratiques relatives à l'utilisation du dialogue interculturel à des fins d'amélioration des processus de négociation politique, les décideurs politiques et les professionnels doivent :

- Donner la priorité aux ressources permettant d'intégrer activement les principes du dialogue interculturel dans les processus de négociation politique et de médiation ;
- Fournir aux négociateurs et aux médiateurs une formation sur les compétences et les valeurs afin de les doter de compétences interculturelles ;
- Veiller à ce que les cadres politiques gouvernementaux et intergouvernementaux guidant les négociations politiques soient basés sur le caractère utile du dialogue interculturel, qui agit également comme source d'information.

Les décideurs politiques et les professionnels doivent accorder la priorité aux ressources permettant d'intégrer activement les principes du dialogue interculturel au sein des cadres politiques gouvernementaux et intergouvernementaux, afin de guider les processus de négociation et de médiation politiques. Plus précisément, les gouvernements et les organisations régionales doivent s'engager de manière proactive dans la professionnalisation de leurs capacités de négociation et de médiation, en utilisant un prisme culturel. En outre, les gouvernements et les organisations régionales peuvent donner accès au transfert de connaissances ainsi qu'à une formation sur les compétences et les valeurs au profit des négociateurs et des médiateurs, afin de les doter de compétences interculturelles. Concrètement, les interventions de renforcement des capacités peuvent être soigneusement conçues et ciblées pour améliorer les compétences culturelles des négociateurs et des médiateurs gouvernementaux et intergouvernementaux.

Finalement, étant donné la diversité des contextes culturels qui accompagnent la plupart des processus de négociation politique, le dialogue interculturel n'est pas seulement un « plus » facultatif, mais un aspect clé et fondamental qui doit être intégré par les négociateurs et les médiateurs.

# Références

## RÉSUMÉ

- Orton, A. (2009). What Works in Enabling Cross-Community Interactions? Perspectives on good policy and practice. Communities and Local Government. <http://www.communities.gov.uk/documents/communities/pdf/1165960.pdf>
- United Nations; World Bank. (2018). Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict. World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>

## SECTION 1

- Abu-Nimer, M., Khoury, A., & Welty, E. (2007). Unity in Diversity: Interfaith Dialogue in the Middle East.
- Deloitte & Special Broadcasting Service (SBS). (2019). The economic benefits of improving social inclusion. <https://www2.deloitte.com/au/en/pages/economics/articles/economic-benefits-improving-social-inclusion.html#>
- Froude, J., & Zanchelli, M. (2017). What Works in Facilitated Dialogue Projects. United States Institute of Peace. <https://www.usip.org/sites/default/files/2017-07/sr407-what-works-in-facilitated-dialogue-projects.pdf>
- Hammack, P., & Pilecki, A. (2015). Power in History: Contrasting Theoretical Approaches to Intergroup Dialogue. *Journal of Social Issues*, 71, 371–385. <https://doi.org/10.1111/josi.12116>
- Kent, M., & Taylor, M. (2002). Toward a Dialogic Theory of Public Relations. *Public Relations Review*, 21–37. [https://doi.org/10.1016/S0363-8111\(02\)00108-X](https://doi.org/10.1016/S0363-8111(02)00108-X)
- Mansouri, F., & Elias, A. (2021). The Intercultural Dialogue Index (ICDI): An Index for Assessing Intercultural Relations. *Social Indicators Research*. <https://doi.org/10.1007/s11205-021-02616-8>
- Mor, Y., Ron, Y., & Maoz, I. (2016). “Likes” for Peace: Can Facebook Promote Dialogue in the Israeli-Palestinian Conflict? *Media and Communication*, 3. <https://doi.org/10.17645/mac.v3i4.298>
- Orton, A. (2009). What Works in Enabling Cross-Community Interactions? Perspectives on good policy and practice. Communities and Local Government. <http://www.communities.gov.uk/documents/communities/pdf/1165960.pdf>
- Ratzmann, N. (2019). Intercultural dialogue: A review of conceptual and empirical issues relating to social transformation—UNESCO Digital Library. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000366825>
- Conseil de l'Europe. (2008). Livre blanc sur le dialogue interculturel du Conseil de l'Europe. [https://search.coe.int/cm/Pages/result\\_details.aspx?ObjectId=09000016805d38e8](https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016805d38e8)
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). (2018). Enquête de l'UNESCO sur le dialogue interculturel 2017 – Analyse des résultats. <http://uis.unesco.org/en/files/unesco-survey-intercultural-dialogue-2017-analysis-findings-2018-fr-pdf>
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Institute for Economics and Peace (IEP). (2020). Mesurer le Dialogue Interculturel : Cadre conceptuel et technique. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373803>
- United Nations Statistics Division. (2021). SDG Indicators. <https://unstats.un.org/sdgs/report/2021/goal-16/>
- United Nations; World Bank. (2018). Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict. World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>
- Woodin, J., Lundgren, U., & Castro, P. (2011). Tracking the traces of intercultural dialogue in internationalization policies of three EU universities: Towards a framework. *European Journal of Higher Education*, 1, 119–134. <https://doi.org/10.1080/21568235.2011.629038>

## SECTION 2

- Balkwell, J. W. (1990). Ethnic Inequality and the Rate of Homicide. *Social Forces*, 69(1), 53–70. <https://doi.org/10.2307/2579607>
- Coser, L. A. (1964). Les fonctions du conflit social. Traduit par Matignon, M. (1982). Paris : Presses universitaires de France.
- Fakir, I., & Yerkes, S. (2018, October 16). Governance and the Future of the Arab World. Carnegie Endowment for International Peace. <https://carnegieendowment.org/2018/10/16/governance-and-future-of-arab-world-pub-77501>
- Foa, R. (2011). The Economic Rationale for Social Cohesion –The Cross-Country Evidence (p. 38). OECD. <https://www.oecd.org/development/pgd/46908575.pdf>
- Froude, J., & Zanchelli, M. (2017). What Works in Facilitated Dialogue Projects. United States Institute of Peace. <https://www.usip.org/sites/default/files/2017-07/sr407-what-works-in-facilitated-dialogue-projects.pdf>
- Gibney, M., Cornett, L., Wood, R., Haschke, P., Arnon, D., Pisano, A., Barret, G., & Park, B. (2020). The Political Terror Scale 1976-2019. <http://www.politicalterrorstale.org/>
- Institute for Economics & Peace (IEP). (2019). Positive Peace Report 2019: Analysing the Factors that Sustain Peace. <https://www.visionofhumanity.org/resources/>
- Institute for Economics & Peace (IEP). (2020). Global Peace Index 2020: Measuring Peace in a Complex World. [https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2020/10/GPI\\_2020\\_web.pdf](https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2020/10/GPI_2020_web.pdf)
- International Groundwater Resources Assessment Centre (IGRAC). (2018). Groundwater overview: Making the invisible visible. [https://www.un-igrac.org/sites/default/files/resources/files/Groundwater%20overview%20-%20Making%20the%20invisible%20visible\\_Print.pdf](https://www.un-igrac.org/sites/default/files/resources/files/Groundwater%20overview%20-%20Making%20the%20invisible%20visible_Print.pdf)

- Mansouri, F., & Elias, A. (2021). The Intercultural Dialogue Index (ICDI): An Index for Assessing Intercultural Relations. *Social Indicators Research*. <https://doi.org/10.1007/s11205-021-02616-8>
- Møller, J., & Skaaning, S.-E. (2013). Democracy and Democratization in Comparative Perspective: Conceptions, Conjunctures, Causes, and Consequences. *Democracy and Democratization in Comparative Perspective: Conceptions, Conjunctures, Causes, and Consequences*, 1–242. <https://doi.org/10.4324/9780203083994>
- Orton, A. (2009). What Works in Enabling Cross-Community Interactions? Perspectives on good policy and practice. Communities and Local Government. <http://www.communities.gov.uk/documents/communities/pdf/1165960.pdf>
- Orton, A. (2016). Interfaith dialogue: Seven key questions for theory, policy and practice. *Religion, State & Society*, 44(4), 349–365. <https://doi.org/10.1080/09637494.2016.1242886>
- Østby, G. (2013). Inequality and political violence: A review of the literature. *International Area Studies Review*, 16(2), 206–231. <https://doi.org/10.1177/2233865913490937>
- Paffenholz, T., Hirblinger, A., Landau, D., Fritsch, F., & Dijkstra, C. (2017). Preventing Violence through Inclusion: From Building Political Momentum to Sustaining Peace. <https://www.inclusivepeace.org/sites/default/files/IPTI-Report-Preventing-Violence-through-Inclusion.pdf>
- Prina, F., Zavakou, A., Ghirardi, F., & Colobo, S. (2013). Minorities, Media and Intercultural Dialogue (No. 71).
- Rioux, J.-F., & Redekop, V. N. (2013). Introduction to Conflict Studies: Empirical, Theoretical and Ethical Dimensions (1st ed.). Oxford University Press. <https://www.amazon.com.au/Introduction-Conflict-Studies-Theoretical-Dimensions/dp/0195446542>
- Stewart, F. (2010). Horizontal Inequalities as a Cause of Conflict—A Review of Crisis Findings, World Development Report 2011 Background Paper (p. 10). Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity (CRISE), Oxford University.
- The Economist. (2021, March 17). Politics, populism and policy risk in Latin America. Economist Intelligence Unit. <https://onesite.eiu.com/politics-populism-and-policy-risk-in-latin-america/>
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). (2018). Enquête de l'UNESCO sur le dialogue interculturel 2017 – Analyse des résultats. <http://uis.unesco.org/en/files/unesco-survey-intercultural-dialogue-2017-analysis-findings-2018-fr-pdf>
- Zachariassen, A., Ross, N., Paffenholz, T., & Hawana, F. (2016). Dialogues in peace and mediation processes: Definitions, types, goals, and success factors for sustainability, Inclusive Peace and Transition Initiative (IPTI). <http://www.inclusivepeace.org/content/dialogues-peace-and-mediation-processes-definitions-types-goals-and-success-factors>

## SECTION 3

### Nouvelle-Zélande

- Asia Pacific Forum (2021) Migrants in New Zealand experience fear, loss of identity due to racism | Asia Pacific Forum, Asia Pacific Forum of National Human Rights Institutions. Available at: <https://www.asiapacificforum.net/news/new-zealand-migrants-experience-fear-loss-culture-and-identity-due-racism/> (Accessed: 1 April 2021).
- Buchanan, K. (2019) Limits on Freedom of Expression, Library of Congress. Available at: <https://www.loc.gov/law/help/freedom-expression/newzealand.php> (Accessed: 26 March 2021).
- Central Intelligence Agency (2021) New Zealand, CIA Factbook. Available at: <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/new-zealand/> (Accessed: 8 March 2021).
- Encyclopedia Britannica, Inc (no date a) New Zealand - People, Encyclopedia Britannica. Available at: <https://www.britannica.com/place/New-Zealand> (Accessed: 29 March 2021).
- Encyclopedia Britannica, Inc (no date b) New Zealand - Responsible government, Encyclopedia Britannica. Available at: <https://www.britannica.com/place/New-Zealand/Responsible-government> (Accessed: 30 March 2021).
- Haerpfer, C. et al. (2020) World Values Survey: Round Seven - Country-Pooled Datafile. Madrid, Spain & Vienna, Austria: JD Systems Institute & WVSA Secretariat.
- Hannah Martin (2021) 'Unacceptable' under-representation of Māori and Pacific GPs, 'staggering' gender pay gap, Stuff. Available at: <https://www.stuff.co.nz/national/health/300265813/unacceptable-underrepresentation-of-mori-and-pacific-gps-staggering-gender-pay-gap> (Accessed: 1 April 2021).
- He kai kei ariku ranga The Crown-Māori Economic Growth Partnership (2012). Māori Economic Development Panel.
- Institute for Economics & Peace (IEP) (2020) Global Peace Index 2020: Measuring Peace in a Complex World. Sydney. Available at: <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2022/06/GPI-2022-web.pdf> (Accessed: 3 January 2021).
- Jock Phillips (2015) History of immigration - British immigration and the New Zealand Company, Te Ara - the Encyclopedia of New Zealand. Ministry for Culture and Heritage Te Manatu Taonga. Available at: <https://teara.govt.nz/en/history-of-immigration/page-3> (Accessed: 29 March 2021).

- 11** Kishi, K. et al. (2019) '4 facts about religion in New Zealand', Fact Tank - News In Numbers, Pew Research Center, 21 March. Available at: <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2019/03/21/4-facts-about-religion-in-new-zealand/> (Accessed: 4 March 2021).
- 12** Menon, P. (2020) 'One year after mosque massacre, New Zealand is fighting rising hate', Reuters, 11 March. Available at: <https://www.reuters.com/article/us-newzealand-shooting-hatecrime-idUSKBN20Y0JZ> (Accessed: 1 April 2021).
- 13** New Zealand Government (2021) Report on community hui held in response to the Royal Commission into the Terrorist Attack on Christchurch Mosques on 15 March 2019.
- 14** New Zealand Human Right Commission (no date) Human Rights Commission: New Zealand's official languages, NZ Human Rights. Available at: <https://www.hrc.co.nz/how-we-can-help/faqs/new-zealands-official-languages/> (Accessed: 25 March 2021).
- 15** New Zealand Ministry for Culture and Heritage - Manatū Taonga (2014) Assisted immigration to New Zealand 1947-1975, NZ History. Available at: <https://nzhistory.govt.nz/culture/assisted-immigration-to-nz-from-the-uk> (Accessed: 30 March 2021).
- 16** New Zealand Ministry for Culture and Heritage - Manatū Taonga (2017) The Treaty in brief. Available at: <https://nzhistory.govt.nz/politics/treaty/the-treaty-in-brief> (Accessed: 2 March 2021).
- 17** New Zealand Ministry for Culture and Heritage - Manatū Taonga (2019) Pacific voyaging and discovery, NZ History. Available at: <https://nzhistory.govt.nz/culture/encounters/polynesian-voyaging> (Accessed: 29 March 2021).
- 18** New Zealand Ministry for Culture and Heritage - Manatū Taonga (2020a) First known encounter between Māori and Europeans - 18 December 1642, NZ History. Available at: <https://nzhistory.govt.nz/page/first-contact-between-maori-and-europeans> (Accessed: 29 March 2021).
- 19** New Zealand Ministry for Culture and Heritage - Manatū Taonga (2020b) History of New Zealand, 1769-1914, NZ History. Available at: <https://nzhistory.govt.nz/culture/history-of-new-zealand-1769-1914> (Accessed: 29 March 2021).
- 20** New Zealand Ministry of Business, Innovation & Employment - Hīkina Whakatutuki (2020a) A Brief History of New Zealand | New Zealand Now, New Zealand Immigration. Available at: <https://www.live-work.immigration.govt.nz/live-in-new-zealand/history-government/a-brief-history> (Accessed: 29 March 2021).
- 21** New Zealand Ministry of Business, Innovation & Employment - Hīkina Whakatutuki (2020b) 'Māori in the Labour Market - December 2020 Quarter (unadjusted)', p. 2.
- 22** New Zealand Ministry of Business, Innovation & Employment - Hīkina Whakatutuki (2020c) The Treaty of Waitangi | New Zealand Now, Live in New Zealand. Available at: <https://www.newzealandnow.govt.nz/living-in-nz/history-government/the-treaty-of-waitangi> (Accessed: 25 March 2021).
- 23** New Zealand Tourism (no date) The Haka, 100% Pure New Zealand. Available at: <https://www.newzealand.com/au/feature/haka/> (Accessed: 31 March 2021).
- 24** NZ Human Rights Commission - Te Kāhui Tika Tangata (no date) Stand up to racism. That's Us, Stand up to racism. That's Us. Available at: <https://www.thatsus.co.nz/> (Accessed: 1 April 2021).
- 25** NZ Human Rights Commission - Te Kāhui Tika Tangata and Malatest International (2021) Ngā take o nga wheako o te kaiiki ki ngā manene o Aotearoa - Drivers of migrant New Zealanders' experiences of racism. Available at: [https://www.hrc.co.nz/files/5716/1656/1276/Drivers\\_of\\_Migrant\\_New\\_Zealanders\\_experiences\\_of\\_racism.pdf](https://www.hrc.co.nz/files/5716/1656/1276/Drivers_of_Migrant_New_Zealanders_experiences_of_racism.pdf) (Accessed: 1 April 2021).
- 26** NZ Ministry of Justice (no date) 'Saying No to Bribery and Corruption - A Guide for New Zealand Businesses'. Available at: <https://www.justice.govt.nz/assets/Documents/Publications/Ministry-of-Justice-Anti-Corruption-Guide.pdf> (Accessed: 26 March 2021).
- 27** Parliamentary Counsel Office - Te Tari Tohutohu Pāremata (2021) Official Information Act 1982 No 156 (as at 09 February 2021), Public Act Contents - New Zealand Legislation, New Zealand Legislation. Available at: <https://legislation.govt.nz/act/public/1982/0156/143.0/DLM64785.html> (Accessed: 26 March 2021).
- 28** Parliamentary Counsel Office - Te Tari Tohutohu Pāremata (no date) New Zealand Bill of Rights Act 1990 No 109 (as at 01 July 2013), Public Act - New Zealand Legislation, New Zealand Legislation. Available at: <https://legislation.govt.nz/act/public/1990/0109/latest/DLM224792.html> (Accessed: 26 March 2021).
- 29** Reporters Without Borders (RSF) (2020) 2020 World Press Freedom Index | Reporters Without Borders, RSF. Available at: <https://rsf.org/en/ranking> (Accessed: 26 March 2021).
- 30** SBSNews (2019) NZ government pushes for Maori language in all schools by 2025, SBS News. Available at: <https://www.sbs.com.au/news/nz-government-pushes-for-maori-language-in-all-schools-by-2025> (Accessed: 31 March 2021).
- 31** Spoonley, P. et al. (2005) 'Social cohesion: A policy and indicator framework for assessing immigrant and host outcomes', Social Policy Journal of New Zealand, Te Puna Whakaaro, (24), pp. 85-110.
- 32** Statistics New Zealand - Tatauranga Aotearoa (2019) New Zealand's population reflects growing diversity | Stats NZ. Available at: <https://www.stats.govt.nz/news/new-zealands-population-reflects-growing-diversity> (Accessed: 4 March 2021).
- 33** Tamaki Māori Village (2017) Five Surprising Facts About the Haka, Tamaki Māori Village. Available at: <https://www.tamakiomaorivillage.co.nz/blog/five-surprising-facts-haka> (Accessed: 31 March 2021).
- 34** Te Ahukaramū Charles Royal (2005) First peoples in Māori tradition - Kupe, Te Ara - the Encyclopedia of New Zealand. Ministry for Culture and Heritage Te Manatu Taonga. Available at: <https://teara.govt.nz/en/first-peoples-in-maori-tradition/page-6> (Accessed: 29 March 2021).
- 35** Te Māngai Pāho (no date) Funding innovative Māori language content, Te Māngai Pāho. Available at: <https://www.tmp.govt.nz/> (Accessed: 25 March 2021).
- 36** The Guardian (2019) 49 shot dead in attack on two Christchurch mosques, The Guardian. Available at: <https://www.theguardian.com/world/2019/mar/15/multiple-fatalities-gunman-christchurch-mosque-shooting> (Accessed: 1 April 2021).
- 37** Transparency International (2020) Corruption Perceptions Index - New Zealand, Transparency.org. Available at: <https://www.transparency.org/en/cpi/2020/index/nzl> (Accessed: 4 March 2021).

## Finlande

- 38** Árnadóttir, G. R. (2017). Who Is Sami? A Case Study on the Implementation of Indigenous Rights in Sweden. In H. Devere, K. Te Maihāroa, & P. Synott, Peacebuilding and the Rights of Indigenous Peoples: Experiences and Strategies for the 21st Century (pp. 143-154). Springer International Publishing.
- 39** Arrhenius, V., & Friman-Korpela, S. (2009). General and actual information on Roma issues in Finland. Ministry of Social Affairs and Health.
- 40** Central Intelligence Agency. (2020, April). Finland. CIA Factbook. <https://www.cia.gov/the-world-factbook/static/1fbb1e66c555ebcf6d73a4c4a119151a/FI-summary.pdf>
- 41** Conseil de l'Europe. (2019). Rapport de l'ECRI sur la Finlande (cinquième cycle de monitoring). Secrétariat de l'ECRI.
- 42** Encyclopedia Britannica. (2021). Finland. Encyclopedia Britannica. <https://www.britannica.com/place/Finland>
- 43** Good Governance—Finnish society is based on trust. (2020, November 9). Finland Toolbox. <https://toolbox.finland.fi/life-society/good-governance-finnish-society-is-based-on-trust/>
- 44** Granqvist, K. (2021). Critical evaluation of Romani inclusion strategies in Finland and Sweden. Journal of Contemporary European Studies, 29(1), 33-44.
- 45** Institute for Economics and Peace (IEP). (2021). Global Peace Index 2021: Measuring Peace in a Complex World. <https://www.visionofhumanity.org/resources/>
- 46** Kanerva, A., & Mitchell, R. (2017). Compendium of Cultural Policies and Trends in Europe: Finland. Council of Europe/ERICarts. <https://www.culturalpolicies.net/database/search-by-country/country-profile/?id=12>
- 47** Koivukangas, O. (2003). European Immigration and Integration: Finland (National Europe Centre Paper No. 63).
- 48** Kotiranta, M. (2010). Religion and the Secular State in Finland. In W. Cole Durham, Jr & J. Martinez-Torrón, Religion and The Secular State / La Religion et l'État laïque: Interim Reports.
- 49** Laverty, J. E. (2006). The History of Finland. Greenwood Publishing Group.
- 50** Martela, F., Greve, B., Rothstein, B., & Saari, J. (2020). The Nordic Exceptionalism: What Explains Why the Nordic Countries Are Constantly Among the Happiest in the World. In World Happiness Report 2020. <https://worldhappiness.report/ed/2020/the-nordic-exceptionalism-what-explains-why-the-nordic-countries-are-constantly-among-the-happiest-in-the-world/>
- 51** Ministry of Economic Affairs and Employment of Finland. (2011). The Act on the Promotion of Immigrant Integration. Kotouttaminen. <https://kotouttaminen.fi/en/the-act-on-the-promotion-of-immigrant-integration-guides-integration>
- 52** Ministry of Education. (2009). Strategy for Cultural Policy 2020. Department for Cultural, Sport and Youth Policy.
- 53** Ministry of Education and Culture. (2017). Procedural recommendations for developing Finland's national language reserve. Ministry of Education and Culture.
- 54** Ministry of Education and Culture & Finnish National Agency of Education. (2018). Finnish education in a nutshell. <https://www.oph.fi/en/statistics-and-publications/publications/finnish-education-nutshell>
- 55** The Constitution of Finland, (2000).
- 56** Sámi Language Act, (2003). <https://www.finlex.fi/en/laki/kaanokset/2003/en20031086.pdf>
- 57** Ministry of Social Affairs and Health. (2004). Finland's Romani People (No. 2; Brochures of the Ministry of Social Affairs and Health). Ministry of Social Affairs and Health.
- 58** Minority Rights Group. (2015, June 19). Roma. Minority Rights Group. <https://minorityrights.org/minorities/roma-6/>
- 59** Minority Rights Group. (2021). Sami. <https://minorityrights.org/minorities/sami/>
- 60** Nishimura-Sahi, O., Wallin, A., & Eskola, J. (2017). Perceptions of intercultural education and the concept of culture among immigrant teachers in Finland. In J. Eskola, T. Mäenpää, & A. Wallin (Eds.), *Eläytymisenetelmä 2017: Perusteema ja 11 muunnelmaa*. Tampere University Press.
- 61** OECD. (2021). Drivers of Trust in Public Institutions in Finland. <https://www.oecd.org/gov/drivers-of-trust-in-public-institutions-in-finland-52600c9e-en.htm>
- 62** Orton, A. (2009). What Works in Enabling Cross-Community Interactions? Perspectives on good policy and practice. Communities and Local Government. [https://www.researchgate.net/publication/277982923\\_What\\_works\\_in\\_enabling\\_cross-community\\_interactions\\_perspectives\\_on\\_good\\_policy\\_and\\_practice](https://www.researchgate.net/publication/277982923_What_works_in_enabling_cross-community_interactions_perspectives_on_good_policy_and_practice)
- 63** Prime Minister's Office. (2020). Voluntary National Review 2020 Finland: Report on the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development.
- 64** Raento, P., & Husso, K. (2001). Cultural diversity in Finland. *Fennia*, 180(1-2), 151-164.
- 65** Saukkonen, P. (2012). The Finnish Paradox: Language and Politics in Finland

- (Online Working Paper No. 05; Recode Working Paper Series). RECODE. <https://www.recode.info/wp-content/uploads/2013/02/Saukkonen-Pasi-2012-RECODE.pdf>
- 66** Sinnemäki, K., Portman, A., Tilli, J., & Nelson, R. H. (2019). On the Legacy of Lutheranism in Finland. Finnish Literature Society.
- 67** Statistics Finland. (2021). Statistics Finland—Preliminary population statistics. Statistics Finland. [https://www.stat.fi/ti/vamuu/2021/05/index\\_en.html](https://www.stat.fi/ti/vamuu/2021/05/index_en.html)
- 68** The Fund for Peace. (2021). Fragile States Index Annual Report 2021.
- 69** Transparency International. (2021). Global Corruption Barometer European Union 2021: Citizens' views and experience of corruption. Transparency International. <https://www.transparency.org/en/publications/gcb-european-union-2021>
- 70** Ubani, M., Rissanen, I., & Poulter, S. (2019). Contextualising dialogue, secularisation and pluralism: Religion in Finnish public education. Waxmann Verlag.
- 71** Nations Unies ; Banque Mondiale. (2018). Chemins pour la paix - Approches inclusives pour la prévention des conflits violents. Banque Mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>
- 72** United States Department of State. (2021). Finland 2020 International Religious Freedom Report. Office of International Religious Freedom.
- 73** Vanntinen, P. (2020, October 16). Populist Finns Party most popular among young people. Www.Euractiv.Com. [https://www.euractiv.com/section/politics/short\\_news/helsinki-populist-finns-party-most-popular-among-young-people/](https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/helsinki-populist-finns-party-most-popular-among-young-people/)
- 74** Yle poll: Strong public support for government and officials' handling of corona crisis. (2020). Yle Uutiset. <https://yle.fi/a/3-11682766>
- 75** Zilliacus, H., & Holm, G. (2013). 'We have our own religion': A pupil perspective on minority religion and ethics instruction in Finland. British Journal of Religious Education, 35(2), 282–296.
- ## Jamaïque
- 76** Art Network TV (2018) 'History of the Rastafari Movement'. Available at: <https://www.youtube.com/watch?v=haApIX9rqt8>.
- 77** Bertelsmann Stiftung (2020) BTI 2020 Country Report - Jamaica. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung. Available at: <https://bti-project.org/en/downloads?content=country&country=JAM>
- 78** BIM Editorial Team (2020) History of Jamaica, Black History Month 2021. Available at: <https://www.blackhistorymonth.org.uk/article/section/jamaica/history-of-jamaica/> (Accessed: 12 May 2021).
- 79** Broadcasting Commission (2017) 'Jamaica: Digital Television Switchover'. Commonwealth Digital Broadcasting Caribbean Forum 2017. Available at: [https://www.broadcastingcommission.org/images/digital-switchover/FINAL\\_Discussion\\_paper\\_-\\_Digital\\_Switchover.pdf](https://www.broadcastingcommission.org/images/digital-switchover/FINAL_Discussion_paper_-_Digital_Switchover.pdf)
- 80** Bryan, P. (1992) 'Spanish Jamaica', Caribbean Quarterly, 38(2/3), pp. 21–31.
- 81** Central Intelligence Agency (2020) Jamaica, CIA Factbook. Available at: <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/jamaica/> (Accessed: 20 April 2021).
- 82** Christ Baronavski et al. (2020) 'Religious restrictions around the world', Pew Research Center's Religion & Public Life Project, 12 November. Available at: <https://www.pewforum.org/essay/religious-restrictions-around-the-world/> (Accessed: 14 May 2021).
- 83** Electoral Commission of Jamaica (2020) 'General Election 2020 - Preliminary Results', Electoral Commission of Jamaica, 4 September. Available at: <https://ecj.com.jm/general-election-2020-preliminary-results/> (Accessed: 17 May 2021).
- 84** Encyclopedia Britannica, Inc (2020) Jamaica. Available at: <https://www.britannica.com/place/Jamaica> (Accessed: 22 April 2021).
- 85** 'Extraditing Coke | Latin America News' (2010). Al Jazeera English. Available at: <https://www.aljazeera.com/videos/2010/7/1/extraditing-coke>.
- 86** Harriot, A. D. and Jones, M. (2016) Crime and Violence in Jamaica. Inter-American Development Bank. Available at: <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Crime-and-Violence-in-Jamaica-IDB-Series-on-Crime-and-Violence-in-the-Caribbean.pdf>.
- 87** Jamaica (Constitution) Order in Council (1962). Available at: <https://laws.moj.gov.jm/library/statute/the-jamaica-constitution-order-in-council-1962> (Accessed: 27 April 2021).
- 88** Jamaica Information Service (no date) The History of Jamaica – Jamaica Information Service, Jamaica Information Service. Available at: <https://jis.gov.jm/information/jamaican-history/> (Accessed: 28 April 2021).
- 89** Johnson, H. N. and Soeters, J. L. (2008) 'Jamaican Dons, Italian Godfathers and the Chances of a "Reversible Destiny"', Political Studies, 56(1), pp. 166–191. doi: 10.1111/j.1467-9248.2007.00682.x.
- 90** King, C. (2008) How to successfully dismantle political garrisons, Jamaica Magazine. Available at: <http://jamaicans.com/garrisondismantle/> (Accessed: 17 May 2021).
- 91** Ministry of Education, Youth and Culture (2003) NATIONAL CULTURAL POLICY OF JAMAICA TOWARDS JAMAICA THE CULTURAL SUPERSTATE. Culture Division: Ministry of Education, Youth and Culture.
- 92** Poole (2011) 'What Became of the Taíno?', Smithsonian Magazine, October. Available at: <https://www.smithsonianmag.com/travel/what-became-of-the-taino-73824867/> (Accessed: 29 July 2021).
- 93** Press Association of Jamaica (2010) 'The PAJ: Who We Are', 22 January. Available at: <http://pressassociationjamaica.org/> (Accessed: 14 May 2021).
- 94** Reporters sans frontières (RSF) (2020) Édition 2020 du Classement mondial de la liberté de la presse | Reporters sans frontières, RSF. Disponible sur : <https://rsf.org/en/ranking> (accédé le 26 mars 2021).
- 95** Sangiorgio, C. (2018) « Caraïbes anglophones. Il est temps de reléguer la peine de mort dans les livres d'histoire, Amnesty International Déclaration publique ». Disponible sur : <https://www.amnesty.org/fr/documents/act50/9585/2018/fr/>
- 96** Schwartz, M. (2011) A Massacre in Jamaica, The New Yorker. Available at: <https://www.newyorker.com/magazine/2011/12/12/a-massacre-in-jamaica> (Accessed: 11 May 2021).
- 97** The Charter of Fundamental Rights and Freedoms (Constitutional Amendment) Act, 2011 (2011). Available at: <https://www.informea.org/en/legislation/charter-fundamental-rights-and-freedoms-constitutional-amendment-act-2011-no-12-2011> (Accessed: 22 April 2021).
- 98** The Office of the Prime Minister, Jamaica (2021) Coat of Arms – Office of the Prime Minister, Jamaica's National Symbols. Available at: <https://opm.gov.jm/symbols/coat-of-arms/> (Accessed: 18 May 2021).
- 99** UN General Assembly (2006) 'Significant progress made, but gender stereotyping still major obstacle to equality in Jamaica, Women's Anti-Discrimination Committee told'. Available at: <https://www.un.org/press/en/2006/wom1577.doc.htm> (Accessed: 17 May 2021).
- 100** United States Department of State (2020) 'JAMAICA 2020 INTERNATIONAL RELIGIOUS FREEDOM REPORT', p. 7.
- 101** Vision 2030 Jamaica: National Development Plan (2009). Kingston, Jamaica: Planning Institute of Jamaica.
- 102** 'Women's Media Watch – Do Good Jamaica' (2018). Available at: [https://dogoodjamaica.org/organization-search/item/women\\_s\\_media\\_watch/](https://dogoodjamaica.org/organization-search/item/women_s_media_watch/) (Accessed: 4 August 2021).
- 103** Banque Mondiale (2021) Indice GINI (Estimation de la Banque Mondiale). Disponible sur : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI> (accédé le 17 mai 2021).
- ## Ghana
- 104** Abass, U. (2017) 'The Position of Women in the Social and Political History of Ghana', Journal of Turkish World Studies, 17(2), pp. 141–161.
- 105** Aboagye, P. Y. (2021) 'Inequality of education in colonial Ghana: European influences and African responses', Economic History of Developing Regions. doi: 10.1080/20780389.2021.1921571.
- 106** Abubakari, M., Asamoah, P. and Agyemang, F. O. (2018) 'Ghana and Sustainable Development: The 40-Year National Development Plan in Retrospective', Journal of Human Resource and Sustainability Studies.
- 107** Agbedor, P. K. (1994) Language planning for national development: the case of Ghana. University of Victoria.
- 108** Anshah, G. N. (2014) 'Re-examining the fluctuations in language in-education policies in post-independence Ghana', Multilingual Education, 4(12). doi: 10.1186/s13616-014-0012-3.
- 109** Appiah, S. O. and Ardila, A. (2020) 'The question of school language in multilingual societies: the example of Ghana', RUDN Journal of Psychology and Pedagogics, 17(2), pp. 263–272. doi: 10.22363/2313-1683-2020-17-2-263-272.
- 110** Asante, N. A. A. (2020) How free is Ghana's media?, Reuters Institute for the Study of Journalism. Available at: <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/how-free-ghanas-media> (Accessed: 15 June 2021).
- 111** Awinador-Kanyirige, W. A. (2014) Ghana's National Peace Council. New York, NY: Global Centre for the Responsibility to Protect.
- 112** BBC News (2018) 'Ghana profile - Timeline', 1 May. Available at: <https://www.bbc.com/news/world-africa-13434226> (Accessed: 28 June 2021).
- 113** Bergen, R. (2019) Language Imperialism in Post-Colonial Ghana: Linguistic Recovery and Change. Western University.
- 114** Berson, I., Bronteng, J. E. and Berson, M. J. (2020) Why Ghana is struggling to get its language policy right in schools, The Conversation. Available at: <http://theconversation.com/why-ghana-is-struggling-to-get-its-language-policy-right-in-schools-120814> (Accessed: 27 May 2021).
- 115** Bertelsmann Stiftung (2020) BTI 2020 Country Report - Ghana. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung. Available at: [https://bti-project.org/fileadmin/api/content/en/downloads/reports/country\\_report\\_2020\\_GHA.pdf](https://bti-project.org/fileadmin/api/content/en/downloads/reports/country_report_2020_GHA.pdf)
- 116** BGL - The Bureau of Ghana Languages (2021). Available at: <https://www.bgl.gov.gh/#>
- 117** Bukari, F. I. M., Apusigah, A. A. and Abagye, C. I. (2017) 'Affirmative Action as a Strategy for Promoting Women's Participation in Politics in the Frafra Traditional Area of Ghana', Ghana Journal of Development Studies, 14(2).
- 118** Central Intelligence Agency (2020) Ghana, CIA Factbook. Available at: <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/ghana/> (Accessed: 20 April 2021).
- 119** Dako, K. and Quarcoo, M. A. (2017) 'Attitudes towards English in Ghana', Legon Journal of the Humanities, 28(1), pp. 20–30. doi: <https://dx.doi.org/10.4314/ljh.v28i1.3>.
- 120** Edu-Buandoh, D. F. (2016) 'Identity and Representation through Language in Ghana: The Postcolonial Self and the Other', International Journal of Society, Culture & Language, 4(1).
- 121** Encyclopedia Britannica (2021) Ghana | History, Flag, Map, Population, Language, Currency, & Facts, Encyclopedia Britannica. Available at: <https://www.britannica.com/place/Ghana> (Accessed: 27 May 2021).
- 122** Freedom House (2021) Ghana: Freedom in the World 2021 Country Report, Freedom House. Available at: <https://freedomhouse.org/country/ghana/freedom-world/2021> (Accessed: 27 May 2021).
- 123** Ghana Statistical Service - GSS, Ghana Health Service - GHS, and ICF International (2015) Ghana Demographic and Health Survey 2014. Rockville, Maryland. Available at: <https://dhsprogram.com/publications/publication-FR307-DHS-Final-Reports.cfm>.
- 124** Giessmann, H. J., Galvanek, J. and Seifert, C. (2017) Curbing Violence: Development, Application, and the Sustaining of National Capacities for Conflict Prevention. Washington, DC: World Bank.
- 125** Graham, Y. (2016) 'GHANA'S SOCIO-ECONOMIC TRANSFORMATION AND THE IMPERATIVE FOR EQUITABLE AND INCLUSIVE DEVELOPMENT', in SPOTLIGHT ON SUSTAINABLE DEVELOPMENT 2016.
- 126** Guerini, F. (2008) 'Multilingualism and language attitudes in Ghana: a preliminary survey', Ethnorêma, 4, pp. 1–33.

- 127** Hopp-Nishanka, U. (2012) Giving Peace an Address? Reflections on the Potential and Challenges of Creating Peace Infrastructures. Berghof Foundation.
- 128** Human Dignity Trust (2015) Criminalisation of Homosexuality: Ghana. Available at: <https://www.humandignitytrust.org/country-profile/ghana/>
- 129** Human Rights Watch (2018) "No Choice but to Deny Who I Am": Violence and Discrimination against LGBT People in Ghana, Human Rights Watch. Available at: <https://www.hrw.org/report/2018/01/08/no-choice-deny-who-i-am/violence-and-discrimination-against-lgbt-people-ghana> (Accessed: 27 May 2021).
- 130** Institute for Economics and Peace (IEP) (2021) Global Peace Index 2021: Measuring Peace in a Complex World. Sydney, Australia. Available at: <https://www.visionofhumanity.org/resources/>.
- 131** Inter-Parliamentary Union (2021) Ghana | Inter-Parliamentary Union. Available at: <https://www.ipu.org/parliament/GH> (Accessed: 28 June 2021).
- 132** Konadu, A. (2018) Religious pluralism and its effects on Ghanaian society. Kwame Nkrumah University of Science and Technology.
- 133** Kotia, E. W. and Aubyn, F. K. (2013) Building National Infrastructures for Peace in Africa: Understanding the Role of the National Peace Council in Ghana. Kennesaw State University.
- 134** Langer, A. and Stewart, F. (2015) Regional Imbalances, Horizontal Inequalities, and Violent Conflicts: Insights from Four West African Countries. World Bank. Available at: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/22514>
- 135** MacBeath, J. (2010) LIVING WITH THE COLONIAL LEGACY: The Ghana story. The Centre for Commonwealth Education.
- 136** Majumdar, S. and Virginia, V. (2020) In 2018, Government Restrictions on Religion Reach Highest Level Globally in More Than a Decade. Pew Research Centre.
- 137** National Commission on Culture (2004) The Cultural Policy of Ghana. Available at: <http://www.ghanaiandiaspora.com/wp-content/uploads/2014/09/CULTURAL-POLICY-FINAL.pdf>.
- 138** Office of the President, Republic of Ghana (2019) Islam, Christianity Have More Similarities Than Differences – VP Bawumia. Available at: <https://presidency.gov.gh/index.php/briefing-room/news-style-2/1161-islam-christianity-have-more-similarities-than-differences-vp-bawumia> (Accessed: 16 June 2021).
- 139** Osei-Assibey, E. (2014) 'Nature and Dynamics of Inequalities in Ghana', *Development*, 57(3–4), pp. 521–530. doi: 10.1057/dev.2015.25.
- 140** Owu-Ewie, C. (2006) The Language Policy of Education in Ghana: A Critical Look at the English-Only Language Policy of Education. Selected Proceedings of the 35th Annual Conference on African Linguistics. Somerville, MA.
- 141** Parliament of the Republic of Ghana (1996) THE CONSTITUTION OF THE REPUBLIC OF GHANA (AMENDMENT) ACT, 1996. Available at: <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/31976/101268/F-1229887249/GHA31976.pdf>.
- 142** Sikweyiya, Y. et al. (2020) 'Patriarchy and gender-inequitable attitudes as drivers of intimate partner violence against women in the central region of Ghana', *BMC Public Health*, 20(682).
- 143** Tsikata, D. and Seini, W. (2004) Identities, Inequalities and Conflicts in Ghana. University of Oxford: Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity.
- 144** United Nations; World Bank. (2018) Pathways for Peace : Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict. Washington, DC: World Bank. Available at: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>.
- 145** United States Department of State (2019) GHANA 2019 INTERNATIONAL RELIGIOUS FREEDOM REPORT, p. 7.
- 146** World Bank (2020) Ghana Poverty Assessment. Washington, D.C.: World Bank.
- 147** World Bank (2021) Increasing Access to Quality Secondary Education to the Poorest Districts: Ghana's Experience with Results Based Financing in Education. Text/HTML. Available at: <https://www.worldbank.org/en/results/2021/01/05/increasing-access-to-quality-secondary-education-to-the-poorest-districts-ghanas-experience-with-results-based-financing-in-education> (Accessed: 28 June 2021).
- 148** World Population Prospects 2019, Online Edition (2019). United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.
- Oman**
- 149** Abouzzohour, Y. (2020, January 15). As Oman enters a new era, economic and political challenges persist. *Brookings*. <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/01/15/as-oman-enters-a-new-era-economic-and-political-challenges-persist/>
- 150** Abouzzohour, Y. (2021). Oman, Ten Years After the Arab Spring: The Evolution of State-Society Relations. Arab Reform Initiative. <https://www.arab-reform.net/publication/oman-ten-years-after-the-arab-spring-the-evolution-of-state-society-relations/>
- 151** Al Barwani, T. A., & Albeely, T. S. (2007). The Omani Family: Strengths and Challenges. *Marriage & Family Review*, 41(1–2), 119–142. [https://doi.org/10.1300/J002v41n01\\_07](https://doi.org/10.1300/J002v41n01_07)
- 152** Al Riyami, A., Affi, M. M., & Mabry, R. M. (2004). Women's Autonomy, Education and Employment in Oman and Their Influence on Contraceptive Use. *Reproductive Health Matters*, 12(23), 144–154.
- 153** al-Talei, R. (2010). Oman. In *Women's Rights in the Middle East and North Africa: Progress Amid Resistance*. Freedom House / Rowman & Littlefield.
- 154** Al-Ismaili, A. (2018). Ethnic, Linguistic, and Religious Pluralism in Oman: The Link with Political Stability. *Arab Center for Research & Policy Studies*, 1(3), 58–73.
- 155** Al-Lamki, S. (2002). Higher Education in the Sultanate of Oman: The challenge of access, equity and privatization. *Journal of Higher Education Policy and Management*, 24(1). <https://doi.org/10.1080/13600800220130770>
- 156** Al-Maamari, S. (2016). Education for connecting Omani students with other cultures in the world: The role of social studies. *International Review of Education*, 62, 439–457. <https://link.springer.com/article/10.1007%2Fs11159-016-9577-2>
- 157** Amnesty International. (2021). Oman 2020. Amnesty International. <https://www.amnesty.org/en/countries/middle-east-and-north-africa/oman/report-oman/>
- 158** Arabian Daily. (2021, April 8). NOC canceled in Oman: Public Prosecutor. *Arabian Daily News*. <https://arabiandaily.com/noc-removed-in-oman-public-prosecutor/>
- 159** BBC News. (2013, December 16). Arab uprising: Country by country. BBC News. <https://www.bbc.co.uk/news/world-12598273>
- 160** Bertelsmann Stiftung. (2020). BTI 2020 Country Report—Oman. Bertelsmann Stiftung. [https://www.bti-project.org/content/en/downloads/reports/country\\_report\\_2020\\_OMN.pdf](https://www.bti-project.org/content/en/downloads/reports/country_report_2020_OMN.pdf)
- 161** Business & Human Rights Resource Centre. (2020, August 6). Oman: Reforms to labour law allow migrants to switch employment and sponsorship more easily. *Business & Human Rights Resource Centre*. <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/oman-reforms-to-labour-law-allow-migrants-to-switch-employment-and-sponsorship-more-easily/>
- 162** Cavins, D. (2017, September 28). Oman Poverty Rate: Good News from the Middle East. *The Borgen Project*. <https://borgenproject.org/oman-poverty-rate/>
- 163** Chatty, D. (2000). Women working in Oman: Individual choice and cultural constraints. *International Journal of Middle East Studies*, 32(2), 241–254. <https://www.cambridge.org/core/journals/international-journal-of-middle-east-studies/article/abs/women-working-in-oman-individual-choice-and-cultural-constraints/865D5E3624136253E643CA569BDCB970>
- 164** Das, K. C., & Gokhale, N. (2010). Omanization Policy and International Migration in Oman. *Middle East Institute*. <https://www.mei.edu/publications/omanization-policy-and-international-migration-oman>
- 165** Encyclopedia Britannica. (2021). Oman. *Encyclopedia Britannica*. <https://www.britannica.com/place/Oman>
- 166** France 24. (2017, November 24). Oman enforces tolerance, keeping sectarian divide at bay. *France 24*. <https://www.france24.com/en/20171124-oman-enforces-tolerance-keeping-sectarian-divide-bay>
- 167** Freedom House. (2010). *Refworld | Women's Rights in the Middle East and North Africa 2010—Oman*. *Refworld*. <https://www.refworld.org/docid/4b99011f86.html>
- 168** Freedom House. (2020). *Oman: Freedom in the World 2020 Country Report*. Freedom House. <https://freedomhouse.org/country/oman/freedom-world/2020>
- 169** Funsch, L. P. (2015). *Oman Reborn*. Palgrave Macmillan.
- 170** Funsch, L. P. (2020). *Oman's Renaissance—And What Will Follow*. *Foreign Policy*. <https://foreignpolicy.com/2020/01/14/sultan-qaboos-legacy-oman-confront-challenges-middle-east/>
- 171** Organisation internationale du travail. (n.d.). ILOSTAT Base de Données.
- 172** Leonard, D. (2017). *Oman's Unique Approach to Mediation: A Solution for Sunni-Shia Conflicts?* <https://isnblog.ethz.ch/diplomacy/omans-unique-approach-to-mediation-a-solution-for-sunni-shia-conflicts>
- 173** McQue, K. (2021, March 23). Alone in Oman: Covid worsens abuse for trafficked women. *The Guardian*. <http://www.theguardian.com/global-development/2021/mar/23/alone-oman-covid-worsens-abuse-trafficked-women-africa>
- 174** The Penal Law Promulgated by Royal Decree 7/2018, § Article 262 (2018). <https://www.mjla.gov.om/>
- 175** Ministry of Technology and Communications. (2019). *Basic Law of State—Omanuna Portal*. Omanuna. <https://omanportal.gov.om/wps/portal/index/gov/omangov/BasicLawofState/lut/p/a/1/>
- 176** Oman News Agency. (2021). *Oman Marks International Women's Day*. <https://omannews.gov.om/NewsDescription/ArtMID/392/ArticleID/28679/Oman-Marks-International-Women's-Day>
- 177** Oxford Business Group. (2017, February 13). With its rich history, Oman continues to evolve. *Oxford Business Group*. <https://oxfordbusinessgroup.com/overview/ongoing-prosperity-rich-history-leads-unified-sultanate-continues-evolve>
- 178** Padmaraj, A. (2020, July 2). Gender Discrimination in Oman: Women's Rights. *BORGEN*. <https://www.borgenmagazine.com/gender-discrimination-in-oman/>
- 179** Robinson, K. (2021). *What Is the Kafala System?* Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/backgrounder/what-kafala-system>
- 180** Singhal, R. (2012, December 21). *THE RELIGION OF OMAN — IBADISM*. *Lesser-Known Religions*. <https://lesserknownreligions.wordpress.com/2012/12/21/ibadism-the-religion-of-oman/>
- 181** Times of Oman. (2021, May 16). Oman's population crosses over 4.5 million. *Times of Oman*. <https://timesofoman.com/article/101291-omans-population-crosses-over-45-million>
- 182** UNESCO Institut de statistique. (2020). *Inscriptions à l'école, secondaire, filles (% net) - Oman* | Data. [uis.unesco.org](https://uis.unesco.org)
- 183** UNICEF. (2011). *OMAN: MENA Gender Equality Profile Status of Girls and Women in the Middle East and North Africa*. <https://www.unicef.org/gender/files/Oman-Gender-Equality-Profile-2011.pdf>
- 184** United States Department of State. (2020). *OMAN 2020 HUMAN RIGHTS REPORT*. <https://www.state.gov/reports/2019-country-reports-on-human-rights-practices/>
- 185** Valeri, M. (2020, January 21). Oman's new sultan faces mammoth challenges. *BBC News*. <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-51112191>
- 186** Wrapping up Vision 2020, solidifying Vision 2040. (2019). *The Business Year*. <https://www.thebusinessyear.com/oman-2019/wrapping-up-vision-2020-solidifying-vision-2040/focus>
- 187** Central Intelligence Agency (2021) *Oman*, CIA Factbook. Available at: <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/oman/> (Accessed 20 April 2021)

## SECTION 4

## Éducation

- 1 Aman, R. (2017). Colonial differences in intercultural education: On interculturality in the Andes and the decolonization of intercultural dialogue. *Contesting Coloniality*.
- 2 Andreotti, V. (2006). Soft Versus Critical Global Citizenship Education. *Policy & Practice (Centre for Global Education)*, 3, 40-51.
- 3 Appiah, A. (2006). *Cosmopolitanism: Ethics in a world of strangers* (1st ed., Issues of our time (W.W. Norton & Company)). New York: W.W. Norton & Company.
- 4 Barrett, M. et al. (2014). *Developing intercultural competence through education*. Strasbourg: Council of Europe Publishing.
- 5 Bhabha, J. (2014). *Child migration and human rights in a global age*. Princeton: Princeton University Press.
- 6 Bhabha, J. (2016). *When Water is Safer than Land: Addressing Distress Migration*.
- 7 Bokova, I. (2020). *Empowering Global Citizens for a Just and Peaceful World. In Humanitarianism and Mass Migration: Confronting the world's crisis*. Suarez-Orozco, Marcelo Editor. Oakland, CA: University of California Press, Ross Institute.
- 8 Boix Mansilla, V. (2016). How to be a global thinker. *Educational Leadership* 74(4), 10-16.
- 9 Boix Mansilla V. (2018). *Re-imagining Migration: Toward a New Educational Framework for a World on the Move*. Project Zero, Harvard Graduate School of Education.
- 10 Boix Mansilla, V. and H. Gardner (2007). "From teaching globalization to nurturing global consciousness" in Suárez-Orozco, M. (ed.) *In Learning in the global era; International perspectives on globalization and education* (pp. 47-66). California: University of California Press.
- 11 Boix Mansilla, V. & Chua, F. (2017). *Signature Pedagogies in Global Competence Education: Understanding Quality Teaching Practice*. In: Choo S., Sawch D., Villanueva A., Vinz R. (eds) *Educating for the 21st Century*. Singapore: Springer.
- 12 Boix Mansilla, V., Suárez-Orozco, C., Wilson, D. (2021). *Socio emotional thinking routines for teaching in a diverse, complex and moving world – Educator's guide*. Project Zero and Reimagining Migration.
- 13 Bronfenbrenner, U. (1994). *Ecological models of human development*. *International Encyclopedia of Education* 2(3).
- 14 Bronfenbrenner, U. Morris, P. (2006). *Bioecological model of human development*. In Lerner, R. and Damon, W., *Handbook of Child Psychology*. New York: Wiley.
- 15 Broome, B. et al. (2019). *Building an inclusive climate for intercultural dialogue: A participant-generated framework*. *Negotiation and conflict management research*.
- 16 Cederman, L., Weidmann, N., & Gleditsch, K. (2011). *Horizontal Inequalities and Ethnonationalist Civil War: A Global Comparison*. *The American Political Science Review*, 105(3), 478–495. <https://doi.org/10.1017/S0003055411000207>
- 17 Christina Suci, M. & Trocmaer Ana Maria, N. (2014). *A Perspective on intercultural dialogue in education*. SEA – Practical Application of Science.
- 18 Council of Europe. (2018). *Reference framework of competences for democratic culture, volume 1: Context, concepts and model*. Strasbourg: Council of Europe Publishing.
- 19 Deardorff, D.K. (2020). *Manuel de développement des compétences interculturelles: les cercles d'histoires*. UNESCO/Routledge.
- 20 Dulabaum, N. (2011). *A pedagogy for global understanding – Intercultural dialogue: From theory to practice*. *Policy Futures in Education*.
- 21 Elias, A., & Mansouri, F. (2020). *A Systematic Review of Studies on Interculturalism and Intercultural Dialogue*. *Journal of Intercultural Studies*, 41(4), 490–523. <https://doi.org/10.1080/07256868.2020.1782861>
- 22 Kymlicka, W. (1995). *Multicultural citizenship: A liberal theory of minority rights*. Oxford: Oxford University Press.
- 23 Lähdesmäki, T., Aino-Kaisa, K., Susanne, Y. (2020). *Intercultural dialogue in the European education policies – A conceptual approach*. Palgrave Macmillan
- 24 Lave, J. & Wenger, E. (1991). *Situated learning: Legitimate peripheral participation*. Cambridge: Cambridge University Press.
- 25 OECD. (2018). *Preparing our Youth for an Inclusive and Sustainable World – The OECD PISA global competence framework*. OECD Publishing.
- 26 Perkins, D. N., Tishman, S., Ritchhart, R., Donis, K., & Andrade, A. (2000). *Intelligence in the wild: A dispositional view of educational traits*. *Educational Psychology Review*, 12(3), 269–293.
- 27 Reimers F. Chung C (2018). *Preparing Teachers to Educate Whole Students*. Cambridge: Harvard Education Press.
- 28 Ritchhart, R., Morrison, K., & Church, M. (2011). *Making Thinking Visible: How to Promote Engagement, Understanding, and Independence for All Learners* (First ed.). San Francisco, CA: Jossey-Bass.
- 29 Ritchhart, R. (2015). *Creating cultures of thinking: The 8 forces we must master to truly transform our schools*. San Francisco: Jossey-Bass & Pfeiffer Imprints, Wiley.
- 30 Rogers, J. (2019). *School and society in the age of Trump*. UCLA-IDEA Publications.
- 31 Sen, A. (2007). *Identity and Violence: The Illusion of Destiny*. India: Penguin Books.
- 32 Suárez-Orozco, M. (2019). *Humanitarianism and mass migration: Confronting the world crisis*. Oakland, California: University of California Press.
- 33 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). (2014). *Enseigner le respect pour tous : guide de mise en œuvre*. Paris : UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000230048.locale=en>

- 34 United Nations. (2019). *Population Facts*. Retrieved from: [https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/populationfacts/docs/MigrationStock2019\\_PopFacts\\_2019-04.pdf](https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/populationfacts/docs/MigrationStock2019_PopFacts_2019-04.pdf)
- 35 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Institute for Economics and Peace (IEP). (2020). *Mesurer le Dialogue Interculturel : Cadre conceptuel et technique*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373803>
- 36 Villalobos-Buehner, M. (2020). *Fostering cultural competence awareness and dispositions to reach thirdness or decentering by engaging in intercultural dialogue*. *The Eurocall Review*.

## Médias et TIC

- 37 Adebayo, J. (2015). 'Toward a peace journalism approach to reporting African elections'. *Accord*, 23 December 2015. <https://www.accord.org.za/conflict-trends/towards-a-peace-journalism-approach-to-reporting-african-elections/>
- 38 Anna Lindh Foundation (2021). *Digital Threats and Opportunities for Intercultural Dialogue*. 26 May 2021. <https://www.annalindhfoundation.org/sites/default/files/documents/page/Policy%20Report%20-%20Dialogue%202%20Final.pdf>
- 39 Bakare, L. (2021). 'Steve McQueen to produce BBC films on black power and UK schools scandal'. *The Guardian*, 29 January 2021. <https://www.theguardian.com/culture/2021/jan/29/steve-mcqueen-to-produce-bbc-films-on-black-power-and-uk-schools-scandal>
- 40 Bhabha, J. & Matache, M. (2020). 'Anti-Roma hatred on streets of Budapest'. *EU Observer*, 3 June 2020. <https://euobserver.com/opinion/148532>
- 41 Castaneda, M. (2018). 'The power of (mis)representation: Why racial and ethnic stereotypes in the media matter'. *Challenging Inequalities: Readings in Race, Ethnicity and Immigration*. [https://scholarworks.umass.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1059&context=communication\\_faculty\\_pubs](https://scholarworks.umass.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1059&context=communication_faculty_pubs)
- 42 Conseil de l'Europe. (n.d.). *Media & Diversité : Promouvoir l'accès des minorités aux médias – les prochaines étapes*. [https://www.coe.int/t/dg4/anti-discrimination-campaign/ressources/Training\\_toolbox/Media\\_Diversity\\_next\\_steps\\_fr.pdf](https://www.coe.int/t/dg4/anti-discrimination-campaign/ressources/Training_toolbox/Media_Diversity_next_steps_fr.pdf)
- 43 Dunn, J. et al (2021). *Black representation in film and TV: The challenges and impact of increasing diversity*. McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/diversity-and-inclusion/black-representation-in-film-and-tv-the-challenges-and-impact-of-increasing-diversity#>
- 44 Grizzle, A. (2014). 'MIL, Intercultural Dialogue and Global Citizenship' in Culver, S. & Kerr, P. (eds.) (2014), *Global Citizenship in a Digital World*. NORDICOM, University of Gothenburg. [https://milunesco.unaoc.org/wp-content/uploads/2015/03/global\\_citizenship\\_in\\_a\\_digital\\_world.pdf](https://milunesco.unaoc.org/wp-content/uploads/2015/03/global_citizenship_in_a_digital_world.pdf)
- 45 Johnson, T. (2018). 'Black Panther is a gorgeous, ground-breaking celebration of black culture'. *Vox*, 23 February 2018. <https://www.vox.com/culture/2018/2/23/17028826/black-panther-wakanda-culture-marvel>
- 46 O'Hagan, S. (2020). 'Steve McQueen: "Black people are weirdly missing from the narrative"'. *The Guardian*, 15 November 2020. <https://www.theguardian.com/tv-and-radio/2020/nov/15/steve-mcqueen-black-people-are-weirdly-missing-from-the-narrative-small-axe-mangrove-viola-davis-idris-elba-bernardine-evaristo>
- 47 Pathak-Shelat, M. (2014). 'Constructing online spaces for intercultural dialogue: Media literacy initiatives for global citizenship', in Culver, S. & Kerr, P. (eds) (2014), *Global citizenship in a digital world*. NORDICOM, University of Gothenburg. <http://norden.diva-portal.org/smash/get/diva2:769160/FULLTEXT01.pdf>
- 48 Sakamoto, J. (2015). 'Intercultural dialogue and the practice of making video letters between Japanese and Chinese schools', in Singh, J. et al (eds.) (2015), *Media and Information Literacy for the Sustainable Development Goals*. NORDICOM, University of Gothenburg. [https://www.nordicom.gu.se/sites/default/files/publikationer-hela-pdf/milid\\_yearbook\\_2015.pdf](https://www.nordicom.gu.se/sites/default/files/publikationer-hela-pdf/milid_yearbook_2015.pdf)
- 49 Siripurapu, A. & Merrow, W. (2021). 'Social media and online speech: How should countries regulate tech giants?' *Council on Foreign Relations*, 19 February 2021. <https://www.cfr.org/in-brief/social-media-and-online-speech-how-should-countries-regulate-tech-giants>
- 50 Sui, M. et al (2018). 'The Role of Minority Journalists, Candidates and Audiences in Shaping Race-Related Campaign News Coverage'. *Journalism & Mass Communication Quarterly*, Vol. 95(4). <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/1077699018762078>
- 51 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). (2009). *Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel: rapport mondial de l'UNESCO*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000187827>
- 52 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Institute for Economics and Peace (IEP). (2020). *Mesurer le Dialogue Interculturel: Cadre conceptuel et technique*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373803>
- 53 Washington, L. (2019). 'The importance of representation in film and media'. <https://medium.com/@Laurenwash/the-importance-of-representation-in-film-and-media-2d006149cac9>
- 54 Yuen, N. (2019). 'Why is equal representation in media important?' *Quora*, 22 May 2019. <https://www.forbes.com/sites/quora/2019/05/22/why-is-equal-representation-in-media-important/>

## Culture et arts

- 55 Arizpe, E., Bagelman, C., Devlin, A. M., Farrell, M., & McAdam, J. E. (2014). *Visualizing intercultural literacy: engaging critically with diversity and migration in the classroom through an image-based approach*. *Language and Intercultural Communication*, 14(3), 304-321. doi:10.1080/14708477.2014.903056

- 56 Buber, M. (1986) *La vie en dialogue*. Traduit par Loewenson-Lavi, J. Paris Aubier : Éditions Mouton.
- 57 Byram, M. (2008). *From Foreign Language Education to Education for Intercultural Citizenship: Essays and Reflections*. Bristol: Multilingual Matters.
- 58 Footitt, H. (2017). International aid and development: hearing multilingualism, learning from intercultural encounters in the history of OxfamGB. *Language and Intercultural Communication*, 14(4). doi:<https://doi.org/10.1080/14708477.2017.1368207>
- 59 Freire, P. (1998). *Pedagogy of Freedom: Ethics, Democracy and Civic Courage*. Lanham: Rowman & Littlefield.
- 60 Guilherme, M., Glaser, E., & Mendez-Garcia, M. d. C. (2010). *The Intercultural Dynamics of Multicultural Working*. Bristol: Multilingual Matters.
- 61 Kindon, S. e. a. (2021). *Arpilleras as Participatory Research*. In *The SAGE Handbook of Participatory Research and Inquiry*. (pp. 713-929). London: Sage.
- 62 Ladegaard, H. J., & Cheng, H. F. (2014). Constructing the cultural 'other': prejudice and intergroup conflict in university students' discourses about 'the other'. *Language and Intercultural Communication*, 14(2), 156-175. doi: [10.1080/14708477.2013.849718](https://doi.org/10.1080/14708477.2013.849718)
- 63 Laloux, F. (2015). *Reinventing Organizations - Vers des communautés de travail inspirées*. Diatèino.
- 64 Lederach, J. P. (2005). *The Moral Imagination: The Art and Soul of Peace Building*. Oxford: Oxford University Press.
- 65 Lederach, J. P. L., Angela Jill. (2010). *When Blood and Bones Cry Out: Journeys through the soundscape of healing and reconciliation*. Oxford: Oxford University Press.
- 66 Lu, P.-Y., & Corbett, J. (2012). *English in medical Education*. Bristol: Multilingual Matters.
- 67 Mbembé, J.-A. (2000). *De la postcolonie: essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*: KARTHALA Editions.
- 68 Mignolo, W. D. (2021). *The Politics of Decolonial Investigations*. Durham and London: Duke.
- 69 Phipps, A. (2017). *Why Cultural Work with Refugees?* Brussels: European Union Retrieved from [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2017/602004/IPOL\\_IDA\(2017\)602004\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2017/602004/IPOL_IDA(2017)602004_EN.pdf)
- 70 Phipps, A. S., Tawona. (2018). *The Warriors who do not Fight*. Glasgow: Wild Goose Publications.
- 71 Phipps, A. S., Tawona; Tordzro, Gameli; Tordzro, Naa Densua. (2020). English last: displaced publics and communicating multilingually as social act and art. . In E. Scandrett (Ed.), *Public Sociology As Educational Practice: Challenges, Dialogues and Counter-Publics*. Bristol: Bristol University Press.
- 72 Piacentini, T. (2014). *Missing from the picture? Migrant and Refugee Community Organizations' responses to poverty and destitution in Glasgow*. *Community Development Journal*, bsu047.
- 73 Piacentini, T., O'Donnell, C., Phipps, A., Jackson, I. and Stack, N. (2019). *Moving beyond the 'language problem': developing an understanding of the intersections of health, language and immigration status in interpreter-mediated health encounters*. *Language and Intercultural Communication*, 9(3). doi:doi : [10.1080/14708477.2018.1486409](https://doi.org/10.1080/14708477.2018.1486409)
- 74 Thompson, J. (2009). *Performance Affects: Applied Theatre and the End of Effect*. London: Palgrave Macmillan.
- 75 Tordzro, G. (2017). *Broken World, Broken Word : The Documentary*. University of Glasgow: RM Borders.
- Cham. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-62603-1\\_2](https://doi.org/10.1007/978-3-319-62603-1_2)
- 88 White, B.W. (2021). *City-based inclusion networks in a post-multicultural world: the Intercultural Cities programme of the council of Europe*, *Local Government Studies*, DOI: [10.1080/03003930.2021.2005030](https://doi.org/10.1080/03003930.2021.2005030)
- 89 Wood, P. et Landry, C. (2008). *The Intercultural City: Planning for Diversity Advantage*. Earthscan.
- 90 Zapata-Barrero, R., Caponio, T. and Scholten, P. (2017). «Théorisation du «virage local» dans un cadre d'analyse fondé sur la gouvernance à niveaux multiples. Étude de cas axée sur les politiques concernant les immigrants». *Revue internationale des sciences administratives*, 83(2), pp. 241-246. (pp. 245-250 in French Transl.)

### Négociation politique

- 91 Bloomfield, D. 1997. *Peacemaking Strategies in Northern Ireland: Building Complementarity in Conflict Management Theory*. London, MacMillan.
- 92 Binnendijk, H. 1987. *National Negotiating Styles*. Washington, DC, Foreign Service Institute.
- 93 Cohen, R. 1991. *Negotiating Across Cultures: Communication Obstacles in International Diplomacy*. Washington, DC, United States Institute for Peace.
- 94 Fisher, R. and Ury, W. (1991) *Comment réussir une négociation*. Traduit par Brahem, L. Paris : Seuil.
- 95 Hall, E.T. (1976) *Au-delà de la culture*. Traduit par Hatchuel, M. -H. and Graëve, F. (1987). Paris : Seuil.
- 96 Kimmel, P.R. 2000. 'Culture and Conflict', in Morton Deutsch and Peter Coleman, (eds), *The Handbook of Conflict Resolution: Theory and Practice*. San Francisco: Jossey-Bass.
- 97 Moser, L. 1986. 'Negotiating Style: Americans and Japanese,' in Diane Bendahmane and Leo Moser, (eds) *Towards a Better Understanding: U.S.-Japan Relations*. Washington, DC, Foreign Service Institute.
- 98 Murithi, T. 2009. *The Ethics of Peacebuilding*. Edinburgh, Edinburgh University Press.
- 99 Republic of South Africa. 1996. *The Constitution of the Republic of South Africa*. Pretoria, Government of South Africa.
- 100 Stewart, E.C. 1995. 'Contrast-Culture Training', in S.M. Fowler and M. Mumford (eds). *Intercultural Sourcebook: Cross-Cultural Training Methodologies*. Vol.1. Yarmouth, ME, Intercultural Press.
- 101 Waldmeir, P. 1997. *Anatomy of a Miracle: The End of Apartheid and the Birth of a New South Africa*. London, Penguin.
- 102 UNESCO. 2017. *Overview Document: Measuring Intercultural Dialogue*. Paris, UNESCO.
- 103 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Institute for Economics and Peace (IEP). (2020). *Mesurer le Dialogue Interculturel: Cadre conceptuel et technique*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373803>.

### Urbanisme et paysages urbains

- 76 Anctil, P. (2014). *Le Congrès juif canadien et la promotion de l'éducation interculturelle (1947-1975) in Emongo L. and White, B.W. (eds.), L'interculturel au Québec., Rencontres historiques et enjeux politiques*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, pp.117-136.
- 77 Adjizian, J.-M., Roult, R., White, B.W., Auger, D. and Zheng D. Q. (2021). *Le loisir comme facteur d'intégration sociale pour les nouveaux arrivants : étude de cas centrée sur certains arrondissements de Montréal, Enjeux et société*, vol. 8(1), pp. 220-248
- 78 Bateson, G. (1972). *Vers une écologie de l'esprit*. Traduit par F. Drosso, L. Lot et E. Simion. (1977). Paris : Seuil.
- 79 Conseil de l'Europe. (2008). *Livre blanc sur le dialogue interculturel*. Strasbourg.
- 80 Emongo, L. et White, B.W. (2014) *L'interculturel au Québec : Rencontres historiques et enjeux politiques*. Presses de l'Université de Montréal.
- 81 Genest, S. (2017). *Constructivisme en études ethniques au Québec : Retour à la notion de frontières de Barth, Anthropologie et sociétés*, 41 (3).
- 82 Lacroix, T. (2021). *Migration-related city networks: a global overview*, *Local Government Studies*, DOI: [10.1080/03003930.2021.1938553](https://doi.org/10.1080/03003930.2021.1938553)
- 83 Larouche-Leblanc, S. (2019). *La gouvernance de proximité en contexte interculturel : villes et intégration des immigrants au Québec*. Département d'anthropologie, Université de Montréal.
- 84 Panikkar, R. (1995). *Cultural Disarmament: The Way to Peace*. Louisville: Westminster John Knox Press.
- 85 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Institute for Economics and Peace (IEP). (2020). *Mesurer le dialogue interculturel : cadre conceptuel et technique*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373803.locale=en>.
- 86 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), *Coalition internationale des villes inclusives et durables (ICCAR) et Observatoire international des maires sur le Vivre ensemble*. (2019). *Politiques municipales sur le Vivre-Ensemble*. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000368169\\_fre.locale=en](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000368169_fre.locale=en)
- 87 White, B.W. (2018). *What is an Intercultural City and How Does It Work?.* In: White, B. (eds) *Intercultural Cities. Global Diversities*. Palgrave Macmillan,

# Annexe

## Annexe 1 : Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel - Méthodologie

### Domaines et indicateurs

Le cadre conceptuel des données présentées dans ce rapport a été élaboré au moyen de consultations et d'examen approfondis dispensés par des experts. Dans un premier temps, l'Institut pour l'économie et la paix (IEP) a réalisé une étude de cadrage visant à explorer les concepts clés ainsi que la disponibilité et la fiabilité des données et à développer un projet de cadre applicable aux indicateurs. Cette étude de cadrage a fait l'objet d'une réunion d'experts issus de différents domaines, notamment la paix et la sécurité, la communication interculturelle, l'éducation, la culture et le développement. À cette réunion se sont également jointes des institutions, notamment la Banque mondiale, l'OCDE, le PNUD, le Conseil de l'Europe, le Nordic Cultural Fund, Affaires mondiales Canada, l'Institut pour l'économie et la paix, la Fondation CELL (Pays-Bas), City University (Royaume-Uni), Durham University (Royaume-Uni), Deakin University (Australie) et la Université pontificale catholique de São Paulo (Brésil), ainsi que des représentants de tous les secteurs de l'UNESCO et de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

Cette réunion d'experts a abouti à un certain nombre de recommandations, qui ont fait l'objet d'une consultation supplémentaire par le biais d'une enquête et d'une série d'échanges avec des experts sélectionnés. Un consultant expert a été engagé pour consolider toutes les connaissances acquises au cours de ce vaste processus de recherche et de consultation. *Mesurer le dialogue interculturel : cadre conceptuel et technique* est le fruit de ce travail. Le cadre détaille la logique et l'architecture conceptuelles et techniques du projet.

Le *Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel* contenu dans ce rapport a été élaboré sur la base de ces travaux préliminaires. Le tableau 1 présente les cinq domaines structurels du Cadre et les indicateurs sélectionnés afin de les appréhender. De la même manière, le tableau 2 donne un aperçu des quatre domaines de soutien.

Depuis sa création, le Cadre se veut un exercice de comparaison à titre informatif. Son objectif est d'assurer une plus grande cohérence dans l'utilisation du terme « dialogue interculturel », et d'améliorer la compréhension des facteurs essentiels à l'efficacité de sa mise en œuvre. Les indicateurs ont ainsi été sélectionnés dans le cadre d'un processus de consultation internationale. Ils ont ensuite été compilés et analysés afin de fournir aux États membres un outil leur permettant de comprendre leurs forces et leurs faiblesses en matière de dialogue interculturel. Nous tenons à préciser que le but de l'exercice n'a jamais été de « nommer et pointer du doigt » les États membres en comparant leurs performances à celles d'autres pays. Par conséquent, aucune note globale n'est calculée aux fins du Cadre et aucun classement des pays ou carte de performance globale n'est présenté. L'approche de l'UNESCO préfère replacer les performances des États membres basées sur les indicateurs dans le contexte des moyennes mondiales et régionales. Les études de cas ont été rédigées de manière à mettre l'accent sur ce qui fonctionne plutôt que sur ce qui ne fonctionne pas.

TABLEAU 1

### Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel - Domaines et indicateurs structurels

Indicateur	Domaine	Description	Source	Nombre de pays	Année la plus récente
Liberté d'expression	Liberté de la presse	Le classement mondial de la liberté de la presse est une mesure d'évaluation composite de la liberté dont disposent les journalistes et qui comporte des données quantitatives sur les mauvais traitements et les actes de violence à l'encontre des journalistes.	Banque mondiale	138	2019
Liberté d'expression	Restrictions religieuses	L'indice des restrictions gouvernementales quantifie les lois, politiques et actions gouvernementales qui restreignent les croyances et les pratiques religieuses. Il s'agit notamment des mesures appliquées par les gouvernements pour interdire certaines croyances, interdire la conversion, limiter la prédication ou accorder un traitement préférentiel à un ou plusieurs groupes religieux.	Centre de recherche PEW	198	2016
Gouvernance et Citoyenneté	La division des élites	Mesure la division des élites dirigeantes et des institutions étatiques selon des critères ethniques, raciaux, religieux, de classe ou de clan. Composante de l'Indice des États fragiles.	Fund for Peace	178	2020
Gouvernance et Citoyenneté	Contrôle de la corruption	Le contrôle de la corruption donne la mesure dans laquelle le pouvoir public est exercé à des fins d'intérêts privés, incluant les formes de corruption majeures ou secondaires, ainsi que l'« accaparement » de l'État par les élites et les intérêts privés. Un indicateur de la gouvernance mondiale (WGI).	The World Bank	206	2019

<b>Gouvernance et Citoyenneté</b>	<b>Efficacité du gouvernement</b>	L'efficacité du gouvernement reflète la qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et son degré d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques, la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques, et la crédibilité de l'engagement du gouvernement dans ces politiques. Un indicateur de la gouvernance mondiale (WGI).	Banque mondiale	191	2020
<b>Gouvernance et Citoyenneté</b>	<b>Stabilité politique et absence de violence</b>	La stabilité politique et l'absence de violence/de terrorisme mesurent la perception de la probabilité d'instabilité politique et/ou de violence à motivation politique, y compris de terrorisme. Un indicateur de la gouvernance mondiale (WGI).	Banque mondiale	208	2019
<b>Gouvernance et Citoyenneté</b>	<b>Qualité de la réglementation</b>	La qualité de la réglementation reflète la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des réglementations saines, qui permettent et encouragent le développement du secteur privé. Un indicateur de la gouvernance mondiale (WGI).	Banque mondiale	206	2019
<b>Gouvernance et Citoyenneté</b>	<b>État de droit</b>	L'État de droit reflète la mesure dans laquelle les agents ont confiance dans les règles de la société et les respectent, en particulier la qualité de l'exécution des contrats, des droits de propriété, de la police et des tribunaux, ainsi que la probabilité de la criminalité et de la violence. Un indicateur de la gouvernance mondiale (WGI).	Banque mondiale	208	2019
<b>Gouvernance et Citoyenneté</b>	<b>Voix et responsabilité</b>	La voix et la responsabilité reflètent la mesure dans laquelle les citoyens d'un pays peuvent participer à la sélection de leur gouvernement, ainsi que la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté des médias. Un indicateur de la gouvernance mondiale (WGI).	Banque mondiale	208	2019
<b>Égalité horizontale</b>	<b>GINI</b>	L'indice de Gini évalue dans quelle mesure la répartition des revenus (ou, dans certains cas, des dépenses de consommation) entre les individus ou les ménages au sein d'une économie s'écarte d'une répartition parfaitement égale. La courbe de Lorenz représente les pourcentages cumulés du revenu total perçu en fonction du nombre cumulé de bénéficiaires, en commençant par l'individu ou le ménage le plus pauvre. L'indice de Gini mesure l'écart entre la courbe de Lorenz et une ligne hypothétique d'égalité absolue, exprimée en pourcentage de l'écart maximal sous la ligne. Ainsi, un indice de Gini égal à 0 représente une égalité absolue, tandis qu'un indice égal à 100 implique une inégalité absolue.	Banque mondiale	165	2018
<b>Égalité horizontale</b>	<b>Griefs communautaires</b>	L'indicateur des griefs communautaires prend en compte les divisions et les fossés entre les différents groupes de la société (en particulier les divisions fondées sur des caractéristiques sociales ou politiques) et leur rôle dans l'accès aux services ou aux ressources, ainsi que l'inclusion dans le processus politique. Composante de l'Indice des États fragiles.	Fund for Peace	175	2017
<b>Égalité horizontale</b>	<b>Responsabilité horizontale</b>	L'indice de responsabilité mesure à quel point l'idéal de responsabilité du gouvernement est atteint. La responsabilité est définie comme des contraintes sur l'utilisation du pouvoir politique par le gouvernement, exercées par exemple par le biais d'élections, de contrôles et d'équilibres entre les institutions, ainsi que par les organisations de la société civile et l'activité des médias.	Institut V-Dem	183	2019
<b>Cohésion sociale</b>	<b>Cohésion intergroupe</b>	La cohésion intergroupe mesure les disparités existant entre les groupes, les expériences de discriminations de la part des victimes et les sentiments de méfiance à l'égard des membres d'autres groupes.	Institut international d'études sociales, Erasmus University de Rotterdam	208	2015
<b>Stabilité et non-violence</b>	<b>Conflit interne</b>	Les indicateurs de conflits internes générant des combats, établis par l'Indice mondial de la paix, mesurent le nombre et la durée des conflits qui se manifestent à l'intérieur des frontières juridiques d'un pays spécifique. Les informations servant de base à cet indicateur proviennent de trois ensembles de données de l'Uppsala Conflict Data Program (UCDP) : les données sur les décès liés aux combats, les données sur les conflits non étatiques et les données sur la violence unilatérale. Le score d'un pays est déterminé en additionnant les scores de tous les conflits individuels qui se sont déroulés à l'intérieur des frontières légales de ce pays au cours des cinq dernières années.	Institut pour l'économie et la paix	163	2020
<b>Stabilité et non-violence</b>	<b>L'instabilité politique</b>	Évaluation de l'instabilité politique classée de 0 à 100 (instabilité très faible à très forte) par l'équipe nationale d'analyse EIU, sur la base de cinq questions. Cet indicateur regroupe également cinq autres questions liées aux troubles sociaux, aux transferts ordonnés, au point de vue de l'opposition, aux excès du pouvoir exécutif et à un sous-indice de tension internationale.	Economic Intelligence Unit (EIU)	163	2020

<b>Stabilité et non-violence</b>	<b>Le sentiment de sécurité</b>	Proportion de personnes se sentant en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la zone où elles vivent. Les réponses affirmatives sont utilisées.	Sondage mondial Gallup	164	2018
<b>Stabilité et non-violence</b>	<b>Probabilité de manifestations violentes</b>	Évaluation de la probabilité de manifestations violentes, classée de 1 à 5 (de très faible à très élevée) par l'équipe nationale d'analyse EIU, sur la base de la question suivante : « Des manifestations violentes ou des conflits civils ou sociaux violents sont-ils susceptibles de constituer une menace pour les biens ou les affaires au cours des deux prochaines années ? »	Economic Intelligence Unit (EIU)	163	2020

TABLEAU 2

**Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel - Domaines et indicateurs de soutien**

Indicateur	Domaine	Description	Source	Nombre de pays	Année la plus récente
<b>Inclusion et représentation</b>	<b>Inclusion des minorités</b>	L'inclusion des minorités mesure les niveaux de discrimination à l'encontre des groupes vulnérables tels que les populations autochtones, les migrants, les réfugiés ou les castes inférieures. Cette mesure vise à déterminer si les gestionnaires, les administrateurs et les membres de la communauté font preuve d'un parti pris systémique vis-à-vis de groupes sociaux déterminés dans l'attribution des emplois, des avantages et autres ressources sociales et économiques.	Institut international d'études sociales, Erasmus University de Rotterdam	208	2015
<b>Leadership et organisation</b>	<b>Approbation du leadership</b>	Proportion de personnes qui approuvent les dirigeants du pays. Les réponses affirmatives sont utilisées.	Sondage mondial Gallup	154	2018
<b>Liens et cohérence</b>	<b>Acceptation du groupe</b>	Score moyen calculé à partir de quatre questions Gallup : 1) La ville ou la région où vous vivez est-elle un endroit favorable ou défavorable pour la vie quotidienne des gays ou des lesbiennes ? 2) La ville ou la région où vous vivez est-elle un endroit favorable ou défavorable pour la vie quotidienne des immigrants d'autres pays ? 3) La ville ou la région où vous vivez est-elle un endroit favorable ou défavorable pour la vie quotidienne d'une minorité raciale et ethnique ? 4) La ville ou la région où vous vivez est-elle un endroit favorable ou défavorable pour la vie quotidienne des minorités religieuses ?	Sondage mondial Gallup	151	2015-2018
<b>Compétences et valeurs</b>	<b>Éducation</b>	L'indice d'éducation du PNUD est une moyenne du nombre moyen d'années de scolarisation (des adultes) et des années de scolarisation attendues (des enfants), toutes deux exprimées sous la forme d'un indice obtenu par la mise à l'échelle des niveaux maximums correspondants.	Programme de développement des Nations Unies (PNUD)	190	2018

## ENCADRÉ 1

**Évolution du Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel.**

Dans la publication initiale, *Mesurer le dialogue interculturel : cadre conceptuel et technique*, une série d'indicateurs ont été proposés en vue du *Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel*. Un certain nombre des données de ce rapport ont été modifiées au profit d'une mise en œuvre plus pratique de la vision initiale. En détail :

- Les indicateurs initiaux de l'Enquête mondiale sur les valeurs ont été abandonnés au profit des questions comparables du sondage mondial Gallup. Ce choix permet de prendre en compte des pays plus nombreux et d'améliorer la cohérence et la comparabilité des sondages.
- L'indice de Gini a été inclus dans le domaine de l'*égalité horizontale*.
- L'indice PEW des hostilités sociales en matière de *liberté d'expression* a été remplacé par l'indice des restrictions gouvernementales (Government Restriction Index, GRI) de la même source. En effet, lors de la mise en œuvre, cette mesure a été jugée plus pertinente. Initialement, le GRI avait été proposé pour être inclus dans le domaine de la *gouvernance et la citoyenneté*.
- Dans le domaine des *compétences et des valeurs*, la confiance dans les institutions publiques a été remplacée par le nombre moyen d'années de scolarité du PNUD, en tant que mesure supplétive. Il a été difficile de trouver des données sur ce domaine. Ce dernier devra être développé dans les futures itérations du Cadre.

<sup>22</sup> <https://www.oecd.org/els/soc/handbookonconstructingcompositeindicatorsmethodologyanduserguide.htm>

TABLEAU 3

## Méthodes d'imputation des données

Méthode	Description	Application dans le Cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel
<b>Imputation par donneur d'une autre source (cold deck)</b>	Remplacement de la valeur manquante par une valeur provenant d'une autre source.	Le Cadre a recours à cette méthode soit lorsqu'il utilise le point de données le plus récent d'une série comme point de données actuel, soit lorsqu'il utilise des statistiques nationales supplémentaires pour combler les manques.
<b>Imputation par donneur de l'enquête (hot deck)</b>	Remplacement de la valeur manquante par une imputation par k voisins le plus proche. La méthode des plus proches voisins (KNN) utilise un algorithme permettant de faire correspondre un point avec ses k voisins les plus proches dans un espace multidimensionnel. Il peut être utilisé pour les données continues, discrètes, ordinales et catégorielles, ce qui le rend particulièrement utile pour traiter les données manquantes. Le Cadre comble les manques de données en utilisant les 5 pays les plus similaires pour imputer une valeur.	Le Cadre utilise l'imputation par donneur de l'enquête lorsque les données ne sont pas disponibles pour tous les pays.

## Disponibilité et imputation des données

La méthodologie développée a été conçue pour s'aligner sur les autres principaux outils mondiaux de mesure et des efforts considérables ont été déployés pour alimenter le Cadre avec les meilleures informations existantes pour chaque pays. Toutefois, le principal défi que pose l'élaboration d'une mesure composite harmonisée, qu'il faut tenter de surmonter, est le manque de données cohérentes et complètes dans des pays très divers du monde entier. Ces variations sont considérables, non seulement en termes de caractéristiques démographiques et géographiques mais aussi pour leurs caractéristiques socio-économiques qui ont souvent un impact sur la collecte et la qualité des données.

Les valeurs manquantes sont un défi commun dans le processus d'établissement d'outils de mesure multidimensionnels. Le Manuel de l'OCDE sur la construction d'indicateurs composites recommande un certain nombre de techniques statistiques pour gérer l'imputation des données dans le but de combler les manques. Le tableau 3 énumère les méthodes utilisées dans le Cadre<sup>22</sup>. Grâce à la combinaison de ces techniques, le Cadre présente la meilleure utilisation possible des données, sans recourir à une méthodologie trop complexe.

Les pays dont les données disponibles correspondent à moins de 70 % des indicateurs du Cadre ont été exclus de l'analyse. Ce seuil a permis au Cadre d'inclure 160 pays.

## Calculs de domaines - Regroupement

Cette section illustre la manière dont chaque indicateur et donc chaque domaine est traité. La construction des domaines comporte deux étapes principales : 1) la collecte des données et 2) l'imputation et le regroupement des données.

Pour ce Cadre, le regroupement des données est un moyen de comparer des informations autrement disparates. Pour chaque indicateur, ce processus attribue une note comprise entre 0 et 1, par rapport à l'ensemble des données. Pour ce faire, les valeurs minimales et maximales appropriées pour l'ensemble des données sont déterminées de telle sorte que tout ce qui est inférieur au minimum se voit attribuer zéro et tout ce qui est supérieur au maximum se voit attribuer 1. Toute autre valeur est incluse de manière proportionnelle entre ces deux bornes. Par conséquent, au cours de l'année y, après imputation des données, le score par regroupement est calculé pour l'indicateur i par l'équation 1.

## Équation 1: Équation par regroupement

$$\text{ScoreParRegroupement}_i = \frac{\text{ValeurIndicateurPays } \epsilon \text{ Année}_i - \text{ValeurMinimaleAdaptée } f_i}{\text{ValeurMaximaleAdaptée } f_i - \text{ValeurMinimaleAdaptée } f_i}$$

Ce type de regroupement revient à considérer que plus l'indicateur est élevé, plus les résultats sont positifs. Or, pour d'autres indicateurs, tels que celui de l'*instabilité politique*, un niveau élevé n'est souhaitable pour aucun pays. Dans ce cas, le score par regroupement est inversé selon l'équation 2.

## Équation 2: Équation par regroupement inversé

$$\text{ScoreParRegroupementInversé}_i = 1 - \frac{\text{ValeurIndicateurPays } \epsilon \text{ Année}_i - \text{ValeurMinimaleAdaptée } f_i}{\text{ValeurMaximaleAdaptée } f_i - \text{ValeurMinimaleAdaptée } f_i}$$

Une partie intégrante du processus de regroupement consiste à déterminer des valeurs minimales et maximales adaptées pour regrouper les résultats. Pour ce faire, il existe des méthodes empiriques et normatives. Si certaines données sont distribuées normalement et se prêtent donc bien aux techniques mathématiques standard, par exemple pour définir une valeur aberrante comme tout résultat supérieur à trois écarts types par rapport à la moyenne, d'autres ensembles de données ne suivent pas des tendances bien définies. Le choix de la technique à utiliser dépend d'un certain nombre de considérations : la nature des données, la distribution, l'objectif de l'indice, les informations à transmettre, etc. Après examen des ensembles de données globales utilisés dans ce Cadre, très peu de distributions peuvent être qualifiées de « normales ». La présence de valeurs aberrantes affecte non seulement la moyenne mais aussi la variance, puisque les valeurs minimale et maximale sont biaisées.

Pour tenir compte de cela, l'IEP a, dans certains cas, fixé des minimums et des maximums dérivés statistiquement pour limiter l'influence des valeurs aberrantes sur les résultats. En cas de valeurs aberrantes extrêmes, la borne inférieure est définie comme le point de données le plus bas compris dans un intervalle égal à 1,5 fois l'intervalle interquartile en dessous du premier quartile (l'intervalle interquartile étant défini comme la distance entre le premier et le troisième quartiles). De même, la borne supérieure est définie comme le point de données le plus élevé compris dans un intervalle égal à 1,5 fois l'intervalle interquartile au-dessus du troisième quartile.

<sup>22</sup> <https://www.oecd.org/els/soc/handbookonconstructingcompositeindicatorsmethodologyanduserguide.htm>

<sup>24</sup> Les cinq régions de l'UNESCO ont été définies ainsi : l'édition 2022 des Textes fondamentaux de l'UNESCO (p.141 - 143)

## Pondération des indicateurs

L'objectif du Cadre n'étant pas de classer les pays mais plutôt d'obtenir un score standardisé dans tous les domaines, une pondération égale a été utilisée pour chaque indicateur dans chaque domaine. Par exemple, le domaine *Gouvernance et citoyenneté* compte 7 domaines. Chacun est donc pondéré à  $1/7 = 0,143$  lorsqu'il est cumulé à un score de domaine. De même, le domaine de la *liberté d'expression* comporte deux indicateurs pondérés à 0,5. Comme il n'était pas prévu de combiner ces domaines distincts en un seul score cumulé, une pondération égale a été considérée comme une approche justifiable aux fins du Cadre. En évitant le cumul en une mesure composite globale, nous évitons également les erreurs d'inadvertance, où certains indicateurs seraient pondérés plus lourdement simplement parce qu'ils font partie d'un domaine comportant moins d'indicateurs.

## Choix des études de cas

Pour choisir les études de cas, une analyse en composantes principales (ACP) a été réalisée à partir de tous les indicateurs du Cadre. L'ACP est une technique quantitative qui réduit les 21 indicateurs du Cadre à un ensemble de composantes statistiques principales. Il s'agit d'un outil utile pour créer des mesures statistiquement dérivées, qui séparent les pays autant que possible sur une mesure standard compte tenu des informations d'entrée. De plus amples informations sont disponibles dans le Manuel de l'OCDE sur la construction d'indicateurs composites<sup>23</sup>.

Les pays qui ont obtenu le score le plus élevé dans leur région pour la *première* composante principale ont été sélectionnés pour une étude de cas.

Une fois identifiées, les étapes suivantes ont été suivies pour convenir des études de cas :

- 1) Sélection d'une étude de cas dans chacune des cinq régions de l'UNESCO<sup>24</sup> ;
- 2) Sélection des pays uniquement parmi les contextes qui présentent un environnement fortement propice au dialogue interculturel, confirmée par une analyse des composantes principales ;
- 3) Sélection des pays sur la base d'études de cas existantes développées dans la documentation pertinente (à identifier en utilisant nos recherches existantes et les résultats d'une recherche systématique de la documentation, en examinant des recherches qualitatives pertinentes qui explorent le lien entre l'environnement favorable au dialogue interculturel et les processus de dialogue spécifiques) ;
- 4) Approbation des délégations concernées sur la base de la sélection effectuée selon les critères susmentionnés.

## Éléments à considérer lors de la sélection

Bien qu'elles soient justifiées, il convient de rappeler les limites méthodologiques de l'approche adoptée : 1) l'ensemble de la documentation utilisée n'a pas été sélectionné selon des critères systématiques (il s'agit de la documentation examinée dans le cadre de l'étude de cadrage du projet) et pourrait donc véhiculer, par inadvertance, les préjugés des chercheurs ; 2) le calcul de la fréquence à laquelle chaque pays est mentionné ne permet pas de comprendre le sujet de la documentation, qu'il s'agisse de mentions positives ou négatives.



**unesco**

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,

## Parlons-en : Mesurer le dialogue interculturel pour la paix et l'inclusion

Une analyse du pouvoir du dialogue interculturel et du nouveau cadre de l'UNESCO pour favoriser le dialogue interculturel, *Parlons-en* présente les premières preuves du lien entre le dialogue interculturel et la paix, la prévention des conflits et la non-fragilité, et les droits humains. Utilisant des données couvrant plus de 160 pays dans toutes les régions, le rapport présente un cadre des structures, des processus et des valeurs nécessaires pour soutenir le dialogue interculturel, en examinant la dynamique et les liens entre eux pour révéler des opportunités politiques substantielles avec des avantages à grande échelle. Fournissant un soutien et une orientation politiques, le rapport comprend également des informations sur les tendances régionales ainsi que des études de cas approfondies.

Les données, les études de cas et les documents de réflexion contenus dans ce rapport mettent en évidence les principales possibilités de politiques et d'interventions en faveur du dialogue interculturel en tant qu'instrument d'inclusion, de paix et de bénéfices sociétaux plus larges. Les décideurs politiques, les agents de développement, les acteurs de la paix et de la sécurité, les universitaires et bien d'autres sont invités à tirer parti de l'analyse de ce rapport et des conclusions du Cadre pour renforcer le dialogue interculturel dans le monde.

